

Canada Gazette



Gazette du Canada

Part II

Partie II

OTTAWA, WEDNESDAY, DECEMBER 13, 2006

OTTAWA, LE MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2006

Statutory Instruments 2006

Textes réglementaires 2006

SOR/2006-291 to 331 and SI/2006-134 to 142

DORS/2006-291 à 331 et TR/2006-134 à 142

Pages 1962 to 2141

Pages 1962 à 2141

NOTICE TO READERS

The *Canada Gazette* Part II is published under authority of the *Statutory Instruments Act* on January 11, 2006, and at least every second Wednesday thereafter.

Part II of the *Canada Gazette* contains all "regulations" as defined in the *Statutory Instruments Act* and certain other classes of statutory instruments and documents required to be published therein. However, certain regulations and classes of regulations are exempted from publication by section 15 of the *Statutory Instruments Regulations* made pursuant to section 20 of the *Statutory Instruments Act*.

The *Canada Gazette* Part II is available in most libraries for consultation.

For residents of Canada, the cost of an annual subscription to the *Canada Gazette* Part II is \$67.50, and single issues, \$3.50. For residents of other countries, the cost of a subscription is US\$67.50 and single issues, US\$3.50. Orders should be addressed to: Government of Canada Publications, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S5.

The *Canada Gazette* is also available free of charge on the Internet at <http://canadagazette.gc.ca>. It is accessible in PDF (Portable Document Format) and in HTML (HyperText Mark-up Language) as the alternate format.

Copies of Statutory Instruments that have been registered with the Clerk of the Privy Council are available, in both official languages, for inspection and sale at Room 418, Blackburn Building, 85 Sparks Street, Ottawa, Canada.

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette du Canada* Partie II est publiée en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* le 11 janvier 2006, et au moins tous les deux mercredis par la suite.

La Partie II de la *Gazette du Canada* est le recueil des « règlements » définis comme tels dans la loi précitée et de certaines autres catégories de textes réglementaires et de documents qu'il est prescrit d'y publier. Cependant, certains règlements et catégories de règlements sont soustraits à la publication par l'article 15 du *Règlement sur les textes réglementaires*, établi en vertu de l'article 20 de la *Loi sur les textes réglementaires*.

On peut consulter la *Gazette du Canada* Partie II dans la plupart des bibliothèques.

Pour les résidents du Canada, le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette du Canada* Partie II est de 67,50 \$ et le prix d'un exemplaire, de 3,50 \$. Pour les résidents d'autres pays, le prix de l'abonnement est de 67,50 \$US et le prix d'un exemplaire, de 3,50 \$US. Veuillez adresser les commandes à : Publications du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S5.

La *Gazette du Canada* est aussi disponible gratuitement sur Internet au <http://gazetteducanada.gc.ca>. La publication y est accessible en format PDF (Portable Document Format) et en HTML (langage hypertexte) comme média substitut.

Des exemplaires des textes réglementaires enregistrés par le greffier du Conseil privé sont à la disposition du public, dans les deux langues officielles, pour examen et vente à la Pièce 418, Édifice Blackburn, 85, rue Sparks, Ottawa, Canada.

Registration
SOR/2006-291 November 21, 2006

CANADA SHIPPING ACT

Regulations Amending the Ship Station (Radio) Technical Regulations, 1999 (Miscellaneous Program)

The Minister of Transport, Infrastructure and Communities, pursuant to section 343^a of the *Canada Shipping Act*, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Ship Station (Radio) Technical Regulations, 1999 (Miscellaneous Program)*.

Ottawa, November 21, 2006

Lawrence Cannon
Minister of Transport, Infrastructure and
Communities

**REGULATIONS AMENDING THE SHIP STATION
(RADIO) TECHNICAL REGULATIONS, 1999
(MISCELLANEOUS PROGRAM)**

AMENDMENTS

1. Subsection 1(4) of the French version of the *Ship Station (Radio) Technical Regulations, 1999*¹ is replaced by the following:

(4) Sauf disposition contraire du présent règlement, toute mention d'une norme ou d'un document incorporés par renvoi constitue un renvoi à la norme ou au document avec ses modifications successives.

2. Subsection 2(2) of the Regulations is replaced by the following:

(2) Sections 3, 4, 7, 33 and 35 to 37, paragraph 39(1)(b), subsection 39(2), section 50 and subsection 51(2) also apply in respect of a ship station, including radio equipment, documentation and other equipment for the station, on board a non-Canadian ship not engaged in the coasting trade, when navigating in Canadian waters.

3. The portion of section 5 of the French version of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

5. Lorsque l'équipement de radiocommunication permet de préciser automatiquement la position du navire lors d'une alerte en cas de détresse, la position du navire et l'heure à laquelle il était à cette position doivent être disponibles pour être transmises par l'équipement :

4. (1) Paragraph 6(1)(a) of the Regulations is repealed.

(2) Subsection 6(2) of the French version of the Regulations is replaced by the following:

(2) Avant le 1^{er} février 2003, tout équipement de radiocommunication permettant la transmission et la réception des communications au moyen de l'ASN ou toute station terrienne de navire INMARSAT, installés à bord d'un navire avant le 1^{er} avril 2001

Enregistrement
DORS/2006-291 Le 21 novembre 2006

LOI SUR LA MARINE MARCHANDE DU CANADA

Règlement correctif visant le Règlement technique de 1999 sur les stations de navires (radio)

En vertu de l'article 343^a de la *Loi sur la marine marchande du Canada*, le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités prend le *Règlement correctif visant le Règlement technique de 1999 sur les stations de navires (radio)*, ci-après.

Ottawa, le 21 novembre 2006

Le ministre des Transports, de l'Infrastructure et
des Collectivités,
Lawrence Cannon

**RÈGLEMENT CORRECTIF VISANT LE
RÈGLEMENT TECHNIQUE DE 1999 SUR
LES STATIONS DE NAVIRES (RADIO)**

MODIFICATIONS

1. Le paragraphe 1(4) de la version française du *Règlement technique de 1999 sur les stations de navires (radio)*¹ est remplacé par ce qui suit :

(4) Sauf disposition contraire du présent règlement, toute mention d'une norme ou d'un document incorporés par renvoi constitue un renvoi à la norme ou au document avec ses modifications successives.

2. Le paragraphe 2(2) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(2) Les articles 3, 4, 7, 33 et 35 à 37, l'alinéa 39(1)(b), le paragraphe 39(2), l'article 50 et le paragraphe 51(2) s'appliquent, en outre, à toute station de navire, y compris l'équipement de radiocommunication, la documentation et l'équipement destinés à cette station, à bord d'un navire non canadien qui navigue dans les eaux canadiennes et qui n'est pas affecté au cabotage.

3. Le passage de l'article 5 de la version française du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

5. Lorsque l'équipement de radiocommunication permet de préciser automatiquement la position du navire lors d'une alerte en cas de détresse, la position du navire et l'heure à laquelle il était à cette position doivent être disponibles pour être transmises par l'équipement :

4. (1) L'alinéa 6(1)(a) du même règlement est abrogé.

(2) Le paragraphe 6(2) de la version française du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(2) Avant le 1^{er} février 2003, toute installation radio permettant la transmission et la réception des communications au moyen de l'ASN ou toute station terrienne de navire INMARSAT qui sont installées à bord d'un navire avant le 1^{er} avril 2001 et qui ne sont

^a R.S., c. 6 (3rd Supp.), s. 50

¹ SOR/2000-265

^a L.R., ch. 6 (3^e suppl.), art. 50

¹ DORS/2000-265

et qui ne sont pas munies de bouton de détresse réservé et protégé ou qui n'exigent pas au moins deux gestes indépendants pour envoyer un signal de détresse doivent, selon le cas :

- a) être modifiées pour qu'elles soient munies d'un bouton de détresse réservé et protégé ou qu'elles exigent au moins deux gestes indépendants pour envoyer un signal de détresse;
- b) être remplacées par de l'équipement muni d'un bouton de détresse réservé et protégé.

5. Paragraph 13(c) of the French version of the Regulations is replaced by the following:

- c) être munies d'un dispositif pour les recharger entièrement dans un délai de 10 heures.

6. The portion of paragraph 28(b) of the Regulations before subparagraph (i) is replaced by the following:

- (b) be certified by a country to which the Safety Convention applies as having passed the tests set out in standard

7. Paragraphs 30(2)(a) and (b) of the French version of the Regulations are replaced by the following:

- a) les radiotéléphones VHF qui, avant le 23 novembre 1996, étaient à bord d'un navire ressortissant à la Convention de sécurité, soient encore à bord de ce navire;
- b) les radiotéléphones VHF qui, avant le 1^{er} juin 1997, était à bord d'un navire ne ressortissant pas à la Convention de sécurité, soient encore à bord de ce navire.

8. Subsection 37(1) of the French version of the Regulations is replaced by the following:

37. (1) Le signal de détresse ou l'alerte de détresse prévu par le *Règlement international des radiocommunications* est utilisé lorsqu'un navire ou une personne se trouve dans une situation de danger grave et imminente qui nécessite une assistance immédiate. La présente disposition n'a pas pour effet d'interdire, dans une situation de détresse, à un navire, à un bateau de sauvetage ou à une personne d'utiliser tout autre signal pour transmettre sa position et obtenir de l'aide.

COMING INTO FORCE

9. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

The *Regulations Amending the Ship Station (Radio) Technical Regulations, 1999 (Miscellaneous Program)* deal with issues raised by the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations (SJC). The Regulations prescribe the technical characteristics, installation requirements and the operation and inspection of ship stations required by the *Ship Station (Radio) Regulations, 1999*, to be fitted onboard Canadian ships and foreign ships operating in Canadian waters.

The SJC noted that in the French version of subsection 1(4), reference to a standard or document incorporated by reference "from time to time" is expressed as "dans son état modifié". The expression is replaced by "avec ses modifications successives" which is the expression more commonly used.

pas munies de bouton de détresse réservé et protégé ou qui n'exigent pas au moins deux gestes indépendants pour envoyer un signal de détresse doivent, selon le cas :

- a) être modifiées pour qu'elles soient munies d'un bouton de détresse réservé et protégé ou qu'elles exigent au moins deux gestes indépendants pour envoyer un signal de détresse;
- b) être remplacées par de l'équipement muni d'un bouton de détresse réservé et protégé.

5. L'alinéa 13c) de la version française du même règlement est remplacé par ce qui suit :

- c) être munies d'un dispositif pour les recharger entièrement dans un délai de 10 heures.

6. Le passage de l'alinéa 28b) du même règlement précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

- b) être homologué, par un pays auquel la Convention de sécurité s'applique, comme ayant réussi les essais énoncés dans l'une ou l'autre des normes suivantes :

7. Les alinéas 30(2)a) et b) de la version française du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

- a) les radiotéléphones VHF qui, avant le 23 novembre 1996, étaient à bord d'un navire ressortissant à la Convention de sécurité, soient encore à bord de ce navire;
- b) les radiotéléphones VHF qui, avant le 1^{er} juin 1997, était à bord d'un navire ne ressortissant pas à la Convention de sécurité, soient encore à bord de ce navire.

8. Le paragraphe 37(1) de la version française du même règlement est remplacé par ce qui suit :

37. (1) Le signal de détresse ou l'alerte de détresse prévu par le *Règlement international des radiocommunications* est utilisé lorsqu'un navire ou une personne se trouve dans une situation de danger grave et imminente qui nécessite une assistance immédiate. La présente disposition n'a pas pour effet d'interdire, dans une situation de détresse, à un navire, à un bateau de sauvetage ou à une personne d'utiliser tout autre signal pour transmettre sa position et obtenir de l'aide.

ENTRÉE EN VIGUEUR

9. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

Le *Règlement correctif visant le Règlement technique de 1999 sur les stations de navires (radio)* vise des questions soulevées par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation (CMPER). Le règlement précise les caractéristiques techniques, les exigences d'installation et d'exploitation et l'inspection des stations de navires qui sont exigées par le *Règlement de 1999 sur les stations de navires (radio)*. Ces stations de navires doivent être à bord des navires canadiens et de certains navires non canadiens.

Le CMPER a noté que dans la version française du paragraphe 1(4), l'expression « dans son état modifié » a été utilisée au lieu de l'expression « avec ses modifications successives » qui est la formule habituelle pour décrire la nature de ce renvoi. L'expression est donc remplacée.

The SJC pointed out that SOR/2005-137 repealed section 38 of the Regulations. Subsection 2(2) is therefore replaced to delete reference to section 38 from that provision.

The French version of the portion of section 5 before paragraph (a) is amended at the suggestion of the SJC in order to clarify that the time in question in this section is the time at which the ship was at the position that is automatically provided by the radio equipment in the case of a distress alert.

The SJC noted that the reference to “the performance standards in force on March 31, 2001” in paragraph 6(1)(a) of the Regulations was vague. Upon review, it was determined that the only condition that matters for the purposes of subsection 6(1) is the one set out in paragraph 6(1)(b). Paragraph 6(1)(a) is therefore repealed. The French version of subsection 6(2) is amended to clarify that provision’s meaning.

The SJC noted an anomaly between the English and French versions in paragraph 13(c). The English version refers to “fully” charging the batteries whereas the French version does not specify that the batteries are to be “fully” charged. The French version is amended to include the requirement.

Paragraph 28(b) is amended to make the wording consistent with that used in subparagraph 25(a)(ii).

The French versions of paragraphs 30(2)(a) and (b) are amended by replacing the words “et qui sont encore à bord” with the SJC’s preferred wording “soient encore à bord”.

The SJC noted that it was not clear in the second sentence of the French version of subsection 37(1) whether “en détresse” applied to all the elements listed in front of it or just to “une personne”. The subsection is amended to make it clear that all the elements are included.

Contact

Tia M. McEwan
 Manager
 Regulatory Affairs (AMSXR)
 Regulatory Services and Quality Assurance
 Marine Safety
 Transport Canada
 Place de Ville, Tower C, 11th Floor
 330 Sparks Street
 Ottawa, Ontario
 K1A 0N5
 Telephone: (613) 998-5352
 FAX: (613) 991-5670
 E-mail: mcewant@tc.gc.ca

Le CMPEP a souligné que le DORS/2005-137 a abrogé l’article 38 du règlement. Le paragraphe 2(2) est de ce fait modifié par suppression de la référence à l’article 38.

Le passage de l’article 5 précédant l’alinéa a) de la version française est modifiée à la suggestion du CMPEP pour clarifier que l’heure dont il est question dans cet article est l’heure à laquelle le navire était dans la position précisée automatiquement par l’équipement de radiocommunication lors d’une alerte en cas de détresse.

Le CMPEP a noté que la référence à « des normes de performance en vigueur le 31 mars 2001 » à l’alinéa 6(1)a) du règlement est imprécise. Il a été déterminé que la seule condition applicable au paragraphe 6(1) est celle de l’alinéa 6(1)b). Par conséquent, l’alinéa a) est abrogé. Le paragraphe 6(2) de la version française est modifiée afin d’exprimer clairement l’intention de cette disposition.

Le CMPEP a soulevé une anomalie entre les versions anglaise et française de l’alinéa 13c). La version anglaise indique que les batteries doivent être entièrement recharger tandis que la version française ne le précise pas. La version française est modifiée afin d’inclure cette précision.

L’alinéa 28b) est modifié de manière à ce que le libellé soit uniforme avec la terminologie du sous-alinéa 25a)(ii).

Pour donner suite au commentaire du CMPEP, les alinéas 30(2)a) et b) de la version française sont modifiés en remplaçant les mots « et qui sont encore à bord » avec le libellé « soient encore à bord ».

Le CMPEP a demandé de clarifier si l’expression « en détresse » qui figure dans la deuxième phrase du paragraphe 37(1) de la version française, s’applique à tous les éléments inscrits devant cette expression et non seulement à l’expression « à une personne ». Le paragraphe est modifié afin d’exprimer clairement que tous les éléments énumérés précédant l’expression « en détresse » sont inclus.

Personne-ressource

Tia M. McEwan
 Gestionnaire
 Affaires réglementaires (AMSXR)
 Services de réglementation et assurance de la qualité
 Sécurité maritime
 Transports Canada
 Place de Ville, Tour C, 11^e étage
 33, rue Sparks
 Ottawa (Ontario)
 K1A 0N5
 Téléphone : (613) 998-5352
 TÉLÉCOPIEUR : (613) 991-5670
 Courriel : mcewant@tc.gc.ca

Registration
SOR/2006-292 November 23, 2006

FIREARMS ACT

Regulations Amending the Gun Shows Regulations

P.C. 2006-1393 November 23, 2006

Whereas the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness is of the opinion that the change made to the *Gun Shows Regulations*^a by the annexed *Regulations Amending the Gun Shows Regulations* is so immaterial and insubstantial that section 118 of the *Firearms Act*^b should not be applicable in the circumstances;

And whereas the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness will, in accordance with subsection 119(4) of the *Firearms Act*^b, have a statement of the reasons why he formed that opinion laid before each House of Parliament;

Therefore, Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness, pursuant to section 117^c of the *Firearms Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Gun Shows Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE GUN SHOWS REGULATIONS

AMENDMENT

1. Section 15 of the *Gun Shows Regulations*¹ is replaced by the following:

15. These Regulations come into force on November 30, 2008.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

The *Gun Shows Regulations* (SOR/98-211) were drafted in 1998 but not brought into force. They were substantially amended on November 29, 2004 (SOR/2004-273) and their coming into force date was deferred several times. These Regulations amend the coming into force date from November 30, 2006 to November 30, 2008.

^a SOR/98-211
^b S.C. 1995, c. 39
^c S.C. 2003, c. 22, par. 224 (z.38)
¹ SOR/98-211

Enregistrement
DORS/2006-292 Le 23 novembre 2006

LOI SUR LES ARMES À FEU

Règlement modifiant le Règlement sur les expositions d'armes à feu

C.P. 2006-1393 Le 23 novembre 2006

Attendu que le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile estime que l'obligation de dépôt prévue à l'article 118 de la *Loi sur les armes à feu*^a ne s'applique pas au *Règlement modifiant le Règlement sur les expositions d'armes à feu*, ci-après, parce qu'il n'apporte pas de modification de fond notable au *Règlement sur les expositions d'armes à feu*^b;

Attendu que, aux termes du paragraphe 119(4) de cette loi, le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile fera déposer devant chaque chambre du Parlement une déclaration énonçant les justificatifs sur lesquels il se fonde,

À ces causes, sur recommandation du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile et en vertu de l'article 117^c de la *Loi sur les armes à feu*^a, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les expositions d'armes à feu*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES EXPOSITIONS D'ARMES À FEU

MODIFICATION

1. L'article 15 du *Règlement sur les expositions d'armes à feu*¹ est remplacé par ce qui suit :

15. Le présent règlement entre en vigueur le 30 novembre 2008.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÈGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

Le *Règlement sur les expositions d'armes à feu* (DORS/98-211) a été originalement rédigé en 1998 mais n'est jamais entré en vigueur. Le règlement a été substantiellement modifié le 29 novembre 2004 (DORS/2004-273) et sa date d'entrée en vigueur a été remise à de nombreuses reprises. Le présent règlement modifie la date d'entrée en vigueur du 30 novembre 2006 au 30 novembre 2008.

^a L.C. 1995, ch. 39
^b DORS/98-211
^c L.C. 2003, ch. 22, al. 224z.38)
¹ DORS/98-211

Alternatives

The alternative to deferring the coming into force date of these Regulations is to bring the regulations into force as planned on November 30, 2006. Given the requirement for gun show sponsors and police to be advised of the changes and their effect, and the need to provide the proper infrastructure necessary for implementation, it is preferable to defer these Regulations at this time.

Benefits and Costs

The deferral of the coming into force of the *Gun Shows Regulations* is cost neutral and will allow the RCMP to plan or request funding additional funding in order to implement the Regulations. The delay should provide a period of time during which systems may be adjusted such that Chief Firearms Officers will have a cost-effective, efficient process for the administration of gun shows. Gun show sponsors, who must obtain approval from their Chief Firearms Officer for the gun show, will also benefit from the delay since it will provide them with additional time to plan and implement the procedures required to meet the requirements under the Regulations and allow them to become familiar with the amendments that were made in 2004. The deferral also allows for further consideration of submissions made by certain stakeholders that the Regulations are unnecessary and should be repealed entirely.

Consultation

Consultations on these Regulations were undertaken with some stakeholders, including Chief Firearm Officers and some police agencies. The proposed deferral of the coming into force date was well received.

Information will be sent to groups most likely to be affected by the deferral, for example, firearms businesses and shooting clubs. Updated Website materials and information for distribution through the 1-800 public inquiry line will also be prepared. Media relations will be handled on a response basis.

Compliance and Enforcement

Deferral of the coming into force date of the *Gun Shows Regulations* to November 30, 2008 will have no impact on persons currently sponsoring, exhibiting and participating in gun shows. Businesses and individuals must still meet the requirements of the firearms legislation relating to the storage, display, transportation, and buying and selling of firearms.

Contact

Legal Services
Canada Firearms Centre
Royal Canadian Mounted Police
Ottawa, Ontario
K1A 1M6
Telephone: 1-800-731-4000
FAX: (613) 941-1991

Solutions envisagées

La seule autre solution au report de l'entrée en vigueur de ce règlement serait de voir le règlement entrer en vigueur à la date prévue, c'est-à-dire le 30 novembre 2006. Compte tenu de l'obligation d'aviser les parrains d'expositions d'armes à feu et les forces policières des changements et de leurs conséquences et de l'obligation d'avoir une infrastructure adéquate pour sa mise en œuvre, il est préférable, à ce moment-ci, de reporter l'entrée en vigueur du règlement.

Avantages et coûts

Le report de l'entrée en vigueur du *Règlement sur les expositions d'armes à feu* n'entraîne pas de coûts et donnera du temps à la GRC de planifier ou de demander des fonds additionnels dans le but de mettre en œuvre le règlement. Le délai devrait accorder une période de temps qui visera à ajuster les systèmes et permettra aux contrôleurs des armes à feu de mettre sur pied un processus rentable et efficace dans la gestion des expositions d'armes à feu. Les parrains des expositions d'armes à feu, qui doivent obtenir l'agrément de leur contrôleur des armes à feu pour les expositions, vont également profiter de ce délai dans la mesure où il leur accordera une période de temps suffisante pour planifier et mettre en œuvre les procédures requises leur permettant de rencontrer les exigences du règlement ainsi que de se familiariser avec les modifications qui ont été apportées en 2004. Le report permettra également de se pencher sur des représentations formulées par certains intervenants à l'effet que ce règlement ne serait pas nécessaire et devrait être abrogé complètement.

Consultations

Des consultations sur ce règlement ont été menées auprès de certains intervenants, comprenant les contrôleurs des armes à feu et des représentants de certaines forces policières. Le report proposé de la date d'entrée en vigueur a été bien accueilli.

De l'information sera envoyée aux intervenants qui seront les plus susceptibles d'être touchés par le report, par exemple, les entreprises d'armes à feu et les clubs de tir. On mettra également à jour les renseignements figurant dans le site Web et ceux fournis par l'entremise de la ligne d'information sans frais. Les communications avec les médias se feront de façon ponctuelle.

Respect et exécution

Le report de la date d'entrée en vigueur du *Règlement sur les expositions d'armes à feu* au 30 novembre 2008 n'aura pas d'impact sur les personnes qui à l'heure actuelle parrainent, exposent et participent à des expositions d'armes à feu. Les entreprises et les particuliers doivent toujours se conformer aux exigences de la *Loi sur les armes à feu* se rapportant à l'entreposage, l'exposition, le transport et l'achat et la vente d'armes à feu.

Personne-ressource

Services juridiques
Centre des armes à feu Canada
Gendarmerie Royale du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 1M6
Téléphone : 1-800-731-4000
TÉLÉCOPIEUR : (613) 941-1991

Registration
SOR/2006-293 November 23, 2006

AGRICULTURAL MARKETING PROGRAMS ACT

Regulations Amending the Agricultural Marketing Programs Regulations and Repealing the Ranch-raised Fur Pelts Designation Regulations

P.C. 2006-1395 November 23, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Agriculture and Agri-Food and the Treasury Board, pursuant to section 40^a of the *Agricultural Marketing Programs Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Agricultural Marketing Programs Regulations and Repealing the Ranch-raised Fur Pelts Designation Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE AGRICULTURAL MARKETING PROGRAMS REGULATIONS AND REPEALING THE RANCH-RAISED FUR PELTS DESIGNATION REGULATIONS

AMENDMENTS

1. The *Agricultural Marketing Programs Regulations*¹ are amended by adding the following after section 1:

PRESCRIBED CRITERIA

1.1 The following are prescribed criteria for the purposes of paragraph 4.1(1)(b) of the Act:

- (a) historical farm gate values;
- (b) wholesale prices for the agricultural product;
- (c) trade data in respect of the agricultural product, including average import and export prices;
- (d) in the case of crops, industry expectations of crop size and quality, planted acreage and the extent of any crop holdings in storage;
- (e) exchange rates;
- (f) regional market conditions; and
- (g) the expected retail price for the agricultural product as demonstrated by data supplied to the Minister.

1.2 For the purposes of paragraph 4.1(1)(c) of the Act, the following are prescribed criteria for determining whether an agricultural product is not processed or not processed beyond what is necessary to store it and prevent spoilage:

- (a) in the case of an animal referred to in subparagraph 4.1(1)(a)(i) of the Act, it is alive;
- (b) in the case of a plant referred to in subparagraph 4.1(1)(a)(ii) of the Act, it is in the state in which it grew

Enregistrement
DORS/2006-293 Le 23 novembre 2006

LOI SUR LES PROGRAMMES DE COMMERCIALISATION AGRICOLE

Règlement modifiant le Règlement sur les programmes de commercialisation agricole et abrogeant le Règlement désignant comme récolte les fourrures d'animaux d'élevage

C.P. 2006-1395 Le 23 novembre 2006

Sur recommandation du ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire et du Conseil du Trésor et en vertu de l'article 40^a de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les programmes de commercialisation agricole et abrogeant le Règlement désignant comme récolte les fourrures d'animaux d'élevage*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES PROGRAMMES DE COMMERCIALISATION AGRICOLE ET ABROGEANT LE RÈGLEMENT DÉSIGNANT COMME RÉCOLTE LES FOURRURES D'ANIMAUX D'ÉLEVAGE

MODIFICATIONS

1. Le *Règlement sur les programmes de commercialisation agricole*¹ est modifié par adjonction, après l'article 1, de ce qui suit :

CRITÈRES RÉGLEMENTAIRES

1.1 Pour l'application de l'alinéa 4.1(1)b) de la Loi, les critères sont les suivants :

- a) l'historique des valeurs à la ferme du produit agricole;
- b) son prix de gros;
- c) toute donnée sur les échanges de celui-ci, y compris les prix moyens de son importation et de son exportation;
- d) dans le cas de récolte, la qualité et le volume de la récolte anticipés par l'industrie, la superficie plantée et les stocks entreposés;
- e) les taux de change;
- f) les conjonctures des marchés régionaux;
- g) le prix de vente au détail qui peut être obtenu pour le produit agricole selon toute donnée présentée au ministre.

1.2 Pour l'application de l'alinéa 4.1(1)c) de la Loi, les critères devant servir à établir si un produit agricole est non transformé ou s'il n'a subi que la transformation nécessaire à sa conservation et à son entreposage sont les suivants :

- a) dans le cas d'un animal visé au sous-alinéa 4.1(1)a)(i) de la Loi, il est vivant;
- b) dans le cas d'une plante visée au sous-alinéa 4.1(1)a)(ii) de la Loi, elle est dans l'état dans lequel elle pousse, mis à part la

^a S.C. 2006, c. 3, s. 16

^b S.C. 1997, c. 20

¹ SOR/99-295

^a L.C. 2006, ch. 3, art. 16

^b L.C. 1997, ch. 20

¹ DORS/99-295

except for any alteration that may have occurred through harvesting or, if perishable, through storage and prevention of spoilage – with or without the addition of a preserving agent – in a controlled atmosphere or by refrigeration or freezing; and
(c) in the case of a product of a plant referred to in subparagraph 4.1(1)(a)(ii) of the Act, it is a part of a plant that is in its harvested state otherwise unaltered except, if perishable, through storage and prevention of spoilage – with or without the addition of a preserving agent – in a controlled atmosphere or by refrigeration or freezing.

2. Section 2 of the Regulations is replaced by the following:

2. For the purposes of paragraph 10(1)(a) of the Act, the following are prescribed criteria for determining whether a producer ceases to own an agricultural product or ceases to be responsible for marketing an agricultural product:

- (a) the agricultural product has been sold or processed; and
- (b) the agricultural product – other than a horticultural crop, maple syrup or honey – has been placed in a pool.

3. Section 3 of the Regulations is replaced by the following:

3. (1) The following definitions apply in this section.

“calculation date” means the date as of which the historical liability data for an administrator under an advance guarantee agreement are calculated, which date is

- (a) the date specified in the agreement, or
- (b) if the last day of the ninth month following the final day of the calculation period specified in the agreement is earlier than the date referred to in paragraph (a), or if there is no date specified in the agreement, the date that is the last day of the ninth month following the final day of the calculation period specified in the agreement. (*date de calcul*)

“calculation period” means any of the following:

- (a) a period that is specified in an advance guarantee agreement, that is of a duration of 12 months or less and that ends before November 27, 2006;
- (b) a transitional crop year; and
- (c) a post-2006 production period. (*période de base*)

“experienced administrator” means an administrator under an advance guarantee agreement for a post-2006 production period, for which, at the time when the agreement is entered into, historical liability data are available for two or more calculation periods that began and were completed within the period of three years prior to the day on which the agreement is entered into. (*agent d’exécution chevronné*)

“historical liability data”, in respect of an administrator, means all of the following data:

- (a) the total of all repayments – in full or in part – of the principal amounts under settlement agreements to that administrator by producers;
- (b) the total of all the principal amounts of settlement agreements that are owed to that administrator by producers not in default under those agreements; and
- (c) the total of all the original principal amounts of settlement agreements with that administrator that are in effect. (*données historiques de responsabilité*)

modification subie du fait de sa récolte et, dans le cas où elle est périssable, de sa conservation et de son entreposage – avec ou sans agent de conservation – sous atmosphère contrôlée, sous réfrigération ou sous congélation;

c) dans le cas d’un produit provenant d’une plante visé au sous-alinéa 4.1(1)(a)(ii) de la Loi, il est une partie d’une plante dans l’état dans lequel une telle partie est récoltée, mis à part, dans le cas où le produit est périssable, la modification subie du fait de sa conservation et de son entreposage – avec ou sans agent de conservation – sous atmosphère contrôlée, sous réfrigération ou sous congélation.

2. L’article 2 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

2. Pour l’application de l’alinéa 10(1)a) de la Loi, les critères devant servir à déterminer quand le producteur cesse d’être le propriétaire du produit agricole ou cesse d’être responsable de sa commercialisation sont les suivants :

- a) le produit agricole a été vendu ou transformé;
- b) le produit agricole – autre qu’une récolte horticole, du sirop d’érable ou du miel – est mis en commun avec d’autres produits agricoles.

3. L’article 3 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

3. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

« agent d’exécution chevronné » Agent d’exécution partie à un accord de garantie d’avance pour une campagne agricole postérieure à 2006 à l’égard duquel, au moment où l’accord est conclu, sont disponibles les données historiques de responsabilité pour deux périodes de base ou plus commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l’accord est conclu. (*experienced administrator*)

« agent d’exécution intermédiaire » Agent d’exécution partie à un accord de garantie d’avance pour une campagne agricole postérieure à 2006 à l’égard duquel, au moment où l’accord est conclu, sont disponibles les données historiques de responsabilité pour une seule période de base commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l’accord est conclu. (*intermediate administrator*)

« campagne agricole postérieure à 2006 » Toute campagne agricole qui débute le 27 novembre 2006 ou après cette date. (*post-2006 production period*)

« campagne agricole transitoire » Toute période d’au plus douze mois prévue par l’accord de garantie d’avance qui débute avant le 27 novembre 2006 et se termine à cette date ou après. (*transitional crop year*)

« date de calcul » La date qui sert à calculer les données historiques de responsabilité d’un agent d’exécution partie à un accord de garantie d’avance et qui est, selon le cas :

- a) la date fixée dans l’accord;
- b) si elle est antérieure à la date fixée dans l’accord ou s’il n’y pas de date fixée dans l’accord, la date du dernier jour du neuvième mois suivant le dernier jour de la période de base visée par l’accord. (*calculation date*)

« données historiques de responsabilité » À l’égard d’un agent d’exécution, toutes les données suivantes :

- a) la somme de tous les remboursements – partiels ou totaux – du principal de tous les accords de règlement faits à celui-ci par les producteurs;

“intermediate administrator” means an administrator under an advance guarantee agreement for a post-2006 production period, for which, at the time when the agreement is entered into, historical liability data are available for only one calculation period that began and was completed within the period of three years prior to the day on which the agreement is entered into. (*agent d’exécution intermédiaire*)

“new administrator” means an administrator under an advance guarantee agreement for a post-2006 production period, for which, at the time when the agreement is entered into, no historical liability data are available for any calculation period that began and was completed within the period of three years prior to the day on which the agreement is entered into. (*nouvel agent d’exécution*)

“post-2006 production period” means a production period that begins on or after November 27, 2006. (*campagne agricole postérieure à 2006*)

“transitional crop year” means a period that is specified in an advance guarantee agreement, that is of a duration of 12 months or less and that begins before November 27, 2006 and ends on or after that date. (*campagne agricole transitoire*)

(2) The administrator’s percentage mentioned in paragraph 5(3)(g) of the Act for a new administrator is 1%.

(3) The administrator’s percentage mentioned in paragraph 5(3)(g) of the Act for an intermediate administrator or an experienced administrator shall be calculated in accordance with the formula

$$((A-B) \times 100) \div C$$

where

A is

(a) in the case of an intermediate administrator, the total of the outstanding principal amounts of advances owed to that administrator by producers who are in default, as at the calculation date, under repayment agreements with that administrator in respect of the one previous calculation period applicable to that administrator that began and was completed within the period of three years prior to the day on which the advance guarantee agreement is entered into, and

(b) in the case of an experienced administrator, the total of the outstanding principal amounts of advances owed to that administrator by producers who are in default, as at the calculation date, under repayment agreements with that administrator in respect of the two previous calculation periods applicable to that administrator that began and were completed within the period of three years prior to the day on which the advance guarantee agreement is entered into;

B is the amount calculated in accordance with subsection (4); and

C is the total of the principal amounts of all advances made to producers,

(a) in the case of an intermediate administrator, during the one previous calculation period applicable to that administrator that began and was completed within the period of three years prior to the day on which the advance guarantee agreement is entered into, and

(b) in the case of an experienced administrator, during the two previous calculation periods applicable to that administrator that began and were completed within the period of three years prior to the day on which the advance guarantee agreement is entered into.

b) la somme du principal de tous les accords de règlement qui lui est dû par les producteurs qui ne sont pas en défaut en vertu de ces accords;

c) la somme du principal original de tous les accords de règlement en vigueur dont il est partie. (*historical liability data*)

« nouvel agent d’exécution » Agent d’exécution partie à un accord de garantie d’avance pour une campagne agricole postérieure à 2006 à l’égard duquel, au moment où l’accord est conclu, n’est disponible aucune donnée historique de responsabilité pour une période de base commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l’accord est conclu. (*new administrator*)

« période de base » L’une ou l’autre des périodes suivantes :

a) la période d’au plus douze mois, prévue par un accord de garantie d’avance, qui prend fin avant le 27 novembre 2006;

b) une campagne agricole transitoire;

c) une campagne agricole postérieure à 2006. (*calculation period*)

(2) Le pourcentage visé à l’alinéa 5(3)g) de la Loi est de 1 % pour les nouveaux agents d’exécution.

(3) Le pourcentage visé à l’alinéa 5(3)g) de la Loi pour les agents d’exécution intermédiaires et les agents d’exécution chevronnés est calculé selon la formule suivante :

$$((A-B) \times 100) \div C$$

où :

A représente :

a) dans le cas de l’agent d’exécution intermédiaire, la somme du principal des avances dû à cet agent par les producteurs qui, à la date de calcul, sont en défaut relativement aux accords de remboursement conclus avec lui pour la dernière période de base applicable à cet agent commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l’accord de garantie d’avance est conclu,

b) dans le cas de l’agent d’exécution chevronné, la somme du principal des avances dû à cet agent par les producteurs qui, à la date de calcul, sont en défaut relativement aux accords de remboursement conclus avec lui pour les deux dernières périodes de base applicables à cet agent commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l’accord de garantie d’avance est conclu;

B la somme calculée conformément au paragraphe (4);

C la somme du principal de toutes les avances consenties aux producteurs :

a) dans le cas de l’agent d’exécution intermédiaire, au cours de la dernière période de base applicable à celui-ci commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l’accord de garantie d’avance est conclu,

b) dans le cas de l’agent d’exécution chevronné, au cours des deux dernières périodes de base applicables à celui-ci commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l’accord de garantie d’avance est conclu.

(4) The value of B in subsection (3) is the amount calculated in accordance with the formula

$$((D + E) \times E) \div F$$

where

D is the total of all repayments – in full or in part – of the principal amounts, as at the calculation date, under settlement agreements by producers to the administrator, for

(a) in the case of an intermediate administrator, the one previous calculation period applicable to that administrator that began and was completed within the period of three years prior to the day on which the advance guarantee agreement is entered into, and

(b) in the case of an experienced administrator, the two previous calculation periods applicable to that administrator that began and were completed within the period of three years prior to the day on which the advance guarantee agreement is entered into;

E is the total of all the principal amounts of settlement agreements that are owed to the administrator as at the calculation date by producers that are not then in default under the settlement agreements, for

(a) in the case of an intermediate administrator, the one previous calculation period applicable to that administrator that began and was completed within the period of three years prior to the day on which the advance guarantee agreement is entered into, and

(b) in the case of an experienced administrator, the two previous calculation periods applicable to that administrator that began and were completed within the period of three years prior to the day on which the advance guarantee agreement is entered into; and

F is the total of all the original principal amounts of those settlement agreements that are in effect as at the calculation date between producers and the administrator, for

(a) in the case of an intermediate administrator, the one previous calculation period applicable to that administrator that began and was completed within the period of three years prior to the day on which the advance guarantee agreement is entered into, and

(b) in the case of an experienced administrator, the two previous calculation periods applicable to that administrator that began and were completed within the period of three years prior to the day on which the advance guarantee agreement is entered into.

4. Section 6 of the Regulations and the heading before it are replaced by the following:

LIMITATION FOR CASH REPAYMENTS WITHOUT PROOF OF SALE OF THE AGRICULTURAL PRODUCT

6. For the purposes of subparagraph 10(2)(a)(v) of the Act, the amount prescribed is the amount that is the greater of

- (a) 10% of the advance, and
- (b) \$1,000.

(4) La valeur de l'élément B visé au paragraphe (3) correspond à la somme calculée selon la formule suivante :

$$((D + E) \times E) \div F$$

où :

D représente la somme, à la date de calcul, de tous les remboursements – partiels ou totaux – du principal de tous les accords de règlement faits à l'agent d'exécution par les producteurs :

a) dans le cas de l'agent d'exécution intermédiaire, pour la dernière période de base applicable à celui-ci commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l'accord de garantie d'avance est conclu,

b) dans le cas de l'agent d'exécution chevronné, pour les deux dernières périodes de base applicables à celui-ci commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l'accord de garantie d'avance est conclu;

E la somme du principal de tous les accords de règlement qui, à la date de calcul, est dû, par les producteurs qui ne sont pas en défaut en vertu de ces accords, à l'agent d'exécution :

a) dans le cas de l'agent d'exécution intermédiaire, pour la dernière période de base applicable à celui-ci commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l'accord de garantie d'avance est conclu,

b) dans le cas de l'agent d'exécution chevronné, pour les deux dernières périodes de base applicables à celui-ci commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l'accord de garantie d'avance est conclu;

F la somme du principal original de tous les accords de règlement qui, à la date de calcul, sont en vigueur entre les producteurs et l'agent d'exécution :

a) dans le cas de l'agent d'exécution intermédiaire, pour la dernière période de base applicable à celui-ci commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l'accord de garantie d'avance est conclu,

b) dans le cas de l'agent d'exécution chevronné, pour les deux dernières périodes de base applicables à celui-ci commençant et se terminant dans les trois ans précédant le jour où l'accord de garantie d'avance est conclu.

4. L'article 6 du même règlement et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

MAXIMUM DU REMBOURSEMENT SANS PREUVE DE VENTE DU PRODUIT AGRICOLE

6. Pour l'application du sous-alinéa 10(2)a)(v) de la Loi, le montant est égal à la plus élevée des sommes suivantes :

- a) 10 % de l'avance;
- b) 1 000 \$.

DEFINITION OF OVERPAYMENT

6.1 (1) For the purposes of paragraph 10(2)(c) of the Act, “overpayment” means

(a) in the case where an advance is covered by a program listed in the schedule to the Act, where the coverage amount payable to the producer under the program is reduced through no fault of the producer and where section 11 of the Act does not apply, that part of the outstanding amount of the advance that exceeds the reduced coverage amount by more than the limit determined in accordance with subsection (2); and

(b) in the case where an advance is in respect of an agricultural product that, at the time of the advance, was in the course of being produced or was not yet produced, where the value of the produced agricultural product – and the value of the security on the produced agricultural product – is reduced through no fault of the producer and where section 11 of the Act does not apply, that part of the outstanding amount of the advance that exceeds the reduced value of the security by more than the limit determined in accordance with subsection (2).

(2) The limit is the amount that is the greater of

(a) 10% of the advance, and

(b) \$6,000.

(3) In any case where both paragraphs (1)(a) and (b) apply to an advance, “overpayment” means the amount calculated in accordance with paragraph (1)(b).

SECURITY

6.2 For the purposes of section 12 of the Act, the required security is one or a combination of the following:

(a) security referred to in section 427 of the *Bank Act*;

(b) security under applicable provincial law; and

(c) a full or partial assignment.

5. (1) Subsection 7(1) of the Regulations is amended by adding the word “and” at the end of paragraph (b), by striking out the word “and” at the end of paragraph (c) and by repealing paragraph (d).

(2) Section 7 of the Regulations is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) In the case where the administrator is the Board, before requesting payment from the Minister under subsection 23(1) of the Act, the Board shall undertake to the Minister in writing to continue to collect, during the period specified in the advance guarantee agreement, any amounts still owed by the producer by endorsing the documents referred to in section 16 of the Act or by offsetting payments to producers.

(3) Paragraph 7(2)(a) of the English version of the Regulations is amended by replacing the words “crop year” with the words “production period”.

REPEAL

6. The *Ranch-raised Fur Pelts Designation Regulations*² are repealed.

² SOR/99-253

DÉFINITION DE TROP-PERÇU

6.1 (1) Pour l’application de l’alinéa 10(2)c) de la Loi, « trop-perçu » s’entend :

a) dans le cas où l’avance est couverte par un programme figurant à l’annexe de la Loi, où le montant de la couverture à payer au producteur conformément à ce programme est réduit sans que ce fait soit attribuable au producteur et où l’article 11 de la Loi ne s’applique pas, de la partie de l’avance qui excède la couverture réduite d’une somme supérieure à la limite établie conformément au paragraphe (2);

b) dans le cas où l’avance vise un produit agricole qui, au moment où l’avance a été consentie, était en cours de production ou n’était pas encore produit, où la valeur du produit agricole produit et de la sûreté sur celui-ci est réduite sans que ce fait soit attribuable au producteur et où l’article 11 de la Loi ne s’applique pas, de la partie de l’avance qui excède la valeur réduite de la sûreté d’une somme supérieure à la limite établie conformément au paragraphe (2).

(2) La limite est la plus élevée des sommes suivantes :

a) 10 % de l’avance;

b) 6 000 \$.

(3) Dans le cas où les alinéas (1)a) et b) s’appliquent à l’égard d’une avance, « trop-perçu » s’entend de la somme calculée conformément à l’alinéa (1)b).

SÛRETÉ

6.2 Pour l’application de l’article 12 de la Loi, la sûreté exigée est l’une ou l’autre des sûretés ci-après ou toute combinaison de celles-ci :

a) l’une des garanties visées à l’article 427 de la *Loi sur les banques*;

b) une sûreté en vertu du droit provincial applicable;

c) une cession partielle ou totale.

5. (1) L’alinéa 7(1)d) du même règlement est abrogé.

(2) L’article 7 du même règlement est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Dans le cas où l’agent d’exécution est la Commission, avant de présenter une demande de paiement au ministre en conformité avec le paragraphe 23(1) de la Loi, la Commission s’engage par écrit envers le ministre à poursuivre, pendant la période précisée dans l’accord de garantie d’avance, le recouvrement des sommes dues par le producteur en portant une mention à cet effet dans les documents visés à l’article 16 de la Loi ou en procédant à des déductions sur les paiements aux producteurs.

(3) À l’alinéa 7(2)a) de la version anglaise du même règlement, « crop year » est remplacé par « production period ».

ABROGATION

6. Le Règlement désignant comme récolte les fourrures d’animaux d’élevage² est abrogé.

² DORS/99-253

COMING INTO FORCE

7. These Regulations come into force on November 27, 2006.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

The amendments to the *Agricultural Marketing Programs Act* (AMPA) that necessitated these Regulations were stimulated in part by a mandatory review of the AMPA, undertaken in 2001-2002, and in part by national consultations on program design, held with the agricultural industry and its stakeholders. Within the AMPA evaluation, both the Advance Payments Program (APP), a program which is legislated under the AMPA, and the Spring Credit Advance Program (SCAP), a voted program that is set through Orders in Council and on the advice of the Treasury Board Secretariat, were reviewed in areas of program design, integrity and usefulness.

The APP provides farmers with a cash advance at or after harvest in order to support their cash flow needs, allowing producers to wait until prices are more favourable to sell their crops. The SCAP is similar in nature to the APP, except the cash advance is available to the producer in the spring, providing access to credit in order to help facilitate with input costs related to producing the crop. Under the APP, security on the advance is taken on the crop held in storage, whereas in SCAP producers are required to participate in the Production Insurance program or a similar type of program to secure the advance in case of production failure. In both programs, Agriculture and Agri-Food Canada (AAFC) guarantees the repayment of the advances so that the producer organization can obtain the financing needed to provide cash advances to their members.

Amendments to the AMPA were made to expand the APP to better address some of the current circumstances facing Canadian producers. Consequently, changes included: broadening the eligible agricultural product base to include livestock and other agricultural products, incorporating the provisions of the SCAP into the APP, increasing the interest-free provision of the advance and the overall maximum eligible advance limit of the program to better align the program with current market realities, and to expand the definition of an eligible Administrator, in order to make cash advances more accessible to producers in remote areas of the country. As a result of the changes to the Act (Bill C-15, *An Act to amend the Agricultural Marketing Programs Act*, which received Royal Assent on June 22, 2006, and came into force in November 2006), amendments to the Regulations were required.

The amendments to the Regulations are administrative in nature and have no financial implications. They primarily focus on terminology changes to reflect the new terminology used in the Bill, the prescription of criteria that will be used for determining whether it is possible to establish an average market price for an agricultural product, the modification of the provision for calculating the administrator's percentage liability, and the description

ENTRÉE EN VIGUEUR

7. Le présent règlement entre en vigueur le 27 novembre 2006.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

Les modifications à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (LPCA) qui ont rendu la modification du règlement nécessaire sont partiellement attribuables à un examen obligatoire de la LPCA effectué en 2001-2002 et aux consultations nationales sur la conception des programmes avec l'industrie agricole et ses intervenants. Dans le cadre de l'évaluation de la LPCA, le Programme de paiements anticipés (PPA), un programme réglementé par la LPCA, et le Programme d'avances printanières (PAP), un programme voté établi par décrets du conseil et suivant l'avis du Secrétariat du Conseil du Trésor, ont fait l'objet d'un examen qui a tenu compte de la conception, de l'intégrité et de l'utilité des programmes.

Le PPA verse aux agriculteurs une avance au moment de la récolte ou après pour les aider à augmenter leurs liquidités afin qu'ils puissent attendre que les prix soient plus favorables avant de vendre leur récolte. Le PAP est comparable au PPA, sauf que l'avance est accessible aux producteurs au printemps, leur donnant accès aux crédits qui les aideront relativement aux coûts des intrants liés aux cultures. Dans le cadre du PPA, la production entreposée sert de sûreté pour l'avance alors que les producteurs participant au PAP doivent adhérer au programme d'assurance-production ou à un programme semblable afin de garantir l'avance en cas de perte de production. Dans les deux cas, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) garantit le remboursement des avances afin d'aider l'association des producteurs à obtenir le financement nécessaire pour pouvoir consentir des avances à ses membres.

Les modifications à la LPCA servent à élargir la portée du PPA en vue de mieux tenir compte de certaines circonstances auxquelles sont confrontés les producteurs canadiens. Par conséquent, au nombre des changements s'inscrit ce qui suit : élargir la base des produits agricoles admissibles de façon à inclure le bétail et autres produits agricoles, incorporer les modalités du PAP au PPA, accroître le montant des avances exempt d'intérêt et le plafond maximum des avances admissibles du programme afin de les harmoniser avec la réalité du marché, et élargir la définition du terme agent d'exécution admissible en vue de rendre les avances de fonds plus accessibles aux producteurs des régions éloignées du pays. Des modifications ont dû être apportées au règlement pour tenir compte des changements apportés à la Loi (en référence au projet de loi C-15 ayant reçu la sanction royale le 22 juin dernier et ayant entré en vigueur au mois de novembre 2006).

Les modifications sont de nature administrative et n'ont aucune implication financière. Les modifications apportées au règlement portent principalement sur des modifications terminologiques visant à refléter les nouveaux termes employés dans le projet de loi, à prescrire les critères qui seront utilisés pour déterminer si un prix moyen du marché pour un produit agricole peut être établi, la modification de la disposition servant à calculer le pourcentage

of the security that administrators are required to take to secure the advances. Providing these administrative provisions in the Regulations rather than in the body of the Act itself will facilitate future changes to specific aspects of the program in order to address changing industry needs, as required.

Specifically, the amendments to the AMPA Regulations were created to:

1. Prescribe the criteria that will be used for determining whether it is possible to establish an average price for an agricultural product.
This amendment set the criteria to ensure the price is reliable. The Minister must be confident that it is possible to set a reliable average market price.
2. Prescribe the criteria that will be used for determining whether an agricultural product is not processed or not processed beyond what is necessary to store it and prevent its spoilage.
This amendment is required to limit the benefits of the programs to agricultural products themselves and not their derivatives, and to ensure that products whose natural state is altered, beyond what is necessary to store it and prevent its spoilage, are not eligible to the program.
3. Modify the provisions for calculating the Administrator's percentage liability on producer defaults.
The calculation of the Administrator's liability percentage is structured to encourage Administrators to minimize defaults and take effective action to obtain repayment in the case of a default.
4. Prescribe the amount of an advance that can be repaid by a producer to an administrator without proof of sale.
This amendment provides for an increase of the limit for cash repayment without penalty from \$500 to \$1,000 to cover the increase in the maximum eligible advance in the Bill.
5. Define what constitutes an overpayment of an advance.
In accordance with paragraph 10(2)(c) of the Act, an overpayment will be defined to cover instances where coverage under a Business Risk Management (BRM) program or under a security on the agricultural product turns out to be insufficient to cover the amount of the advance in circumstances outside of the producer's control. In such instances that producer will be required to repay the advance but will not be penalized for such repayment.
6. Describe the security that administrators are required to take.
This amendment identifies the securities that are required to secure the advances.
7. Change the terminology to reflect the amended Act or to support specific provisions under the amendments to the regulations.
The term "production period" is being used to reflect the amendments to the Act. Terms such as "calculation date", "new administrator", etc. have been defined for the purpose of the Administrator's percentage liability formula.
8. Amend the method by which the administrator (Canadian Wheat Board) is to collect amounts owed.
Section 16 of the Act has been modified to allow the Canadian Wheat Board to require that it be delivered any document that the Board has issued to a producer. Paragraph 7.1(d) of the current regulations has been repealed and replaced by 7(1.1) to reflect the new section 16 of the Act.

correspondant à la responsabilité de l'agent d'exécution et la description des exigences en matière de sûreté devant être donnée en garantie du remboursement des avances. La stipulation des présentes dispositions administratives dans le règlement plutôt que dans la LPCA proprement dite facilitera la modification future de certains aspects du programme dans le but de répondre aux besoins changeants de l'industrie, selon les besoins.

De façon spécifique, les amendements ont été développés pour :

1. Prescrire les critères devant servir à déterminer si un prix moyen de marché peut être établi pour un produit agricole.
La présente modification fournit des critères afin d'assurer la fiabilité d'un prix. Le ministre doit s'assurer de pouvoir établir le prix moyen fiable du marché.
2. Prescrire les critères devant servir pour déterminer si un produit agricole est non transformé ou s'il n'a subi que la transformation nécessaire à sa conservation et à son entreposage.
La présente modification sert à restreindre les avantages des programmes aux produits agricoles et non à leurs dérivés, et garantit que les produits dont l'état naturel a été altéré au-delà des besoins de transformation nécessaires à leur conservation et à leur entreposage ne soient pas admissibles au programme.
3. Modifier la méthode de calcul du pourcentage redevable par l'agent d'exécution après tout défaut de paiement du producteur.
Le calcul du pourcentage redevable de l'agent d'exécution est structuré de sorte à inciter les agents d'exécution à réduire les défauts de paiement et à prendre des mesures efficaces pour obtenir un remboursement en cas de défaut de paiement.
4. Prescrire le montant des avances qui peut être remboursé par un producteur à un agent d'exécution sans preuve de vente.
La présente modification augmente le montant maximal pouvant être remboursé sans preuve de vente de 500 \$ à 1 000 \$ afin de tenir compte de l'augmentation du montant d'avance maximal prévu dans le Projet de loi.
5. Définir ce qui représente un trop-perçu sur l'avance.
Conformément à l'alinéa 10(2)c) de la Loi, un trop-perçu est destiné à s'appliquer aux occasions où le montant couvert par l'un des programmes de la Gestion des risques de l'entreprise (GRE) ou par une sûreté sur un produit agricole s'avère insuffisant pour couvrir le montant de l'avance en cas d'échec de la production sans que ce fait soit attribuable au producteur. Dans de tels cas, le producteur devra rembourser l'avance sans toutefois être pénalisé pour ce remboursement.
6. Identifier les sûretés que les agents d'exécution sont tenus de prendre.
La modification identifie les sûretés qui sont requises pour garantir les avances.
7. Modifier la terminologie pour refléter les modifications apportées à la Loi ou appuyer les dispositions spécifiques en vertu des modifications apportées au règlement.
L'expression anglaise « production period » a été utilisée pour refléter les amendements à la loi. Les mots et expressions tels que « date du calcul », « nouvel agent d'exécution », etc. ont été définis afin de calculer le pourcentage correspondant à l'agent d'exécution selon la nouvelle méthode de calcul.

8. Amender les modalités régissant le recouvrement des montants dus par le producteur à l'administrateur (Commission canadienne du blé).

L'article 16 de la Loi a été modifié afin de permettre à la Commission canadienne de blé de demander à ce que lui soit remis tout document délivré à un producteur. L'alinéa 7(1)d) du règlement actuel a été abrogé et remplacé par 7(1.1) afin de tenir compte de ce changement.

Alternatives

Option 1 – Status Quo

The current AMPA and Regulations came into effect in 1997 and no longer reflect the reality facing today's agricultural sector. In consultation with industry, program stakeholders and governmental officials, the APP and the SCAP programs were deemed no longer feasible in fully addressing producers needs. Maintaining the current Regulations does not address industry concerns and does not effectively align with changes in the agricultural sector or the new legislation.

Option 2 – Regulatory Amendments

This option was considered during the consultation process. In conjunction with the livestock sector, existing program stakeholders and central agencies, it was concluded that matters outlined above were best managed in regulations rather than in legislation. The specific provisions of these Regulations were deemed to be the most appropriate for program delivery, as they provided flexibility in making program changes outside of the legislation if future requirements deemed changes necessary.

Benefits and Costs

The programs under this AMPA benefit the agricultural industry and its stakeholders as a whole by providing access to credit at critical times throughout the production cycle, thereby relieving cash flow difficulties faced by producers and allowing them to make more sound marketing decisions in order to increase market return. Lending institutions alike benefit from the programs as they are better able to service the needs of their agricultural clients through the federal loan guarantees provided.

The amendments to the Regulations are essential for the proper administration of the programs under the AMPA. Changes to administration procedures may change in light of some of the amendments, however program delivery will remain consistent with procedures currently in place. The amendments to the AMPA Regulations are essential in keeping governmental program costs at a minimum and providing more flexibility for future program changes if required.

The average cash advance per producer for the last five years was approximately \$20,000 and the average amount saved by producers on total interest earned was approximately \$300. With these changes, we expect the cash advance amount to double and therefore the interest saved to double as well. Currently, about 33,000 producers across Canada are using the SCAP and the APP.

Solutions envisagées

Option 1 – Statu quo

La LPCA et le règlement sont entrés en vigueur en 1997 et ne correspondent plus à la réalité actuelle du secteur agricole. De concert avec l'industrie, les intervenants des programmes et les administrateurs gouvernementaux ont jugé que les programmes PPA et PAP n'étaient plus réalistes dans leur façon de répondre aux besoins des producteurs. Le maintien de la réglementation actuelle ne tient pas compte des inquiétudes relatives à l'industrie et des changements qui s'opèrent dans le secteur agricole ou des modifications de la nouvelle législation.

Option 2 – Modifications réglementaires

Cette option a été envisagée durant le processus de consultation. De concert avec le secteur du bétail, les intervenants des programmes actuels et les organismes centraux, il a été conclu que les questions exposées seraient mieux gérées par voie réglementaire que par la loi. Nous estimons que les dispositions particulières à ce règlement conviennent le mieux à l'exécution des programmes, car elles offrent plus de souplesse à l'appui des modifications aux programmes indépendantes de la loi, au cas où, d'après les exigences futures, des changements seraient jugés nécessaires.

Avantages et coûts

Les programmes sous le régime de la LPCA sont avantageux à l'ensemble de l'industrie agricole et de ses intervenants puisqu'ils offrent accès au crédit durant les périodes critiques tout au long du cycle de production afin d'atténuer les problèmes de liquidités auxquels sont confrontés les producteurs et de leur permettre de prendre des décisions commerciales plus judicieuses pour accroître leurs recettes de vente. Les établissements prêteurs profitent également des programmes par leur capacité à mieux répondre aux besoins de leurs clients agricoles grâce aux garanties d'avances consenties par le gouvernement fédéral.

Les modifications au règlement sont de nature administrative et ne représentent aucune implication financière. Les procédures administratives pourront être modifiées à la lumière des certaines modifications. L'exécution du programme demeurera toutefois conforme aux procédures actuelles. Les modifications apportées au présent règlement servent à réduire au minimum les coûts des programmes gouvernementaux et offrent plus de souplesse au cas où d'autres changements devaient être apportés aux programmes, selon les besoins.

L'avance moyenne par producteur au cours des 5 dernières années s'élève à environ 20 000 \$ et les sommes moyennes économisées en intérêt — qui serait perçu sans le recours au programme — par le producteur sont d'approximativement 300 \$. Avec les changements au règlement, nous avons évalué que le montant des avances et les sommes économisées en intérêts doubleront. Présentement, quelques 33 000 producteurs canadiens ont recours aux PPA et PAP.

Consultation

The proposed Regulations were pre-published in the *Canada Gazette*, Part I, on September 2, 2006 with a fifteen days comment period. To ensure that current administrators and financial institutions were made aware of the pre-publication, AAFC officials sent a notice to them directly, inviting them to review the Regulations and to share their concerns, feedback or comments.

Two comments were received. The first one was to suggest a minor grammatical change, and the second one was to request a confirmation from AAFC that the organization's interpretation of one provision in the proposed Regulations was correct. AAFC officials responded to both administrators.

During the pre-publication period, AAFC and Department of Justice officials continued their examination of the Regulations. To improve its clarity, the official's revised section 1.2, which prescribes the criteria for determining whether an agricultural product is processed or not.

Extensive consultations on the amendments to the legislation and the Regulations occurred from 2002 to 2004. Five Regional workshops were held in November 2003 with representatives from the livestock sector, and federal and provincial agriculture agencies.

Ten provincial meetings were also held with current stakeholders (producer organizations, producers, financial institutions, the livestock sector, and federal and provincial agriculture agencies) to discuss and obtain feedback on the options being explored to the design of the cash advance programs. The overall consensus was in favour of the proposed changes. The majority of participants were also in favour of implementing proposed changes rapidly.

A final report which consolidated all feedback and comments from each of the regional workshops and provincial meetings was sent to all participants.

Compliance and Enforcement

Compliance visits are conducted with the program administrators by internal staff on a yearly basis. External audits are also completed annually. The department has a standing offer with Collins Barrow LLP, who performs a maximum of eight (8) audits each year to ensure compliance with the AMPA, SCAP Terms and Conditions and the Agreements in place. Any non-compliant findings are reported and examined by program officials. An action plan is then developed based on the type of findings and may include additional audits, the involvement of the Departmental Legal Services and/or initiation of criminal investigation.

Contact

Rémi Massé
Assistant Director
Financial Guarantee Programs Division
Agriculture and Agri-Food Canada
1341 Baseline Road, Tower 7, 7 Floor
Ottawa, Ontario
K1A 0C5
Telephone: (613) 694-2592
E-mail: masser@agr.gc.ca

Consultations

Les modifications proposées aux règlements de la LPCA ont été publiées au préalable le 2 septembre 2006 dans la *Gazette du Canada* Partie I. Afin de s'assurer que les associations de producteurs et les institutions financières aient l'opportunité de revoir et de fournir leur avis, les représentants d'AAC leur ont transmis directement une note les informant de la publication préalable des règlements et les invitant à soumettre leur commentaire avant la fin de la publication au préalable.

Deux organisations ont répondu à l'invitation. La première a signalé une erreur grammaticale et la deuxième a demandé à AAC de confirmer son interprétation à l'une des modifications réglementaires proposées. Les représentants d'AAC ont répondu par écrit aux deux organisations.

Pendant cette période de publication au préalable, les fonctionnaires d'AAC et du ministère de la Justice (MJ) ont poursuivi l'examen de la proposition réglementaire et adapté l'article 1.2, qui précise les critères devant servir à établir si un produit agricole est transformé ou non, afin de le rendre plus clair.

Par ailleurs, de vastes consultations portant sur les modifications à la loi et au règlement ont eu lieu de 2002 à 2004. En novembre 2003, des représentants du secteur du bétail et des organismes agricoles fédéraux et provinciaux ont participé à cinq ateliers régionaux.

Les intervenants actuels (associations de producteurs, producteurs, établissements financiers, secteur du bétail et organismes agricoles fédéraux et provinciaux) ont assisté à dix réunions provinciales pour discuter et fournir une rétroaction sur les options étudiées en matière de conception des programmes d'avances de fond. Un consensus général en faveur des changements proposés s'est dégagé et la majorité des participants de l'industrie a dit souhaiter une implantation rapide de ces mêmes changements.

Un rapport final consolidant l'ensemble des commentaires recueillis de chacun des ateliers régionaux et réunions a été achevé à tous les participants.

Respect et exécution

Chaque année, le personnel interne effectue des visites de vérification de la conformité avec les gestionnaires des programmes. Des vérifications externes sont également effectuées chaque année. Le ministère a recours à une offre à commandes avec Collins Barrow s.r.l., Collins Barrow s.r.l. qui effectue un maximum de huit vérifications par année dans le but d'assurer la conformité aux modalités et aux conditions du PAP, à LPCA et aux accords conclus. Tout résultat qui ne se conforme pas aux modalités et conditions prescrites par le PAP, à la LPCA et aux accords sont rapportés et examinés par la direction du programme. Un plan d'action est alors développé en fonction des résultats de la vérification et peut comporter des vérifications additionnelles, l'examen par les services juridiques afin d'obtenir un avis précis ou le renvoi à d'autres autorités compétentes.

Personne-ressource

Rémi Massé
Directeur adjoint
Division des programmes de garanties financières
Agriculture et Agroalimentaire Canada
1341, chemin Baseline, Tour 7, 7^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0C5
Téléphone : (613) 694-2592
Courriel : masser@agr.gc.ca

Registration
SOR/2006-294 November 23, 2006

FIRST NATIONS GOODS AND SERVICES TAX ACT

Order Amending Schedule 1 to the First Nations Goods and Services Tax Act (2006-2)

P.C. 2006-1398 November 23, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 15^a of the *First Nations Goods and Services Tax Act*^b, hereby makes the annexed *Order Amending Schedule 1 to the First Nations Goods and Services Tax Act (2006-2)*.

ORDER AMENDING SCHEDULE 1 TO THE FIRST NATIONS GOODS AND SERVICES TAX ACT (2006-2)

AMENDMENT

1. Schedule 1 to the *First Nations Goods and Services Tax Act*¹ is amended by adding the following in alphabetical order:

Column 1	Column 2	Column 3
First Nation	Governing Body	Lands
Carcross/Tagish First Nation	Assembly of the Carcross/Tagish First Nation	Settlement Land of the Carcross/Tagish First Nation under the Carcross/Tagish First Nation Final Agreement and the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> , S.C. 1994, c. 34
Enoch Cree Nation #440	Council of the Enoch Cree Nation #440	Reserve of the Enoch Cree Nation #440
Inuit, within the meaning assigned by the Agreement, as defined in the <i>Labrador Inuit Land Claims Agreement Act</i> , S.C. 2005, c. 27	Nunatsiavut Government	Labrador Inuit Lands and Inuit Communities, within the meaning assigned by the Agreement, as defined in the <i>Labrador Inuit Land Claims Agreement Act</i> , S.C. 2005, c. 27
Kwanlin Dun First Nation	Kwanlin Dun First Nation Council	Settlement Land of the Kwanlin Dun First Nation under the Kwanlin Dun First Nation Final Agreement and the <i>Yukon First Nations Land Claims Settlement Act</i> , S.C. 1994, c. 34
West Moberly First Nations	Council of the West Moberly First Nations	Reserve of the West Moberly First Nations

^a S.C. 2005, c. 19, s. 9
^b S.C. 2003, c. 15, s. 67
¹ S.C. 2005, c. 15, s. 67

Enregistrement
DORS/2006-294 Le 23 novembre 2006

LOI SUR LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES DES PREMIÈRES NATIONS

Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations (2006-2)

C.P. 2006-1398 Le 23 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l'article 15^a de la *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations (2006-2)*, ci-après.

DÉCRET MODIFIANT L'ANNEXE 1 DE LA LOI SUR LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES DES PREMIÈRES NATIONS (2006-2)

MODIFICATION

1. L'annexe 1 de la *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations*¹ est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Première nation	Corps dirigeant	Terres
Enoch Cree Nation #440	Council of the Enoch Cree Nation #440	Réserve de l'Enoch Cree Nation #440
Les Inuit, au sens de l'Accord, tel que défini dans la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador</i> , L.C. 2005, ch. 27	Gouvernement nunatsiavut	Terres des Inuit du Labrador et communautés inuites, au sens de l'Accord, tel que ce terme est défini dans la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador</i> , L.C. 2005, ch. 27
Première nation de Carcross/Tagish	Assembly of the Carcross/Tagish First Nation	Terres visées par le règlement, au sens de l'entente définitive de la Première nation de Carcross/Tagish, et appelées « terres désignées » dans la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> , L.C. 1994, ch. 34
Première nation des Kwanlin Dun	Conseil de la Première nation des Kwanlin Dun	Terres visées par le règlement, au sens de l'entente définitive de la Première nation des Kwanlin Dun, et appelées « terres désignées » dans la <i>Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon</i> , L.C. 1994, ch. 34
Premières nations de West Moberly	Council of the West Moberly First Nations	Réserve des premières nations de West Moberly

^a L.C. 2005, ch. 19, art. 9
^b L.C. 2003, ch. 15, art. 67
¹ L.C. 2005, ch. 15, art. 67

COMING INTO FORCE

2. This Order comes into force on the day on which it is registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Order.)

Description

The *First Nations Goods and Services Tax Act* (the “Act”) allows the governing body of a First Nation that is listed in Schedule 1 to that Act to enact a law that imposes a First Nations Goods and Services Tax (the FNGST). The FNGST is a GST-type tax that applies in respect of taxable supplies made on First Nation lands and certain imports of tangible personal property onto those lands from a place in Canada. In order to impose a tax pursuant to the Act, the governing body of the First Nation is required to enter into a tax administration agreement with the Government of Canada under which Canada collects and administers the tax for the First Nation. The Act provides that Canada may enter into such a tax administration agreement with a First Nation that is listed in Schedule 1 to the Act.

Five First Nations (Enoch Cree Nation #440, West Moberly First Nations, Labrador Inuit, Kwanlin Dun First Nation and Carcross/Tagish First Nation) have asked to have their names added to Schedule 1 to the Act along with other information required for the purposes of the Act. The Act allows for the amendment of Schedule 1 through an Order in Council to add, delete or vary the names of First Nations, the names of the governing bodies of First Nations and descriptions of the First Nation lands where the FNGST is to apply.

Alternatives

The names of and other information about the five First Nations can be added to Schedule 1 through an Order in Council or by amending the Act in Parliament. An Order is more appropriate and expedient as amendments to Schedule 1 are technical matters that are required on a regular basis.

Benefits and Costs

Through the Act, the federal government has helped interested First Nations achieve a greater degree of self-reliance, accountability and self-government. This is done in a way that emphasizes tax coordination and cooperation between the First Nations and the Government of Canada. The cost associated with amending Schedule 1 to the Act is marginal. The Canada Revenue Agency, which administers and collects the FNGST, has received funding to cover the additional costs of administering First Nation taxes.

Strategic Environmental Assessment

This amendment to Schedule 1 to the Act is not likely to have an important environmental impact.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent décret entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du décret.)

Description

La *Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations* (la loi) permet au corps dirigeant des premières nations dont le nom figure à l'annexe 1 de cette loi d'édicter un texte législatif imposant une taxe sur les produits et services des premières nations (TPSPN). Cette taxe est analogue à la TPS et s'applique aux fournitures taxables effectuées sur les terres de la première nation ainsi qu'à certaines importations de biens meubles corporels effectuées sur ces terres à partir d'un endroit au Canada. Afin de pouvoir imposer une taxe sous le régime de la loi, le corps dirigeant de la première nation doit conclure, avec le gouvernement du Canada, un accord d'application aux termes duquel le Canada s'engage à percevoir et à administrer la taxe au nom de la première nation. La loi autorise le Canada à conclure un tel accord avec toute première nation dont le nom figure à l'annexe 1 de la loi.

Cinq premières nations – la Enoch Cree Nation #440, les Premières Nations de West Moberly, les Inuit du Labrador, la Première Nation des Kwanlin Dun et la Première Nation de Carcross/Tagish – ont demandé que leur nom et d'autres renseignements nécessaires à l'application de la TPSPN soient ajoutés à l'annexe 1 de la loi. La loi prévoit que le gouverneur en conseil peut, par décret, modifier l'annexe 1 pour y ajouter, en retrancher ou y changer le nom d'une première nation, le nom du corps dirigeant d'une première nation ou la description des terres d'une première nation où la TPSPN doit s'appliquer.

Solutions envisagées

Le nom des cinq premières nations en cause ainsi que les autres renseignements les concernant peuvent être ajoutés à l'annexe 1 par décret ou par modification de la loi au Parlement. La voie du décret est préférable et est plus rapide puisqu'il s'agit d'une modification d'ordre technique qui est effectuée de façon régulière.

Avantages et coûts

Au moyen de la loi, le gouvernement fédéral permet aux premières nations intéressées de parvenir à un plus haut degré d'autodéveloppement, de responsabilisation et d'autonomie gouvernementale dans un contexte qui favorise la coordination et la coopération fiscales entre les premières nations et le gouvernement du Canada. Le coût rattaché à la modification de l'annexe 1 de la loi est marginal. La TPSPN est administrée et perçue par l'Agence du revenu du Canada, laquelle a déjà reçu les fonds nécessaires pour couvrir les coûts supplémentaires liés à l'administration des taxes des premières nations.

Évaluation environnementale stratégique

L'incidence de la modification de l'annexe 1 de la loi sur l'environnement sera vraisemblablement négligeable.

Consultation

The five First Nations requested that Schedule 1 to the Act be amended to include their names, the names of their governing bodies and a description of their lands.

Compliance and Enforcement

The Act and the *Excise Tax Act* provide the necessary compliance and enforcement mechanisms for these measures.

Contact

Ken Medd
Aboriginal Tax Policy Section
140 O'Connor Street
Ottawa, Ontario
K1A 0G5
Telephone: (613) 996-2192

Consultations

Les cinq premières nations en cause ont demandé que leur nom, le nom de leur corps dirigeant et la description de leurs terres soient ajoutés à l'annexe 1 de la loi.

Respect et exécution

Les modalités nécessaires sont prévues par la loi et par la *Loi sur la taxe d'accise*.

Personne-ressource

Ken Medd
Section de la politique fiscale autochtone
140, rue O'Connor
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5
Téléphone : (613) 996-2192

Registration
SOR/2006-295 November 23, 2006

Enregistrement
DORS/2006-295 Le 23 novembre 2006

CUSTOMS TARIFF

TARIF DES DOUANES

**Order Amending the Schedule to the Customs
Tariff, 2006-3**

**Décret modifiant l'annexe du Tarif des
douanes, 2006-3**

P.C. 2006-1400 November 23, 2006

C.P. 2006-1400 Le 23 novembre 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 82 of the *Customs Tariff*^a, hereby makes the annexed *Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2006-3*.

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l'article 82 du *Tarif des douanes*^a, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2006-3*, ci-après.

**ORDER AMENDING THE SCHEDULE TO
THE CUSTOMS TARIFF, 2006-3**

**DÉCRET MODIFIANT L'ANNEXE DU
TARIF DES DOUANES, 2006-3**

AMENDMENTS

MODIFICATIONS

1. Tariff item Nos. 3701.30.30, 3702.54.00, subheading 3702.55 and tariff item Nos. 3702.55.10, 3702.55.90 and 8504.10.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff*^d are repealed.

1. Les n^{os} tarifaires 3701.30.30 et 3702.54.00, la sous-position 3702.55 et les n^{os} tarifaires 3702.55.10, 3702.55.90 et 8504.10.00 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du *Tarif des douanes*¹ sont abrogés.

2. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended as set out in Part 1 of the schedule to this Order.

2. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée conformément à la partie 1 de l'annexe du présent décret.

3. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in numerical order, the tariff provisions set out in Part 2 of the schedule to this Order.

3. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, des dispositions tarifaires figurant à la partie 2 de l'annexe du présent décret.

4. The List of Intermediate and Final Rates for Tariff Items of the "F" Staging Category set out in the schedule to the Act is amended as set out in Part 3 of the schedule to this Order.

4. La liste des taux intermédiaires et des taux finals pour les numéros tarifaires de la catégorie d'échelonnement « F » de l'annexe de la même loi est modifiée conformément à la partie 3 de l'annexe du présent décret.

5. The List of Intermediate and Final Rates for Tariff Items of the "F" Staging Category set out in the schedule to the Act is amended by adding, in numerical order, the tariff items set out in Part 4 of the schedule to this Order.

5. La liste des taux intermédiaires et des taux finals pour les numéros tarifaires de la catégorie d'échelonnement « F » de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, des numéros tarifaires figurant à la partie 4 de l'annexe du présent décret.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

6. This Order comes into force on the day on which it is registered.

6. Le présent décret entre en vigueur à la date de son enregistrement.

SCHEDULE

PART 1
(Section 2)

AMENDMENTS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS

1. The Description of Goods of tariff item No. 5402.33.10 is amended by replacing the reference to "150 decitex" with a reference to "75 decitex".

2. The Description of Goods of tariff item No. 8309.90.10 is amended by adding, in alphabetical order, a reference to "Roll-on pilfer proof aluminum closures, 30 mm diameter x 35 mm deep and 35 mm diameter x 32 mm deep, to be employed in packaging beverage products in bottles;"

^a S.C. 1997, c. 36

^a L.C. 1997, ch. 36

¹ S.C. 1997, c. 36

¹ L.C. 1997, ch. 36

- 3. The Description of Goods of tariff item No. 8539.32.10 is amended by**
 (a) adding a semicolon after the reference to “intervals of time”; and
 (b) adding, in alphabetical order, a reference to “High pressure (190-200 atmospheres), 100W to 300W mercury discharge lamps with arc gaps from 1.0 mm to 1.3 mm, mounted within a parabolic or elliptical dichroic glass reflector, and with a luminous efficiency of 60 (+/- 5) lumens per watt, for use in Canadian manufactures”.
- 4. Tariff item No. 3702.43.10 is amended by replacing, in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “2.5% (A)” with a reference to “Free (F)”.**
- 5. Tariff item No. 3702.43.90 is amended by replacing, in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6.5% (F)” with a reference to “Free (F)”.**
- 6. Tariff item No. 3702.44.90 is amended by replacing, in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6.5% (E)” with a reference to “Free (F)”.**
- 7. Tariff item No. 3702.56.00 is amended by replacing, in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “6.5% (E)” with a reference to “Free (F)”.**

PART 2
 (Section 3)

ADDITION OF TARIFF PROVISIONS

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
3503.00.20	---Edible gelatin from beef hide for use in Canadian manufactures; Hydrolyzed edible gelatin for use in Canadian manufactures ---Film:	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: Free NZT: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: Free (A) NZT: Free (A)
3701.30.31	----For use in the production of replications of exposed and developed cinematographic film	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
3701.30.39	----Other	6.5%	6.5%(A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
3702.54	--Of a width exceeding 16 mm but not exceeding 35 mm and of a length not exceeding 30 m, other than for slides				
3702.54.10	---For use in the production of replications of exposed and developed cinematographic film	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A

PART 2 — *Continued*

ADDITION OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
3702.54.90	---Other	6.5%	6.5% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
3702.55.00	--Of a width exceeding 16 mm but not exceeding 35 mm and of a length exceeding 30 m	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
5407.61.97	----Woven fabrics, plain weave, solely of non-textured polyester filaments mixed with elastomeric filaments, having the elastomeric yarn only in the weft, of a weight of less than 90 g/m ² , for use as lining in the manufacture of suits, vests (waistcoats), jackets (sportcoats and blazers) and trousers	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: N/A LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: N/A LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
8504.10	-Ballasts for discharge lamps or tubes				
8504.10.10	---Ballasts of 500 to 7000 Watts, 20 to 180 amperes power supplies, for use in Canadian manufactures	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8504.10.90	---Other	7%	7% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: 5% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: 5% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A

PART 3
(Section 4)

AMENDMENT TO THE LIST OF INTERMEDIATE AND FINAL RATES FOR
TARIFF ITEMS OF THE “F” STAGING CATEGORY

1. Tariff item No. 3702.43.90 is amended by adding, in the column “Most-Favoured-Nation Tariff”, a reference to “Effective on the coming into force of the *Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2006-3.....Free*”.

PART 4
(Section 5)

ADDITION OF TARIFF ITEMS

Tariff Item	Most-Favoured-Nation Tariff	Preferential Tariff
3702.43.10	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2006-3</i> Free	
3702.44.90	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2006-3</i> Free	
3702.56.00	Effective on the coming into force of the <i>Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2006-3</i> Free	

ANNEXE

PARTIE 1
(article 2)

MODIFICATION DE LA LISTE DES DISPOSITIONS TARIFAIRES

- Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5402.33.10, « 150 décitex » est remplacé par « 75 décitex ».
- La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 8309.90.10 est modifiée par adjonction de « Capsules à vis pression en aluminium inviolables, d'un diamètre de 30 mm et d'une profondeur de 35 mm et d'un diamètre de 35 mm et d'une profondeur de 32 mm, servant à l'emballage des boissons mises en bouteilles; » comme une disposition distincte avant la disposition qui commence par « Bouchons de boîtes de conserves en acier ».
- La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 8539.32.10 est modifiée :
 - par adjonction d'un point-virgule après « des intervalles de temps »;
 - par adjonction de « Lampes à décharge au mercure, haute pression (190-200 atmosphères), d'une puissance allant de 100 W à 300 W, avec écart d'arc allant de 1,0 mm à 1,3 mm, équipées d'un réflecteur de verre dichroïque elliptique ou parabolique, d'une efficacité lumineuse relative de 60 (+/-5) lumens par watt, devant servir à la fabrication de produits canadiens » comme une disposition distincte après la disposition visée à l'alinéa a).
- Le n° tarifaire 3702.43.10 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 2,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) ».
- Le n° tarifaire 3702.43.90 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6,5 % (F) » par la mention « En fr. (F) ».
- Le n° tarifaire 3702.44.90 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6,5 % (E) » par la mention « En fr. (F) ».
- Le n° tarifaire 3702.56.00 est modifié par remplacement, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 6,5 % (E) » par la mention « En fr. (F) ».

PARTIE 2
(article 3)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
3503.00.20	---Gélatine comestible de peau de bovin, devant servir à la fabrication de produits canadiens; Gélatine comestible hydrolysée, devant servir à la fabrication de produits canadiens	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: En fr. TNZ: En fr.	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: En fr. (A) TNZ: En fr. (A)

---Pellicule :

PARTIE 2 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
3701.30.31	----Devant servir à la reproduction de pellicule cinématographique exposée et développée	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
3701.30.39	----Autres	6,5 %	6,5 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
3702.54	--D'une largeur excédant 16 mm mais n'excédant pas 35 mm et d'une longueur n'excédant pas 30 m, autres que pour diapositives				
3702.54.10	---Devant servir à la reproduction de pellicule cinématographique exposée et développée	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
3702.54.90	---Autres	6,5 %	6,5 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
3702.55.00	--D'une largeur excédant 16 mm mais n'excédant pas 35 mm et d'une longueur excédant 30 m	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
5407.61.97	----Tissus à armure toile, uniquement d'un mélange de filaments de polyester non texturés et de filaments élastomériques, le fil élastomérique étant utilisé dans la trame seulement, d'un poids de moins de 90 g/m ² , devant servir de doublure à la fabrication de complets, de vestes (gilets), de vestons (de sport et blazers) et de pantalons	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: S/O TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: S/O TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O

PARTIE 2 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
8504.10	-Ballasts pour lampes ou tubes à décharge			TÉU: En fr.	TÉU: En fr. (A)
8504.10.10	---Ballasts d'une puissance allant de 500 W à 7 000 W, blocs d'alimentation de 20 à 180 ampères, devant servir à la fabrication de produits canadiens	En fr.	En fr. (A)	TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
8504.10.90	---Autres	7 %	7 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: 5 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: 5 % (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O

PARTIE 3
(article 4)

MODIFICATION DE LA LISTE DES TAUX INTERMÉDIAIRES ET DES TAUX FINALS POUR LES NUMÉROS TARIFAIRES DE LA CATÉGORIE D'ÉCHELONNEMENT « F »

1. Le n° tarifaire 3702.43.90 est modifié par adjonction, dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée », de la mention « À compter de l'entrée en vigueur du Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2006-3En fr. ».

PARTIE 4
(article 5)

NOUVEAUX NUMÉROS TARIFAIRES

Numéro tarifaire	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence
3702.43.10	À compter de l'entrée en vigueur du Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2006-3En fr.	
3702.44.90	À compter de l'entrée en vigueur du Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2006-3En fr.	
3702.56.00	À compter de l'entrée en vigueur du Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2006-3En fr.	

REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Order.)

Description

The Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2006-3 removes the tariff on certain aluminum closures for packaging beverages; certain high pressure mercury discharge lamps and ballasts; certain photographic films; certain edible gelatins; certain textured polyester yarns; and certain woven polyester/elastomeric stretch lining fabrics.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du décret.)

Description

Le Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2006-3 élimine les droits de douane applicables aux marchandises suivantes : certaines capsules en aluminium servant à l'emballage des boissons; certaines lampes à décharge au mercure, haute pression, et ballasts; certaines pellicules photographiques; certaines gélatines comestibles; certains fils texturés de polyester; certains tissus de doublure extensibles en polyester/élastomère.

Alternatives

There is no practical alternative for amending the schedule to the *Customs Tariff*. It is longstanding practice to use Order in Council authority to reduce or remove customs duties on goods used in the production of other goods. An Order made pursuant to section 82 of the *Customs Tariff* is the appropriate and timely method.

Benefits and Costs

Canadian industry using these inputs will benefit from lower costs helping it to become more competitive in domestic and international markets. It is estimated that the revenue foregone to the Government as a result of this Order will be approximately \$5.8 million annually.

Consultation

Detailed consultations were undertaken with all interested parties expected to be affected by the proposed amendments. There is no opposition to the proposals.

Compliance and Enforcement

The Canada Border Services Agency is responsible for the administration of customs and tariff legislation and regulations.

Contact

Deborah Hoeg
International Trade Policy Division
Department of Finance
Ottawa, Ontario
K1A 0G5
Telephone: (613) 996-7099

Solutions envisagées

Il n'existe aucune autre solution pratique pour modifier l'annexe du *Tarif des douanes*, la prise d'un décret étant la pratique en vigueur de longue date pour alléger ou éliminer les droits de douane sur des marchandises servant à la fabrication d'autres marchandises. De fait, la prise d'un décret en vertu de l'article 82 du *Tarif des douanes* est un moyen efficace et rapide pour aider l'industrie canadienne à être plus compétitive.

Avantages et coûts

Les industries canadiennes utilisant ces intrants verront leurs coûts réduits ce qui les aidera à être plus compétitives sur les marchés nationaux et internationaux. On estime que les revenus auxquels renoncera le gouvernement par suite de ce décret seront approximativement de 5,8 millions \$ annuellement.

Consultations

Des consultations poussées ont été menées auprès de toutes les parties concernées susceptibles d'être touchées par les modifications proposées. Personne ne s'oppose aux propositions.

Respect et exécution

L'Agence des services frontaliers du Canada est responsable de l'application de la législation et de la réglementation douanières et tarifaires.

Personne-ressource

Deborah Hoeg
Division de la politique commerciale internationale
Ministère des Finances
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5
Téléphone : (613) 996-7099

Registration
SOR/2006-296 November 23, 2006

FAMILY ORDERS AND AGREEMENTS ENFORCEMENT
ASSISTANCE ACT

**Regulations Amending the Family Support Orders
and Agreements Garnishment Regulations**

P.C. 2006-1402 November 23, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Justice, pursuant to section 61^a of the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*^b, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Family Support Orders and Agreements Garnishment Regulations*.

**REGULATIONS AMENDING THE FAMILY
SUPPORT ORDERS AND AGREEMENTS
GARNISHMENT REGULATIONS**

AMENDMENTS

1. Section 3 of the *Family Support Orders and Agreements Garnishment Regulations*¹ is replaced by the following:

3. The following Acts and their provisions and programs are designated for the purposes of the definition “garnishable monies” in subsection 23(1) of the Act:

- (a) sections 164 and 216 of the *Income Tax Act* as they relate to the personal return of income of the taxpayer for a particular taxation year, excluding subsection 164(1.4) of that Act when it applies with respect to an amount payable pursuant to provincial income tax legislation that specifically excludes that amount from garnishment for the purposes of the Act;
- (b) section 54 and paragraph 55(c) of the *Financial Administration Act* as they relate to moneys payable at any time by the Bank of Canada on account of regular interest Canada Savings Bonds;
- (c) the *Employment Insurance Act*, excluding the provisions relating to benefits paid on behalf of a beneficiary to a province or municipality;
- (d) the *Canada Pension Plan*, excluding the provisions relating to a benefit paid to a child of a disabled contributor under paragraph 44(1)(e) of that Act or to an orphan of a deceased contributor under paragraph 44(1)(f) of that Act and the provisions relating to amounts deducted from a benefit and paid to the government of a province in accordance with subsection 65(2) of that Act;
- (e) sections 3, 11, 19 and 21 of the *Old Age Security Act*, excluding the provisions relating to amounts deducted from a benefit and paid to the government of a province in accordance with subsection 36(2) of that Act;

Enregistrement
DORS/2006-296 Le 23 novembre 2006

LOI D'AIDE À L'EXÉCUTION DES ORDONNANCES ET
DES ENTENTES FAMILIALES

**Règlement modifiant le Règlement sur la saisie-
arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes
alimentaires**

C.P. 2006-1402 Le 23 novembre 2006

Sur recommandation du ministre de la Justice et en vertu de l'article 61^a de la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires*, ci-après.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT
SUR LA SAISIE-ARRÊT POUR
L'EXÉCUTION D'ORDONNANCES ET
D'ENTENTES ALIMENTAIRES**

MODIFICATIONS

1. L'article 3 du Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires¹ est remplacé par ce qui suit :

3. Les lois et dispositions de loi qui suivent, ou les programmes établis sous leur régime, sont désignés pour l'application de la définition de « sommes saisissables » figurant au paragraphe 23(1) de la Loi :

- a) les articles 164 et 216 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dans le cas de remboursements découlant de la déclaration personnelle de revenu du contribuable pour une année d'imposition donnée, sauf le paragraphe 164(1.4) de cette loi, lorsqu'il se rapporte à des sommes à payer en vertu d'une loi provinciale concernant l'impôt sur le revenu qui soustrait expressément ces sommes à la saisie-arrêt pour l'application de la Loi;
- b) l'article 54 et l'alinéa 55c) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, dans le cas des sommes à payer en tout temps par la Banque du Canada au titre des obligations d'épargne du Canada à intérêt régulier;
- c) la *Loi sur l'assurance-emploi*, sauf les dispositions se rapportant aux prestations versées, pour le compte du bénéficiaire, à une province ou à une municipalité;
- d) le *Régime de pensions du Canada*, sauf les dispositions se rapportant à la prestation versée à l'enfant d'un cotisant invalide conformément à l'alinéa 44(1)e) de cette loi ou à un orphelin conformément à l'alinéa 44(1)f) de celle-ci, et les dispositions se rapportant aux sommes retenues sur une prestation et versées au gouvernement d'une province conformément au paragraphe 65(2) de cette loi;
- e) les articles 3, 11, 19 et 21 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, sauf les dispositions se rapportant aux sommes retenues sur une prestation et versées au gouvernement d'une province conformément au paragraphe 36(2) de cette loi;

^a S.C. 1993, c. 8, s. 18
^b R.S., c. 4 (2nd Suppl.)
¹ SOR/88-181

^a L.C. 1993, ch. 8, art. 18
^b L.R., ch. 4 (2^e suppl.)
¹ DORS/88-181

(f) section 7 of the *Department of Social Development Act* as it relates to grants and contributions payable under the Opportunities Fund for Persons with Disabilities program; and

(g) section 7 of the *Department of Human Resources and Skills Development Act* as it relates to grants and contributions payable under the Skills Link program.

2. Subsection 6(2) of the Regulations is replaced by the following:

(2) For the purpose of section 29 of the Act, where a garnishee summons is served between July 27 and September 26 of a year, the prescribed period during which the summons does not bind Her Majesty in respect of moneys referred to in paragraph 3(b) is the period beginning on the day of service of the documents referred to in section 28 of the Act and ending on November 1 of that year.

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Regulations.)

The enforcement of family support obligations is primarily a provincial and territorial responsibility. However, the federal government provides assistance and support to provinces and territories in their enforcement activities. In addition to their own legislation, the provinces and territories have access to two federal laws, one of those being the *Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act* (FOAEAA). This federal legislation was established to assist the provinces and territories in their enforcement efforts by providing tools such as garnishment of designated federal monies that would otherwise go to individuals who are in default of their family support obligations.

These new amendments will modernize the *Family Support Orders and Agreements Garnishment Regulations* (the Regulations) by adding new source funds, and updating and removing references to funds that have changed or are no longer active.

Description

As part of the government-wide commitment to family support enforcement, the inclusion of particular federal source funds for garnishment under the Regulations has been the subject of ongoing review since their introduction in 1988. Following consultations, the Department of Justice has decided to add new funds to the existing list of “garnishable moneys” designated in section 3 of the Regulations. With the addition of these two new source funds, the Regulations will allow the garnishment of moneys payable by the Opportunities Fund for Persons with Disabilities, and the Skills Link program to individuals in default of family support payments determined by court orders.

f) l'article 7 de la *Loi sur le ministère du Développement social*, dans le cas de subventions ou de contributions accordées en vertu du programme intitulé Fonds d'intégration pour les personnes handicapées;

g) l'article 7 de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*, dans le cas de subventions ou de contributions accordées en vertu du programme intitulé Connexion compétences.

2. Le paragraphe 6(2) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application de l'article 29 de la Loi, lorsqu'un bref de saisie-arrêt est signifié à Sa Majesté pendant la période commençant le 27 juillet et se terminant le 26 septembre d'une année, Sa Majesté n'y est pas liée, en ce qui concerne les sommes visées à l'alinéa 3b), pendant la période commençant le jour de la signification des documents visés à l'article 28 de la Loi et se terminant le 1^{er} novembre de la même année.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

L'exécution des obligations alimentaires relève principalement de la compétence des provinces et territoires. Toutefois, le gouvernement fédéral offre un soutien et assiste les provinces et les territoires dans leurs activités d'exécution. Outre leur propre législation, les provinces et les territoires ont accès à deux lois fédérales, l'une d'elles étant la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales* (LAEOEF). Cette loi fédérale a été créée dans le but d'assister les provinces et les territoires en matière d'exécution des ordonnances alimentaires en leur fournissant des outils d'exécution comme la saisie-arrêt de sommes fédérales désignées qui sont destinées à des personnes qui sont en défaut de paiement de leurs pensions alimentaires.

Ces nouvelles modifications moderniseront le *Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires* (le règlement) en ajoutant de nouvelles sources de fonds et en mettant à jour et en supprimant les renvois à des fonds qui ont été modifiés ou qui ne sont plus actifs.

Description

Dans le cadre de l'engagement pris à l'échelle du gouvernement à l'égard de l'exécution des ordonnances alimentaires, l'ajout de certaines sources de fonds fédéraux pour la saisie-arrêt en vertu du règlement a fait l'objet d'un examen continu depuis l'entrée en vigueur du règlement en 1988. À la suite de consultations, le ministère de la Justice a décidé d'ajouter de nouvelles sources de fonds à la liste actuelle des « sommes saisissables » prévue à l'article 3 du règlement. L'ajout de ces deux nouvelles sources de fonds au règlement permettra la saisie-arrêt de sommes saisissables payables par le Fonds d'intégration pour les personnes handicapées (FIPH) et le programme Connexion compétences, aux personnes qui sont en défaut de paiement de leurs pensions alimentaires déterminées par ordonnances judiciaires.

Federal support enforcement policy is to garnish funds that are income related or non-subsistence type moneys. The source funds under these two programs are analogous to funds, such as Employment Insurance benefits, that are already garnished by the Regulations. These two source funds are characterized as being income related.

These amendments also replace the current reference in the Regulations to the *Unemployment Insurance Act* with a reference to the *Employment Insurance Act*. Further changes include the removal of source funds that are no longer active, including those disbursed under the *National Training Act*, the *Atlantic Fisheries Restructuring Act*, the Atlantic Groundfish Strategy, the *Western Grain Transition Payments Act* and the *Canadian Dairy Commission Act*.

Alternatives

The source funds being added to section 3 are analogous to funds, such as Employment Insurance benefits, that are already garnished by the current Regulations. Regulation in this case is necessary to ensure consistency in the federal support enforcement policy.

Benefits and Costs

The addition of new source funds to the current list of garnishable moneys will contribute to improving the economic well-being of families and, in particular, children.

Consultation

Consultations were held with officials responsible for the administration of the two source funds at the Department of Human Resources and Social Development (HRSD). Further consultations were held with provincial and territorial Maintenance Enforcement Program (MEP) directors. The consultations resulted in a consensus to proceed with these amendments to ensure consistency with the federal support enforcement policy.

This Regulation was pre-published in the *Canada Gazette*, Part I, on June 24, 2006 and no comments were received.

Compliance and Enforcement

Compliance and enforcement with the FOAEAA and its Regulations will continue to be ensured through the Department of Justice Canada's Family Law Assistance Services, which are responsible for administering garnishment applications submitted by provincial and territorial MEPs.

Contact

Danièle Ménard
Senior Counsel/Coordinator
Support Enforcement Policy and Implementation
Family, Children and Youth Section
Department of Justice
284 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0H8
Telephone: (613) 957-0229
FAX: (613) 952-9600

La politique fédérale en matière d'exécution des ordonnances alimentaires est de permettre la saisie-arrêt de fonds qui sont reliés à un revenu et non reliés à la subsistance. Les deux sources de fonds émis en vertu du FIPH et de Connexion compétences sont similaires aux fonds déjà saisissables en vertu du présent règlement, comme les prestations d'assurance-emploi. Ces deux nouvelles sources de fonds sont considérées comme étant un revenu.

Ces modifications vont également permettre de remplacer le renvoi actuel à la *Loi sur l'assurance-chômage* par un renvoi à la *Loi sur l'assurance-emploi*. Les autres modifications comprennent notamment la suppression de sources de fonds qui ne sont plus actifs, y compris ceux qui sont versés en vertu de la *Loi nationale sur la formation*, de la *Loi sur la restructuration du secteur des pêches de l'Atlantique*, de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique, de la *Loi sur les paiements de transition du grain de l'Ouest* et de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*.

Solutions envisagées

Les sources de fonds qui seront ajoutées à l'article 3 sont similaires aux sources de fonds déjà saisies en vertu du présent règlement, comme les prestations d'assurance-emploi. Le règlement est donc nécessaire dans ce cas-ci afin de garantir l'uniformité de la politique fédérale en matière d'exécution des ordonnances alimentaires.

Avantages et coûts

L'ajout de nouvelles sources de fonds à la liste actuelle des sommes saisissables contribuera à améliorer le bien-être des familles et surtout celui des enfants.

Consultations

Des consultations ont eu lieu auprès des fonctionnaires du ministère des Ressources humaines et du Développement social (RHDS) qui sont responsables de l'administration du FIPH et du programme Connexion compétences. D'autres consultations ont eu lieu auprès des directeurs de programmes d'exécution des ordonnances alimentaires (PEOA) provinciaux et territoriaux. Il a été décidé d'un accord mutuel de procéder à la modification réglementaire afin d'assurer l'uniformité de la politique fédérale en matière d'ordonnances alimentaires.

Ce règlement a été publié au préalable dans la *Gazette du Canada* Partie I le 24 juin 2006 et aucun commentaire n'a été reçu.

Respect et exécution

La conformité et l'application de la LAEOEF et de ses règlements continueront d'être assurées par l'entremise des Services d'aide au droit familial du ministère de la Justice du Canada, qui sont responsables de l'administration des demandes de saisie-arrêt présentées par les PEOA provinciaux et territoriaux.

Personne-ressource

Danièle Ménard
Avocate-conseil/Coordonnatrice
Unité de mise en œuvre de la politique d'appui à l'exécution
Section de la famille, des enfants et des adolescents
Ministère de la Justice
284, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0H8
Téléphone : (613) 957-0229
TÉLÉCOPIEUR : (613) 952-9600

Registration
SOR/2006-297 November 23, 2006

ROYAL CANADIAN MINT ACT

Order Authorizing the Issue and Determining the Composition, Dimensions and Designs of Various Circulation Coins

P.C. 2006-1411 November 23, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Transport, pursuant to sections 6.4^a and 6.5^a of the *Royal Canadian Mint Act*, hereby

(a) authorizes the issue of one dollar circulation coins, the characteristics of which shall be as specified in item 2^b of Part 2 of the schedule to that Act and the diameter of which shall be 26.5 mm and determines the design of the coins to be as follows, namely,

(i) a one dollar coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “ELIZABETH II” and “D•G•REGINA” to the left and right of the design, respectively, the Mint Mark below the neckline and beading around the circumference of the coin, and

(B) the reverse impression of which shall depict a common loon preparing for flight from the water, with the inscriptions “CANADA” and “DOLLAR” above and below the design, respectively, the year “2008” to the left of the design, the Canadian Olympic Committee Symbol (a maple leaf and the Olympic torch and rings) accompanied with the official mark “TM/MC” to the right of the design and the artist’s stylized initials “JLG” to the bottom left of the design, and

(ii) a one dollar coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “ELIZABETH II” and “D•G•REGINA” to the left and right of the design, respectively, the inscription “2010” below the neckline and beading around the circumference of the coin, and

(B) the reverse impression shall depict an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem with the inscriptions “CANADA” and “DOLLAR” above and below the design, respectively; and

(b) authorizes the issue of twenty-five cent circulation coins, the characteristics of which shall be as specified in item 4.1^c of Part 2 of the schedule to that Act and the diameter of which shall be 23.88 mm and determines the design of the coins to be as follows, namely,

(i) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the

Enregistrement
DORS/2006-297 Le 23 novembre 2006

LOI SUR LA MONNAIE ROYALE CANADIENNE

Décret autorisant l’émission et fixant la composition, les dimensions et les dessins de diverses pièces de monnaie de circulation

C.P. 2006-1411 Le 23 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Transports et en vertu des articles 6.4^a et 6.5^a de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil :

a) autorise l’émission de pièces de circulation de un dollar ci-après, dont les caractéristiques sont précisées à l’article 2^b de la partie 2 de l’annexe de cette loi et le diamètre est de 26,5 mm, et fixe les dessins de ces pièces comme suit :

(i) une pièce de un dollar dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II réalisée par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » inscrites juste au-dessus de la ligne de démarcation du cou dans le coin inférieur gauche, les inscriptions « ELIZABETH II » et « D•G•REGINA » figurant à gauche et à droite du motif, respectivement, la marque de la Monnaie royale canadienne figurant sous la ligne de démarcation du cou et un grènetis soulignant le pourtour de la pièce,

(B) au revers représente un plongeur huard qui se prépare à s’envoler d’un plan d’eau, les inscriptions « CANADA » et « DOLLAR » apparaissant au-dessus et au-dessous du motif, respectivement, l’inscription « 2008 » figurant à gauche du motif, le symbole du Comité olympique canadien (la feuille d’érable et la torche et les anneaux olympiques) accompagné de la marque officielle « TM/MC » apparaissant à droite du motif, les initiales de l’artiste, « JLG », étant inscrites dans la portion inférieure gauche du motif,

(ii) une pièce de un dollar dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II réalisée par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » inscrites juste au-dessus de la ligne de démarcation du cou dans le coin inférieur gauche, les inscriptions « ELIZABETH II » et « D•G•REGINA » figurant à gauche et à droite du motif, respectivement, l’inscription « 2010 » figurant sous la ligne de démarcation du cou et un grènetis soulignant le pourtour de la pièce,

(B) au revers représente l’emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver, les inscriptions « CANADA » et « DOLLAR » figurant au-dessus et au-dessous du motif, respectivement;

b) autorise l’émission de pièces de circulation de vingt-cinq cents ci-après, dont les caractéristiques sont précisées à l’article 4.1^c de la partie 2 de l’annexe de cette loi et le diamètre est de 23,88 mm, et fixe les dessins de ces pièces comme suit :

(i) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin

^a S.C. 1999, c. 4, s. 3

^b S.C. 1999, c. 4, s. 8

^c SOR/2000-161, s. 2

^a L.C. 1999, ch. 4, art. 3

^b L.C. 1999, ch. 4, art. 8

^c DORS/2000-161, art. 2

neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2007” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of a hockey player getting ready to hit the puck, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC},” to the top left and bottom left of the design, respectively,

(ii) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2007” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of a male biathlon athlete aiming his rifle, two trees to the left of the athlete and one tree to the right of the athlete, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC},” to the top left and bottom left of the design, respectively,

(iii) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2007” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of a female curler getting ready to release a curling stone with her right hand while holding a broom in her left hand, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC},” to the top left and bottom left of the design, respectively,

(iv) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2007” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of an alpine skier skiing downhill, two trees to the left of the athlete, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC},” to the top left and bottom left of the design, respectively,

(v) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt

inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2007 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, un joueur de hockey qui s’appête à frapper la rondelle, les initiales de l’artiste, « GG », figurant à droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(ii) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2007 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, un biathloneur qui prend la visée avec sa carabine, deux arbres à gauche de l’athlète et un arbre à droite, les initiales de l’artiste, « GG », figurant à la droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(iii) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2007 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, une joueuse de curling qui s’appête à lancer une pierre de la main droite tout en tenant son balai de la main gauche, les initiales de l’artiste, « GG », figurant à la droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(iv) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2007 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, un skieur alpin qui descend une piste, deux arbres à gauche de l’athlète, les initiales de l’artiste, « GG », figurant à droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} »

with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2007” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Paralympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of a female wheelchair athlete getting ready to push a curling stone, the artist’s initials “GG” at the bottom of the wheelchair and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC}”, to the top left and bottom left of the design, respectively,

(vi) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2008” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of a snowboarder in mid-air, two trees at the top of the athlete, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC}”, to the top left and bottom left of the design, respectively,

(vii) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2008” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of a freestyle skier in mid-air, two trees to the left of the athlete, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC}”, to the top left and bottom left of the design, respectively,

(viii) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2008” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of a pair of figure skaters, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC}”, to the top left and bottom left of the design, respectively,

(ix) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt

figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(v) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2007 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux paralympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, une athlète en fauteuil roulant qui s’apprête à lancer une pierre de curling, les initiales de l’artiste, « GG », figurant au bas du fauteuil roulant et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(vi) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2008 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, un planchiste dans les airs, deux arbres au-dessus de l’athlète, les initiales de l’artiste, « GG », figurant à la droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(vii) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2008 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, un skieur acrobatique dans les airs, deux arbres à gauche de l’athlète, les initiales de l’artiste, « GG », figurant à la droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(viii) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2008 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, un couple de patineurs

with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2008” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of three bobsled athletes getting into their bobsled, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC}” to the top left and bottom left of the design, respectively,

(x) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2009” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of a speed skater in a racing stance, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC}” to the top left and bottom left of the design, respectively,

(xi) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2009” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Olympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of a cross-country skier, two trees to the left of the athlete, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC}” to the top left and bottom left of the design, respectively, and

(xii) a twenty-five cent coin

(A) the obverse impression of which shall depict the effigy of Her Majesty Queen Elizabeth II by Susanna Blunt with the initials “SB” on the bottom left-hand corner of the neckline, the inscriptions “CANADA • ELIZABETH II” and “2009” along the circumference of the coin to the top left, right and bottom, respectively, and an official Vancouver 2010 Paralympic Winter Games emblem to the left of the effigy, and

(B) the reverse impression of which shall depict, against a background of a partial outline of a maple leaf, a design of a sledge hockey athlete getting ready to hit the puck, the artist’s initials “GG” to the right of the design and the inscriptions “25 cents” and “vancouver 2010^{TM/MC}” to the top left and bottom left of the design, respectively.

artistiques, les initiales de l’artiste, « GG », figurant à droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(ix) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2008 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, trois bobeurs qui montent dans leur bobsleigh, les initiales de l’artiste, « GG », figurant à droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(x) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2009 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, un patineur de vitesse en position de course, les initiales de l’artiste, « GG », figurant à droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(xi) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2009 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux olympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représente, avec en toile de fond la silhouette partielle d’une feuille d’érable, un skieur de fond, deux arbres à gauche de l’athlète, les initiales de l’artiste, « GG », figurant à la droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement,

(xii) une pièce de vingt-cinq cents dont le dessin gravé :

(A) à l’avers est l’effigie de Sa Majesté la Reine Elizabeth II par Susanna Blunt, avec les initiales « SB » dans le coin inférieur gauche de la ligne de démarcation du cou, les inscriptions « CANADA • ELIZABETH II » et « 2009 » figurant le long de la circonférence de la pièce, dans le coin supérieur gauche, à droite et en bas, respectivement, et un emblème officiel des Jeux paralympiques d’hiver de 2010 à Vancouver figurant à gauche de l’effigie,

(B) au revers représentée, avec en toile de fond la silhouette partielle d'une feuille d'érable, un joueur de hockey sur glace qui s'apprête à frapper la rondelle, les initiales de l'artiste, « GG », figurant à droite du motif et les inscriptions « 25 cents » et « vancouver 2010^{TM/MC} » figurant dans les portions supérieure gauche et inférieure gauche du motif, respectivement.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Order.)

Description

The Royal Canadian Mint wishes to produce coins with denominations of twenty-five cents and one dollar as part of the 2007-2010 Olympic Circulation Coin Program. However, at present the Royal Canadian Mint is not authorized to produce coins with the new Olympic designs. Pursuant to sections 6.4 and 6.5 of the *Royal Canadian Mint Act*, the Governor in Council may, by order, authorize the issue of circulation coins of a denomination listed in Part 2 of the schedule and determine the design of any circulation coin to be issued. Thus, the purpose of this Order is to obtain Governor in Council approval to issue twenty-five cent coins and one dollar coins bearing Olympic-themed designs.

The Olympic Coin Program is in direct support of the 2002 Multi-Party Agreement made by three levels of government, the national Olympic and Paralympic committees, and the Bid Corporation. This agreement includes a Canadian government commitment to “*cooperate...on matters relating to an Olympic Coin Program which may be developed in Canada for the purpose of celebrating the games*”. A copy of the 2002 Multi-Party Agreement is available at the following site: www.canadianheritage.gc.ca/special/2010/news_2002_e.cfm.

The launch of the coins would commence in the first half of 2007 and continue to the end of the Olympic Games in February 2010. The coins would be distributed through financial institutions and/or Olympic partners.

The objectives of the program include providing Canadians with an exciting program to celebrate the 2010 Olympics, and heighten their interest in circulation coins. The use of circulation coinage to commemorate, celebrate or promote events of national significance or interest has proven to be very popular with the general public. Because these coins are available at face value and circulate widely, public demand is high with many coins being collected and taken out of circulation. Commemorative circulation coin programs create important benefits by contributing to the overall success of the event being celebrated as well as generating additional seigniorage (revenues for the government).

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du décret.)

Description

Dans le cadre de son Programme 2007-2010 de pièces de circulation des Jeux olympiques, la Monnaie royale canadienne désire produire des pièces de vingt-cinq cents et de un dollar. Elle n'est toutefois pas autorisée à fabriquer des pièces arborant les nouveaux motifs olympiques pour le moment. En vertu des articles 6.4 et 6.5 de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, le gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser l'émission de monnaie de circulation d'une des valeurs faciales énumérées à la partie 2 de l'annexe et fixer le motif de la monnaie de circulation. Par conséquent, l'objet du présent décret est de faire autoriser, par la gouverneure en conseil, l'émission de pièces de vingt-cinq cents et de un dollar arborant des motifs représentant le thème des Jeux olympiques.

Le Programme de pièces sur les Jeux olympiques vient directement soutenir l'Entente multipartite signée par trois ordres de gouvernement, par les comités nationaux olympique et paralympique et par la Société de candidature. Cette entente comprend l'engagement du gouvernement canadien de « *collaborer... concernant les questions liées aux programmes de pièces olympiques qui pourraient être instaurés au Canada pour célébrer les Jeux* ». On peut obtenir un exemplaire de l'Entente multipartite de 2002 sur le site Web suivant : www.canadianheritage.gc.ca/special/2010/news_2002_f.cfm.

Le lancement des pièces débiterait dans la première moitié de 2007 et se poursuivrait jusqu'à la fin des Jeux olympiques, en février 2010. Les pièces seraient distribuées par l'entremise d'établissements financiers ou de partenaires des Jeux olympiques.

Au nombre des objectifs du programme, citons la mise sur pied d'un plan dynamique destiné à promouvoir les Jeux olympiques de 2010 auprès des Canadiennes et des Canadiens et à accroître leur intérêt à l'égard des pièces de circulation. L'utilisation de pièces de circulation pour commémorer, célébrer et promouvoir des événements d'importance et d'intérêt nationaux s'est révélée très populaire auprès du public en général. Puisque ces pièces sont en vente à leur valeur nominale et qu'elles circulent largement, la demande du public est forte. Les gens collectionnent bon nombre de pièces, ce qui a pour effet de les retirer de la circulation. Les programmes de pièces de circulation commémoratives engendrent des retombées importantes, car ils contribuent à la réussite globale de l'événement célébré et génèrent un seigniorage supplémentaire (revenus pour le gouvernement).

Alternatives

Using the traditional twenty-five cent and one dollar coin designs would not meet the objectives of the 2007-2010 Olympic Circulation Coin Program. Therefore, there is no other alternative to the Order in Council.

Benefits and Costs

Based on the seigniorage that previous Olympic coin programs have generated, this program is expected to produce over \$19 million in seigniorage. Additional products featuring the circulation coin will also be launched and are expected to generate additional revenue for the Mint. Seigniorage is the revenue to the Government of Canada from the issue of circulation coins and is equal to the difference between the face value of the coins and the cost to produce, distribute, advertise and promote them.

Consultation

There was no formal consultation held. However, based on the success of previous circulation coins that have been issued i.e., Poppy, Year of the Veteran, Breast Cancer, the design change is anticipated to be well received and will have no impact on day-to-day transactions.

Contact

Marguerite F. Nadeau, Q.C.
Vice-President
General Counsel and Corporate Secretary
Corporate and Legal Affairs
Royal Canadian Mint
320 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G8
Telephone: (613) 993-1732
FAX: (613) 990-4665
E-mail: nadeau@mint.ca

Solutions envisagées

L'emploi des motifs traditionnels des pièces de vingt-cinq cents et de un dollar irait à l'encontre des objectifs du Programme 2007-2010 de pièces de circulation des Jeux olympiques. Par conséquent, il n'y a aucune solution de rechange au décret.

Avantages et coûts

Si l'on se fonde sur le seigneurage que les programmes de pièces des Jeux olympiques précédents ont permis de dégager, l'on s'attend à récolter plus de 19 M\$ en seigneurage dans le cadre du Programme 2007-2010. D'autres produits connexes aux pièces de circulation seront lancés et l'on s'attend à ce qu'ils permettent à la Monnaie de réaliser des recettes supplémentaires. Le seigneurage est le revenu versé au gouvernement du Canada qui provient de l'émission des pièces de circulation. Il correspond à la différence entre la valeur nominale des pièces émises et leur coût de production, de distribution, et de commercialisation de promotion.

Consultations

On n'a tenu aucune consultation officielle. Toutefois, d'après le succès remporté par les pièces de circulation émises par le passé, à savoir les pièces Coquelicot, Année de l'ancien combattant et Cancer du sein, l'on prévoit que le changement de motif n'aura aucune incidence sur les opérations quotidiennes.

Personne-ressource

Marguerite F. Nadeau, c.r.
Vice-présidente
Avocate générale et secrétaire de la Société
Affaires générales et juridiques
Monnaie royale canadienne
320, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G8
Télécopieur : (613) 993-1732
TÉLÉCOPIEUR : (613) 990-4665
Courriel : nadeau@mint.ca

Registration
SOR/2006-298 November 24, 2006

Enregistrement
DORS/2006-298 Le 24 novembre 2006

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT (1999)

Virtual Elimination List

Liste de quasi-élimination

Whereas, pursuant to subsection 332(1)^a of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*^b, the Minister of the Environment published in the *Canada Gazette*, Part I, on August 16, 2003 a copy of the proposed *Virtual Elimination List*, substantially in the form set out in the annexed List, and persons were given an opportunity to file comments with respect to the proposed List or to file a notice of objection requesting that a board of review be established and stating the reasons for the objection;

Attendu que, conformément au paragraphe 332(1)^a de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*^b, le ministre de l'Environnement a fait publier dans la *Gazette du Canada* Partie I, le 16 août 2003, le projet de liste intitulé *Liste de quasi-élimination*, conforme en substance au texte ci-après, et que les intéressés ont ainsi eu la possibilité de présenter leurs observations à cet égard ou un avis d'opposition motivé demandant la constitution d'une commission de révision;

Therefore, the Minister of the Environment and the Minister of Health, pursuant to subsection 65(2) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*^b, hereby compile the annexed *Virtual Elimination List*, effective on the date on which it is registered.

À ces causes, en vertu du paragraphe 65(2) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*^b, le ministre de l'Environnement et la ministre de la Santé établissent la *Liste de quasi-élimination*, ci-après, laquelle entre en vigueur à la date de son enregistrement.

Ottawa, August 21, 2006
Rona Ambrose
Minister of the Environment

Ottawa, November 22, 2006
Tony Clement
Minister of Health

Ottawa, le 21 août 2006
La ministre de l'Environnement,
Rona Ambrose

Ottawa, le 22 novembre 2006
Le ministre de la Santé,
Tony Clement

VIRTUAL ELIMINATION LIST

VIRTUAL ELIMINATION LIST

Item	Substances	Level of Quantification
1.	Hexachlorobutadiene, which has the molecular formula C ₄ Cl ₆	0.06 ng/mL, in a chlorinated solvent

LISTE DE QUASI-ÉLIMINATION

LISTE DE QUASI-ÉLIMINATION

Article	Substance	Limite de dosage
1.	Hexachlorobutadiène, dont la formule moléculaire est C ₄ Cl ₆	0,06 ng/ml, dans un solvant chloré

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the List.)

Description

This initiative adds Hexachlorobutadiene (HCBd) to the *Virtual Elimination List* (the "VE List") with a level of quantification in chlorinated solvents of 0.06 ng/mL.

Subsection 65(2) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* (CEPA 1999) mandates the establishment of the VE List by the Ministers of the Environment and Health (the "Ministers"). The addition of HCBd marks the establishment of the VE List.

Virtual Elimination under CEPA 1999

Virtual elimination is the reduction of releases of a toxic substance into the environment to a concentration level below that which can be accurately measured using sensitive but routine sampling and analytical methods. CEPA 1999 refers to this concentration level as the "level of quantification". More specifically,

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie de la liste.)

Description

Cette initiative ajoute l'hexachlorobutadiène (HCBd) à la *Liste de quasi-élimination* (la « Liste ») et fixe sa limite de dosage dans les solvants chlorés à 0,06 ng/ml.

Le paragraphe 65(2) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* [LCPE (1999)] prescrit aux ministres de la Santé et de l'Environnement (les « ministres ») la création de la Liste. L'ajout du HCBd établit la création de cette liste.

Quasi-élimination au sens de la LCPE (1999)

La quasi-élimination consiste à réduire les rejets d'une substance toxique dans l'environnement à une concentration inférieure à son seuil de dosage à l'aide des méthodes d'analyse et d'échantillonnage précises mais courantes. Ce processus est appelé « limite de dosage » dans la LCPE (1999). Plus précisément, le

^a S.C. 2004, c. 15, s. 31

^b S.C. 1999, c. 33

^a L.C. 2004, ch. 15, art. 31

^b L.C. 1999, ch. 33

subsection 65(1) of CEPA 1999 defines virtual elimination as the ultimate reduction of the quantity or concentration of the substance in a release below the level of quantification specified by the ministers in the VE List.

There are four key elements in the implementation of virtual elimination under the Act:

I. The addition of a substance to the List of Toxic Substances in Schedule 1 of CEPA 1999 and the proposed implementation of virtual elimination

To be added to the VE List, a substance must be toxic according to section 64 of CEPA 1999. In addition, a substance that, as a result of an assessment conducted under section 77 of CEPA 1999 is determined to be persistent and bioaccumulative, entering the environment primarily as a result of human activity, and not a naturally occurring radionuclide or a naturally occurring inorganic substance, shall be proposed for virtual elimination under subsection 65(3) of CEPA 1999. These latter three criteria are set out in subsection 77(4) of CEPA 1999.

II. The preparation and submission of Virtual Elimination Plans

The Minister of the Environment has the authority under subsection 79(1) of CEPA 1999 to request those parties who use or release a substance identified for virtual elimination to prepare and submit a Virtual Elimination Plan. Virtual Elimination Plans are an information gathering tool and a request to prepare one may be judged necessary by the Minister of the Environment to document progress already made in preventing or controlling the use or release of the substance, and/or to help identify what additional measures may be required for the virtual elimination of releases associated with the substance. When appropriate, the request for such plans will accompany the publication of the final science assessment for a substance in the *Canada Gazette*. Only those parties identified in the *Canada Gazette* Notice would be required to prepare and submit a plan.

III. The addition of the substance and its level of quantification to the VE List

CEPA 1999 requires the ministers to add substances for virtual elimination to the VE List with a level of quantification by way of publication in the *Canada Gazette*. This is the focus of the current initiative – the addition of HCBd to the VE List with a level of quantification in chlorinated solvents.

The level of quantification is a scientific determination. It is defined as the lowest concentration of a substance that can be accurately measured using sensitive but routine sampling and analytical methods. A sampling and analytical method can be considered “routine” if the equipment and knowledge required to carry out the method is common in commercial laboratories involved in micro-pollutant analysis, recognizing that minor adjustments may be required.

IV. The development of a regulation prescribing a release limit and other preventive or control instruments

Following the addition of the substance and its level of quantification to the VE List, subsection 65(3) of CEPA 1999 requires the development of a regulation that sets the quantity or concentration of a substance that may be released (referred to as a release limit) into the environment.

paragraphe 65(1) de la LCPE (1999) définit la quasi-élimination comme étant la réduction définitive de la quantité ou de la concentration d'une substance à un niveau inférieur à la limite de dosage précisée par les ministres dans la Liste.

Quatre éléments clés font partie de la mise en œuvre de la quasi-élimination en vertu de la Loi :

I. L'ajout d'une substance à la Liste des substances toxiques figurant à l'annexe 1 de la LCPE (1999) ainsi que la proposition de soumettre la substance à la quasi-élimination

Pour être ajoutée à la Liste, une substance doit être toxique aux termes de l'article 64 de la LCPE (1999). De plus, une substance soumise à une évaluation en vertu de l'article 77 de la LCPE (1999), et dont les conclusions indiquent qu'elle est persistante, bioaccumulable, que sa présence dans l'environnement est principalement due à l'activité humaine et qu'elle n'est pas une substance inorganique d'origine naturelle ni un radionucléide d'origine naturelle, devra être proposée en vue d'une quasi-élimination en vertu du paragraphe 65(3) de la LCPE 1999. Le paragraphe 77(4) de la LCPE (1999) établit ces trois critères.

II. La préparation et la soumission des plans de quasi-élimination

En vertu du paragraphe 79(1) de la LCPE (1999), le ministre de l'Environnement a l'autorité d'exiger qu'un plan de quasi-élimination lui soit préparé et soumis par les parties qui utilisent ou rejettent une substance identifiée pour la quasi-élimination. Les plans de quasi-élimination constituent un outil pour rassembler de l'information. Le ministre de l'Environnement peut juger nécessaire d'exiger un de ces plans afin de documenter les progrès déjà accomplis en vue de prévenir et de contrôler l'utilisation ou le rejet d'une substance. Ces plans aident à identifier les mesures additionnelles pouvant être requises pour la quasi-élimination des rejets associés à une substance. Lorsque jugée appropriée, une requête pour fournir de tels plans accompagnera l'évaluation scientifique finale d'une substance dans la *Gazette du Canada*. Seules les parties identifiées dans la *Gazette du Canada* devront préparer et soumettre un plan.

III. L'ajout d'une substance et sa limite de dosage à la Liste

La LCPE (1999) exige que les ministres ajoutent les substances pour la quasi-élimination à la Liste avec une limite de dosage au moyen d'une publication dans la *Gazette du Canada*. Tel est l'objectif de la présente initiative : l'inscription du HCBd à la Liste, avec une limite de dosage pour sa détection dans les solvants chlorés.

La limite de dosage est déterminée scientifiquement. Elle est définie comme étant la concentration la plus faible d'une substance qui peut être mesurée avec exactitude au moyen de méthodes d'analyse et d'échantillonnage précises mais courantes. Une méthode d'analyse et d'échantillonnage peut être considérée « courante » si l'équipement nécessaire et la connaissance requise pour utiliser la méthode sont communs aux laboratoires commerciaux participant à l'analyse des micropolluants, tout en reconnaissant que des ajustements mineurs peuvent être nécessaires.

IV. Développement d'un règlement imposant une limite de rejet et autres mesures de prévention ou de contrôle

Après l'ajout d'une substance et de sa limite de dosage à la Liste le paragraphe 65(3) de la LCPE (1999) exige le développement d'un règlement qui établit la quantité et la concentration de la substance qui peut être rejetée (limite de rejet) dans l'environnement.

When determining release limits, CEPA 1999 requires the ministers to take into account environmental or health risks posed by the release and any other relevant social, economic or technical matters.

In working towards the objective of virtual elimination, the Ministers may set interim release limits. Virtual elimination can thus be achieved through the setting of progressively lower release limits and the implementation of other risk management tools, until the quantity or concentration of the substance released to the environment is below the level of quantification.

In the case of HCBd, the substance occurs as a contaminant in chlorinated solvents at very low levels. Although the concentration of HCBd can be measured in the solvents, measuring the actual release of HCBd as these products are used would be extremely difficult if not impossible. Consequently, the development of release limit regulations is not a feasible option for this substance. Although release limit regulations will not be developed for HCBd, a number of other actions have been taken that are contributing to its virtual elimination. These actions include the following:

- The addition of HCBd to the *Prohibition of Certain Toxic Substances Regulations, 2005*. This Regulation prevents the manufacture, sale, import or use of HCBd in Canada, thus ensuring the substance is not reintroduced to the Canadian marketplace.
- Passing of the *Solvent Degreasing Regulations*, which reduce the use and release of two chlorinated solvents: trichloroethylene and tetrachloroethylene, and the *Dry Cleaning Regulations*, which reduce the use and release of tetrachloroethylene. As HCBd is found as an incidental contaminant in these solvents, the reduction of their use and release also reduces the potential release of HCBd.

Even though the releases of HCBd are expected to decrease due to the regulations noted above, Environment Canada will track the volume of chlorinated solvents imported into Canada and the HCBd concentrations in those solvents to ensure that other appropriate risk management actions can be taken if warranted in the future.

Regulatory background

In December 1995, the Ministers published the second *Priority Substances List*, which includes Hexachlorobutadiene, under the *Canadian Environmental Protection Act*, an Act later replaced by CEPA 1999. The scientific assessment of HCBd then followed.

The conclusion of the scientific assessment indicates that HCBd is entering the environment in a quantity or concentration or under conditions that have or may have an immediate or long-term harmful effect on the environment or its biological diversity. HCBd was therefore concluded toxic as per paragraph 64(a) of CEPA 1999. Summaries of the draft and final Priority Substances Assessment Reports for HCBd were then published in the *Canada Gazette* on July 1, 2000 and on May 18, 2002, respectively. Subsequently, the Order to add HCBd to Schedule 1 of CEPA 1999 was published in the *Canada Gazette* on June 1, 2002, with the final Order adding HCBd to Schedule 1 being published on July 24, 2003.

En déterminant les limites de rejets, la LCPE (1999) exige que les ministres prennent en considération les risques pour l'environnement et pour la santé associés au rejet ainsi qu'à d'autres facteurs sociaux, économiques et techniques pertinents.

En travaillant vers l'objectif de la quasi-élimination, les ministres peuvent établir des limites de rejets intérimaires. La quasi-élimination sera donc atteinte en établissant progressivement des limites de rejets inférieures ainsi que par la mise en œuvre d'autres mesures de gestion du risque jusqu'à ce que la quantité ou la concentration de la substance rejetée dans l'environnement soit inférieure à la limite de dosage.

Dans le cas du HCBd, cette substance est présente à l'état de contaminant à très faible concentration dans les solvants chlorés. Bien qu'on puisse mesurer les concentrations de HCBd dans les solvants, la mesure des quantités exactes d'HCBd rejetées au cours de l'usage de ces produits semble extrêmement difficile, voire impossible. Donc, l'élaboration de limites réglementaires pour les rejets ne semble pas être une option réaliste pour cette substance. Bien qu'aucun règlement ne soit prévu pour limiter les rejets du HCBd, un certain nombre de mesures qui ont déjà été prises contribuent à sa quasi-élimination, notamment :

- L'ajout du HCBd à la liste du *Règlement sur certaines substances toxiques interdites (2005)*. Ce règlement interdit la fabrication, la vente, l'importation ou l'utilisation du HCBd au Canada, afin de garantir que cette substance ne sera pas réintroduite sur le marché canadien.
- L'adoption du *Règlement sur les solvants de dégraissage*, qui devrait réduire l'utilisation et les rejets de deux solvants chlorés, le trichloroéthylène et le tétrachloroéthylène, et le *Règlement sur le tétrachloroéthylène*, qui devrait réduire l'utilisation et les rejets de tétrachloroéthylène. Étant donné que le HCBd est un contaminant imprévu de ces solvants, la réduction de leur utilisation et de leurs rejets réduit également les rejets possibles de HCBd.

Bien que les rejets de HCBd devraient diminuer à cause de l'application des règlements ci-dessus, Environnement Canada surveillera quand même les volumes de solvants chlorés importés au Canada, ainsi que les concentrations de HCBd dans ceux-ci, afin que d'autres mesures appropriées de gestion du risque puissent être prises au besoin.

Base réglementaire

En décembre 1995, les ministres ont publié la deuxième *Liste des substances d'intérêt prioritaire*, où figure l'hexachlorobutadiène en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, une loi remplacée ultérieurement par la LCPE (1999). L'évaluation scientifique du HCBd a ensuite eu lieu.

L'évaluation scientifique conclut que le HCBd pénètre dans l'environnement en une quantité ou concentration ou dans des conditions de nature à mettre en danger, immédiatement ou à long terme, l'environnement ou la diversité biologique. Le HCBd a donc été jugé « toxique » au sens de l'alinéa 64a) de la LCPE (1999). Des résumés de l'ébauche et de la version finale du Rapport d'évaluation des substances d'intérêt prioritaire pour le HCBd ont ensuite été publiés dans la *Gazette du Canada* le 1^{er} juillet 2000 et le 18 mai 2002 respectivement. Le décret visant l'ajout du HCBd à l'annexe 1 de la LCPE (1999) a été publié dans la *Gazette du Canada* le 1^{er} juin 2002, et le décret définitif visant l'ajout du HCBd à l'annexe 1 de la LCPE (1999) y a été publié le 24 juillet 2003.

Subsection 77(4) of CEPA 1999 requires that the ministers propose the “implementation of virtual elimination” for any substance that meets any of the criteria in section 64 that also meets the criteria for persistence and bioaccumulation according to the *Persistence and Bioaccumulation Regulations*, is present in the environment primarily as a result of human activity, and is not a naturally occurring radionuclide or a naturally occurring inorganic substance. The published summaries of the draft and final Priority Substances Assessment Reports for HCBd concluded that it meets all of these criteria. Therefore, the ministers proposed the addition of HCBd to the VE List in the *Canada Gazette* on August 16, 2003.

Properties of HCBd

HCBd has never been commercially produced in Canada. Formerly, the substance was imported into Canada for use as a solvent, but it is no longer imported as a pure chemical. There are no natural sources of HCBd.

HCBd is generated as a by-product during the production of certain chemicals. Most notably, HCBd is found as a contaminant in certain chlorinated solvents. As a result, it may be released upon the use of these chemicals. Other possible releases of HCBd in the Canadian environment could be from hazardous landfill leachate. Long-range transport may also contribute to its presence in the Canadian environment.

When HCBd is released into the environment, it tends to remain mostly in the environmental compartment to which it was released. If HCBd is emitted into air, more than 98 percent would be found in the air, about 1 percent in soil and less than 1 percent in water and sediments. If released into soil, about 99 percent would be found in the soil and about 1 percent in the air. If released into water, about 70 percent would be found in the water, about 15 percent in each of the air and sediments and less than 1 percent in the soil. HCBd is slowly removed from the atmosphere by photo-oxidation.

HCBd biodegrades slowly in aerobic conditions (i.e. in environmental compartments, such as water, sediment or soil that contain oxygen), but it would persist considerably longer under anaerobic conditions (i.e. in environmental compartments in which the oxygen concentration is depleted). HCBd bioaccumulates in the tissues of freshwater organisms, but it is quite easily metabolized and therefore does not biomagnify through the food chain.

The estimated average daily intake by the general population in Canada from environmental sources is less than a Tolerable Intake derived by Health Canada on the basis of a benchmark dose or effect levels for non-cancer effects in the kidney. A Tolerable Intake is the level of intake to which it is believed a person may be exposed daily over a lifetime without deleterious effect.

Alternatives

The assessment report concludes that HCBd is toxic under paragraph 64(a) of CEPA 1999. HCBd also meets the criteria for persistence and bioaccumulation according to the *Persistence and Bioaccumulation Regulations* of CEPA 1999 and is present in the

Le paragraphe 77(4) de la LCPE (1999) exige que les ministres proposent la « réalisation de la quasi-élimination » pour toute substance qui satisfait n'importe quel des critères de l'article 64, qui satisfait aussi aux critères de persistance et de bioaccumulation spécifiés dans le *Règlement sur la persistance et la bioaccumulation* pris en application de la LCPE (1999), et sa présence dans l'environnement est principalement causée par l'activité humaine. De plus, il ne s'agit pas d'une substance inorganique d'origine naturelle ni d'un radionucléide d'origine naturelle. Les résumés de l'ébauche et de la version finale du Rapport d'évaluation des substances d'intérêt prioritaire pour le HCBd ont conclu qu'il satisfait à tous ces critères. Les ministres ont donc proposé l'ajout du HCBd à la Liste dans la *Gazette du Canada* le 16 août 2003.

Propriétés de l'HCBd

HCBd n'a jamais été produit à des fins commerciales au Canada. Auparavant, il était importé au pays pour son utilisation comme solvant, mais il n'est plus importé à l'état pur. Il n'existe pas de sources naturelles de HCBd.

Le HCBd est un sous-produit de la fabrication de certains composés. Il est connu, notamment, comme l'un des contaminants de certains solvants chlorés. Conséquemment, il est susceptible d'être libéré dans le milieu au cours de l'utilisation de ces substances chimiques. Au Canada, les autres rejets éventuels de HCBd proviendraient du lixiviat des décharges des déchets dangereux. Le transport sur de longues distances pourrait également contribuer à l'existence de cette substance dans l'environnement canadien.

Lorsque le HCBd est libéré dans l'environnement, il a tendance à demeurer principalement dans le milieu où il a été rejeté. S'il est rejeté dans l'air, plus de 98 % se retrouve dans ce milieu, environ 1 % dans le sol, et moins de 1 % dans l'eau et les sédiments. S'il est rejeté dans le sol, environ 99 % se retrouve dans ce milieu, et approximativement 1 % dans l'air. S'il est rejeté dans l'eau, environ 70 % s'y retrouve, approximativement 15 % dans chacun des milieux constitués par l'air et les sédiments, et moins de 1 % dans le sol. Le HCBd est lentement éliminé de l'atmosphère par photooxydation.

Le HCBd subit une lente biodégradation dans des conditions aérobioses (p. ex., dans des milieux naturels oxygénés comme l'eau, les sédiments ou le sol), mais il persisterait beaucoup plus longtemps dans des conditions anaérobioses (p. ex., dans des milieux naturels où l'oxygène est épuisé). Il s'accumule dans les tissus des organismes d'eau douce, mais comme il est assez facilement métabolisé, il ne donne pas lieu à une bioamplification dans la chaîne alimentaire.

D'après les estimations, la dose journalière moyenne absorbée par la population générale au Canada à partir de sources présentes dans l'environnement est inférieure à la dose admissible calculée par Santé Canada, au moyen de la dose de référence ou de la concentration minimale produisant des effets rénaux non néoplasiques. On entend par dose admissible celle à laquelle on croit qu'une personne peut être exposée quotidiennement pendant toute sa vie sans effet nocif.

Solutions envisagées

Le Rapport d'évaluation conclut que le HCBd est toxique au sens de l'alinéa 64a) de la LCPE (1999), qu'il satisfait aux critères de persistance et de bioaccumulation spécifiés dans le *Règlement sur la persistance et la bioaccumulation* pris en vertu de

environment primarily as a result of human activity. Moreover, it is not a naturally occurring radionuclide or a naturally occurring inorganic substance. Consequently, the Ministers are required by CEPA 1999 to propose the addition of HCBd to the VE List. No other alternative is acceptable in this situation.

Benefits and Costs

The addition of HCBd to the VE List signals the Government's intention to virtually eliminate releases of HCBd to the environment. The decision to add HCBd to the VE List is solely based on a scientific assessment. Any subsequent risk management actions that the Government might take to achieve the virtual elimination of this substance must consider environmental or health risks and any other relevant social, economic or technical matters as required under the Act.

Consultation

The public and stakeholders were given opportunity to comment during the 60-day comment period following the pre-publication in the *Canada Gazette* of the summary draft Priority Substances Assessment Report for HCBd on July 1, 2000. A 60-day comment period also followed the pre-publication in the *Canada Gazette* of the proposed Order to add HCBd to the List of Toxic Substances in Schedule 1 of CEPA 1999 on June 1, 2002. No comment opposed the proposed implementation of virtual elimination stated in these *Canada Gazette* notices. No significant new information regarding the toxicity of HCBd has emerged since that time.

The CEPA National Advisory Committee and relevant federal government departments were consulted on the Virtual Elimination Approach, the Addition of HCBd to the VE List, and also the proposed Risk Management Strategy for HCBd. There were no concerns raised.

Stakeholders were consulted on the proposed Risk Management Strategy for HCBd during a consultation meeting held in Ottawa in December 2002. The level of quantification for HCBd as well as the virtual elimination process was also presented at that meeting. Comments received from industry expressed concern about the level of quantification determination for HCBd in chlorinated solvents, proposing that it should be based on more representative samples and possibly a more common analytical method.

In response, Environment Canada conducted an interlab study which confirmed that the measurement of HCBd at the proposed level of quantification is achievable by other commercial and Government laboratories using the same analytical methods regularly used by organic chemistry labs involved in the analysis of micro-pollutants. Environment Canada further concluded that the number and type of samples taken was representative.

Comments Following Pre-Publication in the *Canada Gazette*, Part I, on August 16, 2003

During the 60-day comment period following the pre-publication of this initiative in the *Canada Gazette*, Part I, submissions were received from three industry associations and two

la LCPE (1999) et qu'il est présent dans l'environnement surtout en raison de l'activité humaine. De surcroît, le HCBd n'est pas une substance inorganique d'origine naturelle ni un radionucléide d'origine naturelle. La LCPE (1999) oblige donc les ministres à proposer l'ajout du HCBd à la Liste. Aucune autre solution n'est acceptable dans ce cas.

Avantages et coûts

L'ajout du HCBd à la Liste indique l'intention du gouvernement de réaliser la quasi-élimination des rejets de cette substance dans l'environnement. Cette décision repose exclusivement sur les résultats d'une évaluation scientifique. Toute mesure subséquente de gestion du risque que le gouvernement doit prendre pour atteindre la quasi-élimination de cette substance doit tenir compte des risques pour l'environnement et pour la santé, ainsi que de toutes questions sociales, économiques ou techniques pertinentes, conformément à la Loi.

Consultations

Le public et les parties intéressées ont eu la possibilité de soumettre leurs observations dans les 60 jours qui ont suivi la publication au préalable dans la *Gazette du Canada* le 1^{er} juillet 2000, du résumé de l'ébauche du Rapport d'évaluation des substances d'intérêt prioritaire pour le HCBd. La publication au préalable dans la *Gazette du Canada* le 1^{er} juin 2002, du projet de décret visant l'ajout du HCBd à la Liste des substances toxiques de l'annexe 1 de la LCPE (1999) a aussi été suivie d'une période de commentaires de 60 jours. Aucune opposition aux avis publiés au préalable dans la *Gazette du Canada* concernant la quasi-élimination n'a été relevée dans les observations. Aucune nouvelle donnée importante au sujet de la toxicité du HCBd n'a été relevée depuis ce moment.

Le comité consultatif national de la LCPE et les ministères fédéraux intéressés ont été consultés relativement à la démarche de quasi-élimination, à l'ajout du HCBd à la Liste et à la stratégie de gestion du risque proposée pour le HCBd. Aucune inquiétude n'a été soulevée.

Les intervenants ont aussi été consultés lors d'une réunion de consultation tenue à Ottawa en décembre 2002 sur la proposition d'une stratégie de gestion des risques pour le HCBd. Au cours de cette réunion, la limite de dosage de cette substance ainsi que le processus relatif à la quasi-élimination ont été présentés. Des commentaires de l'industrie exprimaient des inquiétudes quant à la détermination de la limite de dosage du HCBd dans les solvants chlorés et proposaient de préférence qu'elle soit fondée sur des échantillons plus représentatifs et, peut-être, qu'on fasse appel à une méthode d'analyse plus courante.

En réponse, Environnement Canada a effectué une étude interlaboratoire qui a confirmé que mesurer le HCBd à la limite de dosage proposée est un objectif réaliste pour tous les laboratoires commerciaux et gouvernementaux utilisant les mêmes méthodes analytiques que celles habituellement utilisées par les laboratoires de chimie organique pour l'analyse des micropolluants. De plus, Environnement Canada a conclu que le nombre et le type d'échantillons prélevés étaient représentatifs.

Commentaires reçus à la suite de la publication au préalable dans la *Gazette du Canada* Partie I le 16 août 2003

Durant la période d'observations de 60 jours suivant la publication au préalable de cette initiative dans la *Gazette du Canada*, Partie I, des soumissions sont parvenues de trois associations et de

companies. These submissions motivated the supplementation and reorganization of the Description section, above, to clarify the meaning and implications of virtual elimination.

A number of comments were critical of the consultation process for establishing the VE List. One comment challenged Environment Canada to use scientifically defensible principles in consultation with stakeholders when proposing the addition of a substance. Another indicated there has been a lack of face-to-face consultations in creating the VE List.

Environment Canada believes due process was followed and stakeholders were consulted with regards to the addition of HCBd to the VE List. Environment Canada's intention to propose the addition of HCBd to the VE List was signaled as early as the pre-publication of the summary draft Priority Substances Assessment Report for HCBd in the *Canada Gazette*, Part I, on July 1, 2000. Stakeholders had opportunity to provide written comments in response to the various *Canada Gazette* publications identified above. In addition, a multi-stakeholder meeting was held on December 9, 2002, in Ottawa, to discuss the proposed risk management approach and level of quantification for HCBd.

A Notice of Objection was received from an industry association in the United States. There was no basis on which to establish a Board of Review, and on March 10, 2005 the Minister of the Environment responded denying the request.

Two comments suggested that there is a lack of clarity surrounding the addition to and implementation of the VE List. One stakeholder suggested a protocol be developed to ensure transparency of the VE List addition process, including the determining factors for the application of the substance; the scope of control measures; and any other relevant information considered in the analysis.

Subsection 77(4) of CEPA 1999 clearly establishes the criteria that, if met, require the implementation of virtual elimination for a substance found to be toxic through an assessment under section 77. Other than the evidence used to evaluate the criteria listed in the description section above, there is no other information that goes into the decision to add a substance to the VE List. A detailed description of the statutory scheme for virtual elimination is provided above.

Several comments questioned the protocol and methodology for establishing the level of quantification for HCBd and challenged Environment Canada's interpretation of the term "routine" under subsection 65(1) in regards to the setting of the level of quantification. In particular, comments suggest that many stakeholders interpreted "routine" as meaning "off the shelf".

Regarding a protocol, the level of quantification is established by the ministers in accordance with subsection 65(1) of CEPA 1999. Consultation in setting the level of quantification will typically be provided during: (a) the stakeholder consultations prior to pre-publication of a proposal in the *Canada Gazette*, Part I, to add the substance to the VE List; and (b) the opportunity to provide written feedback during the 60-day comment period following the aforementioned publication.

deux entreprises de l'industrie. Le but de ces soumissions était de préciser davantage et de réorganiser la section « *Description* » ci-dessus de manière à mieux définir le sens et les incidences de la quasi-élimination.

Un certain nombre de commentaires ont été d'une importance cruciale au processus de consultation visant l'établissement de la Liste. L'un des commentaires mettait au défi Environnement Canada de recourir, pendant les consultations avec les intervenants, à des principes scientifiquement défendables lorsqu'il proposait d'ajouter une substance à la Liste. Un autre commentaire indiquait qu'il y avait eu un manque de consultations en personne concernant la création de la Liste.

Environnement Canada soutient que la procédure établie a été suivie et que les intervenants ont été consultés au sujet de l'ajout du HCBd à la Liste. La proposition d'ajouter le HCBd à cette liste a été mentionnée dès la publication au préalable dans la *Gazette du Canada* Partie I le 1^{er} juillet 2000, du Résumé de l'ébauche du Rapport d'évaluation des substances d'intérêt prioritaire pour le HCBd. Les intervenants ont eu l'occasion de faire part de leurs commentaires écrits concernant les divers avis publiés au préalable dans la *Gazette du Canada* mentionnés ci-dessus. En outre, une réunion multilatérale a été tenue à Ottawa, le 9 décembre 2002, pour examiner la démarche proposée en matière de gestion du risque et de limite de dosage du HCBd.

Un avis d'opposition a été formulé par une association d'industrie aux États-Unis. Il n'y avait pas de fondement pour mettre en place une commission de révision et le 10 mars 2005, le ministre de l'Environnement a refusé la requête.

Selon deux commentaires reçus, la question de l'ajout et de la mise en application de la Liste manque de précision. L'un des intervenants a proposé qu'on élabore un protocole pour assurer la transparence du processus d'ajout à la Liste qui englobe les facteurs déterminants pour la mise en application, la portée des mesures antipollution et tout autre renseignement pertinent pris en compte au cours de l'analyse.

Le paragraphe 77(4) de la LCPE (1999) établit clairement les critères qui, le cas échéant, exigent la mise en œuvre de la quasi-élimination d'une substance trouvée toxique par l'entremise d'une évaluation conduite en vertu de l'article 77. La décision d'ajouter une substance à la Liste repose sur les preuves employées pour évaluer les critères présentés dans la section « *Description* » ci-dessus et ne tient compte d'aucun autre renseignement. Le texte législatif de la LCPE (1999) se rapportant à la quasi-élimination est présenté de façon détaillée ci-dessus.

Plusieurs commentaires ont remis en question le protocole et la méthode d'établissement de la limite de dosage du HCBd ainsi que l'interprétation d'Environnement Canada de l'expression « méthodes courantes » en vertu du paragraphe 65(1) de la LCPE (1999) relativement à l'établissement de la limite de dosage. En particulier, selon de nombreux intervenants, le terme « courant » devrait être employé au sens de « à portée de la main ».

En ce qui concerne un protocole, la limite de dosage est fixée par les ministres conformément au paragraphe 65(1) de la LCPE (1999). La consultation à ce sujet comprend habituellement : a) une réunion multilatérale tenue avec les intervenants avant la publication au préalable d'une initiative proposée dans la *Gazette du Canada* Partie I, visant l'ajout de la substance à la Liste et b) une période de 60 jours suivant cette publication permettant aux intervenants de soumettre des commentaires par écrit.

Regarding the methodology, Environment Canada is of the opinion that an analytical method is routine if the equipment and knowledge required to carry it out is common in commercial laboratories involved in micro-pollutant analysis, recognizing that minor adjustments may be required. In response to the concerns expressed and after further discussion with stakeholders, Environment Canada conducted an inter-lab study that confirmed the analytical method used to determine the level of quantification for HCBd meets that test, i.e. is routine. The method involves sample preparation followed by gas chromatography – mass spectrometry, and is typically used for trace organic analysis.

Two comments were received recommending Environment Canada take into account social, economic, and other considerations as referenced in subsection 65(3) when setting release limits.

This is a legal obligation under CEPA 1999, and Environment Canada will take into account these considerations when setting release limits under section 65 where relevant in the future.

One comment argued that virtual elimination should not be the only recourse where the daily average intake is less than the Tolerable Intake.

Under CEPA 1999, virtual elimination is mandatory where a substance assessed under section 77 meets the criteria of subsection 77(4), regardless of whether the risks posed by a substance are found to relate to health or to the environment. Flexibility is afforded to take into account health risks and other considerations when setting release limits through regulations under subsection 65(3).

Finally, a number of comments questioned whether HCBd still qualifies as toxic under section 64 of CEPA 1999, in particular given that HCBd contamination in the sediments of the St. Clair River has been remediated.

The assessment report acknowledges the remediation of the St. Clair River and the declining levels of HCBd in the environment. It recommends, however, that action preventing the reintroduction of HCBd in Canadian commerce be taken. It also recognizes international collaborative work in the control of long-range transport of airborne pollutants. Authority to make regulations preventing the reintroduction of HCBd in Canada is only available to the ministers if the substance is on the List of Toxic Substances. Finally, Environment Canada remains confident that the conclusion of toxicity and the science on which it was based is sound. Therefore, the delisting of HCBd from the List of Toxic Substances is not being considered at this time.

An electronic version of a document summarizing and responding to comments received during the 60-day comment period is available at <http://www.ec.gc.ca/CEPARRegistry/participation/>.

Compliance and Enforcement

There are no compliance promotion or enforcement requirements associated with the VE List.

Pour ce qui est de la méthode d'analyse utilisée, Environnement Canada estime qu'une méthode est courante lorsque les laboratoires commerciaux faisant l'analyse des micropolluants utilisent habituellement des appareils et des connaissances qui sont assez communs, même si des ajustements mineurs peuvent être requis. Pour tenir compte des préoccupations qui lui ont été transmises et à la suite des discussions supplémentaires avec les intervenants, Environnement Canada a effectué une étude interlaboratoire qui confirme que la méthode d'analyse et l'établissement de la limite de dosage retenus pour le HCBd sont réalisables. La méthode exige la préparation d'échantillons qui sont ensuite analysés par chromatographie – spectrométrie de masse et servent généralement à l'analyse de matières organiques à l'état de trace.

Deux autres commentaires reçus recommandaient à Environnement Canada de tenir compte de tout facteur d'ordre social, économique ou technique pertinent comme le prévoit le paragraphe 65(3) de la LCPE (1999) au cours de l'établissement des limites de dosage.

Ces aspects sont une obligation légale en vertu de la LCPE (1999) et Environnement Canada prendra en compte ces considérations lors de l'établissement des limites de rejet en conformité avec l'article 65, selon le cas.

Selon un autre intervenant, la quasi-élimination ne devrait pas être la seule mesure à prendre quand la dose journalière moyenne est inférieure à la dose journalière admissible.

Selon la LCPE (1999), la quasi-élimination est obligatoire quand la substance évaluée en vertu de l'article 77 satisfait aux critères du paragraphe 77(4), peu importe que la substance pose des risques pour la santé ou pour l'environnement. Une certaine flexibilité est fournie afin de prendre en considération les risques pour la santé et d'autres facteurs quand il s'agit d'établir la limite de rejet par l'entremise d'un règlement en vertu du paragraphe 65(3).

Enfin, dans un certain nombre de commentaires, les intervenants se demandaient si le HCBd était toujours jugé toxique au sens de l'article 64 de la LCPE (1999) en raison principalement de la décontamination des sédiments de la rivière Sainte-Claire.

Le rapport d'évaluation reconnaît le programme de dépollution de la rivière Sainte-Claire et les concentrations décroissantes de HCBd dans l'environnement. Il recommande toutefois que des mesures soient prises pour que cette substance ne soit pas réintroduite sur le marché canadien. Il reconnaît également la collaboration internationale relativement à la lutte contre le transport à grande distance des polluants atmosphériques. Les ministres détiennent l'autorité de mettre en place un règlement prévenant la réintroduction du HCBd au Canada uniquement quand la substance est inscrite à la Liste des substances toxiques. Enfin, Environnement Canada demeure confiant du bien-fondé de l'élimination des substances toxiques et des données scientifiques sur lesquelles cette stratégie repose. Pour ces motifs, il n'est pas jugé approprié d'éliminer le HCBd de l'annexe 1 pour l'instant.

On trouvera un document qui résume les commentaires reçus pendant la période de 60 jours ainsi que les réponses communiquées à l'adresse <http://www.ec.gc.ca/RegistreLCPE/participation/>.

Respect et exécution

La Liste ne nécessite aucune politique en matière de respect et d'exécution.

Contacts

James Riordan
Executive Director
National Office of Pollution Prevention
Environment Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0H3
Telephone: (819) 953-3353
E-mail: james.riordan@ec.gc.ca

Céline Labossière
Policy Manager
Impact Analysis and Instrument Choice Division
Environment Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0H3
Telephone: (819) 997-2377
E-mail: celine.labossiere@ec.gc.ca

Personnes-ressources

James Riordan
Directeur administratif
Bureau national de la prévention de la pollution
Environnement Canada
Gatineau (Québec)
K1A 0H3
Téléphone : (819) 953-3353
Courriel : james.riordan@ec.gc.ca

Céline Labossière
Gestionnaire de politiques
Division de l'analyse des impacts et du choix des instruments
Environnement Canada
Gatineau (Québec)
K1A 0H3
Téléphone : (819) 997-2377
Courriel : celine.labossiere@ec.gc.ca

Registration
SOR/2006-299 November 28, 2006

BANK ACT

Civil Remedies (Banks and Bank Holding Companies) Regulations

P.C. 2006-1424 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsections 271(1)^a, (3)^a and (6)^a and 978(1)^b of the *Bank Act*^c, hereby makes the annexed *Civil Remedies (Banks and Bank Holding Companies) Regulations*.

CIVIL REMEDIES (BANKS AND BANK HOLDING COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Bank Act*.

CIVIL REMEDIES

2. For the purpose of paragraph 271(1)(d) of the Act, the prescribed percentage of voting rights attached to all of the bank’s or bank holding company’s outstanding shares is 10%.

3. For the purpose of subsection 271(3) of the Act, “take-over bid” means a take-over bid under any legislation that is set out in column 2 of the schedule.

4. For the purpose of paragraph 271(6)(c) of the Act, the prescribed circumstances are that the insider

- (a) entered into the purchase or sale of the security as an agent pursuant to a specific unsolicited order to purchase or sell;
- (b) made the purchase or sale of the security pursuant to participation in an automatic dividend reinvestment plan, share purchase plan or other similar automatic plan that the insider entered into before the acquisition of the confidential information;
- (c) made the purchase or sale of the security to fulfil a legally binding obligation that the insider entered into before the acquisition of the confidential information; or
- (d) purchased or sold the security as agent or trustee in the circumstances described in paragraph (b) or (c).

COMING INTO FORCE

5. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

Enregistrement
DORS/2006-299 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES BANQUES

Règlement sur les recours (banques et sociétés de portefeuille bancaires)

C.P. 2006-1424 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu des paragraphes 271(1)^a, (3)^a et (6)^a et 978(1)^b de la *Loi sur les banques*^c, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les recours (banques et sociétés de portefeuille bancaires)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES RECOURS (BANQUES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE BANCAIRES)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les banques*.

RECOURS

2. Pour l’application de l’alinéa 271(1)(d) de la Loi, le pourcentage des voix attachées à l’ensemble des actions en circulation de la banque ou de la société de portefeuille bancaire est de 10 %.

3. Pour l’application du paragraphe 271(3) de la Loi, « offre d’achat visant à la mainmise » s’entend au sens de « offre d’achat visant à la mainmise » ou « offre publique d’achat » dans toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

4. Pour l’application de l’alinéa 271(6)(c) de la Loi, les circonstances sont les suivantes :

- a) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière en qualité de mandataire conformément à des instructions précises non sollicitées;
- b) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière dans le cadre d’un régime automatique de réinvestissement de dividendes ou d’achat d’actions ou d’un régime analogue auquel il a adhéré avant d’avoir connaissance du renseignement confidentiel;
- c) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière pour s’acquitter d’une obligation à laquelle il est légalement tenu et qu’il a contractée avant d’avoir connaissance du renseignement confidentiel;
- d) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière en qualité de mandataire ou de fiduciaire dans toute circonstance prévue aux alinéas b) ou c).

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 57
^b S.C. 2005, c. 54, s. 135
^c S.C. 1991, c. 46

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 57
^b L.C. 2005, ch. 54, art. 135
^c L.C. 1991, ch. 46

SCHEDULE
(Section 3)

TAKE-OVER BID

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	the definition "take-over bid" in subsection 89(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	the definition "take-over bid" in section 110 of the <i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	the definition "take-over bid" in paragraph 95(1)(l) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	the definition "take-over bid" in subsection 106(1) of the <i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	the definition "take-over bid" in subsection 80(1) of <i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	the definition "take over bid" in subsection 92(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	the definition "take-over bid" in paragraph 98(1)(j) of <i>The Securities Act</i> , 1988, S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	the definition "take-over bid" in paragraph 158(1)(r) of the <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	the definition "take-over bid" in paragraph 90(1)(l) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time
10.	Yukon	the definition "take-over bid" in section 196 of the <i>Business Corporations Act</i> , R.S.Y. 2002, c. 20, as amended from time to time
11.	Northwest Territories	the definition "take-over bid" in section 196 of the <i>Business Corporations Act</i> , S.N.W.T. 1996, c. 19, as amended from time to time
12.	Nunavut	the definition "take-over bid" in section 196 of the <i>Business Corporations Act (Nunavut)</i> , S.N.W.T. 1996, c. 19, as amended from time to time

ANNEXE
(article 3)

OFFRE D'ACHAT VISANT À LA MAINMISE
OU OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	« offre d'achat visant à la mainmise » au sens du paragraphe 89(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	« offre publique d'achat » au sens de l'article 110 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	« take-over bid » (offre d'achat visant à la mainmise) au sens de l'alinéa 95(1)(l) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	« offre d'achat visant à la mainmise » au sens du paragraphe 106(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	« offre publique d'achat » au sens du paragraphe 80(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	« take-over bid » (offre d'achat visant à la mainmise) au sens du paragraphe 92(1) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	« take-over bid » (offre d'achat visant à la mainmise) au sens de l'alinéa 98(1)(j) de la loi intitulée <i>The Securities Act</i> , 1988, S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	« take-over bid » (offre d'achat visant à la mainmise) au sens de l'alinéa 158(1)(r) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et-Labrador	« take-over bid » (offre d'achat visant à la mainmise) au sens de l'alinéa 90(1)(l) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives
10.	Yukon	« offre d'achat visant à la mainmise » au sens de l'article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> , L.R.Y. 2002, ch. 20, avec ses modifications successives
11.	Territoires du Nord-Ouest	« offre d'achat visant à la mainmise » au sens de l'article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> , L.T.N.-O. 1996, ch. 19, avec ses modifications successives
12.	Nunavut	« offre d'achat visant à la mainmise » au sens de l'article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions (Nunavut)</i> , L.T.N.-O. 1996, ch. 19, avec ses modifications successives

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT**

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

An Act to amend certain Acts in relation to financial institutions, S.C. 2005, c. 54 (Bill C-57) amended the *Bank Act*, *Cooperative Credit Associations Act*, *Green Shield Canada Act*, *Insurance Companies Act* and *Trust and Loan Companies Act* and received Royal Assent on November 25, 2005.

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION**

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

La Loi modifiant certaines lois concernant les institutions financières, L.C. 2005, ch. 54 (projet de loi C-57), a modifié la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les associations coopératives de crédit*, la *Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada*, la *Loi sur les sociétés d'assurances* et la *Loi sur les sociétés de*

The new legislation brings the governance standards in the financial institutions statutes up to the standards adopted in 2001 for business corporations in the *Canada Business Corporations Act* (CBCA) and general cooperatives in the *Canada Cooperatives Act*. It also updates certain governance standards that are unique to the financial institutions context. As an integrated package, the amendments clarify the roles of directors, enhance the rights of shareholders, modernize governance practices, strengthen the governance elements of the regulatory framework and increase disclosure of information in respect of participating and adjustable life insurance policies.

Just as the CBCA reforms served as a reference point for Bill C-57, the *Canada Business Corporations Regulations* also serve as a reference point for the regulations made under Bill C-57. One of the key characteristics of the CBCA reforms adopted by Bill C-57 is the movement of technical components such as time elements, content requirements and definitions from the legislation into the regulations. This provides the government with greater flexibility to adapt to evolving business practices and harmonize with provincial and territorial securities rules. This is also the approach that was followed for the regulations, as adapted to the financial institutions context. For example, some of the regulations that are unique to financial institutions (e.g. prospectus and insider reports) will incorporate by reference provincial rules in order to reduce the burden on financial institutions of complying with duplicative federal and provincial regulatory regimes.

On April 28, 2006, the Government outlined its plan to bring Bill C-57 into force in three phases. The phased approach will give financial institutions time to adapt their policies and procedures and allow for the development of regulations and consultation with industry. The first phase brought into force on April 27, 2006 amendments that did not require supporting regulations.

Final publication of the regulations supporting the civil remedies, distributing financial institutions, going-private transaction, insider reports, meetings and proposals and prospectus provisions of the Bill and the concurrent coming into force of these provisions implements the second phase of the coming into force process.

It is expected that another package of regulations will be brought forward for pre-publication in the coming months. These remaining regulations will support the provisions that will form the third phase of the Bill's coming into force and complete the policy package envisaged by Bill C-57.

The 23 regulations in the present package cover the following six topics:

Civil Remedies (Banks and Bank Holding Companies) Regulations, Civil Remedies (Cooperative Credit Associations) Regulations, Civil Remedies (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations, Civil Remedies (Trust and Loan Companies) Regulations

The regulations specify that to be deemed an "insider" for the purposes of the civil remedies provisions, an individual must hold

fiducie et de prêt; elle a reçu la sanction royale le 25 novembre 2005.

La nouvelle législation harmonise les normes de gouvernance énoncées dans les lois régissant les institutions financières avec celles adoptées en 2001 à l'intention des sociétés par actions dans la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (LCSA) et des coopératives dans la *Loi canadienne sur les coopératives*. Elle met aussi à jour certaines normes de gouvernance propres au contexte des institutions financières. Ensemble, les modifications précisent le rôle des administrateurs, renforcent les droits des actionnaires, modernisent les pratiques de gouvernance, et renforcent les éléments de gouvernance du cadre réglementaire de même que la divulgation de renseignements sur les polices d'assurance-vie ajustables et à participation.

De la même manière que la LCSA a servi de référence pour le projet de loi C-57, le *Règlement sur les sociétés par actions de régime fédéral* sert de point de départ aux règlements proposés sous le régime du projet de loi C-57. L'une des principales caractéristiques des réformes de la LCSA instaurées par le projet de loi C-57 est que les aspects techniques comme les éléments chronologiques, les exigences de contenu et les définitions sont maintenant régis par règlement plutôt que par la loi. Le gouvernement dispose ainsi de plus de latitude pour s'adapter à l'évolution des pratiques commerciales et harmoniser ses règles sur les valeurs mobilières avec celles des provinces et des territoires. On a fait de même pour les projets de règlement, qui ont été adaptés à la réalité des institutions financières. Par exemple, certains projets de règlement propres aux institutions financières (comme ceux traitant des rapports d'un initié et des prospectus) renverront aux règles provinciales pour réduire le fardeau des institutions financières qui ont à se conformer aux exigences des régimes réglementaires fédéral et provinciaux qui font double emploi.

Le 28 avril 2006, le gouvernement a décrit comment il entendait mettre en œuvre le projet de loi C-57 en trois étapes afin de laisser aux institutions financières le temps nécessaire pour adapter leurs politiques et leurs procédures. Cela devait aussi permettre d'élaborer des dispositions réglementaires et de mener des consultations auprès du secteur. La première étape consistait à édicter, le 27 avril 2006, les modifications pour lesquelles des mesures réglementaires n'étaient pas requises.

La publication finale du règlement visant les dispositions législatives sur les recours, les institutions financières ayant fait appel au public, les transactions de fermeture, les rapports d'initié, les assemblées et les propositions, de même que les prospectus, ainsi que l'entrée en vigueur simultanée de ces dispositions, mettent en œuvre la deuxième étape du processus d'entrée en vigueur.

Il est prévu qu'une autre série de règlements feront l'objet d'une publication au préalable dans les prochains mois. Ces autres règlements appuieront les dispositions visées par la troisième et dernière étape de l'entrée en vigueur du projet de loi C-57.

Les 23 règlements qui font partie de la présente série couvrent les six sujets suivants :

Règlement sur les recours (banques et sociétés de portefeuille bancaires), Règlement sur les recours (associations coopératives de crédit), Règlement sur les recours (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances), Règlement sur les recours (sociétés de fiducie et de prêt)

Les règlements précisent que pour être réputé un « initié » aux fins des dispositions traitant des recours, un particulier doit

shares carrying more than ten per cent of the voting rights attached to all of a financial institution's outstanding shares. This amount is based on the definition of an "insider" in the insider reporting regulations (see below), which in turn incorporate by reference provincial and territorial securities rules. The definition of "take-over bid" is established by incorporating by reference the relevant provincial and territorial definitions. The regulations also set out the circumstances under which a purchase or sale of a security took place for which the insider is not liable to compensate the seller or purchaser for any loss suffered by them:

- where the insider was acting as an agent or trustee
- where the insider participated in an automatic dividend re-investment plan
- where the insider was fulfilling a legal obligation.

Distributing Bank and Distributing Bank Holding Company Regulations, Distributing Cooperative Credit Association Regulations, Distributing Company and Distributing Insurance Holding Company Regulations, Distributing Trust and Loan Company Regulations

The regulations define what constitutes a "distributing" financial institution by referring to the concepts found under provincial securities legislation such as "reporting issuer". A financial institution that is subject to an exemption under provincial securities legislation or to an order of the relevant provincial securities regulator that the financial institution is not a "reporting issuer", is also not a "distributing" financial institution for the purposes of the financial institutions statutes.

Going-Private Transaction (Banks and Bank Holding Companies) Regulations, Going-Private Transaction (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations, Going-Private Transaction (Trust and Loan Companies) Regulations

The regulations specify that a "going-private transaction" occurs in the context of an amalgamation or other transaction where a distributing financial institution becomes a non-distributing financial institution without the consent of the shareholder and without replacing the shareholder's interest with an interest of equivalent value.

Insider Reports (Banks and Bank Holding Companies) Regulations, Insider Reports (Cooperative Credit Associations) Regulations, Insider Reports (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations, Insider Reports (Trust and Loan Companies) Regulations

The regulations repeal the existing insider reports regulations and incorporate by reference provincial and territorial securities rules relating to insider reporting. They define who is an insider for the purposes of the insider reports provisions of the legislation. They also specify the form and content of an insider report, as well as the procedure for submitting and publishing insider reports. A person that is exempt from being an insider or from complying with insider reporting requirements under provincial or territorial laws will also be exempt from the requirements under the financial institutions statutes.

détenir des actions comportant plus de 10 % des voix attachées à l'ensemble des actions de l'institution financière qui sont en circulation. Ce montant est fondé sur la définition d'« initié » dans les règlements sur les rapports d'initié (voir ci-bas), qui à son tour incorpore par renvoi les règlements provinciaux et territoriaux sur les valeurs mobilières. La définition de « offre d'achat visant la mainmise » est établie par renvoi aux définitions pertinentes contenues dans les lois provinciales et territoriales. Les règlements précisent, en outre, les circonstances qui entourent l'achat ou la vente d'une valeur mobilière dans le cadre duquel l'initié n'est pas tenu d'indemniser le vendeur ou l'acheteur des dommages qui en résultent s'il :

- agissait en qualité de mandataire ou de fiduciaire
- a adhéré à un régime automatique de réinvestissement de dividendes
- s'acquittait d'une obligation prévue par la loi.

Règlement sur les banques et les sociétés de portefeuille bancaires ayant fait appel au public, Règlement sur les associations coopératives de crédit ayant fait appel au public, Règlement sur les sociétés d'assurances et les sociétés de portefeuille d'assurances ayant fait appel au public, Règlement sur les sociétés de fiducie et de prêt ayant fait appel au public

Les règlements définissent la notion d'institution financière « ayant fait appel au public » par renvoi aux concepts utilisés dans les lois provinciales sur les valeurs mobilières, comme celui de l'« émetteur assujéti ». L'institution financière qui fait l'objet d'une dispense sous le régime d'une loi provinciale sur les valeurs mobilières ou d'un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent et portant que, pour l'application de la loi applicable, elle n'est pas un émetteur assujéti n'est pas non plus une institution financière « ayant fait appel au public » aux fins des lois régissant les institutions financières.

Règlement sur les transactions de fermeture (banques et sociétés de portefeuille bancaires), Règlement sur les transactions de fermeture (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances), Règlement sur les transactions de fermeture (sociétés de fiducie et de prêt)

Les règlements stipulent qu'une « transaction de fermeture » s'entend d'une fusion ou de toute autre opération visant une institution financière ayant fait appel au public qui a pour résultat la suppression de l'intérêt d'un détenteur de valeurs mobilières participantes de cette institution sans le consentement de celui-ci et sans substitution d'un intérêt de valeur équivalente dans des valeurs mobilières participantes émises par l'institution.

Règlement sur les rapports d'initié (banques et sociétés de portefeuille bancaires), Règlement sur les rapports d'initié (associations coopératives de crédit), Règlement sur les rapports d'initié (sociétés d'assurance et sociétés de portefeuille d'assurances), Règlement sur les rapports d'initié (sociétés de fiducie et de prêt)

Les règlements abrogent les règlements existants sur les rapports d'un initié et intègrent par renvoi les règles provinciales et territoriales sur les valeurs mobilières qui traitent des rapports d'initié. On y définit le terme « initié » aux fins des dispositions législatives sur les rapports d'initié. On y précise en outre la forme et le contenu des rapports d'initié, de même que les règles à suivre concernant la présentation et la publicité dont ils font l'objet. La personne qui n'est pas un initié ou qui est soustraite aux exigences relatives aux rapports d'un initié en vertu de toute loi provinciale ou territoriale le sera également pour l'application des lois régissant les institutions financières.

Meetings and Proposals (Banks and Bank Holding Companies) Regulations, Meetings and Proposals (Cooperative Credit Associations) Regulations, Meetings and Proposals (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations, Meetings and Proposals (Trust and Loan Companies) Regulations

The regulations set out the prescribed time periods for setting record dates and providing notice of meetings. They also set out the minimum eligibility requirements for shareholders to submit proposals, the maximum length of proposals and the minimum support thresholds for resubmitting proposals at multiple meetings. Finally, the regulations set out the requirements for conducting an electronic vote at a meeting.

Prospectus (Banks and Bank Holding Companies) Regulations, Prospectus (Cooperative Credit Associations) Regulations, Prospectus (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations, Prospectus (Trust and Loan Companies) Regulations

The regulations repeal the existing prospectus regulations and incorporate by reference provincial and territorial securities rules relating to prospectus disclosure requirements. They specify the form and content of a prospectus, as well as the procedure for the disclosure of information by prospectus. A person that is exempt from the prospectus requirements under provincial or territorial laws will also be exempt from the requirements under the financial institutions statutes.

Alternatives

There are no alternatives to these Regulations because they are required for the proper functioning of the financial institutions legislation. They prescribe time periods and amounts, establish definitions and set the terms and conditions under which certain actions are required or may be taken. Without these Regulations, many of the provisions of Bill C-57 will be incomplete and cannot come into force.

Benefits and Costs

Good corporate governance practices are essential to the effectiveness, competitiveness and safety and soundness of financial institutions. The regulations will ensure that Canadian financial institutions are equipped with the same governance tools that are available to other companies to compete in the global financial marketplace.

The regulations will allow shareholders, policyholders and members of associations to benefit from more effective participation in financial institutions corporate governance. For example, electronic voting at meetings will facilitate stakeholder participation by allowing them to vote electronically whether they are physically present at the meeting or participating electronically from a distance.

They will also allow financial institutions to benefit from reduced regulatory burden as many of the requirements of the regulations are harmonized with provincial and territorial securities rules. For example, incorporating by reference the provincial and territorial prospectus disclosure requirements will lower compliance costs for financial institutions because a single set of rules will satisfy both federal and provincial/territorial filing requirements.

Règlement sur les assemblées et les propositions (banques et sociétés de portefeuille bancaires), Règlement sur les assemblées et les propositions (associations coopératives de crédit), Règlement sur les assemblées et les propositions (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances), Règlement sur les assemblées et les propositions (sociétés de fiducie et de prêt)

Les règlements fixent les périodes servant à déterminer les dates de référence et à donner avis des assemblées. Ils établissent aussi les exigences minimales que les actionnaires doivent remplir pour présenter une proposition, le nombre maximum de mots que peut contenir une proposition et le nombre minimum de voix requis pour présenter une même proposition lors de plus d'une assemblée. Ils énoncent en outre les conditions à remplir pour qu'un vote puisse être effectué par moyen de communication électronique.

Règlement sur les prospectus (banques et sociétés de portefeuille bancaires), Règlement sur les prospectus (associations coopératives de crédit), Règlement sur les prospectus (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances), Règlement sur les prospectus (sociétés de fiducie et de prêt)

Les règlements abrogent les règlements existants sur les prospectus et intègrent par renvoi les règles provinciales et territoriales sur les valeurs mobilières en ce qui touche l'information à communiquer sur les prospectus. Ils précisent la forme et le contenu des prospectus, de même que la procédure de communication d'information par prospectus. Une personne qui est soustraite aux exigences relatives au prospectus en vertu d'une loi provinciale ou territoriale l'est également pour l'application des lois régissant les institutions financières.

Solutions envisagées

Il n'y a pas d'autre façon de procéder puisque ces règlements sont nécessaires au bon fonctionnement de la législation régissant les institutions financières. Ils prescrivent des délais et des montants, établissent des définitions et énoncent les modalités entourant la prise de certaines mesures. Sans eux, bon nombre des dispositions du projet de loi C-57 seront incomplètes et ne pourront entrer en vigueur.

Avantages et coûts

De saines pratiques de gouvernance sont un ingrédient nécessaire à l'efficacité, à la compétitivité, à la sûreté et à la stabilité des institutions financières. En vertu des règlements, les institutions financières canadiennes sont dotées des mêmes outils de gouvernance que les autres sociétés afin de pouvoir être compétitives sur les marchés financiers internationaux.

Les règlements permettront aux actionnaires, aux titulaires de police et aux membres d'associations de profiter d'une participation plus efficace à la gouvernance des institutions financières. Par exemple, le vote électronique aux assemblées facilitera la participation des actionnaires en permettant à ceux-ci de voter de manière électronique, qu'ils soient effectivement présents à l'assemblée ou qu'ils y participent à distance grâce à des moyens de communication électroniques.

Les règlements permettront également aux institutions financières de profiter d'un allègement du fardeau réglementaire en raison de l'harmonisation de nombreuses exigences des règlements avec les règles des lois provinciales et territoriales sur les valeurs mobilières. Par exemple, le fait d'intégrer par renvoi les exigences provinciales et territoriales en matière d'information à fournir dans les prospectus réduira les coûts d'observation des institutions financières, étant donné qu'un seul ensemble de règles

Initially, financial institutions may experience some minor costs as they adjust their policies and procedures to the new standards, but these costs will be offset by reductions in annual compliance costs as federal requirements incorporate by reference provincial and territorial securities rules that financial institutions and stakeholders must already comply with (e.g. insider reporting and prospectus disclosure requirements).

Additionally, the Meetings and Proposals Regulations rebalance some of the interests between shareholders and financial institutions, with some consequences for shareholders. In particular, shareholders who acquire their shares after the record date for voting will no longer be eligible to vote those shares until the following annual meeting. This element of the regulation is needed to eliminate a problem that existed in the pre-Bill C-57 framework of double voting caused by the new owner seeking to vote the shares at a meeting before the financial institutions can cancel the proxies already executed by the previous owner of the transferred shares.

As well, the regulations introduce a new minimum shareholding requirement of \$2,000 – designed to ensure that only shareholders with vested interests are eligible to submit proposals – and a combined 500-word limit on proposals and supporting statements to encourage conciseness. The impact that these requirements may have on shareholder participation is offset by measures that provide them with broader scope to comment on the business and affairs of financial institutions via proposals and new provisions allowing for electronic participation and voting in meetings that are intended to enhance shareholder engagement and participation.

Consultation

Given that the regulations are a key component of implementing the updated governance standards in Bill C-57, and affect the corporate governance of a wide range of financial institutions, all key industry associations and the Office of the Superintendent of Financial Institutions were consulted. As well, provincial and territorial governments were consulted on those regulations that harmonize federal requirements for financial institutions with provincial and territorial securities rules through incorporation by reference.

Due to these consultations and the inclusion of some resulting technical revisions prior to pre-publication, the Department of Finance received no comments on this package of regulations following pre-publication in the *Canada Gazette*, Part I, on September 9, 2006.

Compliance and Enforcement

The regulations do not require any new mechanisms to ensure compliance and enforcement. As the regulations primarily shift requirements currently in legislation to regulations or harmonize

permettra de satisfaire aux exigences tant fédérales que provinciales ou territoriales au chapitre de la présentation d'information.

Au départ, les institutions financières devront possiblement encourir certains coûts mineurs pour aligner leurs politiques et leurs procédures sur les nouvelles normes. Ces coûts seront toutefois contrebalancés par des réductions des coûts d'observation annuels, étant donné que les règles des lois provinciales et territoriales sur les valeurs mobilières, que les institutions financières et les actionnaires doivent déjà observer (c.-à-d. les exigences relatives aux rapports d'initiés et à l'information à fournir dans les prospectus) seront intégrées par renvoi aux exigences fédérales.

Par ailleurs, le règlement sur les assemblées et les propositions établit un nouvel équilibre entre certains intérêts des actionnaires et des institutions financières, ce qui entraîne certaines répercussions pour les actionnaires. Plus particulièrement, les actionnaires qui acquièrent leurs actions après la date de référence aux fins de votes ne pourront dorénavant exercer les droits de vote rattachés à ces actions que lors de l'assemblée annuelle suivante. Ce point des règlements vise à éliminer un problème qui existait dans le cadre en vigueur avant le projet de loi C-57, concernant le vote en double qui survient quand de nouveaux propriétaires veulent exercer, lors d'une assemblée, les droits de vote qui se rattachent à leurs actions avant que les institutions financières n'aient pu annuler les procurations signées par les anciens propriétaires des actions transférées.

Les règlements établissent aussi une nouvelle exigence minimale pour les actionnaires, de l'ordre de 2 000 \$, qui vise à faire en sorte que seuls les actionnaires ayant des intérêts directs puissent présenter des propositions. De plus, le nombre total de mots que peuvent renfermer une proposition et l'exposé à l'appui de la proposition est limité à 500 pour favoriser la concision. L'incidence que peuvent avoir ces exigences sur la participation des actionnaires est compensée par des mesures qui donnent aux actionnaires une plus grande latitude pour faire des observations, au moyen de propositions, sur les activités commerciales et les affaires internes des institutions financières, et par de nouvelles dispositions sur la participation et la tenue de votes par des moyens de communication électroniques lors des assemblées dans le but de stimuler l'engagement et la participation des actionnaires.

Consultations

Puisque les règlements sont un élément clé de la mise en œuvre des normes à jour de gouvernance contenues dans le projet de loi C-57 et qu'ils affectent la gouvernance d'un large éventail d'institutions financières, toutes les principales associations sectorielles ainsi que le Bureau du surintendant des institutions financières ont été consultés. En outre, les gouvernements provinciaux et territoriaux ont été consultés au sujet des règlements qui harmonisent, par intégration par renvoi, les exigences fédérales applicables aux institutions financières aux règles des lois provinciales et territoriales sur les valeurs mobilières.

En raison de ces consultations et de l'inclusion de révisions techniques résultantes celles-ci avant la publication au préalable, le ministère des Finances n'a reçu aucune observation au sujet de cette série de règlements par suite de la publication au préalable dans la *Gazette du Canada* Partie I le 9 septembre 2006.

Respect et exécution

Il n'y a pas lieu de prévoir de nouveaux mécanismes pour garantir le respect et l'exécution des règlements. Puisque les règlements visent principalement à prescrire des exigences contenues

requirements with provincial standards, they do not require new mechanisms to administer the financial institutions framework.

Contact

Gerry Salembier
Director
Financial Institutions Division
Department of Finance
L'Esplanade Laurier, East Tower, 15th Floor
140 O'Connor Street
Ottawa, Ontario
K1A 0G5
Telephone: (613) 992-1631
FAX: (613) 943-1334
E-mail: Salembier.Gerry@fin.gc.ca

dans la loi à l'heure actuelle ou à harmoniser les exigences et les normes provinciales, ils ne requièrent pas de nouveaux mécanismes pour administrer le cadre des institutions financières.

Personne-ressource

Gerry Salembier
Directeur
Division des institutions financières
Ministère des Finances
L'Esplanade Laurier, Tour est, 15^e étage
140, rue O'Connor
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5
Téléphone : (613) 992-1631
TÉLÉCOPIEUR : (613) 943-1334
Courriel : Salembier.Gerry@fin.gc.ca

Registration
SOR/2006-300 November 28, 2006

COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS ACT

Civil Remedies (Cooperative Credit Associations) Regulations

P.C. 2006-1425 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsections 266(1)^a, (3)^a and (6)^a and 463(1)^b of the *Cooperative Credit Associations Act*^c, hereby makes the annexed *Civil Remedies (Cooperative Credit Associations) Regulations*.

CIVIL REMEDIES (COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Cooperative Credit Associations Act*.

CIVIL REMEDIES

2. For the purpose of paragraph 266(1)(f) of the Act, the prescribed percentage of voting rights attached to all of the cooperative credit association’s outstanding shares is 10%.

3. For the purpose of subsection 266(3) of the Act, “take-over bid” means a take-over bid under any legislation that is set out in column 2 of the schedule.

4. For the purpose of paragraph 266(6)(c) of the Act, the prescribed circumstances are that the insider

- (a) entered into the purchase or sale of the security as an agent pursuant to a specific unsolicited order to purchase or sell;
- (b) made the purchase or sale of the security pursuant to participation in an automatic dividend reinvestment plan, share purchase plan or other similar automatic plan that the insider entered into before the acquisition of the confidential information;
- (c) made the purchase or sale of the security to fulfil a legally binding obligation that the insider entered into before the acquisition of the confidential information; or
- (d) purchased or sold the security as agent or trustee in the circumstances described in paragraph (b) or (c).

COMING INTO FORCE

5. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

Enregistrement
DORS/2006-300 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Règlement sur les recours (associations coopératives de crédit)

C.P. 2006-1425 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu des paragraphes 266(1)^a, (3)^a et (6)^a et 463(1)^b de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*^c, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les recours (associations coopératives de crédit)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES RECOURS (ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*.

RECOURS

2. Pour l’application de l’alinéa 266(1)f) de la Loi, le pourcentage des voix attachées à l’ensemble des actions en circulation de l’association coopérative de crédit est de 10 %.

3. Pour l’application du paragraphe 266(3) de la Loi, « offre d’achat visant à la mainmise » s’entend au sens de « offre d’achat visant à la mainmise » ou « offre publique d’achat » dans toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

4. Pour l’application de l’alinéa 266(6)c) de la Loi, les circonstances sont les suivantes :

- a) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière en qualité de mandataire conformément à des instructions précises non sollicitées;
- b) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière dans le cadre d’un régime automatique de réinvestissement de dividendes ou d’achat d’actions ou d’un régime analogue auquel il a adhéré avant d’avoir connaissance du renseignement confidentiel;
- c) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière pour s’acquitter d’une obligation à laquelle il est légalement tenu et qu’il a contractée avant d’avoir connaissance du renseignement confidentiel;
- d) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière en qualité de mandataire ou de fiduciaire dans toute circonstance prévue aux alinéas b) ou c).

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 194

^b S.C. 2005, c. 54, s. 208

^c S.C. 1991, c. 48

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 194

^b L.C. 2005, ch. 54, art. 208

^c L.C. 1991, ch. 48

SCHEDULE
(Section 3)

TAKE-OVER BID

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	the definition “take-over bid” in subsection 89(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	the definition “take-over bid” in section 110 of the <i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	the definition “take-over bid” in paragraph 95(1)(l) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	the definition “take-over bid” in subsection 106(1) of the <i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	the definition “take-over bid” in subsection 80(1) of the <i>Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	the definition “take over bid” in subsection 92(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	the definition “take-over bid” in paragraph 98(1)(j) of <i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	the definition “take-over bid” in paragraph 158(1)(r) of the <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	the definition “take-over bid” in paragraph 90(1)(l) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time
10.	Yukon	the definition “take-over bid” in section 196 of the <i>Business Corporations Act</i> , R.S.Y. 2002, c. 20, as amended from time to time
11.	Northwest Territories	the definition “take-over bid” in section 196 of the <i>Business Corporations Act</i> , S.N.W.T. 1996, c. 19, as amended from time to time
12.	Nunavut	the definition “take-over bid” in section 196 of the <i>Business Corporations Act</i> (Nunavut) S.N.W.T. 1996, c. 19, as amended from time to time

ANNEXE
(article 3)

OFFRE D’ACHAT VISANT À LA MAINMISE OU OFFRE PUBLIQUE D’ACHAT

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	« offre d’achat visant à la mainmise » au sens du paragraphe 89(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	« offre publique d’achat » au sens de l’article 110 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	« take-over bid » (offre d’achat visant à la mainmise) au sens de l’alinéa 95(1)(l) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	« offre d’achat visant à la mainmise » au sens du paragraphe 106(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	« offre publique d’achat » au sens du paragraphe 80(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	« take-over bid » (offre d’achat visant à la mainmise) au sens du paragraphe 92(1) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	« take over bid » (offre d’achat visant à la mainmise) au sens de l’alinéa 98(1)(j) de la loi intitulée <i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	« take-over bid » (offre d’achat visant à la mainmise) au sens de l’alinéa 158(1)(r) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et-Labrador	« take-over bid » (offre d’achat visant à la mainmise) au sens de l’alinéa 90(1)(l) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives
10.	Yukon	« offre d’achat visant à la mainmise » au sens de l’article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> , L.R.Y. 2002, ch. 20, avec ses modifications successives
11.	Territoires du Nord-Ouest	« offre d’achat visant à la mainmise » au sens de l’article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> , L.T.N.-O. 1996, ch. 19, avec ses modifications successives
12.	Nunavut	« offre d’achat visant à la mainmise » au sens de l’article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> (Nunavut), L.T.N.-O. 1996, ch. 19, avec ses modifications successives

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

N.B. Le Résumé de l’étude d’impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-301 November 28, 2006

INSURANCE COMPANIES ACT

Civil Remedies (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations

P.C. 2006-1426 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsections 294(1)^a, (3)^a and (6)^a and 1021(1)^b of the *Insurance Companies Act*^c, hereby makes the annexed *Civil Remedies (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations*.

CIVIL REMEDIES (INSURANCE COMPANIES AND INSURANCE HOLDING COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Insurance Companies Act*.

CIVIL REMEDIES

2. For the purpose of paragraph 294(1)(d) of the Act, the prescribed percentage of voting rights attached to all of the insurance company’s or insurance holding company’s outstanding shares is 10%.

3. For the purpose of subsection 294(3) of the Act, “take-over bid” means a take-over bid under any legislation that is set out in column 2 of the schedule.

4. For the purpose of paragraph 294(6)(c) of the Act, the prescribed circumstances are that the insider

- (a) entered into the purchase or sale of the security as an agent pursuant to a specific unsolicited order to purchase or sell;
- (b) made the purchase or sale of the security pursuant to participation in an automatic dividend reinvestment plan, share purchase plan or other similar automatic plan that the insider entered into before the acquisition of the confidential information;
- (c) made the purchase or sale of the security to fulfil a legally binding obligation that the insider entered into before the acquisition of the confidential information; or
- (d) purchased or sold the security as agent or trustee in the circumstances described in paragraph (b) or (c).

COMING INTO FORCE

5. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

Enregistrement
DORS/2006-301 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D’ASSURANCES

Règlement sur les recours (sociétés d’assurances et sociétés de portefeuille d’assurances)

C.P. 2006-1426 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu des paragraphes 294(1)^a, (3)^a et (6)^a et 1021(1)^b de la *Loi sur les sociétés d’assurances*^c, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les recours (sociétés d’assurances et sociétés de portefeuille d’assurances)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES RECOURS (SOCIÉTÉS D’ASSURANCES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE D’ASSURANCES)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les sociétés d’assurances*.

RECOURS

2. Pour l’application de l’alinéa 294(1)d) de la Loi, le pourcentage des voix attachées à l’ensemble des actions en circulation des sociétés d’assurances ou des sociétés de portefeuille d’assurances est de 10 %.

3. Pour l’application du paragraphe 294(3) de la Loi, « offre d’achat visant à la mainmise » s’entend au sens de « offre d’achat visant à la mainmise » ou « offre publique d’achat » dans toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

4. Pour l’application de l’alinéa 294(6)c) de la Loi, les circonstances sont les suivantes :

- a) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière en qualité de mandataire conformément à des instructions précises non sollicitées;
- b) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière dans le cadre d’un régime automatique de réinvestissement de dividendes ou d’achat d’actions ou d’un régime analogue auquel il a adhéré avant d’avoir connaissance du renseignement confidentiel;
- c) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière pour s’acquitter d’une obligation à laquelle il est légalement tenu et qu’il a contractée avant d’avoir connaissance du renseignement confidentiel;
- d) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière en qualité de mandataire ou de fiduciaire dans toute circonstance prévue aux alinéas b) ou c).

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 272

^b S.C. 2005, c. 54, s. 364

^c S.C. 1991, c. 47

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 272

^b L.C. 2005, ch. 54, art. 364

^c L.C. 1991, ch. 47

SCHEDULE
(Section 3)

TAKE-OVER BID

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	the definition “take-over bid” in subsection 89(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	the definition “take-over bid” in section 110 of the <i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	the definition “take-over bid” in paragraph 95(1)(l) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	the definition “take-over bid” in subsection 106(1) of the <i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	the definition “take-over bid” in subsection 80(1) of the <i>Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	the definition “take over bid” in subsection 92(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	the definition “take-over bid” in paragraph 98(1)(j) of the <i>Securities Act</i> , 1988, S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	the definition “take-over bid” in paragraph 158(1)(r) of the <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	the definition “take-over bid” in paragraph 90(1)(l) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time
10.	Yukon	the definition “take-over bid” in section 196 of the <i>Business Corporations Act</i> , R.S.Y. 2002, c. 20, as amended from time to time
11.	Northwest Territories	the definition “take-over bid” in section 196 of the <i>Business Corporations Act</i> , S.N.W.T. 1996, c. 19, as amended from time to time
12.	Nunavut	the definition “take-over bid” in section 196 of the <i>Business Corporations Act (Nunavut)</i> , S.N.W.T. 1996, c. 19, as amended from time to time

ANNEXE
(article 3)

OFFRE D’ACHAT VISANT À LA MAINMISE OU OFFRE PUBLIQUE D’ACHAT

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	« offre d’achat visant à la mainmise » au sens du paragraphe 89(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	« offre publique d’achat » au sens de l’article 110 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	« take-over bid » (offre d’achat visant à la mainmise) au sens de l’alinéa 95(1)(l) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	« offre d’achat visant à la mainmise » au sens du paragraphe 106(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	« offre publique d’achat » au sens du paragraphe 80(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	« take-over bid » (offre d’achat visant à la mainmise) au sens du paragraphe 92(1) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	« take-over bid » (offre d’achat visant à la mainmise) au sens de l’alinéa 98(1)(j) de la loi intitulée <i>The Securities Act</i> , 1988, S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	« take-over bid » (offre d’achat visant à la mainmise) au sens de l’alinéa 158(1)(r) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et-Labrador	« take-over bid » (offre d’achat visant à la mainmise) au sens de l’alinéa 90(1)(l) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives
10.	Yukon	« offre d’achat visant à la mainmise » au sens de l’article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> , L.R.Y. 2002, ch. 20, avec ses modifications successives
11.	Territoires du Nord-Ouest	« offre d’achat visant à la mainmise » au sens de l’article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> , L.T.N.-O. 1996, ch. 19, avec ses modifications successives
12.	Nunavut	« offre d’achat visant à la mainmise » au sens de l’article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions (Nunavut)</i> , L.T.N.-O. 1996, ch. 19, avec ses modifications successives

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

N.B. Le Résumé de l’étude d’impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-302 November 28, 2006

TRUST AND LOAN COMPANIES ACT

Civil Remedies (Trust and Loan Companies) Regulations

P.C. 2006-1427 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsections 276(1)^a, (3)^a and (6)^a and 531(1)^b of the *Trust and Loan Companies Act*^c, hereby makes the annexed *Civil Remedies (Trust and Loan Companies) Regulations*.

CIVIL REMEDIES (TRUST AND LOAN COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Trust and Loan Companies Act*.

CIVIL REMEDIES

2. For the purpose of paragraph 276(1)(d) of the Act, the prescribed percentage of voting rights attached to all of the trust and loan company’s outstanding shares is 10%.

3. For the purpose of subsection 276(3) of the Act, “take-over bid” means a take-over bid under any legislation that is set out in column 2 of the schedule.

4. For the purpose of paragraph 276(6)(c) of the Act, the prescribed circumstances are that the insider

- (a) entered into the purchase or sale of the security as an agent pursuant to a specific unsolicited order to purchase or sell;
- (b) made the purchase or sale of the security pursuant to participation in an automatic dividend reinvestment plan, share purchase plan or other similar automatic plan that the insider entered into before the acquisition of the confidential information;
- (c) made the purchase or sale of the security to fulfil a legally binding obligation that the insider entered into before the acquisition of the confidential information; or
- (d) purchased or sold the security as agent or trustee in the circumstances described in paragraph (b) or (c).

COMING INTO FORCE

5. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

Enregistrement
DORS/2006-302 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT

Règlement sur les recours (sociétés de fiducie et de prêt)

C.P. 2006-1427 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu des paragraphes 276(1)^a, (3)^a et (6)^a et 531(1)^b de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*^c, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les recours (sociétés de fiducie et de prêt)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES RECOURS (SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

RECOURS

2. Pour l’application de l’alinéa 276(1)d) de la Loi, le pourcentage des voix attachées à l’ensemble des actions en circulation des sociétés de fiducie et de prêt est de 10 %.

3. Pour l’application du paragraphe 276(3) de la Loi, « offre d’achat visant à la mainmise » s’entend au sens de « offre d’achat visant à la mainmise » ou « offre publique d’achat » dans toute loi mentionnée à l’annexe.

4. Pour l’application de l’alinéa 276(6)c) de la Loi, les circonstances sont les suivantes :

- a) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière en qualité de mandataire conformément à des instructions précises non sollicitées;
- b) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière dans le cadre d’un régime automatique de réinvestissement de dividendes ou d’achat d’actions ou d’un régime analogue auquel il a adhéré avant d’avoir connaissance du renseignement confidentiel;
- c) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière pour s’acquitter d’une obligation à laquelle il est légalement tenu et qu’il a contractée avant d’avoir connaissance du renseignement confidentiel;
- d) l’initié a réalisé l’achat ou la vente de la valeur mobilière en qualité de mandataire ou de fiduciaire dans toute circonstance prévue aux alinéas b) ou c).

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 422

^b S.C. 2005, c. 54, s. 449

^c S.C. 1991, c. 45

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 422

^b L.C. 2005, ch. 54, art. 449

^c L.C. 1991, ch. 45

SCHEDULE
(Section 3)

TAKE-OVER BID

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	the definition "take-over bid" in subsection 89(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	the definition "take-over bid" in section 110 of the <i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	the definition "take-over bid" in paragraph 95(1)(l) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	the definition "take-over bid" in subsection 106(1) of the <i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	the definition "take-over bid" in subsection 80(1) of <i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	the definition "take over bid" in subsection 92(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	the definition "take-over bid" in paragraph 98(1)(j) of <i>The Securities Act</i> , 1988, S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	the definition "take-over bid" in paragraph 158(1)(r) of the <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	the definition "take-over bid" in paragraph 90(1)(l) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time
10.	Yukon	the definition "take-over bid" in section 196 of the <i>Business Corporations Act</i> , R.S.Y. 2002, c. 20, as amended from time to time
11.	Northwest Territories	the definition "take-over bid" in section 196 of the <i>Business Corporations Act</i> , S.N.W.T. 1996, c. 19, as amended from time to time
12.	Nunavut	the definition "take-over bid" in section 196 of the <i>Business Corporations Act (Nunavut)</i> , S.N.W.T. 1996, c. 19, as amended from time to time

ANNEXE
(article 3)

OFFRE D'ACHAT VISANT À LA MAINMISE OU OFFRE
PUBLIQUE D'ACHAT

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	« offre d'achat visant à la mainmise » au sens du paragraphe 89(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	« offre publique d'achat » au sens de l'article 110 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	« take-over bid » (offre d'achat visant à la mainmise) au sens de l'alinéa 95(1)(l) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	« offre d'achat visant à la mainmise » au sens du paragraphe 106(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	« offre publique d'achat » au sens du paragraphe 80(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	« take over bid » (offre d'achat visant à la mainmise) au sens du paragraphe 92(1) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	« take-over bid » (offre d'achat visant à la mainmise) au sens de l'alinéa 98(1)(j) de la loi intitulée <i>The Securities Act</i> , 1988, S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	« take-over bid » (offre d'achat visant à la mainmise) au sens de l'alinéa 158(1)(r) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et- Labrador	« take-over bid » (offre d'achat visant à la mainmise) au sens de l'alinéa 90(1)(l) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives
10.	Yukon	« offre d'achat visant à la mainmise » au sens de l'article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> , L.R.Y. 2002, ch. 20, avec ses modifications successives
11.	Territoires du Nord-Ouest	« offre d'achat visant à la mainmise » au sens de l'article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> , L.T.N.-O. 1996, ch. 19, avec ses modifications successives
12.	Nunavut	« offre d'achat visant à la mainmise » au sens de l'article 196 de la <i>Loi sur les sociétés par actions (Nunavut)</i> , L.T.N.-O. 1996, ch. 19, avec ses modifications successives

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-303 November 28, 2006

BANK ACT

Distributing Bank and Distributing Bank Holding Company Regulations

P.C. 2006-1428 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsection 2.4(1)^a of the *Bank Act*^b, hereby makes the annexed *Distributing Bank and Distributing Bank Holding Company Regulations*.

DISTRIBUTING BANK AND DISTRIBUTING BANK HOLDING COMPANY REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Bank Act*.

DISTRIBUTING

2. (1) For the purpose of subsection 2.4(1) of the Act and subject to subsections 2.4(2) and (3) of the Act and subsection (2) of this section, the following constitutes a distributing bank or a distributing bank holding company:

(a) a bank or a bank holding company that is a reporting issuer under any legislation that is set out in column 2 of the schedule; or

(b) in the case of a bank or a bank holding company that is not a reporting issuer referred to in paragraph (a), a bank or a bank holding company

(i) that has filed a prospectus or registration statement under provincial or foreign legislation,

(ii) any of the securities of which are listed and posted for trading on a stock exchange in or outside Canada, or

(iii) that is involved in, is formed for, results from or is continued after an amalgamation, a reorganization, an arrangement or a statutory procedure, if one of the participating bodies corporate is an entity referred to in subparagraph (i) or (ii).

(2) A bank or a bank holding company that is subject to an exemption under provincial securities legislation, or to an order of the relevant provincial securities regulator that provides that the bank or bank holding company is not a reporting issuer for the purposes of the applicable legislation, is not a distributing bank or a distributing bank holding company for the purpose of subsection (1).

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 2

^b S.C. 1991, c. 46

Enregistrement
DORS/2006-303 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES BANQUES

Règlement sur les banques et les sociétés de portefeuille bancaires ayant fait un appel au public

C.P. 2006-1428 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu du paragraphe 2.4(1)^a de la *Loi sur les banques*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les banques et les sociétés de portefeuille bancaires ayant fait appel au public*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES BANQUES ET LES SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE BANCAIRES AYANT FAIT APPEL AU PUBLIC

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les banques*.

BANQUES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE BANCAIRES AYANT FAIT APPEL AU PUBLIC

2. (1) Pour l’application du paragraphe 2.4(1) de la Loi et sous réserve des paragraphes 2.4(2) et (3) de la Loi, constitue une banque ayant fait appel au public ou une société de portefeuille bancaire ayant fait appel au public toute banque ou société de portefeuille bancaire qui, selon le cas :

a) est un émetteur assujéti au sens de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe;

b) sans être un émetteur assujéti visé à l’alinéa a), se trouve néanmoins dans l’une ou l’autre des situations suivantes :

(i) elle a déposé un prospectus ou une déclaration d’enregistrement sous le régime d’une loi provinciale ou étrangère,

(ii) ses valeurs mobilières sont cotées et négociables dans une bourse au Canada ou à l’étranger,

(iii) elle prend part à une fusion, à une réorganisation ou à un arrangement, ou encore à une procédure prévue par la Loi, elle est constituée à ces fins, elle en résulte ou elle est prorogée par la suite, si l’une des personnes morales participantes est une entité visée aux sous-alinéas (i) ou (ii).

(2) Toutefois, ne constitue pas une banque ayant fait appel au public ou une société de portefeuille bancaire ayant fait appel au public la banque ou la société de portefeuille bancaire qui fait l’objet d’une dispense sous le régime d’une loi provinciale sur les valeurs mobilières, ou d’un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent et portant que, pour l’application de la loi applicable, elle n’est pas un émetteur assujéti.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 2

^b L.C. 1991, ch. 46

SCHEDULE
(Paragraph 2(1)(a))

REPORTING ISSUER

ANNEXE
(alinéa 2(1)a))

ÉMETTEUR ASSUJETTI

Column 1		Column 2	Colonne 1		Colonne 2
Item	Jurisdiction	Legislation	Article	Autorité législative	Loi
1.	Ontario	the definition “reporting issuer” in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time	1.	Ontario	« émetteur assujetti » au sens du paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Quebec	the definition “reporting issuer” in sections 5 and 68 of the <i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time	2.	Québec	« émetteur assujetti » au sens des articles 5 et 68 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nova Scotia	the definition “reporting issuer” in paragraph 2(1)(ao) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time	3.	Nouvelle-Écosse	« reporting issuer » (émetteur assujetti) au sens de l’alinéa 2(1)(ao) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	New Brunswick	the definition “reporting issuer” in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time	4.	Nouveau-Brunswick	« émetteur assujetti » au sens du paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	the definition “reporting issuer” in subsection 80(1) of <i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time	5.	Manitoba	« émetteur assujetti » au sens du paragraphe 80(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	British Columbia	the definition “reporting issuer” in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time	6.	Colombie-Britannique	« reporting issuer » (émetteur assujetti) au sens du paragraphe 1(1) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	the definition “reporting issuer” in paragraph 2(1)(qq) of <i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time	7.	Saskatchewan	« reporting issuer » (émetteur assujetti) au sens de l’alinéa 2(1)(qq) de la loi intitulée <i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	the definition “reporting issuer” in paragraph 1(ccc) and section 145 of the <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time	8.	Alberta	« reporting issuer » (émetteur assujetti) au sens de l’alinéa 1(ccc) et de l’article 145 de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Newfoundland and Labrador	the definition “reporting issuer” in paragraph 2(1)(oo) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time	9.	Terre-Neuve-et- Labrador	« reporting issuer » (émetteur assujetti) au sens de l’alinéa 2(1)(oo) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

N.B. Le Résumé de l’étude d’impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-304 November 28, 2006

COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS ACT

Distributing Cooperative Credit Association Regulations

P.C. 2006-1429 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsection 2.1(1)^a of the *Cooperative Credit Associations Act*^b, hereby makes the annexed *Distributing Cooperative Credit Association Regulations*.

DISTRIBUTING COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATION REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Cooperative Credit Associations Act*.

DISTRIBUTING

2. (1) For the purpose of subsection 2.1(1) of the Act and subject to subsections 2.1(2) and (3) of the Act and subsection (2) of this section, the following constitutes a distributing association:

(a) an association that is a reporting issuer under any legislation that is set out in column 2 of the schedule; or

(b) in the case of an association that is not a reporting issuer referred to in paragraph (a), an association

(i) that has filed a prospectus or registration statement under provincial or foreign legislation,

(ii) any of the securities of which are listed and posted for trading on a stock exchange in or outside Canada, or

(iii) that is involved in, is formed for, results from or is continued after an amalgamation, a reorganization, an arrangement or a statutory procedure, if one of the participating bodies corporate is an entity referred to in subparagraph (i) or (ii).

(2) An association that is subject to an exemption under provincial securities legislation, or to an order of the relevant provincial securities regulator that provides that the association is not a reporting issuer for the purposes of the applicable legislation, is not a distributing association for the purpose of subsection (1).

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

Enregistrement
DORS/2006-304 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Règlement sur les associations coopératives de crédit ayant fait appel au public

C.P. 2006-1429 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu du paragraphe 2.1(1)^a de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les associations coopératives de crédit ayant fait appel au public*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT AYANT FAIT APPEL AU PUBLIC

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*.

ASSOCIATIONS AYANT FAIT APPEL AU PUBLIC

2. (1) Pour l’application du paragraphe 2.1(1) de la Loi et sous réserve des paragraphes 2.1(2) et (3) de la Loi, constitue une association ayant fait appel au public toute association qui, selon le cas :

a) est un émetteur assujéti au sens de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe;

b) sans être un émetteur assujéti visé à l’alinéa a), se trouve néanmoins dans l’une ou l’autre des situations suivantes :

(i) elle a déposé un prospectus ou une déclaration d’enregistrement sous le régime d’une loi provinciale ou étrangère,

(ii) ses valeurs mobilières sont cotées et négociables dans une bourse au Canada ou à l’étranger,

(iii) elle prend part à une fusion, à une réorganisation ou à un arrangement, ou encore à une procédure prévue par la Loi, elle est constituée à ces fins, elle en résulte ou elle est prorogée par la suite, si l’une des personnes morales participantes est une entité visée aux sous-alinéas (i) ou (ii).

(2) Toutefois, ne constitue pas une association ayant fait appel au public l’association qui fait l’objet d’une dispense sous le régime d’une loi provinciale sur les valeurs mobilières, ou d’un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent et portant que, pour l’application de la loi applicable, elle n’est pas un émetteur assujéti.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 141

^b S.C. 1991, c. 48

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 141

^b L.C. 1991, ch. 48

SCHEDULE
(Paragraph 2(1)(a))

REPORTING ISSUER

	Column 1	Column 2
Item	Jurisdiction	Legislation
1.	Ontario	the definition “reporting issuer” in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	the definition “reporting issuer” in sections 5 and 68 of the <i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	the definition “reporting issuer” in paragraph 2(1)(ao) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	the definition “reporting issuer” in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	the definition “reporting issuer” in subsection 80(1) of the <i>Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	the definition “reporting issuer” in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	the definition “reporting issuer” in paragraph 2(1)(qq) of the <i>Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	the definition “reporting issuer” in paragraph 1(ccc) and section 145 of the <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	the definition “reporting issuer” in paragraph 2(1)(oo) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time

ANNEXE
(alinéa 2(1)a))

ÉMETTEUR ASSUJETTI

	Colonne 1	Colonne 2
Article	Autorité législative	Loi
1.	Ontario	« émetteur assujéti » au sens du paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	« émetteur assujéti » au sens des articles 5 et 68 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l’alinéa 2(1)(ao) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	« émetteur assujéti » au sens du paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	« émetteur assujéti » au sens du paragraphe 80(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens du paragraphe 1(1) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l’alinéa 2(1)(qq) de la loi intitulée <i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l’alinéa 1(ccc) et de l’article 145 de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et-Labrador	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l’alinéa 2(1)(oo) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

N.B. Le Résumé de l’étude d’impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-305 November 28, 2006

INSURANCE COMPANIES ACT

Distributing Company and Distributing Insurance Holding Company Regulations

P.C. 2006-1430 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsection 2.1(1)^a of the *Insurance Companies Act*^b, hereby makes the annexed *Distributing Company and Distributing Insurance Holding Company Regulations*.

DISTRIBUTING COMPANY AND DISTRIBUTING INSURANCE HOLDING COMPANY REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Insurance Companies Act*.

DISTRIBUTING

2. (1) For the purpose of subsection 2.1(1) of the Act and subject to subsections 2.1(2) and (3) of the Act and subsection (2) of this section, the following constitutes a distributing company or a distributing insurance holding company:

- (a) a company or an insurance holding company that is a reporting issuer under any legislation that is set out in column 2 of the schedule; or
- (b) in the case of a company or an insurance holding company that is not a reporting issuer referred to in paragraph (a), a company or an insurance holding company
 - (i) that has filed a prospectus or registration statement under provincial or foreign legislation,
 - (ii) any of the securities of which are listed and posted for trading on a stock exchange in or outside Canada, or
 - (iii) that is involved in, is formed for, results from or is continued after an amalgamation, a reorganization, an arrangement or a statutory procedure, if one of the participating bodies corporate is an entity referred to in subparagraph (i) or (ii).

(2) A company or an insurance holding company that is subject to an exemption under provincial securities legislation, or to an order of the relevant provincial securities regulator that provides that the company or insurance holding company is not a reporting issuer for the purposes of the applicable legislation, is not a distributing company or a distributing insurance holding company for the purpose of subsection (1).

Enregistrement
DORS/2006-305 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

Règlement sur les sociétés d'assurances et les sociétés de portefeuille d'assurances ayant fait appel au public

C.P. 2006-1430 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu du paragraphe 2.1(1)^a de la *Loi sur les sociétés d'assurances*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les sociétés d'assurances et les sociétés de portefeuille d'assurances ayant fait appel au public*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES ET LES SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE D'ASSURANCES AYANT FAIT APPEL AU PUBLIC

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s'entend de la *Loi sur les sociétés d'assurances*.

SOCIÉTÉS ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE D'ASSURANCES AYANT FAIT APPEL AU PUBLIC

2. (1) Pour l'application du paragraphe 2.1(1) de la Loi et sous réserve des paragraphes 2.1(2) et (3) de la Loi, constitue une société d'assurances ayant fait appel au public ou une société de portefeuille d'assurances ayant fait appel au public toute société ou société de portefeuille d'assurances qui, selon le cas :

- a) est un émetteur assujéti au sens de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l'annexe;
- b) sans être un émetteur assujéti visé à l'alinéa a), se trouve néanmoins dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
 - (i) elle a déposé un prospectus ou une déclaration d'enregistrement sous le régime d'une loi provinciale ou étrangère,
 - (ii) ses valeurs mobilières sont cotées et négociables dans une bourse au Canada ou à l'étranger,
 - (iii) elle prend part à une fusion, à une réorganisation ou à un arrangement, ou encore à une procédure prévue par la Loi, elle est constituée à ces fins, elle en résulte ou elle est prorogée par la suite, si l'une des personnes morales participantes est une entité visée aux sous-alinéas (i) ou (ii).

(2) Toutefois, ne constitue pas une société ayant fait appel au public ou une société de portefeuille d'assurances ayant fait appel au public la société ou la société de portefeuille d'assurances qui fait l'objet d'une dispense sous le régime d'une loi provinciale sur les valeurs mobilières, ou d'un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent et portant que, pour l'application de la loi applicable, elle n'est pas un émetteur assujéti.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 215

^b S.C. 1991, c. 47

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 215

^b L.C. 1991, ch. 47

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

SCHEDULE
(Paragraph 2(1)(a))

REPORTING ISSUER

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	the definition "reporting issuer" in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	the definition "reporting issuer" in sections 5 and 68 of the <i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	the definition "reporting issuer" in paragraph 2(1)(ao) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	the definition "reporting issuer" in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	the definition "reporting issuer" in subsection 80(1) of <i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	the definition "reporting issuer" in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	the definition "reporting issuer" in paragraph 2(1)(qq) of <i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	the definition "reporting issuer" in paragraph 1(ccc) and section 145 of the <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	the definition "reporting issuer" in paragraph 2(1)(oo) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

ANNEXE 1
(alinéa 2(1)a))

ÉMETTEUR ASSUJETTI

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	« émetteur assujéti » au sens du paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	« émetteur assujéti » au sens des articles 5 et 68 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l'alinéa 2(1)(ao) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	« émetteur assujéti » au sens du paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	« émetteur assujéti » au sens du paragraphe 80(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens du paragraphe 1(1) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l'alinéa 2(1)(qq) de la loi intitulée <i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l'alinéa 1(ccc) et de l'article 145 de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et-Labrador	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l'alinéa 2(1)(oo) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-306 November 28, 2006

TRUST AND LOAN COMPANIES ACT

Distributing Trust and Loan Company Regulations

P.C. 2006-1431 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsection 2.3(1)^a of the *Trust and Loan Companies Act*^b, hereby makes the annexed *Distributing Trust and Loan Company Regulations*.

DISTRIBUTING TRUST AND LOAN COMPANY REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Trust and Loan Companies Act*.

DISTRIBUTING

2. (1) For the purpose of subsection 2.3(1) of the Act and subject to subsections 2.3(2) and (3) of the Act and subsection (2) of this section, the following constitutes a distributing company:

(a) a company that is a reporting issuer under any legislation that is set out in column 2 of the schedule; or

(b) in the case of a company that is not a reporting issuer referred to in paragraph (a), a company

(i) that has filed a prospectus or registration statement under provincial or foreign legislation,

(ii) any of the securities of which are listed and posted for trading on a stock exchange in or outside Canada, or

(iii) that is involved in, is formed for, results from or is continued after an amalgamation, a reorganization, an arrangement or a statutory procedure, if one of the participating bodies corporate is an entity referred to in subparagraph (i) or (ii).

(2) A company that is subject to an exemption under provincial securities legislation, or to an order of the relevant provincial securities regulator that provides that the company is not a reporting issuer for the purposes of the applicable legislation, is not a distributing company for the purpose of subsection (1).

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

Enregistrement
DORS/2006-306 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT

Règlement sur les sociétés de fiducie et de prêt ayant fait appel au public

C.P. 2006-1431 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu du paragraphe 2.3(1)^a de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les sociétés de fiducie et de prêt ayant fait appel au public*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT AYANT FAIT APPEL AU PUBLIC

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

SOCIÉTÉS AYANT FAIT APPEL AU PUBLIC

2. (1) Pour l’application du paragraphe 2.3(1) de la Loi et sous réserve des paragraphes 2.3(2) et (3) de la Loi, constitue une société ayant fait appel au public toute société qui, selon le cas :

a) est un émetteur assujéti au sens de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe;

b) sans être un émetteur assujéti visé à l’alinéa a), se trouve néanmoins dans l’une ou l’autre des situations suivantes :

(i) elle a déposé un prospectus ou une déclaration d’enregistrement sous régime d’une loi provinciale ou étrangère,

(ii) ses valeurs mobilières sont cotées et négociables dans une bourse au Canada ou à l’étranger,

(iii) elle prend part à une fusion, à une réorganisation ou à un arrangement, ou encore à une procédure prévue par la Loi, elle est constituée à ces fins, elle en résulte ou elle est prorogée par la suite, si l’une des personnes morales participantes est une entité visée aux sous-alinéas (i) ou (ii).

(2) Toutefois, ne constitue pas une société ayant fait appel au public la société qui fait l’objet d’une dispense sous le régime d’une loi provinciale sur les valeurs mobilières, ou d’un arrêt pris par un organisme de réglementation provincial compétent et portant que, pour l’application de la loi applicable, elle n’est pas un émetteur assujéti.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 369

^b S.C. 1991, c. 45

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 369

^b L.C. 1991, ch. 45

SCHEDULE
(Paragraph 2(1)(a))

REPORTING ISSUER

	Column 1	Column 2
Item	Jurisdiction	Legislation
1.	Ontario	the definition “reporting issuer” in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	the definition “reporting issuer” in sections 5 and 68 of the <i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	the definition “reporting issuer” in paragraph 2(1)(ao) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	the definition “reporting issuer” in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	the definition “reporting issuer” in subsection 80(1) of <i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	the definition “reporting issuer” in subsection 1(1) of the <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	the definition “reporting issuer” in paragraph 2(1)(qq) of <i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	the definition “reporting issuer” in paragraph 1(ccc) and section 145 of the <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	the definition “reporting issuer” in paragraph 2(1)(oo) of the <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time

ANNEXE
(alinéa 2(1)a))

ÉMETTEUR ASSUJETTI

	Colonne 1	Colonne 2
Article	Autorité législative	Loi
1.	Ontario	« émetteur assujéti » au sens du paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	« émetteur assujéti » au sens des articles 5 et 68 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l’alinéa 2(1)(ao) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	« émetteur assujéti » au sens du paragraphe 1(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	« émetteur assujéti » au sens du paragraphe 80(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens du paragraphe 1(1) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l’alinéa 2(1)(qq) de la loi intitulée <i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l’alinéa 1(ccc) et de l’article 145 de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et-Labrador	« reporting issuer » (émetteur assujéti) au sens de l’alinéa 2(1)(oo) de la loi intitulée <i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

N.B. Le Résumé de l’étude d’impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-307 November 28, 2006

BANK ACT

Going-Private Transaction (Banks and Bank Holding Companies) Regulations

P.C. 2006-1432 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to the definition “going-private transaction”^a in section 2 and subsection 978(1)^b of the *Bank Act*^c, hereby makes the annexed *Going-Private Transaction (Banks and Bank Holding Companies) Regulations*.

GOING-PRIVATE TRANSACTION (BANKS AND BANK HOLDING COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Bank Act*.

“GOING-PRIVATE TRANSACTION”

2. (1) For the purpose of the definition “going-private transaction” in section 2 of the Act, “going-private transaction” means an amalgamation or other transaction involving a distributing bank or a distributing bank holding company, other than an acquisition of shares under section 284 of the Act, that results in the interest of a holder of participating securities of the bank or bank holding company being terminated without the consent of the holder and without the substitution of an interest of equivalent value in participating securities of the bank or the bank holding company or of another bank or another bank holding company that succeeds to the business of the bank or the bank holding company, which participating securities have rights and privileges that are equal to or greater than the affected participating securities.

(2) For the purpose of subsection (1), “participating securities” means securities of a bank or a bank holding company that give the holder of the securities a right to share in the earnings of the bank or bank holding company and, after the liquidation, dissolution or winding up of the bank or bank holding company, a right to share in its assets.

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

Enregistrement
DORS/2006-307 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES BANQUES

Règlement sur les transactions de fermeture (banques et sociétés de portefeuille bancaires)

C.P. 2006-1432 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de la définition de « transaction de fermeture »^a à l'article 2 et du paragraphe 978(1)^b de la *Loi sur les banques*^c, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les transactions de fermeture (banques et sociétés de portefeuille bancaires)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES TRANSACTIONS DE FERMETURE (BANQUES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE BANCAIRES)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s'entend de la *Loi sur les banques*.

« TRANSACTION DE FERMETURE »

2. (1) Pour l'application de la définition de « transaction de fermeture », à l'article 2 de la Loi, ce terme s'entend d'une fusion ou de toute autre opération visant une banque ayant fait appel au public ou une société de portefeuille bancaire ayant fait appel au public, qui a pour résultat la suppression de l'intérêt d'un détenteur de valeurs mobilières participantes de cette banque ou société de portefeuille bancaire, sans le consentement de celui-ci et sans substitution d'un intérêt de valeur équivalente dans des valeurs mobilières participantes émises par la banque ou société de portefeuille bancaire — ou par une banque ou société de portefeuille bancaire qui leur succède — conférant des droits et privilèges égaux ou supérieurs à ceux attachés aux valeurs mobilières participantes visées par l'opération. Cette définition ne vise toutefois pas l'acquisition d'actions prévue à l'article 284 de la Loi.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « valeur mobilière participante » s'entend d'une valeur mobilière d'une banque ou société de portefeuille bancaire qui confère à son détenteur le droit de participer aux bénéfices de la banque ou société de portefeuille bancaire et, en cas de liquidation ou de dissolution de celle-ci, le droit de participer à ses actifs.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 1(2)

^b S.C. 2005, c. 54, s. 135

^c S.C. 1991, c. 46

^a L.C. 2005, ch. 54, par. 1(2)

^b L.C. 2005, ch. 54, par. 135

^c L.C. 1991, ch. 46

Registration
SOR/2006-308 November 28, 2006

INSURANCE COMPANIES ACT

Going-Private Transaction (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations

P.C. 2006-1433 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to the definition “going-private transaction”^a in subsection 2(1) and subsection 1021(1)^b of the *Insurance Companies Act*^c, hereby makes the annexed *Going-Private Transaction (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations*.

GOING-PRIVATE TRANSACTION (INSURANCE COMPANIES AND INSURANCE HOLDING COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Insurance Companies Act*.

“GOING-PRIVATE TRANSACTION”

2. (1) For the purpose of the definition “going-private transaction” in subsection 2(1) of the Act, “going-private transaction” means an amalgamation or other transaction involving a distributing company or a distributing insurance holding company, other than an acquisition of shares under section 308 of the Act, that results in the interest of a holder of participating securities of the company or insurance holding company being terminated without the consent of the holder and without the substitution of an interest of equivalent value in participating securities of the company or the insurance holding company or of another company or another insurance holding company that succeeds to the business of the company or the insurance holding company, which participating securities have rights and privileges that are equal to or greater than the affected participating securities.

(2) For the purpose of subsection (1), “participating securities” means securities of a company or an insurance holding company that give the holder of the securities a right to share in the earnings of the company or insurance holding company and, after the liquidation, dissolution or winding up of the company or insurance holding company, a right to share in its assets.

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

Enregistrement
DORS/2006-308 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D’ASSURANCES

Règlement sur les transactions de fermeture (sociétés d’assurances et sociétés de portefeuille d’assurances)

C.P. 2006-1433 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de la définition de « transaction de fermeture »^a au paragraphe 2(1) et du paragraphe 1021(1)^b de la *Loi sur les sociétés d’assurances*^c, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les transactions de fermeture (sociétés d’assurances et sociétés de portefeuille d’assurances)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES TRANSACTIONS DE FERMETURE (SOCIÉTÉS D’ASSURANCES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE D’ASSURANCES)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les sociétés d’assurances*.

« TRANSACTION DE FERMETURE »

2. (1) Pour l’application de la définition de « transaction de fermeture », au paragraphe 2(1) de la Loi, ce terme s’entend d’une fusion ou de toute autre opération visant une société ayant fait appel au public ou une société de portefeuille d’assurances ayant fait appel au public, qui a pour résultat la suppression de l’intérêt d’un détenteur de valeurs mobilières participantes de cette société ou société de portefeuille d’assurances, sans le consentement de celui-ci et sans substitution d’un intérêt de valeur équivalente dans des valeurs mobilières participantes émises par la société ou société de portefeuille d’assurances — ou par une société ou société de portefeuille d’assurances qui leur succède — conférant des droits et privilèges égaux ou supérieurs à ceux attachés aux valeurs mobilières participantes visées par l’opération. Cette définition ne vise toutefois pas l’acquisition d’actions prévue à l’article 308 de la Loi.

(2) Pour l’application du paragraphe (1), « valeur mobilière participante » s’entend d’une valeur mobilière d’une société ou société de portefeuille d’assurances qui confère à son détenteur le droit de participer aux bénéfices de la société ou société de portefeuille d’assurances et, en cas de liquidation ou de dissolution de celle-ci, le droit de participer à ses actifs.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

N.B. Le Résumé de l’étude d’impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 214(2)

^b S.C. 2005, c. 54, s. 364

^c S.C. 1991, c. 47

^a L.C. 2005, ch. 54, par. 214(2)

^b L.C. 2005, ch. 54, art. 364

^c L.C. 1991, ch. 47

Registration
SOR/2006-309 November 28, 2006

TRUST AND LOAN COMPANIES ACT

Going-Private Transaction (Trust and Loan Companies) Regulations

P.C. 2006-1434 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to the definition “going-private transaction”^a in section 2 and subsection 531(1)^b of the *Trust and Loan Companies Act*^c, hereby makes the annexed *Going-Private Transaction (Trust and Loan Companies) Regulations*.

GOING-PRIVATE TRANSACTION (TRUST AND LOAN COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Trust and Loan Companies Act*.

“GOING-PRIVATE TRANSACTION”

2. (1) For the purpose of the definition “going-private transaction” in section 2 of the Act, “going-private transaction” means an amalgamation or other transaction involving a distributing company, other than an acquisition of shares under section 289 of the Act, that results in the interest of a holder of participating securities of the company being terminated without the consent of the holder and without the substitution of an interest of equivalent value in participating securities of the company or of another company that succeeds to the business of the company, which participating securities have rights and privileges that are equal to or greater than the affected participating securities.

(2) For the purpose of subsection (1), “participating securities” means securities of a company that give the holder of the securities a right to share in the earnings of the company and, after the liquidation, dissolution or winding up of the company, a right to share in its assets.

COMING INTO FORCE

3. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

Enregistrement
DORS/2006-309 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT

Règlement sur les transactions de fermeture (sociétés de fiducie et de prêt)

C.P. 2006-1434 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de la définition de « transaction de fermeture »^a à l'article 2 et du paragraphe 531(1)^b de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les transactions de fermeture (sociétés de fiducie et de prêt)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES TRANSACTIONS DE FERMETURE (SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s'entend de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

« TRANSACTION DE FERMETURE »

2. (1) Pour l'application de la définition de « transaction de fermeture », à l'article 2 de la Loi, ce terme s'entend d'une fusion ou de toute autre opération visant une société ayant fait appel au public, qui a pour résultat la suppression de l'intérêt d'un détenteur de valeurs mobilières participantes de cette société, sans le consentement de celui-ci et sans substitution d'un intérêt de valeur équivalente dans des valeurs mobilières participantes émises par la société — ou par une société qui lui succède — conférant des droits et privilèges égaux ou supérieurs à ceux attachés aux valeurs mobilières participantes visées par l'opération. Cette définition ne vise toutefois pas l'acquisition d'actions prévue à l'article 289 de la Loi.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « valeur mobilière participante » s'entend d'une valeur mobilière d'une société qui confère à son détenteur le droit de participer aux bénéfices de la société et, en cas de liquidation ou de dissolution de celle-ci, le droit de participer à ses actifs.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 368(2)

^b S.C. 2005, c. 54, s. 449

^c S.C. 1991, c. 45

^a L.C. 2005, ch. 54, par. 368(2)

^b L.C. 2005, ch. 54, art. 449

^c L.C. 1991, ch. 45

Registration
SOR/2006-310 November 28, 2006

BANK ACT

Insider Reports (Banks and Bank Holding Companies) Regulations

P.C. 2006-1435 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 268^a of the *Bank Act*^b, hereby makes the annexed *Insider Reports (Banks and Bank Holding Companies) Regulations*.

INSIDER REPORTS (BANKS AND BANK HOLDING COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Bank Act*.

INSIDER REPORTS

2. (1) For the purpose of paragraph 268(a) of the Act, an insider means an insider as it is defined, for the purpose of insider reports, under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(2) For the purpose of paragraph 268(b) of the Act, the required form and content of an insider report are to be the form and content required for insider reports under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(3) For the purpose of paragraph 268(c) of the Act, the procedure for the submission and publication of insider reports is to be the procedure required for the submission and publication of insider reports under any legislation set out in column 2 of the schedule.

3. An insider required to submit an insider report under any legislation set out in column 2 of the schedule is to comply with the requirements set out in that legislation.

EXEMPTION

4. (1) A person that is subject to an exemption under any legislation set out in column 2 of the schedule, or an order of the relevant provincial securities regulator, that provides that the person is not an insider for the purposes of the applicable legislation, is not an insider for the purpose of subsection 2(1).

(2) A person that is subject to an exemption from any or all insider reporting requirements under any legislation set out in column 2 of the schedule, or an order of the relevant provincial securities regulator, is also exempt from those requirements for the purposes of these Regulations.

REPEAL

5. The *Insider Reports Regulations*¹ are repealed.

Enregistrement
DORS/2006-310 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES BANQUES

Règlement sur les rapports d’initié (banques et sociétés de portefeuille bancaires)

C.P. 2006-1435 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l’article 268^a de la *Loi sur les banques*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les rapports d’initié (banques et sociétés de portefeuille bancaires)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES RAPPORTS D’INITIÉ (BANQUES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE BANCAIRES)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les banques*.

RAPPORT D’INITIÉ

2. (1) Pour l’application de l’alinéa 268(a) de la Loi, le terme « initié » s’entend, à l’égard des rapports d’initié, au sens donné à ce terme dans toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

(2) Pour l’application de l’alinéa 268(b) de la Loi, la forme et le contenu des rapports d’initié sont ceux prévus par toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

(3) Pour l’application de l’alinéa 268(c) de la Loi, les règles à suivre concernant la présentation des rapports d’initié et la publicité dont ils font l’objet sont celles prévues par toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

3. L’initié tenu de présenter un rapport en vertu de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe doit satisfaire aux exigences qui y sont prévues.

EXEMPTION

4. (1) Ne constitue pas un « initié », pour l’application du paragraphe 2(1), la personne qui est visée par une dispense sous le régime de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe, ou en vertu d’un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent portant que pour l’application de la loi en cause, elle n’est pas un initié.

(2) La personne qui, en vertu de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe ou d’un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent, est soustraite, en tout ou en partie, aux exigences relatives aux rapports d’initié l’est également pour l’application du présent règlement.

ABROGATIONS

5. Le *Règlement sur les rapports d’un initié*¹ est abrogé.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 56

^b S.C. 1991, c. 46

¹ SOR/82-207

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 56

^b S.C. 1991, ch. 46

¹ DORS/82-207

6. The *Insider Reports Exemptions (Banks) Regulations*² are repealed.

COMING INTO FORCE

7. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

SCHEDULE
(Sections 2 to 4)

PROVINCIAL LEGISLATION

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	<i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	<i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	<i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	<i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

6. Le Règlement sur les exemptions relatives aux rapports d'initiés (banques)² est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR

7. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

ANNEXE
(articles 2 à 4)

LOIS PROVINCIALES

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

² SOR/2000-113

² DORS/2000-113

Registration
SOR/2006-311 November 28, 2006

COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS ACT

Insider Reports (Cooperative Credit Associations) Regulations

P.C. 2006-1436 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 263^a of the *Cooperative Credit Associations Act*^b, hereby makes the annexed *Insider Reports (Cooperative Credit Associations) Regulations*.

INSIDER REPORTS (COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Cooperative Credit Associations Act*.

INSIDER REPORTS

2. (1) For the purpose of paragraph 263(a) of the Act, an insider means an insider as it is defined, for the purpose of insider reports, under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(2) For the purpose of paragraph 263(b) of the Act, the required form and content of an insider report are to be the form and content required for insider reports under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(3) For the purpose of paragraph 263(c) of the Act, the procedure for the submission and publication of insider reports is to be the procedure required for the submission and publication of insider reports under any legislation set out in column 2 of the schedule.

3. An insider required to submit an insider report under any legislation set out in column 2 of the schedule is to comply with the requirements set out in that legislation.

EXEMPTION

4. (1) A person that is subject to an exemption under any legislation set out in column 2 of the schedule, or an order of the relevant provincial securities regulator, that provides that the person is not an insider for the purposes of the applicable legislation, is not an insider for the purpose of subsection 2(1).

(2) A person that is subject to an exemption from any or all insider reporting requirements under any legislation set out in column 2 of the schedule, or an order of the relevant provincial securities regulator, is also exempt from those requirements for the purposes of these Regulations.

Enregistrement
DORS/2006-311 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Règlement sur les rapports d’initié (associations coopératives de crédit)

C.P. 2006-1436 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l’article 263^a de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les rapports d’initié (associations coopératives de crédit)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES RAPPORTS D’INITIÉ (ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*.

RAPPORT D’INITIÉ

2. (1) Pour l’application de l’alinéa 263a) de la Loi, le terme « initié » s’entend, à l’égard des rapports d’initié, au sens donné à ce terme dans toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

(2) Pour l’application de l’alinéa 263b) de la Loi, la forme et le contenu des rapports d’initié sont ceux prévus par toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

(3) Pour l’application de l’alinéa 263c) de la Loi, les règles à suivre concernant la présentation des rapports d’initié et la publicité dont ils font l’objet sont celles prévues par toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

3. L’initié tenu de présenter un rapport en vertu de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe doit satisfaire aux exigences qui y sont prévues.

EXEMPTION

4. (1) Ne constitue pas un « initié », pour l’application du paragraphe 2(1), la personne qui est visée par une dispense sous le régime de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe, ou en vertu d’un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent portant que pour l’application de la loi en cause, elle n’est pas un initié.

(2) La personne qui, en vertu de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe ou d’un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent, est soustraite, en tout ou en partie, aux exigences relatives aux rapports d’initié l’est également pour l’application du présent règlement.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 193

^b S.C. 1991, c. 48

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 193

^b L.C. 1991, ch. 48

COMING INTO FORCE

5. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

SCHEDULE
(Sections 2 to 4)

PROVINCIAL LEGISLATION

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	<i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	<i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	<i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	<i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

ANNEXE
(articles 2 à 4)

LOIS PROVINCIALES

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-312 November 28, 2006

INSURANCE COMPANIES ACT

Insider Reports (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations

P.C. 2006-1437 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 291^a of the *Insurance Companies Act*^b, hereby makes the annexed *Insider Reports (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations*.

INSIDER REPORTS (INSURANCE COMPANIES AND INSURANCE HOLDING COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Insurance Companies Act*.

INSIDER REPORTS

2. (1) For the purpose of paragraph 291(a) of the Act, an insider means an insider as it is defined, for the purpose of insider reports, under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(2) For the purpose of paragraph 291(b) of the Act, the required form and content of an insider report are to be the form and content required for insider reports under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(3) For the purpose of paragraph 291(c) of the Act, the procedure for submission and publication of insider reports is to be the procedure required for the submission and publication of insider reports under any legislation set out in column 2 of the schedule.

3. An insider required to submit an insider report under any legislation set out in column 2 of the schedule is to comply with the requirements set out in that legislation.

EXEMPTION

4. (1) A person that is subject to an exemption under any legislation set out in column 2 of the schedule, or an order of the relevant provincial securities regulator, that provides that the person is not an insider for the purposes of the applicable legislation, is not an insider for the purpose of subsection 2(1).

(2) A person that is subject to an exemption from any or all insider reporting requirements under any legislation set out in column 2 of the schedule, or an order of the relevant provincial securities regulator, is also exempt from those requirements for the purposes of these Regulations.

Enregistrement
DORS/2006-312 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D’ASSURANCES

Règlement sur les rapports d’initié (sociétés d’assurances et sociétés de portefeuille d’assurances)

C.P. 2006-1437 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l’article 291^a de la *Loi sur les sociétés d’assurances*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les rapports d’initié (sociétés d’assurances et sociétés de portefeuille d’assurances)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES RAPPORTS D’INITIÉ (SOCIÉTÉS D’ASSURANCES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE D’ASSURANCES)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les sociétés d’assurances*.

RAPPORT D’INITIÉ

2. (1) Pour l’application de l’alinéa 291(a) de la Loi, le terme « initié » s’entend, à l’égard des rapports d’initié, au sens donné à ce terme dans toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

(2) Pour l’application de l’alinéa 291(b) de la Loi, la forme et le contenu des rapports d’initié sont ceux prévus par toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

(3) Pour l’application de l’alinéa 291(c) de la Loi, les règles à suivre concernant la présentation des rapports d’initié et la publicité dont ils font l’objet sont celles prévues par toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

3. L’initié tenu de présenter un rapport en vertu de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe doit satisfaire aux exigences qui y sont prévues.

EXEMPTION

4. (1) Ne constitue pas un « initié », pour l’application du paragraphe 2(1), la personne qui est visée par une dispense sous le régime de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe, ou en vertu d’un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent portant que pour l’application de la loi en cause, elle n’est pas un initié.

(2) La personne qui, en vertu de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe ou d’un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent, est soustraite, en tout ou en partie, aux exigences relatives aux rapports d’initié l’est également pour l’application du présent règlement.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 271

^b S.C. 1991, c. 47

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 271

^b L.C. 1991, ch. 47

COMING INTO FORCE

5. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

SCHEDULE
(Sections 2 to 4)

PROVINCIAL LEGISLATION

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	<i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	<i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	<i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	<i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	<i>The Securities Act</i> , 1988, S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

ANNEXE
(articles 2 à 4)

LOIS PROVINCIALES

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	<i>The Securities Act</i> , 1988, S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-313 November 28, 2006

TRUST AND LOAN COMPANIES ACT

Insider Reports (Trust and Loan Companies) Regulations

P.C. 2006-1438 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 273^a of the *Trust and Loan Companies Act*^b, hereby makes the annexed *Insider Reports (Trust and Loan Companies) Regulations*.

INSIDER REPORTS (TRUST AND LOAN COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Trust and Loan Companies Act*.

INSIDER REPORTS

2. (1) For the purpose of paragraph 273(a) of the Act, an insider means an insider as it is defined, for the purpose of insider reports, under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(2) For the purpose of paragraph 273(b) of the Act, the required form and content of an insider report are to be the form and content required for insider reports under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(3) For the purpose of paragraph 273(c) of the Act, the procedure for submission and publication of insider reports is to be the procedure required for the submission and publication of insider reports under any legislation set out in column 2 of the schedule.

3. An insider required to submit an insider report under any legislation set out in column 2 of the schedule is to comply with the requirements set out in that legislation.

EXEMPTION

4. (1) A person that is subject to an exemption under any legislation set out in column 2 of the schedule, or an order of the relevant provincial securities regulator, that provides that the person is not an insider for the purposes of the applicable legislation, is not an insider for the purpose of subsection 2(1).

(2) A person that is subject to an exemption from any or all insider reporting requirements under any legislation set out in column 2 of the schedule, or an order of the relevant provincial securities regulator, is also exempt from those requirements for the purposes of these Regulations.

COMING INTO FORCE

5. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

Enregistrement
DORS/2006-313 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT

Règlement sur les rapports d’initié (sociétés de fiducie et de prêt)

C.P. 2006-1438 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l’article 273^a de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les rapports d’initié (sociétés de fiducie et de prêt)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES RAPPORTS D’INITIÉ (SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

RAPPORT D’INITIÉ

2. (1) Pour l’application de l’alinéa 273a) de la Loi, « initié » s’entend, à l’égard des rapports d’initié, au sens donné à ce terme dans toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

(2) Pour l’application de l’alinéa 273b) de la Loi, la forme et le contenu des rapports d’initié sont ceux prévus par toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

(3) Pour l’application de l’alinéa 273c) de la Loi, les règles à suivre concernant la présentation des rapports d’initié et la publicité dont ils font l’objet sont celles prévues par toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe.

3. L’initié tenu de présenter un rapport en vertu d’une loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe doit satisfaire aux exigences qui y sont prévues.

EXEMPTION

4. (1) Ne constitue pas un « initié », pour l’application du paragraphe 2(1), la personne qui est visée par une dispense sous le régime de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe, ou en vertu d’un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent portant que pour l’application de la loi en cause, elle n’est pas un initié.

(2) La personne qui, en vertu de toute loi mentionnée à la colonne 2 de l’annexe ou d’un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent, est soustraite, en tout ou en partie, aux exigences relatives aux rapports d’initié l’est également pour l’application du présent règlement.

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 421

^b S.C. 1991, c. 45

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 421

^b L.C. 1991, ch. 45

SCHEDULE
(Sections 2 to 4)

PROVINCIAL LEGISLATION

	Column 1	Column 2
Item	Jurisdiction	Legislation
1.	Ontario	<i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	<i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	<i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	<i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
8.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
9.	Newfoundland and Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

ANNEXE
(articles 2 à 4)

LOIS PROVINCIALES

	Colonne 1	Colonne 2
Article	Autorité législative	Loi
1.	Ontario	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
8.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
9.	Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-314 November 28, 2006

BANK ACT

Meetings and Proposals (Banks and Bank Holding Companies) Regulations

P.C. 2006-1439 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 137^a, subsection 138(1)^b, section 143^c, subsections 144(1)^d and 151(5)^e, section 726^f, subsection 727(1)^g, section 732^h and subsections 733(1)ⁱ, 740(5)^j and 978(1)^k of the *Bank Act*^l, hereby makes the annexed *Meetings and Proposals (Banks and Bank Holding Companies) Regulations*.

MEETINGS AND PROPOSALS (BANKS AND BANK HOLDING COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Bank Act*.

RECORD DATE

2. (1) For the purposes of subsections 137(5) and 726(5) of the Act, except paragraphs 137(5)(c) and (d) and 726(5)(c) and (d), the prescribed period for the record date is not more than 60 days before the day on which the particular action is to be taken.

(2) For the purposes of paragraphs 137(5)(c) and (d) and 726(5)(c) and (d) of the Act, the prescribed period for the record date is not less than 21 days and not more than 60 days before the day of the meeting.

(3) For the purposes of subsections 137(7) and 726(7) of the Act, the prescribed period for the notice of the record date to be given is not less than seven days before the date fixed.

NOTICE OF MEETING

3. For the purposes of subsections 138(1) and 727(1) of the Act, the prescribed period for the notice to be sent is not less than 21 days and not more than 60 days before the day of the meeting.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 17
^b S.C. 2005, c. 54, s. 18
^c S.C. 2005, c. 54, s. 20
^d S.C. 2005, c. 54, s. 21(1)
^e S.C. 2005, c. 54, s. 23
^f S.C. 2005, c. 54, s. 92
^g S.C. 2005, c. 54, s. 93
^h S.C. 2005, c. 54, s. 95
ⁱ S.C. 2005, c. 54, s. 96(1)
^j S.C. 2005, c. 54, s. 98
^k S.C. 2005, c. 54, s. 135
^l S.C. 1991, c. 46

Enregistrement
DORS/2006-314 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES BANQUES

Règlement sur les assemblées et les propositions (banques et sociétés de portefeuille bancaires)

C.P. 2006-1439 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l'article 137^a, du paragraphe 138(1)^b, de l'article 143^c, des paragraphes 144(1)^d et 151(5)^e, de l'article 726^f, du paragraphe 727(1)^g, de l'article 732^h et des paragraphes 733(1)ⁱ, 740(5)^j et 978(1)^k de la *Loi sur les banques*^l, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les assemblées et les propositions (banques et sociétés de portefeuille bancaires)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES ASSEMBLÉES ET LES PROPOSITIONS (BANQUES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE BANCAIRES)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s'entend de la *Loi sur les banques*.

DATE DE RÉFÉRENCE

2. (1) Pour l'application des paragraphes 137(5) et 726(5) de la Loi, à l'exception des alinéas 137(5)(c) et (d) et 726(5)(c) et (d), la date de référence est comprise dans les soixante jours précédant la mesure en cause.

(2) Pour l'application des alinéas 137(5)(c) et (d) et 726(5)(c) et (d) de la Loi, le délai court du soixantième jour précédant l'assemblée au vingt et unième jour précédant celle-ci.

(3) Pour l'application des paragraphes 137(7) et 726(7) de la Loi, le délai dans lequel avis de la date de référence est donné est d'au moins sept jours avant la date fixée.

AVIS D'ASSEMBLÉE

3. Pour l'application des paragraphes 138(1) et 727(1) de la Loi, le délai court du soixantième jour précédant l'assemblée au vingt et unième jour précédant celle-ci.

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 17
^b L.C. 2005, ch. 54, art. 18
^c L.C. 2005, ch. 54, art. 20
^d L.C. 2005, ch. 54, par. 21(1)
^e L.C. 2005, ch. 54, art. 23
^f L.C. 2005, ch. 54, art. 92
^g L.C. 2005, ch. 54, art. 93
^h L.C. 2005, ch. 54, art. 95
ⁱ L.C. 2005, ch. 54, par. 96(1)
^j L.C. 2005, ch. 54, art. 98
^k L.C. 2005, ch. 54, art. 135
^l L.C. 1991, ch. 46

SHAREHOLDER PROPOSALS

4. (1) For the purposes of subsections 143(1.1) and 732(1.1) of the Act, the prescribed number of the bank's or the bank holding company's outstanding shares is the number of voting shares

(a) that is equal to 1% of the total number of the bank's or the bank holding company's outstanding voting shares as of the day on which the proposal is submitted; or

(b) whose fair market value, as determined at the close of business on the day before the day on which the proposal is submitted, is at least \$2,000.

(2) For the purposes of subsections 143(1.1) and 732(1.1) of the Act, the prescribed period for the person to have been the registered holder or beneficial owner is the six-month period immediately before the day on which the proposal is submitted.

5. (1) For the purposes of subsections 143(1.4) and 732(1.4) of the Act,

(a) the bank or the bank holding company may request, within 14 days after it receives the person's proposal, that the person provide the proof that they meet the requirements; and

(b) the person shall provide the proof that they meet the requirements within 21 days after receiving the bank's or the bank holding company's request.

6. For the purposes of subsections 143(3) and 732(3) of the Act, the proposal and the statement in support of it together are not to exceed 500 words.

7. For the purposes of paragraphs 143(5)(a) and 732(5)(a) of the Act, the prescribed number of days is 90 days.

8. For the purposes of paragraphs 143(5)(c) and 732(5)(c) of the Act, the prescribed period is two years.

9. (1) For the purposes of paragraphs 143(5)(d) and 732(5)(d) of the Act, the prescribed minimum amount of support for a proposal is

(a) 3% of the total number of shares voted if the proposal was introduced at an annual meeting;

(b) 6% of the total number of shares voted at its last submission if the proposal was introduced at two annual meetings; and

(c) 10% of the total number of shares voted at its last submission if the proposal was introduced at three or more annual meetings.

(2) For the purposes of paragraphs 143(5)(d) and 732(5)(d) of the Act, the prescribed period is five years.

10. For the purposes of subsections 143(5.1) and 732(5.1) of the Act, the prescribed period within which the bank or the bank holding company is not required to set out a proposal in or attach it to a management proxy circular is two years.

11. For the purposes of subsections 144(1) and 733(1) of the Act, the prescribed period for the person to be notified is 21 days after the day on which the bank or the bank holding company receives the proposal or the proof under subsection 143(1.4) or 732(1.4) of the Act if it has requested that proof.

PROPOSITIONS DES ACTIONNAIRES

4. (1) Pour l'application des paragraphes 143(1.1) et 732(1.1) de la Loi, le nombre d'actions en circulation de la banque ou de la société de portefeuille bancaire est le nombre d'actions avec droit de vote :

a) soit qui équivaut à 1 % du nombre total des actions avec droit de vote en circulation de la banque ou de la société de portefeuille bancaire établi le jour où est soumise la proposition;

b) soit dont la juste valeur marchande à l'heure de fermeture des bureaux le jour ouvrable précédant celui où est soumise la proposition est d'au moins 2 000 \$.

(2) Pour l'application des paragraphes 143(1.1) et 732(1.1) de la Loi, la durée est la période de six mois précédant le jour où est soumise la proposition.

5. Pour l'application des paragraphes 143(1.4) et 732(1.4) de la Loi :

a) le délai dans lequel la banque ou la société de portefeuille bancaire peut demander à l'auteur de la proposition d'établir que les conditions sont remplies est de quatorze jours après la réception de la proposition;

b) le délai dans lequel l'auteur de la proposition doit établir que les conditions sont remplies est de vingt et un jours après la réception de la demande de la banque ou de la société de portefeuille bancaire.

6. Pour l'application des paragraphes 143(3) et 732(3) de la Loi, la proposition et l'exposé à l'appui de celle-ci, combinés, comportent au plus cinq cents mots.

7. Pour l'application des alinéas 143(5)a) et 732(5)a) de la Loi, le délai est de quatre-vingt-dix jours.

8. Pour l'application des alinéas 143(5)c) et 732(5)c) de la Loi, le délai est de deux ans.

9. (1) Pour l'application des alinéas 143(5)d) et 732(5)d) de la Loi, l'appui minimal à la proposition est égal à l'un des pourcentages suivants :

a) 3 % du nombre total des actions dont le droit de vote a été exercé, si la proposition a été présentée au cours d'une seule assemblée annuelle;

b) 6 % du nombre total des actions dont le droit de vote a été exercé lors de la dernière présentation de la proposition, si la proposition a été présentée lors de deux assemblées annuelles;

c) 10 % du nombre total des actions dont le droit de vote a été exercé lors de la dernière présentation de la proposition, si la proposition a été présentée lors d'au moins trois assemblées annuelles.

(2) Pour l'application des alinéas 143(5)d) et 732(5)d) de la Loi, le délai est de cinq ans.

10. Pour l'application des paragraphes 143(5.1) et 732(5.1) de la Loi, le délai pendant lequel la banque ou la société de portefeuille bancaire peut refuser de faire figurer dans une circulaire de la direction ou en annexe toute proposition est de deux ans.

11. Pour l'application des paragraphes 144(1) et 733(1) de la Loi, le délai de présentation de l'avis est de vingt et un jours après la réception par la banque ou la société de portefeuille bancaire soit de la proposition, soit, si elle a été demandée, de la preuve exigée en vertu des paragraphes 143(1.4) ou 732(1.4) de la Loi.

ELECTRONIC VOTING

12. For the purposes of subsections 151(5) and 740(5) of the Act, when a vote is held at a meeting, the voting may be carried out by means of a telephonic, electronic or other communication facility if the facility

- (a) enables the votes to be gathered in a manner that permits their subsequent verification; and
- (b) permits the tallied votes to be presented to the bank or the bank holding company without it being possible for the bank or the bank holding company to identify how each shareholder or group of shareholders voted.

COMING INTO FORCE

13. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

VOTE PAR MOYEN DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE

12. Pour l'application des paragraphes 151(5) et 740(5) de la Loi, le vote tenu lors d'une assemblée peut être effectué par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre, qui permet, à la fois :

- a) de recueillir les votes de façon à ce qu'ils puissent être vérifiés subséquemment;
- b) de présenter à la banque ou à la société de portefeuille bancaire le résultat du vote sans toutefois qu'il ne lui soit possible de savoir quel a été le vote de chaque actionnaire ou groupe d'actionnaires.

ENTRÉE EN VIGUEUR

13. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-315 November 28, 2006

COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS ACT

Meetings and Proposals (Cooperative Credit Associations) Regulations

P.C. 2006-1440 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsections 145(1)^a and (3)^a, 146(1)^b, 152(2)^c and (3)^c, 153(1)^d, 160(6)^e and 463(1)^f of the *Cooperative Credit Associations Act*^g, hereby makes the annexed *Meetings and Proposals (Cooperative Credit Associations) Regulations*.

MEETINGS AND PROPOSALS (COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Cooperative Credit Associations Act*.

RECORD DATE

2. (1) For the purpose of subsection 145(1) of the Act, except paragraphs 145(1)(b) and (c), the prescribed period for the record date is not more than 60 days before the day on which the particular action is to be taken.

(2) For the purposes of paragraphs 145(1)(b) and (c) of the Act, the prescribed period for the record date is not less than 21 days and not more than 60 days before the day of the meeting.

(3) For the purpose of subsection 145(3) of the Act, the prescribed period for the notice of the record date to be given is not less than seven days before the date fixed.

NOTICE OF MEETING

3. For the purpose of subsection 146(1) of the Act, the prescribed period for the notice to be sent is not less than 21 days and not more than 60 days before the day of the meeting.

MEMBER PROPOSALS

4. For the purpose of subsection 152(2) of the Act, the proposal and the statement in support of it together are not to exceed 500 words.

5. For the purpose of paragraph 152(3)(a) of the Act, the prescribed number of days is 90 days.

6. For the purpose of paragraph 152(3)(c) of the Act, the prescribed period is two years.

Enregistrement
DORS/2006-315 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Règlement sur les assemblées et les propositions (associations coopératives de crédit)

C.P. 2006-1440 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu des paragraphes 145(1)^a et (3)^a, 146(1)^b, 152(2)^c et (3)^c, 153(1)^d, 160(6)^e et 463(1)^f de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*^g, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les assemblées et les propositions (associations coopératives de crédit)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES ASSEMBLÉES ET LES PROPOSITIONS (ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*.

DATE DE RÉFÉRENCE

2. (1) Pour l’application du paragraphe 145(1) de la Loi, à l’exception des alinéas 145(1)b) et c), la date de référence est comprise dans les soixante jours précédant la mesure en cause.

(2) Pour l’application des alinéas 145(1)b) et c) de la Loi, le délai court du soixantième jour précédant l’assemblée au vingt et unième jour précédant celle-ci.

(3) Pour l’application du paragraphe 145(3) de la Loi, le délai dans lequel avis de la date de référence est donné est d’au moins sept jours avant la date fixée.

AVIS D’ASSEMBLÉE

3. Pour l’application du paragraphe 146(1) de la Loi, le délai court du soixantième jour précédant l’assemblée au vingt et unième jour précédant celle-ci.

PROPOSITIONS DES ASSOCIÉS

4. Pour l’application du paragraphe 152(2) de la Loi, la proposition et l’exposé à l’appui de celle-ci, combinés, comportent au plus cinq cents mots.

5. Pour l’application de l’alinéa 152(3)a) de la Loi, le délai est de quatre-vingt-dix jours.

6. Pour l’application de l’alinéa 152(3)c) de la Loi, le délai est de deux ans.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 156

^b S.C. 2005, c. 54, s. 157

^c S.C. 2005, c. 54, s. 159

^d S.C. 2005, c. 54, s. 160(1)

^e S.C. 2005, c. 54, s. 162

^f S.C. 2005, c. 43, s. 208

^g S.C. 1991, c. 48

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 156

^b L.C. 2005, ch. 54, art. 157

^c L.C. 2005, ch. 54, art. 159

^d L.C. 2005, ch. 54, par. 160(1)

^e L.C. 2005, ch. 54, art. 162

^f L.C. 2005, ch. 54, art. 208

^g L.C. 1991, ch. 48

7. (1) For the purpose of paragraph 152(3)(d) of the Act, the prescribed minimum amount of support for a proposal is

- (a) 3% of the total number of votes cast if the proposal was introduced at an annual meeting;
- (b) 6% of the total number of votes cast at its last submission if the proposal was introduced at two annual meetings; and
- (c) 10% of the total number of votes cast at its last submission if the proposal was introduced at three or more annual meetings.

(2) For the purpose of paragraph 152(3)(d) of the Act, the prescribed period is five years.

8. For the purpose of subsection 153(1) of the Act, the prescribed period for the person to be notified is 21 days after the day on which the association receives the proposal.

ELECTRONIC VOTING

9. For the purpose of paragraph 160(6)(a) of the Act, when a vote is held at a meeting, the voting may be carried out by means of a telephonic, electronic or other communication facility, if the facility

- (a) enables the votes to be gathered in a manner that permits their subsequent verification; and
- (b) permits the tallied votes to be presented to the association without it being possible for the association to identify how each member or shareholder or group of members or group of shareholders voted.

COMING INTO FORCE

10. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

7. (1) Pour l'application de l'alinéa 152(3)d) de la Loi, l'appui minimal à la proposition est égal à l'un des pourcentages suivants :

- a) 3 % du nombre total des voix exprimées, si la proposition a été présentée au cours d'une seule assemblée annuelle;
- b) 6 % du nombre total des voix exprimées lors de la dernière présentation de la proposition, si la proposition a été présentée lors de deux assemblées annuelles;
- c) 10 % du nombre total des voix exprimées lors de la dernière présentation de la proposition, si la proposition a été présentée lors d'au moins trois assemblées annuelles.

(2) Pour l'application de l'alinéa 152(3)d) de la Loi, le délai est de cinq ans.

8. Pour l'application du paragraphe 153(1) de la Loi, le délai de présentation de l'avis est de vingt et un jours après la réception par l'association de la proposition.

VOTE PAR MOYEN DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE

9. Pour l'application de l'alinéa 160(6)a) de la Loi, le vote tenu lors d'une assemblée peut être effectué par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre, qui permet, à la fois :

- a) de recueillir les votes de façon à ce qu'ils puissent être vérifiés subséquemment;
- b) de présenter à l'association le résultat du vote sans toutefois qu'il ne lui soit possible de savoir quel a été le vote de chaque associé ou actionnaire ou groupe d'associés ou d'actionnaires.

ENTRÉE EN VIGUEUR

10. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-316 November 28, 2006

INSURANCE COMPANIES ACT

Meeting and Proposals (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations

P.C. 2006-1441 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsections 142(1)^a and (4)^a and 143(1)^b, section 147^c, subsections 148(1)^d, 157(5)^e, 766(1)^f and (3)^f and 767(1)^g, section 770^h and subsections 771(1)ⁱ, 778(5)^j and 1021(1)^k of the *Insurance Companies Act*^l, hereby makes the annexed *Meetings and Proposals (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations*.

MEETINGS AND PROPOSALS (INSURANCE COMPANIES AND INSURANCE HOLDING COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Insurance Companies Act*.

RECORD DATE

2. (1) For the purposes of paragraphs 142(1)(a), (b) and (e) and subparagraph 142(1)(c)(iii) of the Act, the prescribed period for the record date is not more than 60 days before the day on which the particular action is to be taken.

(2) For the purposes of subsection 766(1) of the Act, except paragraphs 766(1)(c) and 766(1)(d), the prescribed period for the record date is not more than 60 days before the day on which the particular action is to be taken.

(3) For the purposes of subparagraphs 142(1)(c)(i) and (ii) and paragraphs 766(1)(c) and (d) of the Act, the prescribed period for the record date is not less than 21 days and not more than 60 days before the day of the meeting.

(4) For the purpose of subparagraph 142(1)(d)(i) of the Act, the prescribed period for the record date is not less than 21 days and not more than 90 days before the day of the meeting.

(5) For the purpose of subparagraph 142(1)(d)(ii) of the Act, the prescribed period for the record date is not less than 10 days before the day of the meeting.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 230
^b S.C. 2005, c. 54, s. 231(1)
^c S.C. 2005, c. 54, s. 232
^d S.C. 2005, c. 54, s. 233(1)
^e S.C. 2005, c. 54, s. 235
^f S.C. 2005, c. 54, s. 313
^g S.C. 2005, c. 54, s. 314(1)
^h S.C. 2005, c. 54, s. 315
ⁱ S.C. 2005, c. 54, s. 316(1)
^j S.C. 2005, c. 54, s. 318
^k S.C. 2005, c. 54, s. 364
^l S.C. 1991, c. 47

Enregistrement
DORS/2006-316 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D’ASSURANCES

Règlement sur les assemblées et les propositions (sociétés d’assurances et sociétés de portefeuille d’assurances)

C.P. 2006-1441 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu des paragraphes 142(1)^a et (4)^a et 143(1)^b, de l’article 147^c, des paragraphes 148(1)^d, 157(5)^e, 766(1)^f et (3)^f et 767(1)^g, de l’article 770^h et des paragraphes 771(1)ⁱ, 778(5)^j et 1021(1)^k de la *Loi sur les sociétés d’assurances*^l, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les assemblées et les propositions (sociétés d’assurances et sociétés de portefeuille d’assurances)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES ASSEMBLÉES ET LES PROPOSITIONS (SOCIÉTÉS D’ASSURANCES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE D’ASSURANCES)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les sociétés d’assurances*.

DATE DE RÉFÉRENCE

2. (1) Pour l’application des alinéas 142(1)a) et b), du sous-alinéa 142(1)c)(iii) et de l’alinéa 142(1)e) de la Loi, la date de référence est comprise dans les soixante jours précédant la mesure en cause.

(2) Pour l’application du paragraphe 766(1) de la Loi, à l’exception des alinéas 766(1)c) et d), la date de référence est comprise dans les soixante jours précédant la mesure en cause.

(3) Pour l’application des sous-alinéas 142(1)c)(i) et (ii) et des alinéas 766(1)c) et d) de la Loi, le délai court du sixième jour précédant l’assemblée au vingt et unième jour précédant celle-ci.

(4) Pour l’application du sous-alinéa 142(1)d)(i) de la Loi, le délai court du quatre-vingt-dixième jour précédant l’assemblée au vingt et unième jour précédant celle-ci.

(5) Pour l’application du sous-alinéa 142(1)d)(ii) de la Loi, la date de référence est comprise dans un délai d’au moins dix jours avant l’assemblée.

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 230
^b L.C. 2005, ch. 54, par. 231(1)
^c L.C. 2005, ch. 54, art. 232
^d L.C. 2005, ch. 54, par. 233(1)
^e L.C. 2005, ch. 54, art. 235
^f L.C. 2005, ch. 54, art. 313
^g L.C. 2005, ch. 54, par. 314(1)
^h L.C. 2005, ch. 54, art. 315
ⁱ L.C. 2005, ch. 54, par. 316(1)
^j L.C. 2005, ch. 54, art. 318
^k L.C. 2005, ch. 54, art. 364
^l S.C. 1991, ch. 47

(6) For the purposes of subsections 142(4) and 766(3) of the Act, the prescribed period for the notice of the record date to be given is not less than seven days before the date fixed.

NOTICE OF MEETING

3. For the purposes of subsections 143(1) and 767(1) of the Act, the prescribed period for the notice to be sent is not less than 21 days and not more than 60 days before the day of the meeting.

SHAREHOLDER AND POLICYHOLDER PROPOSALS

4. (1) For the purposes of subsections 147(1.1) and 770(1.1) of the Act, the prescribed number of the company's or the insurance holding company's outstanding shares is the number of voting shares

(a) that is equal to 1% of the total number of the company's or the insurance holding company's outstanding voting shares as of the day on which the proposal is submitted, or

(b) whose fair market value, as determined at the close of business on the day before the day on which the proposal is submitted, is at least \$2,000.

(2) For the purposes of 147(1.1) and 770(1.1) of the Act, the prescribed period for the person to have been the registered holder or beneficial owner is the six-month period immediately before the day on which the proposal is submitted.

5. For the purposes of subsections 147(1.4) and 770(1.4) of the Act,

(a) the company or the insurance holding company may request, within 14 days after it receives the person's proposal, that the person provide the proof that they meet the requirements; and

(b) the person shall provide the proof that they meet the requirements within 21 days after receiving the company's or the insurance holding company's request.

6. For the purposes of subsections 147(3) and 770(3) of the Act, the proposal and the statement in support of it together are not to exceed 500 words.

7. For the purposes of paragraphs 147(5)(a) and 770(5)(a) of the Act, the prescribed number of days is 90 days.

8. For the purposes of paragraphs 147(5)(c) and 770(5)(c) of the Act, the prescribed period is two years.

9. (1) For the purposes of paragraphs 147(5)(d) and 770(5)(d) of the Act, the prescribed minimum amount of support for a proposal is

(a) 3% of the total number of shares voted and policyholder votes cast if the proposal was introduced at an annual meeting;

(b) 6% of the total number of shares voted and policyholder votes cast at its last submission, if the proposal was introduced at two annual meetings; and

(c) 10% of the total number of shares voted and policyholder votes cast at its last submission, if the proposal was introduced at three or more annual meetings.

(2) For the purposes of paragraphs 147(5)(d) and 770(5)(d) of the Act, the prescribed period is five years.

(6) Pour l'application des paragraphes 142(4) et 766(3) de la Loi, le délai dans lequel avis de la date de référence est donné est d'au moins sept jours avant la date fixée.

AVIS D'ASSEMBLÉE

3. Pour l'application des paragraphes 143(1) et 767(1) de la Loi, le délai court du soixantième jour précédant l'assemblée au vingt et unième jour précédant celle-ci.

PROPOSITIONS DES ACTIONNAIRES ET DES SOUSCRIPTEURS

4. (1) Pour l'application des paragraphes 147(1.1) et 770(1.1) de la Loi, le nombre d'actions en circulation de la société ou de la société de portefeuille d'assurances est le nombre d'actions avec droit de vote :

a) soit qui équivaut à 1 % du nombre total des actions avec droit de vote en circulation de la société ou de la société de portefeuille d'assurances établi le jour où est soumise la proposition;

b) soit dont la juste valeur marchande à l'heure de fermeture des bureaux le jour ouvrable précédant celui où est soumise la proposition est d'au moins 2 000 \$.

(2) Pour l'application des paragraphes 147(1.1) et 770(1.1) de la Loi, la durée est la période de six mois précédant le jour où est soumise la proposition.

5. Pour l'application des paragraphes 147(1.4) et 770(1.4) de la Loi :

a) le délai dans lequel la société ou la société de portefeuille d'assurances peut demander à l'auteur de la proposition d'établir que les conditions sont remplies est de quatorze jours après la réception de la proposition;

b) le délai dans lequel l'auteur de la proposition doit établir que les conditions sont remplies est de vingt et un jours après la réception de la demande de la société ou de la société de portefeuille d'assurances.

6. Pour l'application des paragraphes 147(3) et 770(3) de la Loi, la proposition et l'exposé à l'appui de celle-ci, combinés, comportent au plus cinq cents mots.

7. Pour l'application des alinéas 147(5)(a) et 770(5)(a) de la Loi, le délai est de quatre-vingt-dix jours.

8. Pour l'application des alinéas 147(5)(c) et 770(5)(c) de la Loi, le délai est de deux ans.

9. (1) Pour l'application des alinéas 147(5)(d) et 770(5)(d) de la Loi, l'appui minimal à la proposition est égal à l'un des pourcentages suivants :

a) 3 % du nombre total des actions dont le droit de vote a été exercé et des voix exprimées par les souscripteurs, si la proposition a été présentée au cours d'une seule assemblée annuelle;

b) 6 % du nombre total des actions dont le droit de vote a été exercé et des voix exprimées par les souscripteurs lors de la dernière présentation de la proposition, si la proposition a été présentée lors de deux assemblées annuelles;

c) 10 % du nombre total des actions dont le droit de vote a été exercé et des voix exprimées par les souscripteurs lors de la dernière présentation de la proposition, si la proposition a été présentée lors d'au moins trois assemblées annuelles.

(2) Pour l'application des alinéas 147(5)(d) et 770(5)(d) de la Loi, le délai est de cinq ans.

10. For the purposes of subsections 147(5.1) and 770(5.1) of the Act, the prescribed period within which the company or the insurance holding company is not required to attach any proposal to a notice of meeting is two years.

11. For the purposes of subsections 148(1) and 771(1) of the Act, the prescribed period for the person to be notified is 21 days after the day on which it receives the proposal or the proof under subsections 147(1.4) or 770(1.4) of the Act if it has requested that proof.

ELECTRONIC VOTING

12. For the purposes of subsections 157(5) and 778(5) of the Act, when a vote is held at a meeting, the voting may be carried out by means of a telephonic, electronic or other communication facility if the facility

(a) enables the votes to be gathered in a manner that permits their subsequent verification; and

(b) permits the tallied votes to be presented to the company or the insurance holding company without it being possible for the company or the insurance holding company to identify how each shareholder or policyholder or group of shareholders or group of policyholders voted.

COMING INTO FORCE

13. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

10. Pour l'application des paragraphes 147(5.1) et 770(5.1) de la Loi, le délai pendant lequel la société ou la société de portefeuille d'assurances peut refuser d'annexer à un avis d'assemblée toute proposition est de deux ans.

11. Pour l'application des paragraphes 148(1) et 771(1) de la Loi, le délai de présentation de l'avis est de vingt et un jours après la réception par la société ou la société de portefeuille d'assurances soit de la proposition, soit, si elle a été demandée, de la preuve exigée en vertu des paragraphes 147(1.4) ou 770(1.4) de la Loi.

VOTE PAR MOYEN DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE

12. Pour l'application des paragraphes 157(5) et 778(5) de la Loi, le vote tenu lors d'une assemblée peut être effectué par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre, qui permet, à la fois :

a) de recueillir les votes de façon à ce qu'ils puissent être vérifiés subséquemment;

b) de présenter à la société ou à la société de portefeuille d'assurances le résultat du vote sans toutefois qu'il ne lui soit possible de savoir quel a été le vote de chaque actionnaire ou souscripteur ou chaque groupe d'actionnaires ou de souscripteurs.

ENTRÉE EN VIGUEUR

13. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-317 November 28, 2006

TRUST AND LOAN COMPANIES ACT

Meetings and Proposals (Trust and Loan Companies) Regulations

P.C. 2006-1442 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsections 140(5)^a and (7)^a and 141(1)^b, section 146^c and subsections 147(1)^d, 154(5)^e and 531(1)^f of the *Trust and Loan Companies Act*^g, hereby makes the annexed *Meetings and Proposals (Trust and Loan Companies) Regulations*.

MEETINGS AND PROPOSALS (TRUST AND LOAN COMPANIES) REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Trust and Loan Companies Act*.

RECORD DATE

2. (1) For the purposes of subsection 140(5) of the Act, except paragraphs 140(5)(c) and (d), the prescribed period for the record date is not more than 60 days before the day on which the particular action is to be taken.

(2) For the purposes of paragraphs 140(5)(c) and (d) of the Act, the prescribed period for the record date is not less than 21 days and not more than 60 days before the day of the meeting.

(3) For the purpose of subsection 140(7) of the Act, the prescribed period for the notice of the record date to be given is not less than seven days before the date fixed.

NOTICE OF MEETING

3. For the purpose of subsection 141(1) of the Act, the prescribed period for the notice to be sent is not less than 21 days and not more than 60 days before the day of the meeting.

SHAREHOLDER PROPOSALS

4. (1) For the purpose of subsection 146(1.1) of the Act, the prescribed number of the company’s outstanding shares is the number of voting shares

(a) that is equal to 1% of the total number of the company’s outstanding voting shares as of the day on which the proposal is submitted, or

(b) whose fair market value, as determined at the close of business on the day before the day on which the proposal is submitted, is at least \$2,000;

Enregistrement
DORS/2006-317 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT

Règlement sur les assemblées et les propositions (sociétés de fiducie et de prêt)

C.P. 2006-1442 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu des paragraphes 140(5)^a et (7)^a et 141(1)^b, de l’article 146^c et des paragraphes 147(1)^d, 154(5)^e et 531(1)^f de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*^g, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les assemblées et les propositions (sociétés de fiducie et de prêt)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES ASSEMBLÉES ET LES PROPOSITIONS (SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT)

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*.

DATE DE RÉFÉRENCE

2. (1) Pour l’application du paragraphe 140(5) de la Loi, à l’exception des alinéas 140(5)c) et d), la date de référence est comprise dans les soixante jours précédant la mesure en cause.

(2) Pour l’application des alinéas 140(5)c) et d) de la Loi, le délai court du soixantième jour précédant l’assemblée au vingt et unième jour précédant celle-ci.

(3) Pour l’application du paragraphe 140(7) de la Loi, le délai dans lequel un avis de la date de référence est donné est d’au moins sept jours avant la date fixée.

AVIS D’ASSEMBLÉE

3. Pour l’application du paragraphe 141(1) de la Loi, le délai court du soixantième jour précédant l’assemblée au vingt et unième jour précédant celle-ci.

PROPOSITIONS DES ACTIONNAIRES

4. (1) Pour l’application du paragraphe 146(1.1) de la Loi, le nombre d’actions en circulation de la société est le nombre d’actions avec droit de vote :

a) soit qui équivaut à 1 % du nombre total des actions avec droit de vote en circulation de la société établi le jour où est soumise la proposition;

b) soit dont la juste valeur marchande à l’heure de fermeture des bureaux le jour ouvrable précédant celui où est soumise la proposition est d’au moins 2 000 \$.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 382

^b S.C. 2005, c. 54, s. 383

^c S.C. 2005, c. 54, s. 385

^d S.C. 2005, c. 54, s. 386(1)

^e S.C. 2005, c. 54, s. 388

^f S.C. 2005, c. 54, s. 449

^g S.C. 1991, c. 45

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 382

^b L.C. 2005, ch. 54, art. 383

^c L.C. 2005, ch. 54, art. 385

^d L.C. 2005, ch. 54, par. 386(1)

^e L.C. 2005, ch. 54, art. 388

^f L.C. 2005, ch. 54, art. 449

^g L.C. 1991, ch. 45

(2) For the purposes of subsection 146(1.1) of the Act, the prescribed period for the person to have been the registered holder or beneficial owner is the six-month period immediately before the day on which the proposal is submitted.

5. For the purpose of subsection 146(1.4) of the Act,

(a) the company may request, within 14 days after it receives the person's proposal, that the person provide the proof that they meet the requirements; and

(b) the person shall provide the proof that they meet the requirements within 21 days after receiving the company's request.

6. For the purposes of subsection 146(3) of the Act, the proposal and the statement in support of it together are not to exceed 500 words.

7. For the purpose of paragraph 146(5)(a) of the Act, the prescribed number of days is 90 days.

8. For the purpose of paragraph 146(5)(c) of the Act, the prescribed period is two years.

9. (1) For the purpose of paragraph 146(5)(d) of the Act, the prescribed minimum amount of support for a proposal is

(a) 3% of the total number of shares voted if the proposal was introduced at an annual meeting;

(b) 6% of the total number of shares voted at its last submission if the proposal was introduced at two annual meetings; and

(c) 10% of the total number of shares voted at its last submission if the proposal was introduced at three or more annual meetings.

(2) For the purpose of paragraph 146(5)(d) of the Act, the prescribed period is five years.

10. For the purpose of subsection 146(5.1) of the Act, the prescribed period within which the company is not required to set out a proposal in or attach it to a management proxy circular is two years.

11. For the purpose of subsection 147(1) of the Act, the prescribed period for the person to be notified is 21 days after the day on which it receives the proposal or the proof under subsection 146(1.4) of the Act if it has requested that proof.

ELECTRONIC VOTING

12. For the purpose of subsection 154(5) of the Act, when a vote is held at a meeting, the voting may be carried out by means of a telephonic, electronic or other communication facility, if the facility

(a) enables the votes to be gathered in a manner that permits their subsequent verification; and

(b) permits the tallied votes to be presented to the company without it being possible for the company to identify how each shareholder or group of shareholders voted.

COMING INTO FORCE

13. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

(2) Pour l'application du paragraphe 146(1.1) de la Loi, la durée est la période de six mois précédant le jour où est soumise la proposition.

5. Pour l'application du paragraphe 146(1.4) de la Loi :

a) le délai dans lequel la société peut demander à l'auteur de la proposition d'établir que les conditions sont remplies est de quatorze jours après la réception de la proposition;

b) le délai dans lequel l'auteur de la proposition doit établir que les conditions sont remplies est de vingt et un jours après la réception de la demande de la société.

6. Pour l'application du paragraphe 146(3) de la Loi, la proposition et l'exposé à l'appui de celle-ci, combinés, comportent au plus cinq cents mots.

7. Pour l'application de l'alinéa 146(5)a) de la Loi, le délai est de quatre-vingt-dix jours.

8. Pour l'application de l'alinéa 146(5)c) de la Loi, le délai est de deux ans.

9. (1) Pour l'application de l'alinéa 146(5)d) de la Loi, l'appui minimal à la proposition est égal à l'un des pourcentages suivants :

a) 3 % du nombre total des actions dont le droit de vote a été exercé, si la proposition a été présentée au cours d'une seule assemblée annuelle;

b) 6 % du nombre total des actions dont le droit de vote a été exercé lors de la dernière présentation de la proposition, si la proposition a été présentée lors de deux assemblées annuelles;

c) 10 % du nombre total des actions dont le droit de vote a été exercé lors de la dernière présentation de la proposition, si la proposition a été présentée lors d'au moins trois assemblées annuelles.

(2) Pour l'application de l'alinéa 146(5)d) de la Loi, le délai est de cinq ans.

10. Pour l'application du paragraphe 146(5.1) de la Loi, le délai pendant lequel la société peut refuser de faire figurer dans une circulaire de la direction ou en annexe toute proposition est de deux ans.

11. Pour l'application du paragraphe 147(1) de la Loi, le délai de présentation de l'avis est de vingt et un jours après la réception par la société soit de la proposition, soit, si elle a été demandée, de la preuve exigée en vertu du paragraphe 146(1.4) de la Loi.

VOTE PAR MOYEN DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE

12. Pour l'application du paragraphe 154(5) de la Loi, le vote tenu lors d'une assemblée peut être effectué par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre, qui permet, à la fois :

a) de recueillir les votes de façon à ce qu'ils puissent être vérifiés subséquemment;

b) de présenter à la société le résultat du vote sans toutefois qu'il ne lui soit possible de savoir quel a été le vote de chaque actionnaire ou groupe d'actionnaires.

ENTRÉE EN VIGUEUR

13. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-318 November 28, 2006

BANK ACT

Prospectus (Banks and Bank Holding Companies) Regulations

P.C. 2006-1443 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsection 273(2)^a and section 835^b of the *Bank Act*^c, hereby makes the annexed *Prospectus (Banks and Bank Holding Companies) Regulations*.

PROSPECTUS (BANKS AND BANK HOLDING COMPANIES) REGULATIONS

PROSPECTUS

1. (1) The information to be disclosed prior to a distribution of securities is to be set out in a prospectus and is to include the contents required for a prospectus under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(2) The procedure for the disclosure of information required for a distribution of securities is to be the procedure for a disclosure by prospectus that is required for a distribution of securities under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(3) The disclosure of information required for a distribution is to be in the form required for a prospectus under any legislation set out in column 2 of the schedule.

2. A prospectus filed under any legislation set out in column 2 of the schedule is to comply with the requirements set out in that legislation.

EXEMPTION

3. A person that is subject to an exemption from any or all prospectus requirements under any legislation set out in column 2 of the schedule, or to an order of the relevant provincial securities regulator, is also exempt from those requirements for the purposes of these Regulations.

REPEALS

4. *The Prospectus Exemptions (Banks) Regulations*¹ are repealed.

5. *The Prospectus (Banks and Bank Holding Companies) Regulations*² are repealed.

6. *The Prospectus Exemptions (Bank Holding Companies) Regulations*³ are repealed.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 57
^b S.C. 2005, c. 54, s. 124
^c S.C. 1991, c. 46
¹ SOR/94-73
² SOR/2001-412
³ SOR/2001-414

Enregistrement
DORS/2006-318 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES BANQUES

Règlement sur les prospectus (banques et sociétés de portefeuille bancaires)

C.P. 2006-1443 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu du paragraphe 273(2)^a et de l'article 835^b de la *Loi sur les banques*^c, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les prospectus (banques et sociétés de portefeuille bancaires)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES PROSPECTUS (BANQUES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE BANCAIRES)

PROSPECTUS

1. (1) Toute information à communiquer avant la mise en circulation de valeurs mobilières est présentée dans un prospectus et fait état du contenu requis pour un prospectus établi selon celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

(2) Toute communication d'information requise avant la mise en circulation de valeurs mobilières est établie en conformité avec celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

(3) Toute information à communiquer avant la mise en circulation de valeurs mobilières prend la forme prévue à celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

2. Tout prospectus émis en vertu d'une loi mentionnée à la colonne 2 de l'annexe doit satisfaire aux exigences qui y sont prévues.

EXEMPTION

3. Toute personne qui est soustraite, en tout ou en partie, aux exigences relatives au prospectus en vertu d'une loi mentionnée à la colonne 2 de l'annexe, ou d'un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent, l'est également pour l'application du présent règlement.

ABROGATIONS

4. *Le Règlement sur la dispense relative aux prospectus (banques)*¹ est abrogé.

5. *Le Règlement sur les prospectus (banques et sociétés de portefeuille bancaires)*² est abrogé.

6. *Le Règlement sur la dispense relative aux prospectus (sociétés de portefeuille bancaires)*³ est abrogé.

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 57
^b L.C. 2005, ch. 54, art. 124
^c L.C. 1991, ch. 46
¹ DORS/94-73
² DORS/2001-412
³ DORS/2001-414

COMING INTO FORCE

7. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

SCHEDULE
(Sections 1 to 3)

PROVINCIAL LEGISLATION

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	<i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	<i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	<i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	<i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Prince Edward Island	<i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, c. S-3, as amended from time to time
8.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
9.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
10.	Newfoundland and Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time
11.	Yukon	<i>Securities Act</i> , R.S.Y. 2002, c. 201, as amended from time to time
12.	Northwest Territories	<i>Securities Act</i> , R.S.N.W.T. 1988, c. S-5, as amended from time to time
13.	Nunavut	<i>Securities Act (Nunavut)</i> , R.S.N.W.T. 1988, c. S-5, as amended from time to time

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

ENTRÉE EN VIGUEUR

7. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

ANNEXE
(articles 1 à 3)

LOIS PROVINCIALES

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Île-du-Prince-Édouard	<i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, ch. S-3, avec ses modifications successives
8.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
9.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
10.	Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives
11.	Yukon	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Y. 2002, ch. 201, avec ses modifications successives
12.	Territoires du Nord-Ouest	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5, avec ses modifications successives
13.	Nunavut	<i>Loi sur les valeurs mobilières (Nunavut)</i> , L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5, avec ses modifications successives

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-319 November 28, 2006

COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS ACT

Prospectus (Cooperative Credit Associations) Regulations

P.C. 2006-1444 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsection 268(2)^a of the *Cooperative Credit Associations Act*^b, hereby makes the annexed *Prospectus (Cooperative Credit Associations) Regulations*.

PROSPECTUS (COOPERATIVE CREDIT ASSOCIATIONS) REGULATIONS

PROSPECTUS

1. (1) The information to be disclosed prior to a distribution of securities is to be set out in a prospectus and is to include the contents required for a prospectus under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(2) The procedure for the disclosure of information required for a distribution of securities is to be the procedure for a disclosure by prospectus that is required for a distribution of securities under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(3) The disclosure of information required for a distribution is to be in the form required for a prospectus under any legislation set out in column 2 of the schedule.

2. A prospectus filed under any legislation set out in column 2 of the schedule is to comply with the requirements set out in that legislation.

EXEMPTION

3. A person that is subject to an exemption from any or all prospectus requirements under any legislation set out in column 2 of the schedule, or to an order of the relevant provincial securities regulator, is also exempt from those requirements for the purposes of these Regulations.

REPEALS

4. *The Prospectus Exemptions (Cooperative Credit Associations) Regulations*¹ are repealed.

5. *The Prospectus (Cooperative Credit Associations) Regulations*² are repealed.

COMING INTO FORCE

6. **These Regulations come into force on the day on which they are registered.**

Enregistrement
DORS/2006-319 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

Règlement sur les prospectus (associations coopératives de crédit)

C.P. 2006-1444 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu du paragraphe 268(2)^a de la *Loi sur les associations coopératives de crédit*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les prospectus (associations coopératives de crédit)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES PROSPECTUS (ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT)

PROSPECTUS

1. (1) Toute information à communiquer avant la mise en circulation de valeurs mobilières est présentée dans un prospectus et fait état du contenu requis pour un prospectus établi selon celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

(2) Toute communication d'information requise avant la mise en circulation de valeurs mobilières est établie en conformité avec celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

(3) Toute information à communiquer avant la mise en circulation de valeurs mobilières prend la forme prévue à celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

2. Tout prospectus émis en vertu d'une loi mentionnée à la colonne 2 de l'annexe doit satisfaire aux exigences qui y sont prévues.

EXEMPTION

3. Toute personne qui est soustraite, en tout ou en partie, aux exigences relatives au prospectus en vertu d'une loi mentionnée à la colonne 2 de l'annexe, ou d'un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent, l'est également pour l'application du présent règlement.

ABROGATIONS

4. *Le Règlement sur la dispense relative aux prospectus (associations coopératives de crédit)*¹ est abrogé.

5. *Le Règlement sur les prospectus (associations coopératives de crédit)*² est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR

6. **Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.**

^a S.C. 2005, c. 54, s. 194

^b S.C. 1991, c. 48

¹ SOR/94-74

² SOR/95-340

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 194

^b L.C. 1991, ch. 48

¹ DORS/94-74

² DORS/95-340

SCHEDULE
(Sections 1 to 3)

PROVINCIAL LEGISLATION

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	<i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	<i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	<i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	<i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Prince Edward Island	<i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, c. S-3, as amended from time to time
8.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
9.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
10.	Newfoundland and Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time
11.	Yukon	<i>Securities Act</i> , R.S.Y. 2002, c. 201, as amended from time to time
12.	Northwest Territories	<i>Securities Act</i> , R.S.N.W.T. 1988, c. S-5, as amended from time to time
13.	Nunavut	<i>Securities Act (Nunavut)</i> , R.S.N.W.T. 1988, c. S-5, as amended from time to time

ANNEXE
(articles 1 à 3)

LOIS PROVINCIALES

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Île-du-Prince-Édouard	<i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, ch. S-3, avec ses modifications successives
8.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
9.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
10.	Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives
11.	Yukon	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Y. 2002, ch. 201, avec ses modifications successives
12.	Territoires du Nord-Ouest	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5, avec ses modifications successives
13.	Nunavut	<i>Loi sur les valeurs mobilières (Nunavut)</i> , L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5, avec ses modifications successives

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-320 November 28, 2006

INSURANCE COMPANIES ACT

Prospectus (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations

P.C. 2006-1445 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsection 296(2)^a and section 883^b of the *Insurance Companies Act*^c, hereby makes the annexed *Prospectus (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations*.

PROSPECTUS (INSURANCE COMPANIES AND INSURANCE HOLDING COMPANIES) REGULATIONS

PROSPECTUS

1. (1) The information to be disclosed prior to a distribution of securities is to be set out in a prospectus and is to include the contents required for a prospectus under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(2) The procedure for the disclosure of information required for a distribution of securities is to be the procedure for a disclosure by prospectus that is required for a distribution of securities under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(3) The disclosure of information required for a distribution is to be in the form required for a prospectus under any legislation set out in column 2 of the schedule.

2. A prospectus filed under any legislation set out in column 2 of the schedule is to comply with the requirements set out in that legislation.

EXEMPTION

3. A person that is subject to an exemption from any or all prospectus requirements under any legislation set out in column 2 of the schedule, or to an order of the relevant provincial securities regulator, is also exempt from those requirements for the purposes of these Regulations.

REPEALS

4. *The Prospectus Exemptions (Insurance Companies) Regulations*¹ are repealed.

5. *The Prospectus (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations*² are repealed.

6. *The Prospectus Exemptions (Insurance Holding Companies) Regulations*³ are repealed.

^a S.C. 2005, c. 54, s. 272

^b S.C. 2005, c. 54, s. 349

^c S.C. 1991, c. 47

¹ SOR/94-75

² SOR/2001-413

³ SOR/2001-418

Enregistrement
DORS/2006-320 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

Règlement sur les prospectus (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances)

C.P. 2006-1445 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu du paragraphe 296(2)^a et de l'article 883^b de la *Loi sur les sociétés d'assurances*^c, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les prospectus (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES PROSPECTUS (SOCIÉTÉS D'ASSURANCES ET SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE D'ASSURANCES)

PROSPECTUS

1. (1) Toute information à communiquer avant la mise en circulation de valeurs mobilières est présentée dans un prospectus et fait état du contenu requis pour un prospectus établi selon celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

(2) Toute communication d'information requise avant la mise en circulation de valeurs mobilières est établie en conformité avec celle prévue à toute loi mentionnée à la colonne 2 de l'annexe.

(3) Toute information à communiquer avant la mise en circulation de valeurs mobilières prend la forme prévue à celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

2. Tout prospectus émis en vertu d'une loi mentionnée à la colonne 2 de l'annexe doit satisfaire aux exigences qui y sont prévues.

EXEMPTION

3. Toute personne qui est soustraite, en tout ou en partie, aux exigences relatives au prospectus en vertu d'une loi mentionnée à la colonne 2 de l'annexe, ou d'un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent, l'est également pour l'application du présent règlement.

ABROGATIONS

4. *Le Règlement sur la dispense relative aux prospectus (sociétés d'assurances)*¹ est abrogé.

5. *Le Règlement sur les prospectus (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances)*² est abrogé.

6. *Le Règlement sur la dispense relative aux prospectus (sociétés de portefeuille d'assurances)*³ est abrogé.

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 272

^b L.C. 2005, ch. 54, art. 349

^c L.C. 1991, ch. 47

¹ DORS/94-75

² DORS/2001-413

³ DORS/2001-418

COMING INTO FORCE

7. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

SCHEDULE
(Sections 1 to 3)

PROVINCIAL LEGISLATION

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	<i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	<i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	<i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	<i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Prince Edward Island	<i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, c. S-3, as amended from time to time
8.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
9.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
10.	Newfoundland and Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time
11.	Yukon	<i>Securities Act</i> , R.S.Y. 2002, c. 201, as amended from time to time
12.	Northwest Territories	<i>Securities Act</i> , R.S.N.W.T. 1988, c. S-5, as amended from time to time
13.	Nunavut	<i>Securities Act (Nunavut)</i> , R.S.N.W.T. 1988, c. S-5, as amended from time to time

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

ENTRÉE EN VIGUEUR

7. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

ANNEXE
(articles 1 à 3)

LOIS PROVINCIALES

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Île-du-Prince-Édouard	<i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, ch. S-3, avec ses modifications successives
8.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
9.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
10.	Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives
11.	Yukon	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Y. 2002, ch. 201, avec ses modifications successives
12.	Territoires du Nord-Ouest	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5, avec ses modifications successives
13.	Nunavut	<i>Loi sur les valeurs mobilières (Nunavut)</i> , L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5, avec ses modifications successives

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-321 November 28, 2006

TRUST AND LOAN COMPANIES ACT

Prospectus (Trust and Loan Companies) Regulations

P.C. 2006-1446 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to subsection 278(2)^a of the *Trust and Loan Companies Act*^b, hereby makes the annexed *Prospectus (Trust and Loan Companies) Regulations*.

PROSPECTUS (TRUST AND LOAN COMPANIES) REGULATIONS

PROSPECTUS

1. (1) The information to be disclosed prior to a distribution of securities is to be set out in a prospectus and is to include the contents required for a prospectus under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(2) The procedure for the disclosure of information required for a distribution of securities is to be the procedure for a disclosure by prospectus that is required for a distribution of securities under any legislation set out in column 2 of the schedule.

(3) The disclosure of information required for a distribution is to be in the form required for a prospectus under any legislation set out in column 2 of the schedule.

2. A prospectus filed under any legislation set out in column 2 of the schedule is to comply with the requirements set out in that legislation.

EXEMPTION

3. A person that is subject to an exemption from any or all prospectus requirements under any legislation set out in column 2 of the schedule, or to an order of the relevant provincial securities regulator, is also exempt from those requirements for the purposes of these Regulations.

REPEALS

4. *The Prospectus Exemptions (Trust and Loan Companies) Regulations*¹ are repealed.

5. *The Prospectus (Trust and Loan Companies) Regulations*² are repealed.

COMING INTO FORCE

6. **These Regulations come into force on the day on which they are registered.**

Enregistrement
DORS/2006-321 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT

Règlement sur les prospectus (sociétés de fiducie et de prêt)

C.P. 2006-1446 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu du paragraphe 278(2)^a de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les prospectus (sociétés de fiducie et de prêt)*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR LES PROSPECTUS (SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET DE PRÊT)

PROSPECTUS

1. (1) Toute information à communiquer avant la mise en circulation de valeurs mobilières est présentée dans un prospectus et fait état du contenu requis pour un prospectus établi selon celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

(2) Toute communication d'information requise avant la mise en circulation de valeurs mobilières est établie en conformité avec celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

(3) Toute information à communiquer avant la mise en circulation de valeurs mobilières prend la forme prévue à celle des lois mentionnées à la colonne 2 de l'annexe qui s'applique.

2. Tout prospectus émis en vertu d'une loi mentionnée à la colonne 2 de l'annexe doit satisfaire aux exigences qui y sont prévues.

EXEMPTION

3. Toute personne qui est soustraite, en tout ou en partie, aux exigences relatives au prospectus en vertu d'une loi mentionnée à la colonne 2 de l'annexe, ou d'un arrêté pris par un organisme de réglementation provincial compétent, l'est également pour l'application du présent règlement.

ABROGATIONS

4. *Le Règlement sur la dispense relative aux prospectus (sociétés de fiducie et de prêt)*¹ est abrogé.

5. *Le Règlement sur les prospectus (sociétés de fiducie et de prêt)*² est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR

6. **Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.**

^a S.C. 2005, c. 54, s. 422

^b S.C. 1991, c. 45

¹ SOR/94-76

² SOR/95-342

^a L.C. 2005, ch. 54, art. 422

^b L.C. 1991, ch. 45

¹ DORS/94-76

² DORS/95-342

SCHEDULE
(Sections 1 to 3)

PROVINCIAL LEGISLATION

Item	Column 1 Jurisdiction	Column 2 Legislation
1.	Ontario	<i>Securities Act</i> , R.S.O. 1990, c. S.5, as amended from time to time
2.	Quebec	<i>Securities Act</i> , R.S.Q., c. V-1.1, as amended from time to time
3.	Nova Scotia	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, c. 418, as amended from time to time
4.	New Brunswick	<i>Securities Act</i> , S.N.B. 2004, c. S-5.5, as amended from time to time
5.	Manitoba	<i>The Securities Act</i> , C.C.S.M., c. S50, as amended from time to time
6.	British Columbia	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, c. 418, as amended from time to time
7.	Prince Edward Island	<i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, c. S-3, as amended from time to time
8.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, c. S-42.2, as amended from time to time
9.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, c. S-4, as amended from time to time
10.	Newfoundland and Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, c. S-13, as amended from time to time
11.	Yukon	<i>Securities Act</i> , R.S.Y. 2002, c. 201, as amended from time to time
12.	Northwest Territories	<i>Securities Act</i> , R.S.N.W.T. 1988, c. S-5, as amended from time to time
13.	Nunavut	<i>Securities Act (Nunavut)</i> , R.S.N.W.T. 1988, c. S-5, as amended from time to time

ANNEXE
(articles 1 à 3)

LOIS PROVINCIALES

Article	Colonne 1 Autorité législative	Colonne 2 Loi
1.	Ontario	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.O. 1990, ch. S.5, avec ses modifications successives
2.	Québec	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Q., ch. V-1.1, avec ses modifications successives
3.	Nouvelle-Écosse	<i>Securities Act</i> , R.S.N.S. 1989, ch. 418, avec ses modifications successives
4.	Nouveau-Brunswick	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.N.-B. 2004, ch. S-5.5, avec ses modifications successives
5.	Manitoba	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , C.P.L.M., ch. S50, avec ses modifications successives
6.	Colombie-Britannique	<i>Securities Act</i> , R.S.B.C. 1996, ch. 418, avec ses modifications successives
7.	Île-du-Prince-Édouard	<i>Securities Act</i> , R.S.P.E.I. 1988, ch. S-3, avec ses modifications successives
8.	Saskatchewan	<i>The Securities Act, 1988</i> , S.S. 1988-89, ch. S-42.2, avec ses modifications successives
9.	Alberta	<i>Securities Act</i> , R.S.A. 2000, ch. S-4, avec ses modifications successives
10.	Terre-Neuve-et-Labrador	<i>Securities Act</i> , R.S.N.L. 1990, ch. S-13, avec ses modifications successives
11.	Yukon	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.Y. 2002, ch. 201, avec ses modifications successives
12.	Territoires du Nord-Ouest	<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5, avec ses modifications successives
13.	Nunavut	<i>Loi sur les valeurs mobilières (Nunavut)</i> , L.R.T.N.-O. 1988, ch. S-5, avec ses modifications successives

N.B. The Regulatory Impact Analysis Statement for these Regulations appears at page 2004, following SOR/2006-299.

N.B. Le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation de ce règlement se trouve à la page 2004, suite au DORS/2006-299.

Registration
SOR/2006-322 November 28, 2006

FARM PRODUCTS AGENCIES ACT

Regulations Amending the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations

Whereas the Governor in Council has, by the *Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Proclamation*^a, established the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency pursuant to subsection 16(1)^b of the *Farm Products Agencies Act*^c;

Whereas the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency has been empowered to implement a marketing plan pursuant to that Proclamation;

Whereas, pursuant to section 6^d of the schedule to that Proclamation, the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency has applied the allocation system set out in Schedule "B" annexed to the Federal Provincial Agreement for Broiler Hatching Eggs;

Whereas the proposed *Regulations Amending the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations* are regulations of a class to which paragraph 7(1)(d)^e of that Act applies by reason of section 2 of the *Agencies' Orders and Regulations Approval Order*^f and have been submitted to the National Farm Products Council pursuant to paragraph 22(1)(f) of that Act;

And whereas, pursuant to paragraph 7(1)(d)^e of that Act, the National Farm Products Council is satisfied that the proposed Regulations are necessary for the implementation of the marketing plan that the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency is authorized to implement and has approved the proposed Regulations;

Therefore, the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency, pursuant to paragraph 22(1)(f) of the *Farm Products Agencies Act*^c and subsection 5(1) of the schedule to the *Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Proclamation*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations*.

Ottawa, Ontario, November 23, 2006

Enregistrement
DORS/2006-322 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES OFFICES DES PRODUITS AGRICOLES

Règlement modifiant le Règlement de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement

Attendu que, en vertu du paragraphe 16(1)^a de la *Loi sur les offices des produits agricoles*^b, le gouverneur en conseil a, par la *Proclamation visant l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair*^c, créé l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair;

Attendu que l'Office est habilité à mettre en œuvre un plan de commercialisation, conformément à cette proclamation;

Attendu que, conformément à l'article 6^d de l'annexe de cette proclamation, l'Office a appliqué le système de contingentement prévu à l'annexe B de l'Entente fédérale-provinciale sur les œufs d'incubation de poulet de chair;

Attendu que le projet de règlement intitulé *Règlement modifiant le Règlement de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement* relève d'une catégorie à laquelle s'applique l'alinéa 7(1)d)^e de cette loi, conformément à l'article 2 de l'*Ordonnance sur l'approbation des ordonnances et règlements des offices*^f, et a été soumis au Conseil national des produits agricoles, conformément à l'alinéa 22(1)f) de cette loi;

Attendu que, en vertu de l'alinéa 7(1)d)^e de cette loi, le Conseil national des produits agricoles, étant convaincu que le projet de règlement est nécessaire à l'exécution du plan de commercialisation que l'Office est habilité à mettre en œuvre, a approuvé ce projet,

À ces causes, en vertu de l'alinéa 22(1)f) de la *Loi sur les offices des produits agricoles*^b et du paragraphe 5(1) de l'annexe de la *Proclamation visant l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair*^c, l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair prend le *Règlement modifiant le Règlement de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement*, ci-après.

Ottawa (Ontario), le 23 novembre 2006

^a SOR/87-40

^b S.C. 1993, c. 3, par. 13(b)

^c S.C. 1993, c. 3, s. 2

^d SOR/87-544

^e S.C. 1993, c. 3, s. 7(2)

^f C.R.C., c. 648

^a L.C. 1993, ch. 3, al. 13b)

^b L.C. 1993, ch. 3, art. 2

^c DORS/87-40

^d DORS/87-544

^e L.C. 1993, ch. 3, par. 7(2)

^f C.R.C., ch. 648

**REGULATIONS AMENDING THE CANADIAN
BROILER HATCHING EGG MARKETING
AGENCY QUOTA REGULATIONS**

AMENDMENT

1. The schedule to the *Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations*¹ is replaced by the schedule set out in the schedule to these Regulations.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

**SCHEDULE
(Section 1)**

**SCHEDULE
(Sections 2, 5 and 6)**

LIMITS FOR BROILER HATCHING EGGS

Effective during the period beginning on January 1, 2006 and ending on December 31, 2006

Item	Province	Number of Broiler Hatching Eggs	
		Column I	Column II
		Interprovincial and Intraprovincial Trade	Export Trade
1.	Ontario	208 373 237	0
2.	Quebec	176 365 849	0
3.	Manitoba	32 751 322	0
4.	British Columbia	108 155 638	0
5.	Alberta	68 692 105	0

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Regulations.)

This amendment establishes the final 2006 limits for broiler hatching eggs in the signatory provinces.

¹ SOR/87-209

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE
L'OFFICE CANADIEN DE COMMERCIALISATION
DES ŒUFS D'INCUBATION DE POULET DE
CHAIR SUR LE CONTINGENTEMENT**

MODIFICATION

1. L'annexe du *Règlement de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement*¹ est remplacée par l'annexe figurant à l'annexe du présent règlement.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

**ANNEXE
(article 1)**

**ANNEXE
(articles 2, 5 et 6)**

LIMITES D'ŒUFS D'INCUBATION DE POULET DE CHAIR

Pour la période commençant le 1^{er} janvier 2006 et se terminant le 31 décembre 2006

Article	Province	Nombres d'œufs d'incubation de poulet de chair	
		Colonne I	Colonne II
		Commerce interprovincial et intraprovincial	Commerce d'exportation
1.	Ontario	208 373 237	0
2.	Québec	176 365 849	0
3.	Manitoba	32 751 322	0
4.	Colombie-Britannique	108 155 638	0
5.	Alberta	68 692 105	0

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du règlement.)

La modification fixe les limites définitives d'œufs d'incubation de poulet de chair applicables dans les provinces signataires pour l'année 2006.

¹ DORS/87-209

Registration
SOR/2006-323 November 28, 2006

FARM PRODUCTS AGENCIES ACT

Regulations Amending the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations

Whereas the Governor in Council has, by the *Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Proclamation*^a, established the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency pursuant to subsection 16(1)^b of the *Farm Products Agencies Act*;

Whereas the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency has been empowered to implement a marketing plan pursuant to that Proclamation;

Whereas, pursuant to section 6^d of the schedule to that Proclamation, the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency has applied the allocation system set out in Schedule "B" annexed to the Federal Provincial Agreement for Broiler Hatching Eggs;

Whereas the proposed *Regulations Amending the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations* are regulations of a class to which paragraph 7(1)(d)^e of that Act applies by reason of section 2 of the *Agencies' Orders and Regulations Approval Order*^f and have been submitted to the National Farm Products Council pursuant to paragraph 22(1)(f) of that Act;

And whereas, pursuant to paragraph 7(1)(d)^e of that Act, the National Farm Products Council is satisfied that the proposed Regulations are necessary for the implementation of the marketing plan that the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency is authorized to implement and has approved the proposed Regulations;

Therefore, the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency, pursuant to paragraph 22(1)(f) of the *Farm Products Agencies Act*^c and subsection 5(1) of the schedule to the *Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Proclamation*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations*.

Ottawa, Ontario, November 23, 2006

Enregistrement
DORS/2006-323 Le 28 novembre 2006

LOI SUR LES OFFICES DES PRODUITS AGRICOLES

Règlement modifiant le Règlement de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement

Attendu que, en vertu du paragraphe 16(1)^a de la *Loi sur les offices des produits agricoles*^b, le gouverneur en conseil a, par la *Proclamation visant l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair*^c, créé l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair;

Attendu que l'Office est habilité à mettre en œuvre un plan de commercialisation, conformément à cette proclamation;

Attendu que, conformément à l'article 6^d de l'annexe de cette proclamation, l'Office a appliqué le système de contingentement prévu à l'annexe B de l'Entente fédérale-provinciale sur les œufs d'incubation de poulet de chair;

Attendu que le projet de règlement intitulé *Règlement modifiant le Règlement de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement* relève d'une catégorie à laquelle s'applique l'alinéa 7(1)(d)^e de cette loi, conformément à l'article 2 de l'*Ordonnance sur l'approbation des ordonnances et règlements des offices*^f, et a été soumis au Conseil national des produits agricoles, conformément à l'alinéa 22(1)(f) de cette loi;

Attendu que, en vertu de l'alinéa 7(1)(d)^e de cette loi, le Conseil national des produits agricoles, étant convaincu que le projet de règlement est nécessaire à l'exécution du plan de commercialisation que l'Office est habilité à mettre en œuvre, a approuvé ce projet,

À ces causes, en vertu de l'alinéa 22(1)(f) de la *Loi sur les offices des produits agricoles*^b et du paragraphe 5(1) de l'annexe de la *Proclamation visant l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair*^c, l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair prend le *Règlement modifiant le Règlement de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement*, ci-après.

Ottawa (Ontario), le 23 novembre 2006

^a SOR/87-40

^b S.C. 1993, c. 3, par. 13(b)

^c S.C. 1993, c. 3, s. 2

^d SOR/87-544

^e S.C. 1993, c. 3, s. 7(2)

^f C.R.C., c. 648

^a L.C. 1993, ch. 3, al. 13b)

^b L.C. 1993, ch. 3, art. 2

^c DORS/87-40

^d DORS/87-544

^e L.C. 1993, ch. 3, par. 7(2)

^f C.R.C., ch. 648

**REGULATIONS AMENDING THE CANADIAN
BROILER HATCHING EGG MARKETING
AGENCY QUOTA REGULATIONS**

AMENDMENT

1. The schedule to the *Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations*¹ is replaced by the schedule set out in the schedule to these Regulations.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on January 1, 2007.

**SCHEDULE
(Section 1)**

**SCHEDULE
(Sections 2, 5 and 6)**

LIMITS FOR BROILER HATCHING EGGS

Effective during the period beginning on January 1, 2007 and ending on December 31, 2007

Item	Province	Number of Broiler Hatching Eggs	
		Column I	Column II
		Interprovincial and Intraprovincial Trade	Export Trade
1.	Ontario	208 373 237	0
2.	Quebec	176 365 849	0
3.	Manitoba	32 751 322	0
4.	British Columbia	108 155 638	0
5.	Alberta	68 692 105	0

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Regulations.)

This amendment establishes the initial 2007 limits for broiler hatching eggs in the signatory provinces.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE
L'OFFICE CANADIEN DE COMMERCIALISATION
DES ŒUFS D'INCUBATION DE POULET DE
CHAIR SUR LE CONTINGENTEMENT**

MODIFICATION

1. L'annexe du *Règlement de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement*¹ est remplacée par l'annexe figurant à l'annexe du présent règlement.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

**ANNEXE
(article 1)**

**ANNEXE
(articles 2, 5 et 6)**

LIMITES D'ŒUFS D'INCUBATION DE POULET DE CHAIR

Pour la période commençant le 1^{er} janvier 2007 et se terminant le 31 décembre 2007

Article	Province	Nombres d'œufs d'incubation de poulet de chair	
		Colonne I	Colonne II
		Commerce interprovincial et intraprovincial	Commerce d'exportation
1.	Ontario	208 373 237	0
2.	Québec	176 365 849	0
3.	Manitoba	32 751 322	0
4.	Colombie-Britannique	108 155 638	0
5.	Alberta	68 692 105	0

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du règlement.)

La modification fixe les limites initiales d'œufs d'incubation de poulet de chair applicables dans les provinces signataires pour l'année 2007.

¹ SOR/87-209

¹ DORS/87-209

Registration
SOR/2006-324 November 30, 2006

PAYMENTS IN LIEU OF TAXES ACT

Regulations Amending the Crown Corporation Payments Regulations

P.C. 2006-1450 November 30, 2006

Whereas, pursuant to subsection 9(2) of the *Payments in Lieu of Taxes Act*^a, a copy of the proposed *Regulations Amending the Crown Corporation Payments Regulations*, in the form set out in the annexed Regulations, was published in the *Canada Gazette*, Part I, on June 17, 2006, and a reasonable opportunity was thereby afforded to interested persons to make representations to the Minister of Public Works and Government Services with respect to the proposed Regulations;

Therefore, Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Public Works and Government Services, pursuant to subsection 9(1)^b of the *Payments in Lieu of Taxes Act*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Crown Corporation Payments Regulations*.

REGULATIONS AMENDING THE CROWN CORPORATION PAYMENTS REGULATIONS

AMENDMENT

1. Subsection 3(3) of the *Crown Corporation Payments Regulations*¹ is repealed.

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

This Regulation amends subsection 3(3) of the *Crown Corporation Payments Regulations*, pursuant to the *Payments in Lieu of Taxes Act* (PILT Act).

The Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations advised of a matter needing correction with respect to the *Municipal Grants Act* and more specifically the *Crown Corporation Grants Regulations* now called the *Crown Corporation Payments Regulations*, associated with the PILT Act.

In 1997 this subsection was amended to legitimize the actions taken by federal Crown corporations and agencies, listed in Schedules III and IV to the PILT Act, in order to freeze the 1993

^a S.C. 2000, c. 8, s. 2

^b S.C. 2000, c. 8, s. 10

¹ SOR/81-1030; SOR/2001-494

Enregistrement
DORS/2006-324 Le 30 novembre 2006

LOI SUR LES PAIEMENTS VERSÉS EN REMPLACEMENT D'IMPÔTS

Règlement modifiant le Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État

C.P. 2006-1450 Le 30 novembre 2006

Attendu que, conformément au paragraphe 9(2) de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*^a, le projet de règlement intitulé *Règlement modifiant le Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État*, conforme au texte ci-après, a été publié dans la *Gazette du Canada* Partie I, le 17 juin 2006 et que les intéressés ont ainsi eu la possibilité de présenter leurs observations à cet égard au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux,

À ces causes, sur recommandation du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et en vertu du paragraphe 9(1)^b de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*^a, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement modifiant le Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État*, ci-après.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES PAIEMENTS VERSÉS PAR LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

MODIFICATION

1. Le paragraphe 3(3) du *Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État*¹ est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

La présente réglementation modifie le paragraphe 3(3) du *Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État* (le règlement).

Le Comité mixte permanent sur l'examen de la réglementation a soumis des corrections à apporter à la *Loi sur les subventions aux municipalités*, plus précisément au *Règlement sur les subventions versées par les sociétés de la Couronne*, maintenant nommé le *Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État*, lié à la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*.

En 1997, le paragraphe 3(3) du règlement a été modifié afin de rendre légitimes les mesures prises par les sociétés d'État et les organismes fédéraux énumérés aux annexes III et IV de la *Loi sur*

^a L.C. 2000, ch. 8, art. 2

^b L.C. 2000, ch. 8, art. 10

¹ DORS/81-1030; DORS/2001-494

payments at 1992 levels. The basis for this freeze in payments is found in the Minister of Finance's Economic and Fiscal Statement of December, 1992. As there is no regulatory authority contained in the PILT Act to allow regulations to be made retroactively, the regulations that were part of the 1997 amendments could not be backdated to 1993 and for that reason were found to be "ultra vires" the *Municipal Grants Act*.

This regulatory amendment will repeal subsection 3(3) in its entirety.

Alternatives

The department considered two possible courses of action to resolve the situation: amend the *Municipal Grants Act* to legitimize the reductions or repeal the ultra vires regulation and advise the subject Crown Corporations to pay the shortfall to the impacted taxing authorities.

Considering the improved relationship at the time between the taxing authorities and the Federal Crown, the success of the 1998 Minister's cross country consultation, and the recommendations of the Joint Technical Committee, the department decided that the only viable alternative was to repeal the offending regulation.

Benefits and Costs

There are no direct costs attributable to departmental property as a result of this amendment, however each Crown corporation or agency administers its own Payments in Lieu of Taxes program and is responsible for any associated cost including their outstanding obligations as a consequence of the ultra vires regulation.

Preliminary investigations by Public Works and Government Services Canada (PWGSC) indicate that the total amount of outstanding payments could be in the range \$8,000,000 to \$10,000,000, with the greatest exposure being experienced by Canada Post Corporation (approximately \$3.1 M) and the Montreal Port Authority (approximately \$2.5 M). It is worthwhile to note that nearly \$5 M of the impact of the freeze fell on the City of Montreal due mainly to a change in the real property tax regime that was effective for the 1993 taxation year.

Consultation

The proposed amendments were pre-published in the *Canada Gazette*, Part I, followed by a 30-day public input period. This public input period has passed and no representations were received from interested parties.

Consultations have taken place with the Treasury Board Secretariat, the Department of Justice and the Department of Finance who support this regulatory amendment. Crown Corporations were informed by PWGSC of the effects on this regulatory amendment in May 2001.

Compliance and Enforcement

This regulatory amendment will serve to repeal the subsection which was found to be "ultra vires" the PILT Act.

les paiements versés en remplacement d'impôts. Ces mesures visaient à geler les paiements de 1993 au niveau de 1992. Ce gel a été décrété à la suite de l'Exposé économique et financier de décembre 1992 du ministre des Finances. Étant donné que la loi susmentionnée ne comprend aucun pouvoir qui permettrait d'établir des règlements rétroactivement, la modification de 1997 ne pouvait être appliquée à partir de 1993. Pour cette raison, elle a été jugée « ultra vires » par rapport à la *Loi sur les subventions aux municipalités*.

La présente modification annulera le paragraphe 3(3) du règlement dans son intégralité.

Solutions envisagées

Le ministère a considéré les deux options suivantes pour résoudre la situation : modifier la *Loi sur les subventions aux municipalités* afin de rendre légitime la réduction des paiements, ou abroger la réglementation jugée « ultra vires » et demander aux sociétés d'État et organismes concernés de verser le manque à gagner aux autorités taxatrices touchées par cette mesure.

Compte tenu de l'amélioration des relations entre les autorités taxatrices et les sociétés d'État, du succès des consultations menées par le ministre à l'échelle nationale en 1998 et des recommandations du Comité technique mixte chargé des paiements tenant lieu d'impôt, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a décidé que la seule solution viable était d'abroger la réglementation jugée « ultra vires ».

Avantages et coûts

La présente modification n'entraîne pas de coûts directs imputables aux biens ministériels. Toutefois, chaque société d'État ou organisme fédéral administre son propre programme de paiements en remplacement d'impôts et doit assumer tous les coûts connexes, y compris leurs obligations non payées par suite de la réglementation jugée « ultra vires ».

Les résultats d'enquêtes préliminaires réalisées par TPSGC indiquent que le montant total des paiements non réglés pourrait se chiffrer entre huit et dix millions de dollars (M\$). Les deux organisations fédérales les plus touchées par la décision du ministère sont la Société canadienne des postes (environ 3,1 M\$) et l'Administration portuaire de Montréal (environ 2,5 M\$). Il importe de préciser que la Ville de Montréal a fait face à un manque à gagner de près de 5 M\$ à la suite de l'imposition du gel des paiements, principalement à cause d'un changement apporté au régime d'impôts fonciers pour l'année d'imposition 1993.

Consultations

La modification proposée a été publiée au préalable dans la *Gazette du Canada* Partie I, suivi d'une période de 30 jours permettant au public d'émettre ses commentaires. Cette période de consultation est maintenant expirée et aucune observation n'a été reçue des parties intéressées.

Des consultations ont eu lieu avec le Secrétariat du Conseil du Trésor, le ministère de la Justice et le ministère des Finances, qui appuient la modification proposée. En plus des consultations susmentionnées, le ministre de TPSGC a écrit en mai 2001 à ses collègues du Cabinet responsables de sociétés d'État pour les informer des conséquences de cette modification.

Respect et exécution

Cette modification à la réglementation servira à abroger le paragraphe jugé « ultra vires » dans la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*.

Crown corporations and agencies were notified of the regulatory amendment. It was recommended that they review payments made in 1993 where the provisions of the freeze were applied, and take immediate steps to compensate the taxing authorities for any shortfall they may have experienced as a result of the implementation of the freeze. It was also requested that each Crown corporation and agency conduct this review as expeditiously as possible and ensure that they addressed their unsettled obligations in a fair and equitable manner.

Contact

Mr. Colin Boutin
National Manager
Policy and Strategic Initiatives
Payments in Lieu of Taxes Directorate
Public Works and Government Services Canada
191 Promenade du Portage
Gatineau, Quebec
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-7435
FAX: (819) 956-7590
E-mail: colin.boutin@pwgsc.gc.ca

Les sociétés d'État et organismes concernés ont été informés de la modification à la réglementation. Il a été recommandé qu'ils révisent les paiements versés en 1993, soit l'année où les dispositions législatives du gel ont été appliquées, et qu'ils prennent les dispositions immédiates afin de compenser les autorités taxatrices pour tout manque à gagner qu'elles ont pu connaître suite à la mise en œuvre du gel. Il a aussi été demandé que chaque société d'État et organisme procède à cette révision dans les plus brefs délais possibles et qu'ils s'assurent de rencontrer leurs obligations de manière juste et équitable.

Personne-ressource

M. Colin Boutin
Gestionnaire national
Politiques et initiatives stratégiques
Direction des paiements en remplacement d'impôts
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
191, promenade du Portage
Gatineau (Québec)
K1A 0S5
Téléphone : (819) 956-7435
TÉLÉCOPIEUR : (819) 956-7590
Courriel: colin.boutin@pwgsc.gc.ca

Registration
SOR/2006-325 November 30, 2006

PAYMENTS IN LIEU OF TAXES ACT

Regulations Amending the Crown Corporation Payments Regulations (Miscellaneous Program)

P.C. 2006-1451 November 30, 2006

Whereas, pursuant to subsection 9(2) of the *Payments in Lieu of Taxes Act*^a, a copy of the proposed *Regulations Amending the Crown Corporation Payments Regulations (Miscellaneous Program)*, in the form set out in the annexed Regulations, was published in the *Canada Gazette*, Part I, on June 17, 2006, and a reasonable opportunity was thereby afforded to interested persons to make representations to the Minister of Public Works and Government Services with respect to the proposed Regulations;

Therefore, Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Public Works and Government Services, pursuant to paragraph 9(1)(f)^b of the *Payments in Lieu of Taxes Act*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Crown Corporation Payments Regulations (Miscellaneous Program)*.

REGULATIONS AMENDING THE CROWN CORPORATION PAYMENTS REGULATIONS (MISCELLANEOUS PROGRAM)

AMENDMENT

1. Paragraph 9(c) of the French version of the *Crown Corporation Payments Regulations*¹ is replaced by the following:

c) au titre d'un service — non visé par une entente spéciale — que, selon la société, l'autorité taxatrice ou l'organisme pour le compte duquel elle perçoit un impôt foncier ne veulent ou ne peuvent pas fournir à une propriété de la société, une somme qui, selon la société, ne dépasse pas les frais raisonnables qu'elle a engagés ou estime devoir engager pour fournir le service;

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

This Regulation amends paragraph (c) of section 9 of the *Crown Corporation Payments Regulations*.

^a S.C. 2000, c. 8, s. 2

^b S.C. 2000, c. 8, s. 10(3)

¹ SOR/81-1030; SOR/2001-494

Enregistrement
DORS/2006-325 Le 30 novembre 2006

LOI SUR LES PAIEMENTS VERSÉS EN REMPLACEMENT D'IMPÔTS

Règlement correctif visant le Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État

C.P. 2006-1451 Le 30 novembre 2006

Attendu que, conformément au paragraphe 9(2) de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*^a, le projet de règlement intitulé *Règlement correctif visant le Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État*, conforme au texte ci-après, a été publié dans la *Gazette du Canada* Partie I, le 17 juin 2006, et que les intéressés ont ainsi eu la possibilité de présenter leurs observations à cet égard au ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux,

À ces causes, sur recommandation du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et en vertu de l'alinéa 9(1)(f)^b de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*^a, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement correctif visant le Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État*, ci-après.

RÈGLEMENT CORRECTIF VISANT LE RÈGLEMENT SUR LES PAIEMENTS VERSÉS PAR LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

MODIFICATION

1. L'alinéa 9c) de la version française du *Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État*¹ est remplacé par ce qui suit :

c) au titre d'un service — non visé par une entente spéciale — que, selon la société, l'autorité taxatrice ou l'organisme pour le compte duquel elle perçoit un impôt foncier ne veulent ou ne peuvent pas fournir à une propriété de la société, une somme qui, selon la société, ne dépasse pas les frais raisonnables qu'elle a engagés ou estime devoir engager pour fournir le service;

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

La présente réglementation modifie l'alinéa c) de l'article 9 du *Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État*.

^a L.C. 2000, ch. 8, art. 2

^b L.C. 2000, ch. 8, par. 10(3)

¹ DORS/81-1030; DORS/2001-494

The Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations advised in May 2004 of a matter needing correction with respect to the *Crown Corporation Payments Regulations* associated with the *Payments in Lieu of Taxes Act*.

In 2001, this section was amended following the enactment of the *Payments in Lieu of Taxes Act*, formerly called the *Municipal Grants Act*. The Committee has found that the English and French versions of the above mentioned paragraph are discrepant and have requested that both versions be brought into conformity.

This regulatory amendment will correct the French version of paragraph (c) of section 9 so that it is identical in translated wording and meaning to the English version.

Alternatives

A regulatory amendment designed to correct the discrepancy between the English and French versions of the regulation is considered to be the only solution in light of the Committee's request. There are no other alternatives.

Benefits and Costs

This amendment will serve to bring the English and French versions into conformity. There are no costs associated with this regulatory amendment.

Consultation

The proposed amendments were pre-published in the *Canada Gazette*, Part I, followed by a 30-day public input period. This public input period has passed and no representations were received from interested parties.

Consultations have taken place with the Treasury Board Secretariat and the Department of Justice, who support this regulatory amendment.

Compliance and Enforcement

Crown corporations administer their own Payments in Lieu of Taxes programs, and applications for payments in lieu of taxes related to the amendments are audited by the Crown corporations, to ensure compliance with the provisions of the *Crown Corporation Payments Regulations*.

Contact

Mr. Colin Boutin
National Manager
Policy and Strategic Initiatives
Payments in Lieu of Taxes Directorate
Public Works and Government Services Canada
191 Promenade du Portage
Gatineau, Quebec
K1A 0S5
Telephone: (819) 956-7435
FAX: (819) 956-7590
E-mail: colin.boutin@pwgsc.gc.ca

Le Comité mixte permanent sur l'examen de la réglementation a soumis en mai 2004 des corrections à apporter au *Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État*, lié à la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*.

En 2001, cette section fut modifiée suivant la mise en vigueur de la *Loi sur les paiements versés en remplacement d'impôts*. Cette loi était appelée au préalable la *Loi sur les subventions aux municipalités*. Le comité a trouvé que les versions anglaise et française de l'alinéa ci-haut mentionné sont divergentes et a demandé à ce que les deux versions soient conformes.

La présente modification corrigera la version française de l'alinéa c) de l'article 9 pour qu'il soit traduit de façon identique, dans la formulation des termes et du sens, à la version anglaise.

Solutions envisagées

La seule solution à la suite de la demande du comité, est une modification à la réglementation qui corrigera la divergence entre la version anglaise et française. Il n'y a aucune autre solution.

Avantages et coûts

Cette modification amènera les versions anglaise et française en conformité. La présente modification n'entraîne pas de coûts attribuables à cette modification à la réglementation.

Consultations

La modification proposée a été publiée au préalable dans la *Gazette du Canada* Partie I, suivi d'une période de 30 jours permettant au public d'émettre ses commentaires. Cette période de consultation est maintenant expirée et aucune observation n'a été reçue des parties intéressées.

Des consultations ont eu lieu avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère de la Justice qui appuient la modification proposée.

Respect et exécution

Les sociétés d'État administrent leur programme respectif et les paiements versés en remplacements d'impôts qui sont reliées aux modifications à la réglementation sont vérifiés, par les sociétés d'État, afin d'assurer le respect de l'application du *Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État*.

Personne-ressource

M. Colin Boutin
Gestionnaire national
Politiques et initiatives stratégiques
Direction des paiements en remplacement d'impôts
Travaux publics et Service gouvernementaux Canada
191, Promenade du Portage
Gatineau (Québec)
K1A 0S5
Téléphone : (819) 956-7435
TÉLÉCOPIEUR : (819) 956-7590
Courriel : colin.boutin@pwgsc.gc.ca

Registration
SOR/2006-326 November 30, 2006

PILOTAGE ACT

Regulations Amending the Atlantic Pilotage Tariff Regulations, 1996

P.C. 2006-1461 November 30, 2006

Whereas the Atlantic Pilotage Authority, pursuant to subsection 34(1)^a of the *Pilotage Act*, published in the *Canada Gazette*, Part I, on October 7, 2006, a copy of the proposed *Regulations Amending the Atlantic Pilotage Tariff Regulations, 1996*, substantially in the form set out in the annexed Regulations;

Therefore, Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Transport, Infrastructure and Communities, pursuant to subsection 33(1) of the *Pilotage Act*, hereby approves the annexed *Regulations Amending the Atlantic Pilotage Tariff Regulations, 1996*, made by the Atlantic Pilotage Authority on October 18, 2006.

REGULATIONS AMENDING THE ATLANTIC PILOTAGE TARIFF REGULATIONS, 1996

AMENDMENTS

1. The portion of item 3 of Schedule 2 to the *Atlantic Pilotage Tariff Regulations, 1996*¹ in columns 3 and 4 is replaced by the following:

	Column 3	Column 4
Item	Unit Charge (\$)	Basic Charge (\$)
3.	6.81	518.00

2. The portion of item 4 of Schedule 2 to the Regulations in columns 2 to 4 is replaced by the following:

	Column 2	Column 3	Column 4
Item	Minimum Charge (\$)	Unit Charge (\$)	Basic Charge (\$)
4.	813.00	4.38	446.00

3. The portion of item 6 of Schedule 2 to the Regulations in columns 3 and 4 is replaced by the following:

	Column 3	Column 4
Item	Unit Charge (\$)	Basic Charge (\$)
6.	4.45	619.00

Enregistrement
DORS/2006-326 Le 30 novembre 2006

LOI SUR LE PILOTAGE

Règlement modifiant le Règlement sur le tarif de l'administration de pilotage de l'Atlantique, 1996

C.P. 2006-1461 Le 30 novembre 2006

Attendu que, conformément au paragraphe 34(1)^a de la *Loi sur le pilotage*, l'Administration de pilotage de l'Atlantique a fait publier dans la *Gazette du Canada* Partie I, le 7 octobre 2006, le projet de règlement intitulé *Règlement modifiant le Règlement sur le tarif de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, 1996*, conforme en substance au texte ci-après,

À ces causes, sur recommandation du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et en vertu du paragraphe 33(1) de la *Loi sur le pilotage*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil approuve le *Règlement modifiant le Règlement sur le tarif de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, 1996*, ci-après, pris le 18 octobre 2006 par l'Administration de pilotage de l'Atlantique.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE TARIF DE L'ADMINISTRATION DE PILOTAGE DE L'ATLANTIQUE, 1996

MODIFICATIONS

1. Le passage de l'article 3 de l'annexe 2 du *Règlement sur le tarif de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, 1996*¹ figurant dans les colonnes 3 et 4 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 3	Colonne 4
Article	Droit unitaire (\$)	Droit forfaitaire (\$)
3.	6,81	518,00

2. Le passage de l'article 4 de l'annexe 2 du même règlement figurant dans les colonnes 2 à 4 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4
Article	Droit minimum (\$)	Droit unitaire (\$)	Droit forfaitaire (\$)
4.	813,00	4,38	446,00

3. Le passage de l'article 6 de l'annexe 2 du même règlement figurant dans les colonnes 3 et 4 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 3	Colonne 4
Article	Droit unitaire (\$)	Droit forfaitaire (\$)
6.	4,45	619,00

^a S.C. 1998, c. 10, s. 150
¹ SOR/95-586

^a L.C. 1998, ch. 10, art. 150
¹ DORS/95-586

4. The portion of item 8 of Schedule 2 to the Regulations in columns 2 to 4 is replaced by the following:

	Column 2	Column 3	Column 4
Item	Minimum Charge (\$)	Unit Charge (\$)	Basic Charge (\$)
8.	813.00	4.38	446.00

5. The portion of items 11 and 12 of Schedule 2 to the Regulations in columns 3 and 4 is replaced by the following:

	Column 3	Column 4
Item	Unit Charge (\$)	Basic Charge (\$)
11.	2.55	431.00
12.	2.55	431.00

6. The portion of items 13 and 14 of Schedule 2 to the Regulations in columns 2 to 4 is replaced by the following:

	Column 2	Column 3	Column 4
Item	Minimum Charge (\$)	Unit Charge (\$)	Basic Charge (\$)
13.	743.00	2.46	600.00
14.	671.00	1.90	446.00

7. The portion of item 1 of Schedule 3 to the Regulations in columns 4 and 5 is replaced by the following:

	Column 4	Column 5
Item	Unit Charge (\$)	Basic Charge (\$)
1.	5.10	861.00

8. The portion of item 3 of Schedule 4 to the Regulations in column 2 is replaced by the following:

	Column 2
Item	Flat Charge (\$)
3.	642.00

9. The portion of item 4 of Schedule 4 to the Regulations in columns 3 to 7 is replaced by the following:

	Column 3	Column 4	Column 5	Column 6	Column 7
Item	Minimum Charge (\$)	Unit Charge, No Pilot Boat Used (\$)	Basic Charge, No Pilot Boat Used (\$)	Unit Charge, Pilot Boat Used (\$)	Basic Charge, Pilot Boat Used (\$)
4.	731.00	3.50	356.00	3.94	401.00

10. The portion of item 6 of Schedule 4 to the Regulations in columns 3 to 7 is replaced by the following:

4. Le passage de l'article 8 de l'annexe 2 du même règlement figurant dans les colonnes 2 à 4 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4
Article	Droit minimum (\$)	Droit unitaire (\$)	Droit forfaitaire (\$)
8.	813,00	4,38	446,00

5. Le passage des articles 11 et 12 de l'annexe 2 du même règlement figurant dans les colonnes 3 et 4 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 3	Colonne 4
Article	Droit unitaire (\$)	Droit forfaitaire (\$)
11.	2,55	431,00
12.	2,55	431,00

6. Le passage des articles 13 et 14 de l'annexe 2 du même règlement figurant dans les colonnes 2 à 4 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4
Article	Droit minimum (\$)	Droit unitaire (\$)	Droit forfaitaire (\$)
13.	743,00	2,46	600,00
14.	671,00	1,90	446,00

7. Le passage de l'article 1 de l'annexe 3 du même règlement figurant dans les colonnes 4 et 5 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 4	Colonne 5
Article	Droit unitaire (\$)	Droit forfaitaire (\$)
1.	5,10	861,00

8. Le passage de l'article 3 de l'annexe 4 du même règlement figurant dans la colonne 2 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 2
Article	Droit fixe (\$)
3.	642,00

9. Le passage de l'article 4 de l'annexe 4 du même règlement figurant dans les colonnes 3 à 7 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 3	Colonne 4	Colonne 5	Colonne 6	Colonne 7
Article	Droit minimum (\$)	Droit unitaire (\$ sans bateau-pilote)	Droit forfaitaire (\$ sans bateau-pilote)	Droit unitaire (\$ avec bateau-pilote)	Droit forfaitaire (\$ avec bateau-pilote)
4.	731,00	3,50	356,00	3,94	401,00

10. Le passage de l'article 6 de l'annexe 4 du même règlement figurant dans les colonnes 3 à 7 est remplacé par ce qui suit :

	Column 3	Column 4	Column 5	Column 6	Column 7
Item	Minimum Charge (\$)	Unit Charge, No Pilot Boat Used (\$)	Basic Charge, No Pilot Boat Used (\$)	Unit Charge, Pilot Boat Used (\$)	Basic Charge, Pilot Boat Used (\$)
6. (a)	619.00	2.23	309.00	n/a	n/a
(b)	619.00	3.57	495.00	4.00	557.00

11. The portion of item 8 of Schedule 4 to the Regulations in columns 3 to 7 is replaced by the following:

	Column 3	Column 4	Column 5	Column 6	Column 7
Item	Minimum Charge (\$)	Unit Charge, No Pilot Boat Used (\$)	Basic Charge, No Pilot Boat Used (\$)	Unit Charge, Pilot Boat Used (\$)	Basic Charge, Pilot Boat Used (\$)
8.	731.00	3.50	356.00	3.94	401.00

12. The portion of items 11 to 14 of Schedule 4 to the Regulations in columns 3 to 7 is replaced by the following:

	Column 3	Column 4	Column 5	Column 6	Column 7
Item	Minimum Charge (\$)	Unit Charge, No Pilot Boat Used (\$)	Basic Charge, No Pilot Boat Used (\$)	Unit Charge, Pilot Boat Used (\$)	Basic Charge, Pilot Boat Used (\$)
11.	464.00	1.91	323.00	2.17	366.00
12.	464.00	1.91	323.00	2.17	366.00
13.	669.00	0.74	180.00	0.99	240.00
14.	604.00	1.52	357.00	1.71	401.00

13. The portion of items 1 and 2 of Schedule 5 to the Regulations in columns 4 to 6 is replaced by the following:

	Column 4	Column 5	Column 6
Item	Minimum Charge (\$)	Unit Charge (\$)	Basic Charge (\$)
1.	694.00	2.71	391.00
2.	694.00	0.82	117.00

14. The portion of item 3 of Schedule 5 to the Regulations in column 2 is replaced by the following:

	Column 2
Item	Flat Charge (\$)
3.	790.00

15. The portion of items 4 to 7 of Schedule 5 to the Regulations in columns 4 to 6 is replaced by the following:

	Column 4	Column 5	Column 6
Item	Minimum Charge (\$)	Unit Charge (\$)	Basic Charge (\$)
4.	625.00	2.04	294.00
5.	625.00	2.17	313.00
6.	625.00	1.63	235.00
7.	625.00	1.08	157.00

	Colonne 3	Colonne 4	Colonne 5	Colonne 6	Colonne 7
Article	Droit minimum (\$)	Droit unitaire (\$ sans bateau-pilote)	Droit forfaitaire (\$ sans bateau-pilote)	Droit unitaire (\$ avec bateau-pilote)	Droit forfaitaire (\$ avec bateau-pilote)
6. a)	619,00	2,23	309,00	S/O	S/O
b)	619,00	3,57	495,00	4,00	557,00

11. Le passage de l'article 8 de l'annexe 4 du même règlement figurant dans les colonnes 3 à 7 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 3	Colonne 4	Colonne 5	Colonne 6	Colonne 7
Article	Droit minimum (\$)	Droit unitaire (\$ sans bateau-pilote)	Droit forfaitaire (\$ sans bateau-pilote)	Droit unitaire (\$ avec bateau-pilote)	Droit forfaitaire (\$ avec bateau-pilote)
8.	731,00	3,50	356,00	3,94	401,00

12. Le passage des articles 11 à 14 de l'annexe 4 du même règlement figurant dans les colonnes 3 à 7 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 3	Colonne 4	Colonne 5	Colonne 6	Colonne 7
Article	Droit minimum (\$)	Droit unitaire (\$ sans bateau-pilote)	Droit forfaitaire (\$ sans bateau-pilote)	Droit unitaire (\$ avec bateau-pilote)	Droit forfaitaire (\$ avec bateau-pilote)
11.	464,00	1,91	323,00	2,17	366,00
12.	464,00	1,91	323,00	2,17	366,00
13.	669,00	0,74	180,00	0,99	240,00
14.	604,00	1,52	357,00	1,71	401,00

13. Le passage des articles 1 et 2 de l'annexe 5 du même règlement figurant dans les colonnes 4 à 6 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 4	Colonne 5	Colonne 6
Article	Droit minimum (\$)	Droit unitaire (\$)	Droit forfaitaire (\$)
1.	694,00	2,71	391,00
2.	694,00	0,82	117,00

14. Le passage de l'article 3 de l'annexe 5 du même règlement figurant dans la colonne 2 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 2
Article	Droit fixe (\$)
3.	790,00

15. Le passage des articles 4 à 7 de l'annexe 5 du même règlement figurant dans les colonnes 4 à 6 est remplacé par ce qui suit :

	Colonne 4	Colonne 5	Colonne 6
Article	Droit minimum (\$)	Droit unitaire (\$)	Droit forfaitaire (\$)
4.	625,00	2,04	294,00
5.	625,00	2,17	313,00
6.	625,00	1,63	235,00
7.	625,00	1,08	157,00

COMING INTO FORCE**16. These Regulations come into force on January 1, 2007.****REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT***(This statement is not part of the Regulations.)***Description**

The Atlantic Pilotage Authority (the Authority) is responsible for administering, in the interests of safety, an efficient pilotage service within the Canadian waters in and around the Atlantic Provinces. The Authority prescribes tariffs of pilotage charges that are fair and reasonable and consistent with providing revenues sufficient to permit the Authority to operate on a self-sustaining financial basis. In accordance with recommendations from the Canadian Transportation Agency and its customers, the Authority strives to be self-sufficient on a port-by-port basis, as well as for the Authority as a whole. The Authority is consequently amending tariff charges for 2007 in eight compulsory pilotage areas: Saint John, NB, Halifax, NS, Strait of Canso, NS, Bras d'Or, NS, St. John's, NF, Holyrood, NF, Placentia Bay, NF, and Bay of Exploits, NF. All other tariff charges in the remaining compulsory and non-compulsory pilotage areas will remain unchanged at this time.

The Authority has been affected by significant declines in activity and revenue in some major ports, particularly in Placentia Bay, St. John's, Halifax, and Saint John. At the same time, the cost of providing a pilotage service per assignment has increased, particularly the cost of maintaining pilot boat services. As a result, the Authority is projecting a loss for the 2006 fiscal year, and without tariff increases, a further loss in 2007. The increases in tariff charges are intended to allow the Authority to remain financially self-sufficient. The tariff increases will also offset inflationary pressures, will provide funding for an increase in pilot resources in some ports, will allow for improvement of pilot boat services in some ports, and will alleviate cross-subsidization amongst ports. The Authority continues to consult widely with its customers in various ports, and address concerns expressed.

The amendments constitute an increase in charges for eight compulsory pilotage areas effective January 1, 2007. The tariff increases are applied to those areas that are operating at a loss or have a small profit margin.

Alternatives

Two alternatives were considered in determining tariff charges required by the Authority.

The Authority could have maintained tariffs at the status quo. This alternative would have resulted in the Authority remaining in a loss position, and would not have been conducive to the goal of self-sufficiency. The ports that remained profitable would have been cross subsidizing other ports. The Authority rejected this alternative because an increase in tariff charges is necessary to reflect the actual costs for pilotage services being performed, to ensure that the Authority maintains its financial self-sufficiency, and to avoid cross-subsidization among ports.

ENTRÉE EN VIGUEUR**16. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.****RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION***(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)***Description**

L'Administration de pilotage de l'Atlantique (l'Administration) doit veiller à administrer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans les eaux canadiennes et limitrophes des provinces de l'Atlantique. L'Administration fixe des tarifs de droits de pilotage équitables et raisonnables qui lui permettent d'obtenir des revenus suffisants pour assurer le financement autonome de ses activités. Conformément aux recommandations de l'Office des transports du Canada (OTC) et de ses clients, l'Administration s'efforce de maintenir son autonomie et celle des ports qui en relèvent. L'Administration apporte, à cette fin, des modifications aux tarifs des droits de pilotage pour 2007 dans huit zones de pilotage obligatoire : Saint John (N.-B.), Halifax (N.-É.), détroit de Canso (N.-É.), Bras d'Or (N.-É.), St. John's (T.-N.), Holyrood (T.-N.) et baie des Exploits (T.-N.). Pour l'instant, les tarifs actuels des autres zones de pilotage obligatoire et zones de pilotage non obligatoire ne changeront pas.

De fortes baisses d'activités et de revenu survenues dans quelques grands ports, en particulier dans la baie Placentia, à St. John's, Halifax et Saint John, ont eu une incidence sur la situation de l'Administration. Pendant ce temps, le coût de la prestation du service de pilotage a augmenté, en particulier le coût du maintien des services des bateaux pilotes. Il s'ensuit que l'Administration prévoit un déficit à la fin de l'exercice financier de 2006 et que, sans hausse tarifaire, cette situation se répétera en 2007. Les hausses tarifaires permettent à l'Administration de maintenir l'autonomie financière. Les hausses visent également à compenser les pressions inflationnistes, à engendrer des fonds en vue d'accroître son effectif de pilotes dans certains ports, à permettre l'amélioration des services de bateau pilote dans certains ports et à éviter l'interfinancement entre les ports. L'Administration continue de consulter largement les clients dans divers ports et à s'occuper de leurs préoccupations.

Les présentes modifications annoncent l'entrée en vigueur d'une augmentation des droits dans huit zones de pilotage obligatoire dès le 1^{er} janvier 2007. Les hausses tarifaires s'appliquent aux zones dans lesquelles l'Administration connaît des pertes sinon un profit marginal.

Solutions envisagées

Deux solutions de rechange ont été envisagées pour établir le tarif des droits requis par l'Administration.

L'Administration aurait pu maintenir le statu quo en s'abstenant de changer les tarifs de droits. Toutefois, cette solution aurait maintenu l'Administration dans une situation déficitaire contraire à l'objectif de l'autonomie financière. Les ports rentables seraient alors contraints de soutenir les ports déficitaires. Elle a rejeté cette solution parce qu'il est nécessaire d'augmenter les tarifs de droits dans ces zones pour tenir compte des coûts réels de la prestation des services de pilotage, pour s'assurer que l'Administration conserve son autonomie financière et pour éviter l'interfinancement entre les ports.

The Authority could have reduced costs by decreasing the number of pilots employed in those areas affected by the tariff increase, or by attempting to reduce the cost of maintaining or contracting pilot boats. The Authority has endeavoured to keep costs to the minimum, consistent with maintaining a safe and effective service. Further reductions in costs could be achieved by reducing the number of pilots available in those areas that are in an operational loss position. Any attempt to reduce the maintenance or contracting costs of pilot boats could impact on the safety and reliability of pilot boat service. Such alternatives would reduce the quality of service provided by the Authority. Therefore, these alternatives would be unacceptable to both the Authority and its clients. The Authority's clients have requested increased personnel resources to reduce delays in service and the Authority has worked diligently to meet this request. The Authority has also worked closely with its customers and employees to ensure that pilot boat service remains safe and efficient in all ports served. The current contingent of pilots in these ports is the minimum necessary to provide the service considering the physical size of the territory covered, the level of traffic in the ports, and the necessity to have coverage for illnesses and vacations.

Benefits and Costs

The tariff rate increases are intended to alleviate cross-subsidization among ports and to provide funding for an increased pilot work force in some ports. Customers in all areas will find comfort in the reduction and eventual elimination of cross-subsidization. The increase in tariffs in some areas is intended to fund beneficial developments within the ports, such as increased pilot strength or improved pilot boat service. Each port is addressed individually below.

Placentia Bay

The Authority is increasing manpower in the region that includes Placentia Bay, St. John's, and Holyrood. This increase in manpower was requested by the customers in Placentia Bay, who have clearly indicated that any delay in providing pilotage service is not acceptable. The pilot boat service in Placentia Bay is also being upgraded with the construction of two new pilot boats at a total cost of \$6.5 million. One of these boats has been planned for some time, is currently under construction, and will be delivered in early 2007. The second new boat is required to replace the Placentia Pilot, a modern fast craft that had an unfortunate accident in Placentia Bay during 2006 causing a total constructive loss. After consultation with its customers, it was determined that the appropriate course of action to replace the Placentia Pilot would be to build a sister ship to the boat currently under construction. This vessel will be available for service in the latter part of 2007. The amendments are intended to provide the required revenue to support these improvements in service. There have been two tariff decreases in Placentia Bay since 1996, and a reduction on the rate for movages between the Whiffen Head and Come-by-Chance terminals. The current tariff amendments will result in rates that remain below the rates charged prior to the rate reductions. For example, the basic charge for Placentia Bay was \$663 in 1997, reduced to \$648 in 1998, then reduced to \$538 in 2000. The increase for 2007 will see this rate become \$619. The increase requested in Placentia Bay is 15%.

L'Administration aurait pu réduire les coûts en diminuant le nombre de pilotes qu'elle emploie dans les zones visées par la hausse tarifaire, ou en tentant de réduire le coût de l'entretien des bateaux pilotes ou le coût de l'utilisation contractuelle des bateaux pilotes. Elle s'est efforcée de garder les coûts au minimum tout en maintenant un service sécuritaire et efficace. Une façon de réduire davantage les coûts serait de réduire le nombre de pilotes dans les zones déficitaires. Toute tentative de réduire le coût de l'entretien des bateaux pilotes ou le coût de l'utilisation contractuelle des bateaux pilotes pourrait avoir des répercussions sur la sécurité et la fiabilité des services des bateaux pilotes. Les solutions de ce genre réduiraient la qualité du service offert par l'Administration, ce qui est inacceptable pour celle-ci et ses clients. Les clients de l'Administration ont demandé que le personnel soit augmenté afin de réduire les retards à la prestation des services, et l'Administration a répondu à cette demande avec diligence. L'Administration a également procédé en étroite collaboration avec ses clients et employés pour maintenir la sécurité et l'efficacité des bateaux pilotes dans tous les ports desservis. Le contingent actuel de pilotes à ces ports est le minimum nécessaire pour assurer le service, compte tenu de la grandeur du territoire desservi, du niveau de trafic dans les ports et de la nécessité de prévoir des remplaçants en cas de maladie ou de congé.

Avantages et coûts

Les hausses tarifaires visent à éliminer l'interfinancement entre les ports et à assurer le financement d'un effectif de pilote accru dans certains ports. Les clients dans toutes les zones trouveront consolation dans la réduction et l'élimination éventuelle de l'interfinancement. La hausse tarifaire prévue pour certaines zones permettra de financer des améliorations bénéfiques dans les ports, par exemple, l'accroissement de l'effectif des pilotes ou l'amélioration du service des bateaux pilotes. La situation de chaque port est décrite distinctement ci-dessous.

Baie Placentia

L'Administration augmente l'effectif dans la région qui inclut la baie Placentia, St. John's et Holyrood. Dans la baie Placentia, les clients ont demandé cet accroissement de l'effectif en soulignant que tout retard dans la prestation du service de pilotage est inacceptable. De plus, le service des bateaux pilotes de la région de la baie Placentia est amélioré par la construction de deux nouveaux bateaux pilotes à un coût total de 6,5 millions \$. Un de ces bateaux fait partie des plans depuis longtemps. Il est en cours de construction et sera livré vers le début de 2007. Le second bateau remplacera l'embarcation rapide moderne Placentia Pilot, déclarée perte totale à la suite d'un accident survenu dans la baie Placentia en 2006. L'Administration a déterminé, après des consultations auprès des clients, que la meilleure façon de remplacer le Placentia Pilot serait de construire un bateau identique à l'autre bateau en cours de construction. Le second bateau pourra entrer en service durant la seconde moitié de 2007. Les modifications au règlement visent à procurer les revenus nécessaires pour financer ces améliorations au service. Deux baisses de tarif ont eu lieu dans la baie Placentia depuis 1996, de même qu'une baisse des taux applicables aux déplacements des navires entre les terminaux de Whiffen Head et Come-by-Chance. Les modifications tarifaires maintiendront les taux à un niveau inférieur à ce qu'ils étaient avant les réductions. Par exemple, le droit de base imposé dans la baie Placentia a diminué pour passer de 663 \$ en 1997 à 648 \$ en 1998 puis à 538 \$ en 2000. Il est augmenté à 619 \$ en 2007. Une hausse tarifaire de 15 % est demandée pour la baie Placentia.

St. John's

The amendment to the *Atlantic Pilotage Authority Regulations* published in the *Canada Gazette*, Part II, on May 17, 2006, has had a major impact on the pilotage assignments in the port of St. John's. This amendment meant that offshore supply vessels of 5,000 gross tons or less operating out of the port no longer required a pilot. At that point in the year, supply ships under 5,000 gross tons constituted 71% of the Authority assignments in the port, and 69% of its revenue. The Authority discussed this situation with its customers in the port, and they advised that they wanted the same number of pilots available for the remaining traffic. As a result of the reduction in assignments, the price of the contracted pilot boat on a per assignment basis also increased significantly. It is projected that, even with the increase, St. John's will remain in a loss position. The increase requested in St. John's is 25%.

Holyrood

The pilotage activity in Holyrood has declined to the point that revenues and assignments are less than half of their totals a few years ago. The total pilotage revenue for 2006 in Holyrood will be approximately \$50,000, which is much less than the cost of providing pilots and pilot boats to the port. Despite the low volume of business in Holyrood, the tariff basic charge is the second lowest of any compulsory port, and the unit charge is the sixth lowest. A substantial increase in tariffs is required in this port to continue to move toward a break-even position. The increase requested in Holyrood is 25%.

Bay of Exploits

The Bay of Exploits continues to see a decline in traffic, with 2006 having approximately 22% fewer assignments than occurred in 2005. The number of pilotage assignments in the Bay of Exploits has declined from 258 in the year 2000 to less than 100 in 2006. The Authority has reduced the pilot manning for the district, which also includes Humber Arm and Stephenville, to three pilots, all cross-licensed to serve each port. Due to the large geographic area covered by the pilots, it is impossible to reduce the numbers below the current level. The increase is necessary to provide the current level of service to its customers in the Bay of Exploits. The increase requested in the Bay of Exploits is 25%.

Halifax

The vessel traffic in the port of Halifax also declined with the amendment to the *Atlantic Pilotage Authority Regulations* regarding offshore supply vessels. The tariff increases in Halifax are intended to maintain the port's financial health in spite of the decline in activity. The customers of the port have expressed their opinion in opposition of cross subsidization many times, and the increases will assist in redressing the recent situation of Halifax being subsidized by other ports. The increase requested in Halifax is 4%.

Strait of Canso

In the Strait of Canso, traffic has actually increased significantly in 2006. However, the average size of vessels has decreased, meaning that revenues have not kept pace with the

St. John's

Les modifications apportées au *Règlement de l'Administration de pilotage de l'Atlantique*, publiées dans la *Gazette du Canada* Partie II le 17 mai 2006, ont eu une incidence majeure sur les affectations de pilote dans le port de St. John's. En effet, les navires ravitailleurs extracôtiers d'une jauge brute de 5 000 tonneaux ou moins ne sont plus tenus d'être dirigés par un pilote à l'extérieur du port. À ce moment de l'année, ces navires représentent 71 % des affectations des pilotes dans le port et 69 % des recettes. L'Administration a examiné la situation avec ses clients du port et ceux-ci veulent que le même nombre de pilotes soient affectés au reste du trafic. La réduction des affectations a provoqué une hausse importante du prix de l'utilisation d'un bateau pilote par affectation. L'Administration prévoit que St. John's demeurera déficitaire malgré la hausse tarifaire. Une hausse tarifaire de 25 % est demandée pour St. John's.

Holyrood

Les activités de pilotage à Holyrood ont diminué au point que les revenus et les affectations en sont maintenant à la moitié de ce qu'ils étaient il y a quelques années. Le total des revenus de pilotage en 2006 à Holyrood sera environ 50 000 \$, ce qui est très inférieur au coût de la fourniture des services des pilotes et des bateaux pilotes au port. Même si le niveau d'activité est bas à Holyrood, le droit de base est le deuxième plus bas de tous les ports où le pilotage est obligatoire, et le droit unitaire est le sixième au bas de l'échelle comparative. Il faut appliquer une hausse importante des tarifs dans ce port pour poursuivre les efforts en vue d'atteindre le seuil de rentabilité. Une hausse tarifaire de 25 % est demandée pour le port de Holyrood.

Baie des Exploits

Le trafic dans la baie des Exploits continue de baisser et les affectations en 2006 ont diminué de 22 % par rapport à 2005. Le nombre d'affectations à cet endroit est passé de 258 en l'an 2000 à 100 en 2006. L'Administration a réduit à trois pilotes l'effectif disponible pour le district, qui inclut également Humber Arm et Stephenville, et tous ces pilotes ont les permis nécessaires pour desservir chacun des ports. Étant donné le vaste secteur d'affectation des pilotes, il est impossible de réduire l'effectif actuel. La hausse tarifaire est nécessaire pour maintenir le niveau de service assuré actuellement aux clients de l'Administration dans la baie des Exploits. Une hausse tarifaire de 25 % est demandée pour la baie des Exploits.

Halifax

Les modifications apportées au *Règlement de l'Administration de pilotage de l'Atlantique* et le nouveau traitement accordé aux navires ravitailleurs extracôtiers ont entraîné une réduction du trafic desservi dans le port de Halifax également. Les hausses tarifaires pour le port de Halifax visent à protéger la situation financière du port malgré la réduction des activités. Les clients du port se sont opposés de nombreuses fois à l'interfinancement, et les hausses tarifaires aideront à corriger la situation d'interfinancement qui a commencé à soutenir le port de Halifax récemment. Une hausse de 4 % est demandée pour le port de Halifax.

Détroit de Canso

Le trafic a augmenté considérablement dans le détroit de Canso en 2006. Toutefois, la taille moyenne des navires a diminué et il s'ensuit que les revenus n'ont pas augmenté au rythme de

increase in traffic or expenditures. To cope with the increased activity, the Authority has hired two more pilots for the area, and has had an increase in pilot boat costs. After discussing the matter with its customers, it was determined that the fairest method to increase its revenue would be to increase the basic charge so that it would approximate the cost of providing the pilot boat service, while leaving the unit charge at the current level. There is also an anomaly in Canso, in that there is a minimum charge for a move on a vessel, while there is no minimum on trip assignments. For smaller vessels, a trip would end up costing less than a move. This is counter-intuitive because a trip takes, on average, more of the pilot's time and always requires a pilot boat, while a move may not require one. To correct this anomaly, the Authority has instituted a minimum charge for trip assignments. The increase requested in the Strait of Canso is 5%.

Bras d'Or

The Bras d'Or Lake has a modest amount of traffic and has been suffering a gradual decline in activity. There will only be approximately 90 assignments in the area for 2006 and 2007. This area benefits from being part of the larger Cape Breton district. If pilots and pilot boats had to be provided exclusively for the area, the tariff rates required would be much greater than they are at present. The area has been in a loss position for several years now, and requires increases in tariffs or traffic over the next few years to eliminate the deficit. The increase requested is 10%.

Saint John

Traffic levels in Saint John have decreased 15% in 2006 from 2005. In 2005, the Authority added manpower and upgraded the pilot boat service in the port. The Authority is projecting a loss in the port in 2006. The amendments are intended to provide the required revenue to support these improvements in service at the reduced level of activity in the port, and to return the port to a break-even position. The increase requested is 6%.

The tariff rates will increase the cost of a pilotage assignment for an average-sized vessel in each port that has a tariff increase by the following amounts and percentages (average sized vessel based on activity in each port for the period of January 1 to July 31, 2006):

<u>Area</u>	<u>Increase in Dollars</u>	<u>Percentage Increase</u>
Saint John	\$80	6.0%
Halifax	\$53	4.0%
Bras d'Or	\$167	10.0%
St. John's	\$198	25.0%
Holyrood	\$249	25.0%
Placentia Bay	\$497	15.0%
Bay of Exploits	\$154	10.0%

In the Strait of Canso, it is proposed that the basic charge for a trip be increased from \$507 to \$600; while the unit charge remains unchanged. The minimum charge for a move would be increased from \$637 to \$669, while a minimum charge for a trip

l'accroissement du trafic et des dépenses. L'Administration a engagé deux pilotes supplémentaires pour répondre aux besoins accrus, ce qui a fait augmenter les coûts des bateaux pilotes. L'Administration a examiné la question avec ses clients et il en est ressorti que la façon la plus équitable d'augmenter les revenus consistait à relever le droit de base à peu près au niveau du coût de la prestation du service de bateau pilote, et cela en laissant le droit unitaire au niveau actuel. Notons également qu'il y a une anomalie à Canso : un droit minimal est imposé pour le déplacement d'un navire, mais non pour le déplacement d'un pilote en affectation. Il s'ensuit que, dans le cas des petits navires, le déplacement d'un pilote en affectation coûte moins que le déplacement du navire. Ce résultat contre-intuitif se produit parce que le déplacement du pilote dure plus longtemps en moyenne et nécessite toujours l'utilisation d'un bateau pilote, contrairement à l'exécution du pilotage proprement dit. Pour corriger cette anomalie, l'Administration a établi un droit minimal pour les déplacements des pilotes en affectation. Une hausse tarifaire de 5 % est demandée pour le détroit de Canso.

Bras d'Or

Au lac Bras d'Or, le trafic est modéré et diminue graduellement. Quatre-vingt-dix affectations auront lieu en 2006 et 2007. Cette zone profite de son appartenance au district du Cap Breton. Si des pilotes et des bateaux pilotes devaient être fournis uniquement pour cette zone, les tarifs devraient être beaucoup plus élevés que leur niveau actuel. La zone est déficitaire depuis plusieurs années et il faudrait que les tarifs ou le trafic augmentent au cours des prochaines années pour éliminer le déficit. Une hausse tarifaire de 10 % est demandée pour cette zone.

Saint John

Le trafic à Saint John a diminué de 15 % en 2006 en comparaison de 2005. L'année dernière, l'Administration a accru l'effectif et amélioré le service de bateau pilote dans le port. L'Administration prévoit que le service de pilotage dans le port sera déficitaire en 2006. Les modifications visent à procurer les revenus nécessaires pour soutenir les améliorations apportées au service malgré la réduction de l'activité dans le port et à ramener le pilotage au seuil de rentabilité dans ce port. Une hausse tarifaire de 6 % est demandée pour cette zone.

Les droits accroîtront le coût d'une affectation de pilotage à bord d'un bâtiment moyen, dans chaque port visé, de la façon suivante (bâtiment moyen selon l'activité de chaque port entre le 1^{er} janvier et le 31 juillet 2006) :

<u>Zone</u>	<u>Augmentation en dollars</u>	<u>Pourcentage d'augmentation</u>
Saint John	80 \$	6 %
Halifax	53 \$	4 %
Bras d'Or	167 \$	10 %
St. John's	198 \$	25 %
Holyrood	249 \$	25 %
Baie Placentia	497 \$	15 %
Baie des Exploits	154 \$	10 %

Dans le détroit de Canso, il est proposé de relever le droit de base imposé par déplacement de pilote, de 507 \$ à 600 \$, sans que le droit unitaire ne soit modifié. Le droit minimal imposé pour le déplacement d'un navire augmenterait pour passer de 637 \$

of \$743 is implemented. The overall impact of these amendments would be a 5% increase in revenue.

It is projected that the increases in tariff will result in an overall increase of 7.3% in pilotage revenues for the Authority. Without the increases, it is projected that the Authority would have a loss of \$789,000 in 2007, while with the increases there would be a modest return of \$375,000, or 2.2% of revenue.

Consultation

Consultation in various forms has taken place with the parties affected by these amendments. The parties consulted include the Shipping Federation of Canada, the Canadian Shipowners Association, the Halifax Pilotage Committee, the Saint John Pilotage Committee, the St. John's Pilotage Committee, shipping lines, port authorities, and local port agents and users. The consultation took the form of numerous meetings, as well as written, personal, and telephone communications with individuals. Alternatives to tariff increases were presented, where applicable, and participation from the attendees was encouraged. When meeting with customers, the Authority provided an analysis of the situation and solicited responses.

The response of those consulted has varied, but the majority of the customers accept that the increases are fair and reasonable.

The Authority published the proposed amendments to the *Atlantic Pilotage Tariff Regulations, 1996* in the *Canada Gazette*, Part I, on October 7, 2006, to seek comments of the public and to allow interested persons to file a notice of objection.

By implementing the new tariff, the Authority will limit its financial losses and avoid the need to borrow.

Subsection 34(2) of the *Pilotage Act* (the Act) provides that interested persons having reason to believe that any charge in a proposed tariff pilotage charge is prejudicial to the public interest may file an objection with the Canadian Transportation Agency (CTA).

Pursuant to subsection 34(4) of the Act, where a notice of objection is filed, the CTA makes such investigation of the proposed charge, including the holding of public hearings, as in its opinion is necessary or desirable in the public interest.

If, however, the CTA recommends a charge that is lower than that prescribed by the Authority, the Authority shall reimburse, to any person who has paid the prescribed charge, the difference between it and the recommended charge with interest in accordance with subsection 35(4) of the Act.

Compliance and Enforcement

Section 45 of the *Pilotage Act* provides an enforcement mechanism for these Regulations in that a Pilotage Authority can inform a customs officer at any port in Canada to withhold clearance from any ship for which pilotage charges are outstanding and unpaid. Section 48 of the *Pilotage Act* stipulates that every person who fails to comply with the Act or Regulations is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five thousand dollars.

à 669 \$ et il est proposé d'établir un nouveau droit minimal de 743 \$ pour le déplacement d'un pilote en affectation. Ces modifications représenteraient ensemble une hausse des revenus de 5 %.

Les hausses tarifaires permettront à l'Administration d'augmenter ses revenus de pilotage de 7,3 % globalement. Sans les hausses tarifaires, l'Administration connaîtrait un déficit de 789 000 \$ en 2007; avec les hausses tarifaires, elle aurait un revenu modeste de 375 000 \$, soit une augmentation de 2,2 %.

Consultations

Des consultations prenant diverses formes ont été menées auprès des parties touchées par les modifications, notamment la Fédération maritime du Canada, l'Association des armateurs canadiens, le comité de pilotage de Halifax, le comité de pilotage de Saint John, des compagnies de navigation, des administrations portuaires ainsi que des agents portuaires et utilisateurs locaux. Le processus de consultation était composé de nombreuses réunions, de communications téléphoniques ou écrites et de rencontres individuelles. Des solutions de rechange aux augmentations tarifaires ont été présentées, le cas échéant, et l'on a invité les participants à exprimer leur avis. Lors de ces réunions avec des utilisateurs, l'Administration leur a exposé l'analyse de la situation en les invitant à faire part de leur réaction.

Les réactions des personnes consultées étaient variées, mais la majorité des clients conviennent que les augmentations sont équitables et raisonnables.

Le 7 octobre 2006, l'Administration a publié les modifications proposées au *Règlement sur le tarif de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, 1996* dans la *Gazette du Canada* Partie I afin de solliciter les observations des intéressés et permettre aux personnes touchées de formuler un avis d'opposition.

L'entrée en vigueur du nouveau tarif aidera l'Administration à limiter ses pertes financières et lui évitera d'avoir à emprunter.

Le paragraphe 34(2) de la *Loi sur le pilotage* (la Loi) stipule que tout intéressé qui a des raisons de croire qu'un droit figurant dans un projet de tarif des droits de pilotage nuit à l'intérêt public peut déposer un avis d'opposition motivé auprès de l'Office des transports du Canada (OTC).

En vertu du paragraphe 34(4) de la Loi, en cas de dépôt d'un avis d'opposition, l'OTC fait l'enquête qu'il estime nécessaire ou souhaitable dans l'intérêt public, notamment par la tenue d'audiences publiques.

Par ailleurs, le paragraphe 35(4) de la Loi prévoit que, si l'OTC recommande un droit de pilotage inférieur à celui que l'Administration a fixé, l'Administration est tenue de rembourser aux personnes qui ont payé le droit fixé, la différence entre ce droit et celui qu'a recommandé l'OTC, ainsi que les intérêts.

Respect et exécution

L'article 45 de la *Loi sur le pilotage* prévoit un mécanisme pour l'application de ce règlement. En effet, l'Administration peut aviser un agent des douanes qui est de service dans un port canadien de ne pas donner congé à un navire lorsque des droits de pilotage imposés pour le navire sont exigibles et impayés. L'article 48 de la *Loi sur le pilotage* prévoit que quiconque contrevient à la Loi ou aux règlements commet une infraction et est exposé à une amende maximale de 5 000 \$ sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Contact

Captain R.A. McGuinness
Chief Executive Officer
Atlantic Pilotage Authority
Cogswell Tower, Suite 910
2000 Barrington Street
Halifax, Nova Scotia
B3J 3K1
Telephone: (902) 426-2550
FAX: (902) 426-4004

Personne-ressource

Capitaine R.A. McGuinness
Premier dirigeant
Administration de pilotage de l'Atlantique
Tour Cogswell
2000, rue Barrington, pièce 910
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 3K1
Téléphone : (902) 426-2550
TÉLÉCOPIEUR : (902) 426-4004

Registration
SOR/2006-327 November 30, 2006

CUSTOMS TARIFF

**Order Amending the Schedule to the Customs
Tariff, 2006-4 (Textiles and Apparel)**

P.C. 2006-1462 November 30, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 82 of the *Customs Tariff*^a, hereby makes the annexed *Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2006-4 (Textiles and Apparel)*.

**ORDER AMENDING THE SCHEDULE TO THE
CUSTOMS TARIFF, 2006-4 (TEXTILES AND APPAREL)**

AMENDMENTS

1. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff*¹ is amended by repealing the tariff provisions set out in Part 1 of the schedule to this Order.

2. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended as set out in Part 2 of the schedule to this Order.

3. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in numerical order, the tariff provisions set out in Part 3 of the schedule to this Order.

4. Tariff item Nos. 5112.19.91, 5112.19.92, 5205.33.10, 5205.33.90, 5205.34.20, 5205.34.90, 5206.24.90, 5515.13.90, 5516.23.20, 5516.23.30, 5516.23.90, 5516.93.20, 5601.22.30 and 5603.92.90 in the List of Intermediate and Final Rates for Tariff Items of the “F” Staging Category set out in the schedule to the Act are repealed.

5. The List of Intermediate and Final Rates for Tariff Items of the “F” Staging Category set out in the schedule to the Act is amended as set out in Part 4 of the schedule to this Order.

6. The List of Intermediate and Final Rates for Tariff Items of the “F” Staging Category set out in the schedule to the Act is amended by adding, in numerical order, the tariff items set out in Part 5 of the schedule to this Order.

COMING INTO FORCE

7. This Order is deemed to have come into force on January 1, 2005.

Enregistrement
DORS/2006-327 Le 30 novembre 2006

TARIF DES DOUANES

**Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes,
2006-4 (textiles et vêtements)**

C.P. 2006-1462 Le 30 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l'article 82 du *Tarif des douanes*^a, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2006-4 (textiles et vêtements)*, ci-après.

**DÉCRET MODIFIANT L'ANNEXE DU TARIF
DES DOUANES, 2006-4 (TEXTILES ET VÊTEMENTS)**

MODIFICATIONS

1. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe du *Tarif des douanes*¹ est modifiée par abrogation des dispositions tarifaires figurant à la partie 1 de l'annexe du présent décret.

2. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée conformément à la partie 2 de l'annexe du présent décret.

3. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, des dispositions tarifaires figurant à la partie 3 de l'annexe du présent décret.

4. Les n^{os} tarifaires 5112.19.91, 5112.19.92, 5205.33.10, 5205.33.90, 5205.34.20, 5205.34.90, 5206.24.90, 5515.13.90, 5516.23.20, 5516.23.30, 5516.23.90, 5516.93.20, 5601.22.30 et 5603.92.90 de la liste des taux intermédiaires et des taux finals pour les numéros tarifaires de la catégorie d'échelonnement « F » de l'annexe de la même loi sont abrogés.

5. La liste des taux intermédiaires et des taux finals pour les numéros tarifaires de la catégorie d'échelonnement « F » de l'annexe de la même loi est modifiée conformément à la partie 4 de l'annexe du présent décret.

6. La liste des taux intermédiaires et des taux finals pour les numéros tarifaires de la catégorie d'échelonnement « F » de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, des numéros tarifaires figurant à la partie 5 de l'annexe du présent décret.

ENTRÉE EN VIGUEUR

7. Le présent décret est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

^a S.C. 1997, c. 36

¹ S.C. 1997, c. 36

^a L.C. 1997, ch. 36

¹ L.C. 1997, ch. 36

SCHEDULE

PART 1
(Section 1)

REPEAL OF CERTAIN TARIFF PROVISIONS

1. The following tariff provisions of the List of Tariff Provisions are repealed:

Tariff item Nos. 5112.19.91, 5112.19.92, subheading 5205.33, tariff item Nos. 5205.33.10, 5205.33.90, subheading 5205.34, tariff item Nos. 5205.34.10, 5205.34.20, 5205.34.90, subheading 5206.24, tariff item Nos. 5206.24.10, 5206.24.90, subheading 5506.20, tariff item Nos. 5506.20.10, 5506.20.90, subheading 5514.32, tariff item Nos. 5514.32.10, 5514.32.90, 5515.13.90, 5516.23.20, 5516.23.30, 5516.23.40, 5516.23.90, subheading 5516.93, tariff item Nos. 5516.93.10, 5516.93.20, 5516.93.91, 5516.93.99, 5601.22.10, 5601.22.20, 5601.22.30, 5603.92.40 and 5603.92.90.

PART 2
(Section 2)

AMENDMENTS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS

1. Supplementary Note 1 to Section XI is amended by replacing the reference to “5112.19.91” with a reference to “5112.19.94”.

2. Tariff item No. 5111.20.13 is amended by replacing
(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “7.5% (A)” with a reference to “Free (F)”; and
(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (O)” following the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

3. Tariff item No. 5111.30.11 is amended by replacing
(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “5.5% (A)” with a reference to “Free (F)”; and
(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (O)” following the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

4. The Description of Goods of tariff item No. 5112.19.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s suits, suit-type jackets, blazers, vests (waistcoats) and trousers” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

5. The Description of Goods of tariff item No. 5112.19.30 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s sports jackets” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

6. The Description of Goods of tariff item No. 5112.19.40 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s suits, jackets, blazers, vests (waistcoats) and trousers” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

ANNEXE

PARTIE 1
(article 1)ABROGATION DE CERTAINES
DISPOSITIONS TARIFAIRES**1. Les dispositions ci-après de la liste des dispositions tarifaires sont abrogées :**

Les n^{os} tarifaires 5112.19.91, 5112.19.92, la sous-position 5205.33, les n^{os} tarifaires 5205.33.10, 5205.33.90, la sous-position 5205.34, les n^{os} tarifaires 5205.34.10, 5205.34.20, 5205.34.90, la sous-position 5206.24, les n^{os} tarifaires 5206.24.10, 5206.24.90, la sous-position 5506.20, les n^{os} tarifaires 5506.20.10, 5506.20.90, la sous-position 5514.32, les n^{os} tarifaires 5514.32.10, 5514.32.90, 5515.13.90, 5516.23.20, 5516.23.30, 5516.23.40, 5516.23.90, la sous-position 5516.93 et les n^{os} tarifaires 5516.93.10, 5516.93.20, 5516.93.91, 5516.93.99, 5601.22.10, 5601.22.20, 5601.22.30, 5603.92.40 et 5603.92.90.

PARTIE 2
(article 2)MODIFICATION DE LA LISTE DES
DISPOSITIONS TARIFAIRES

1. Dans la Note supplémentaire 1 de la section XI, la mention « 5112.19.91 » est remplacée par la mention « 5112.19.94 ».

2. Le n^o tarifaire 5111.20.13 est modifié par remplacement :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 7,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;
b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (O) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

3. Le n^o tarifaire 5111.30.11 est modifié par remplacement :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 5,5 % (A) » par la mention « En fr. (F) »;
b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (O) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

4. Dans la Dénomination des marchandises du n^o tarifaire 5112.19.20, « devant servir à la fabrication de complets, de vestons, de blazers, de vestes (gilets) et de pantalons pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

5. Dans la Dénomination des marchandises du n^o tarifaire 5112.19.30, « devant servir à la fabrication de vestons sport pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

6. Dans la Dénomination des marchandises du n^o tarifaire 5112.19.40, « devant servir à la fabrication de complets, de vestons, de blazers, de vestes (gilets) et de pantalons pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

7. Tariff item No. 5206.23.00 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “8% (F)” with a reference to “Free (F)”; and

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (O)” following the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

8. The Description of Goods of tariff item No. 5208.12.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s, boys’ or girls’ nightshirts, nightdresses, pyjamas, négligés, bathrobes, dressing gowns and similar articles” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

9. The Description of Goods of tariff item No. 5208.52.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s, boys’ or girls’ nightshirts, nightdresses, pyjamas, négligés, bathrobes, dressing gowns and similar articles” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

10. The Description of Goods of tariff item No. 5209.32.10 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s pants, skirts and shorts” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

11. The Description of Goods of tariff item No. 5209.32.40 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s jackets, blazers, dresses, skirts, trousers, capri pants and shorts” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

12. The Description of Goods of tariff item No. 5209.39.10 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s parkas and similar coats, coveralls and vests” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

13. The Description of Goods of tariff item No. 5209.39.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s jackets, blazers, dresses, skirts, trousers, capri pants and shorts” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

14. The Description of Goods of tariff item No. 5209.52.10 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s jackets, blazers, dresses, skirts, trousers, capri pants and shorts” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

15. The Description of Goods of tariff item No. 5209.59.10 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s jackets, blazers, dresses, skirts, trousers, capri pants and shorts” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

16. Tariff item No. 5211.49.00 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “14% (F)” with a reference to “Free (F)”; and

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (O)” following the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

17. The Description of Goods of tariff item No. 5407.51.30 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s apparel” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

7. Le n° tarifaire 5206.23.00 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 8 % (F) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (O) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

8. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5208.12.20, « devant servir à la fabrication de chemises de nuit, robes de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires pour femmes, garçonnets et fillettes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

9. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5208.52.20, « devant servir à la fabrication de chemises de nuits, robes de nuits, pyjamas, déshabillés, peignoirs de bain, robes de chambre et articles similaires pour femmes, garçonnets ou fillettes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

10. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5209.32.10, « devant servir à la fabrication de pantalons, de jupes et de shorts pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

11. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5209.32.40, « devant servir à la fabrication de vestons, de blazers, de robes, de jupes, de pantalons, de pantalons capri et de shorts pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

12. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5209.39.10, « devant servir à la fabrication de parkas et de manteaux semblables, de salopettes et de vestons pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

13. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5209.39.20, « devant servir à la fabrication de vestons, de blazers, de robes, de jupes, de pantalons, de pantalons capri et de shorts pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

14. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5209.52.10, « devant servir à la fabrication de vestons, de blazers, de robes, de jupes, de pantalons, de pantalons capri et de shorts pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

15. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5209.59.10, « devant servir à la fabrication de vestons, de blazers, de robes, de jupes, de pantalons, de pantalons capri et de shorts pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

16. Le n° tarifaire 5211.49.00 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 14 % (F) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (O) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

17. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5407.51.30, « devant servir à la fabrication de vêtements pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

18. The Description of Goods of tariff item No. 5407.61.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s blouses, jackets, pants, skirts and dresses” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

19. The Description of Goods of tariff item No. 5407.61.95 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s blouses, or coordinated blouses and skirts” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

20. The Description of Goods of tariff item No. 5407.91.10 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s jackets, blazers, dresses, skirts, trousers or waistcoats” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

21. The Description of Goods of tariff item No. 5407.92.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s jackets, blazers, dresses, skirts, trousers or waistcoats” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

22. The Description of Goods of tariff item No. 5407.92.30 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s jackets and blazers” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

23. The Description of Goods of tariff item No. 5407.93.10 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s jackets, blazers, dresses, skirts, trousers or waistcoats” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

24. The Description of Goods of tariff item No. 5407.93.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s jackets and blazers” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

25. The Description of Goods of tariff item No. 5509.53.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of knitted garments for babies, for girls, up to size 16, or for boys, up to size 18” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

26. The Description of Goods of tariff item No. 5509.53.30 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of knitted garments for babies, for girls, up to size 16, or for boys, up to size 18” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

27. The Description of Goods of tariff item No. 5509.53.40 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of knitted garments for babies, for girls, up to size 16, or for boys, up to size 18” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

28. Tariff item No. 5509.69.00 is amended by replacing

(a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “8% (F)” with a reference to “Free (F)”; and

(b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (O)” following the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

29. The Description of Goods of tariff item No. 5513.41.10 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s, boys’ or girls’ nightshirts, nightdresses,

18. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5407.61.20, « devant servir à la fabrication de blouses, de vestes, de pantalons, de jupes et de robes pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

19. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5407.61.95, « devant servir à la fabrication de chemisiers, ou de chemisiers et jupes coordonnés, pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

20. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5407.91.10, « devant servir à la fabrication de vestes, de blazers, de robes, de jupes, de pantalons ou de gilets pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

21. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5407.92.20, « devant servir à la fabrication de vestes, de blazers, de robes, de jupes, de pantalons ou de gilets pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

22. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5407.92.30, « devant servir à la fabrication de vestes et de blazers pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

23. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5407.93.10, « devant servir à la fabrication de vestes, de blazers, de robes, de jupes, de pantalons ou de gilets pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

24. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5407.93.20, « devant servir à la fabrication de vestes et de blazers pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

25. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5509.53.20, « devant servir à la fabrication des vêtements en bonneterie pour bébés, pour fillettes, jusqu’à la taille 16, ou pour garçonnets, jusqu’à la taille 18 » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

26. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5509.53.30, « devant servir à la fabrication des vêtements en bonneterie pour bébés, pour fillettes, jusqu’à la taille 16, ou pour garçonnets, jusqu’à la taille 18 » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

27. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5509.53.40, « devant servir à la fabrication des vêtements en bonneterie pour bébés, pour fillettes, jusqu’à la taille 16, ou pour garçonnets, jusqu’à la taille 18 » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

28. Le n° tarifaire 5509.69.00 est modifié par remplacement :

a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 8 % (F) » par la mention « En fr. (F) »;

b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (O) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

29. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5513.41.10, « devant servir à la fabrication de chemises de nuits, robes de nuit, pyjamas, déshabillés, peignoirs de

pyjamas, négligés, bathrobes, dressing gowns and similar articles” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

30. The Description of Goods of tariff item No. 5513.41.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s, boys’ or girls’ nightshirts, nightdresses, pyjamas, negligées, bathrobes, dressing gowns or similar articles, and boxer shorts, of heading 62.07 or 62.08” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

31. The Description of Goods of tariff item No. 5515.11.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s dress and fine apparel wear (suits, ensembles, jackets, blazers, dresses, skirts, pants, capri pants and shorts)” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

32. The Description of Goods of tariff item No. 5515.13.20 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s or boys’ suits, tailored waistcoats (vests), jackets (sports coats), blazers, dress trousers or fine tailored overcoats excluding car-coats and duffle-coats” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

33. The Description of Goods of tariff item No. 5516.24.10 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of women’s jackets, blazers, dresses, skirts, trousers, shorts, waistcoats (vests) and blouses” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

34. The Description of Goods of tariff item No. 5602.10.20 is amended by replacing the reference to “for use as chest pieces between the lining and outer fabric in the manufacture of men’s jackets (including suit jackets) and blazers” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

35. The Description of Goods of tariff item No. 5903.90.22 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s apparel” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

36. The Description of Goods of tariff item No. 5903.90.23 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s and boys’ apparel” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

37. The Description of Goods of tariff item No. 5903.90.24 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s apparel” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

38. The Description of Goods of tariff item No. 6005.31.30 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s apparel” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

39. The Description of Goods of tariff item No. 6005.31.40 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s apparel” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

40. The Description of Goods of tariff item No. 6005.32.30 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s apparel” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

bain, robes de chambre et articles similaires pour femmes, garçonnets et fillettes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

30. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5513.41.20, « devant servir à la fabrication de gilets de corps, chemises de nuit, pyjamas, déhasbillés, peignoirs de bain, robes de chambre ou articles similaires, pour femmes, fillettes ou garçonnets, et caleçons boxeur, de la position 62.07 ou 62.08 » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

31. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5515.11.20, « devant servir à la fabrication de vêtements du soir et de coupe élégante pour femmes (tailleurs, ensembles, vestons, blazers, robes, jupes, pantalons, pantalons capri et shorts) » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

32. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5515.13.20, « devant servir à la fabrication de costumes, gilets droits ajustés (vestes), vestons (vestons de sport), blazers, pantalons du soir ou manteaux de coupe élégante, pour hommes ou garçons, à l’exclusion des duffle-coats et des cabans » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

33. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5516.24.10, « devant servir à la fabrication de vestes, robes, jupes, pantalons, shorts, gilets et blouses pour femmes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

34. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5602.10.20, « devant servir de pièces de poitrine entre la doublure et le tissu extérieur pour la fabrication de vestons pour hommes (y compris les vestons de complets) et de blazers » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

35. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5903.90.22, « devant servir à la fabrication de vêtements pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

36. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5903.90.23, « devant servir à la fabrication de vêtements pour hommes et pour garçons » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

37. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 5903.90.24, « devant servir à la fabrication de vêtements pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

38. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 6005.31.30, « devant servir à la fabrication de vêtements pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

39. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 6005.31.40, « devant servir à la fabrication de vêtements pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

40. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 6005.32.30, « devant servir à la fabrication de vêtements pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

41. The Description of Goods of tariff item No. 6005.32.40 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s apparel” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

42. The Description of Goods of tariff item No. 6005.34.40 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s apparel” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

43. The Description of Goods of tariff item No. 6005.34.50 is amended by replacing the reference to “for use in the manufacture of men’s apparel” with a reference to “for use in the manufacture of apparel”.

44. Tariff item No. 6006.10.00 is amended by replacing
 (a) in the column “Most-Favoured-Nation Tariff / Final Rate”, the reference to “14% (F)” with a reference to “Free (F)”; and
 (b) in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, the reference to “Free (O)” following the abbreviation “CRT” with a reference to “Free (F)”.

41. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 6005.32.40, « devant servir à la fabrication de vêtements pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

42. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 6005.34.40, « devant servir à la fabrication de vêtements pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

43. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 6005.34.50, « devant servir à la fabrication de vêtements pour hommes » est remplacé par « devant servir à la fabrication de vêtements ».

44. Le n° tarifaire 6006.10.00 est modifié par remplacement :
 a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée / Taux final », de la mention « 14 % (F) » par la mention « En fr. (F) » ;
 b) dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (O) » figurant après l’abréviation « TCR » par la mention « En fr. (F) ».

PART 3
 (Section 3)

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
5112.19.93	----For use in the manufacture of apparel, other than uniforms designed to identify members of a specific group	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5112.19.94	----Other, of a weight not exceeding 300 g/m ² <i>Note: The maximum rate of customs duty under the Most-Favoured-Nation Tariff is a specific rate set out in accordance with Supplementary Note 1 to Section XI.</i>	14%	14% (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: 14% but not to exceed \$5.38/kg GPT: N/A LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (M) GPT: N/A LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5112.19.95	----Other, of a weight exceeding 300 g/m ²	14%	14% (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: 14% GPT: 12% LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (M) GPT: 12% (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5205.33.00	--Measuring per single yarn less than 232.56 decitex but not less than 192.31 decitex (exceeding 43 metric number but not exceeding 52 metric number per single yarn)	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A)

PART 3 — *Continued*

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5205.34.00	--Measuring per single yarn less than 192.31 decitex but not less than 125 decitex (exceeding 52 metric number but not exceeding 80 metric number per single yarn)	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5206.24.00	--Measuring less than 192.31 decitex but not less than 125 decitex (exceeding 52 metric number but not exceeding 80 metric number)	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5506.20.00	-Of polyesters	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5514.32.00	--3-thread or 4-thread twill, including cross twill, of polyester staple fibres	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: N/A LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: N/A LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5515.13.91	---Other: ----For use in the manufacture of apparel, other than uniforms designed to identify members of a specific group	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5515.13.99	----Other	14%	14% (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A)

PART 3 — *Continued*

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				CIAT: Free CRT: 14% GPT: 14% LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	CIAT: Free (A) CRT: Free (M) GPT: 14% (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5516.23.91	---Other: ----For use in the manufacture of apparel	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: N/A LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: N/A LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5516.23.99	---Other	14%	14% (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: 14% GPT: N/A LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (M) GPT: N/A LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5516.93.00	--Of yarns of different colours	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5601.22.40	---Wadding	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5601.22.50	---Articles of wadding	16%	16% (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: Free CRT: 9.5% GPT: N/A LDCT: Free CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (F) GPT: N/A LDCT: Free (A) CCCT: N/A AUT: N/A NZT: N/A
5603.92.91	---Other: ----For use in the manufacture of apparel	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A)

PART 3 — *Continued*ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
5603.92.99	----Other	14%	14% (A)	CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: N/A	CCCT: N/A
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
				UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: N/A	MUST: N/A
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: 8%	CRT: Free (F)
				GPT: N/A	GPT: N/A
LDCT: Free	LDCT: Free (A)				
CCCT: N/A	CCCT: N/A				
AUT: N/A	AUT: N/A				
NZT: N/A	NZT: N/A				

PARTIE 3
(*article 3*)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
5112.19.93	----Devant servir à la fabrication de vêtements, autres que des uniformes conçus pour distinguer les membres d'un groupe particulier	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5112.19.94	----Autres, d'un poids n'excédant pas 300 g/m ² <i>Note : Le taux de droit de douane maximal du Tarif de la nation la plus favorisée est un taux spécifique prévu par la Note supplémentaire 1 de la Section XI.</i>	14 %	14 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: 14 % mais n'excédant pas 5,38 \$/kg TPG: S/O TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (M) TPG: 12 % TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5112.19.95	----Autres, d'un poids excédant 300 g/m ²	14 %	14 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: 14 % TPG: 12 % TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (M) TPG: 12 % (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5205.33.00	--Titrant en fils simples moins de 232,56 décitex mais pas moins de 192,31 décitex (excédant 43 numéros métriques mais n'excédant pas 52 numéros métriques en fils simples)	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr.	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A)

PARTIE 3 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
5205.34.00	--Titrant en fils simples moins de 192,31 décitex mais pas moins de 125 décitex (excédant 52 numéros métriques mais n'excédant pas 80 numéros métriques en fils simples)	En fr.	En fr. (A)	TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5206.24.00	--Titrant moins de 192,31 décitex mais pas moins de 125 décitex (excédant 52 numéros métriques mais n'excédant pas 80 numéros métriques)	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5506.20.00	-De polyesters	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5514.32.00	--En fibres discontinues de polyester, à armure sergé, y compris le croisé, dont le rapport d'armure n'excède pas 4	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: S/O TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: S/O TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5515.13.91	---Autres : ----Devant servir à la fabrication de vêtements, autres que des uniformes conçus pour distinguer les membres d'un groupe particulier	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5515.13.99	----Autres	14%	14 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr.	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A)

PARTIE 3 (suite)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (suite)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
				TCR: 14 % TPG: 14 % TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TCR: En fr. (M) TPG: 14 % (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5516.23.91	---Autres : ----Devant servir à la fabrication de vêtements	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: S/O TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: S/O TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5516.23.99	----Autres	14 %	14 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: 14 % TPG: S/O TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (M) TPG: S/O TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5516.93.00	--En fils de diverses couleurs	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5601.22.40	---Ouates	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5601.22.50	---Articles en ouates	16 %	16 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: 9,5 % TPG: S/O TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (F) TPG: S/O TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
5603.92.91	---Autres : ----Devant servir à la fabrication de vêtements	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr.	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A)

PARTIE 3 (*suite*)NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (*suite*)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
5603.92.99	----Autres	14 %	14 % (A)	TPG: S/O TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: 8 % TPG: S/O TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TPG: S/O TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (F) TPG: S/O TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O

PART 4
(*Section 5*)AMENDMENTS TO THE LIST OF INTERMEDIATE
AND FINAL RATES FOR TARIFF ITEMS OF
THE "F" STAGING CATEGORY

1. Tariff item No. 5111.20.13 is amended by adding
(a) in the column "Most-Favoured-Nation Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....Free"; and
(b) in the column "Preferential Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....CRT: Free".
2. Tariff item No. 5111.30.11 is amended by adding
(a) in the column "Most-Favoured-Nation Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....Free"; and
(b) in the column "Preferential Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....CRT: Free".
3. Tariff item No. 5206.23.00 is amended by adding
(a) in the column "Most-Favoured-Nation Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....Free"; and
(b) in the column "Preferential Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....CRT: Free".
4. Tariff item No. 5211.49.00 is amended by adding
(a) in the column "Most-Favoured-Nation Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....Free"; and
(b) in the column "Preferential Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....CRT: Free".
5. Tariff item No. 5509.69.00 is amended by adding
(a) in the column "Most-Favoured-Nation Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....Free"; and
(b) in the column "Preferential Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....CRT: Free".
6. Tariff item No. 6006.10.00 is amended by adding
(a) in the column "Most-Favoured-Nation Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....Free"; and
(b) in the column "Preferential Tariff", a reference to "Effective on January 1, 2005.....CRT: Free".

PARTIE 4
(*article 5*)MODIFICATION DE LA LISTE DES TAUX
INTERMÉDIAIRES ET DES TAUX FINAUX POUR
LES NUMÉROS TARIFAIRES DE LA CATÉGORIE
D'ÉCHELONNEMENT « F »

1. Le n° tarifaire 5111.20.13 est modifié par adjonction :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....En fr. »;
b) dans la colonne « Tarif de préférence », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....TCR: En fr. ».
2. Le n° tarifaire 5111.30.11 est modifié par adjonction :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....En fr. »;
b) dans la colonne « Tarif de préférence », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....TCR: En fr. ».
3. Le n° tarifaire 5206.23.00 est modifié par adjonction :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....En fr. »;
b) dans la colonne « Tarif de préférence », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....TCR: En fr. ».
4. Le n° tarifaire 5211.49.00 est modifié par adjonction :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....En fr. »;
b) dans la colonne « Tarif de préférence », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....TCR: En fr. ».
5. Le n° tarifaire 5509.69.00 est modifié par adjonction :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....En fr. »;
b) dans la colonne « Tarif de préférence », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....TCR: En fr. ».
6. Le n° tarifaire 6006.10.00 est modifié par adjonction :
a) dans la colonne « Tarif de la nation la plus favorisée », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....En fr. »;
b) dans la colonne « Tarif de préférence », de la mention « À compter du 1^{er} janvier 2005.....TCR: En fr. ».

PART 5
(Section 6)

ADDITION OF TARIFF ITEMS

Tariff Item	Most-Favoured-Nation Tariff	Preferential Tariff
5601.22.50		Effective on January 1, 2006..... CRT: 7 % Effective on January 1, 2007..... CRT: 4.5 % Effective on January 1, 2008..... CRT: 2 % Effective on January 1, 2009..... CRT: Free
5603.92.99		Effective on January 1, 2006..... CRT: 6 % Effective on January 1, 2007..... CRT: 4 % Effective on January 1, 2008..... CRT: 2 % Effective on January 1, 2009..... CRT: Free

PARTIE 5
(article 6)

NOUVEAUX NUMÉROS TARIFAIRES

Numéro tarifaire	Tarif de la nation la plus favorisée	Tarif de préférence
5601.22.50		À compter du 1 ^{er} janvier 2006 TCR: 7 % À compter du 1 ^{er} janvier 2007 TCR: 4,5 % À compter du 1 ^{er} janvier 2008 TCR: 2 % À compter du 1 ^{er} janvier 2009 TCR: En fr.
5603.92.99		À compter du 1 ^{er} janvier 2006 TCR: 6 % À compter du 1 ^{er} janvier 2007 TCR: 4 % À compter du 1 ^{er} janvier 2008 TCR: 2 % À compter du 1 ^{er} janvier 2009 TCR: En fr.

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT***(This statement is not part of the Order.)***Description**

The *Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2006-4 (Textiles and Apparel)* implements, with some modifications, the recommendations for the elimination of certain textile tariffs contained in the April 17, 2006 Canadian International Trade Tribunal report: “An Inquiry into the Availability of Certain Fabrics Produced in Canada”. The Order also implements a number of new tariff provisions resulting from consultations initiated by the Department of Finance on: (1) the elimination of the tariffs on textiles with limited production in Canada (e.g., certain wool fabrics) and (2) the replacement of gender-specific textile tariff descriptions with gender-neutral descriptions and generic apparel applications, rather than product specific end-use conditions (e.g., replacing “for use in the manufacture of men’s suits” with “for use in the manufacture of apparel”).

Alternatives

No alternatives were considered as it is longstanding practice to use Order in Council authority to reduce or remove customs duties on goods used in the production of other goods. An Order made pursuant to section 82 of the *Customs Tariff* is the

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION***(Ce résumé ne fait pas partie du décret.)***Description**

Le *Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2006-4 (textiles et vêtements)* met en vigueur, moyennant certaines modifications, les recommandations visant l'élimination de certains tarifs sur les textiles contenues dans le rapport du Tribunal canadien du commerce extérieur intitulé *Une enquête sur la disponibilité de certains tissus pour vêtements fabriqués au Canada*, en date du 17 avril 2006. Le décret a également pour effet de mettre en œuvre un certain nombre de nouvelles dispositions tarifaires découlant de consultations effectuées par le ministère des Finances sur (1) l'élimination des tarifs sur les textiles dont la production au Canada est limitée (par exemple, certains tissus de laine) et (2) le remplacement de descriptions tarifaires spécifiques à l'un ou l'autre sexe par des descriptions tarifaires ne comportant aucune distinction quant au sexe et génériques pour les vêtements, plutôt que des descriptions comportant une utilisation finale spécifique (par exemple, le remplacement de « devant servir à la fabrication de costumes pour hommes » par « devant servir à la fabrication de vêtements »).

Solutions envisagées

Aucune autre solution n'a été envisagée, la prise d'un décret étant la pratique en vigueur de longue date pour alléger ou éliminer les droits de douane sur des marchandises servant à la fabrication d'autres marchandises. De fait, la prise d'un décret en vertu

appropriate and timely method to assist Canadian manufacturers in competing more effectively in both the domestic and export markets.

Benefits and Costs

This Order will help improve the competitiveness of the Canadian apparel industry by lowering input costs. The estimated revenue forgone to the government as a result of this Order is estimated at up to \$4 million annually.

Consultation

Consultations were conducted with the textile and apparel industries, the Canadian Textiles Institute and the Canadian Apparel Federation. Consultations were also held with Industry Canada, Foreign Affairs and International Trade, and the Canada Border Services Agency, all of which support the Order.

Compliance and Enforcement

The Canada Border Services Agency is responsible for the administration of customs and tariff legislation and regulations.

Contact

Dean Steadman
International Trade Policy Division
Department of Finance
Ottawa, Ontario
K1A 0G5
Telephone: (613) 947-4508

de l'article 82 du *Tarif des douanes* est un moyen efficace et rapide pour aider les fabricants canadiens à être plus compétitifs sur les marchés canadiens et étrangers.

Avantages et coûts

Le présent décret permettra d'améliorer la compétitivité de l'industrie canadienne du vêtement en réduisant les coûts des intrants. Les revenus annuels auxquels le gouvernement renoncera en raison du présent décret sont estimés à 4 millions de dollars au maximum.

Consultations

Des consultations ont eu lieu avec les industries du textile et du vêtement, l'Institut canadien des textiles et la Fédération canadienne du vêtement. Ont également été consultés, Industrie Canada, Affaires étrangères et Commerce international Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada, qui appuient tous le décret.

Respect et exécution

L'Agence des services frontaliers du Canada est responsable de l'application de la législation et de la réglementation douanières et tarifaires.

Personne-ressource

Dean Steadman
Division de la politique commerciale internationale
Ministère des Finances
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5
Téléphone : (613) 947-4508

Registration
SOR/2006-328 November 30, 2006

Enregistrement
DORS/2006-328 Le 30 novembre 2006

CUSTOMS TARIFF

TARIF DES DOUANES

Order Amending the Schedule to the Customs Tariff (Harmonized System Conversion, 2007), No. 2

Décret n° 2 modifiant l'annexe du Tarif des douanes (conversion du Système harmonisé, 2007)

P.C. 2006-1463 November 30, 2006

C.P. 2006-1463 Le 30 novembre 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 14^d of the *Customs Tariff*^b, hereby makes the annexed *Order Amending the Schedule to the Customs Tariff (Harmonized System Conversion, 2007)*, No. 2.

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l'article 14^s du *Tarif des douanes*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Décret n° 2 modifiant l'annexe du Tarif des douanes (conversion du Système harmonisé, 2007)*, ci-après.

ORDER AMENDING THE SCHEDULE TO THE CUSTOMS TARIFF (HARMONIZED SYSTEM CONVERSION, 2007), No. 2

DÉCRET N° 2 MODIFIANT L'ANNEXE DU TARIF DES DOUANES (CONVERSION DU SYSTÈME HARMONISÉ, 2007)

AMENDMENTS

MODIFICATIONS

1. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff*^a is amended by repealing the tariff provisions set out in Part 1 of the schedule to this Order.

1. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe du *Tarif des douanes*^a est modifiée par abrogation des dispositions tarifaires figurant à la partie 1 de l'annexe du présent décret.

2. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended as set out in Part 2 of the schedule to this Order.

2. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée conformément à la partie 2 de l'annexe du présent décret.

3. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the French version of the Act is amended as set out in Part 3 of the schedule to this Order.

3. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la version française de la même loi est modifiée conformément à la partie 3 de l'annexe du présent décret.

4. The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by adding, in numerical order, the tariff provisions set out in Part 4 of the schedule to this Order.

4. La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, des dispositions tarifaires figurant à la partie 4 de l'annexe du présent décret.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. This Order comes into force on January 1, 2007.

5. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

SCHEDULE

ANNEXE

PART 1
(Section 1)

PARTIE 1
(article 1)

REPEAL OF CERTAIN TARIFF PROVISIONS

ABROGATION DE CERTAINES DISPOSITIONS TARIFAIRES

1. The following tariff provisions of the List of Tariff Provisions are repealed:

1. Les dispositions ci-après de la liste des dispositions tarifaires sont abrogées :

Tariff item Nos. 3702.43.10, 3702.44.10, the preamble preceding tariff item No. 5514.30.11, tariff item Nos. 5514.30.11, 5514.30.19, the preamble preceding tariff item No. 8471.60.21, tariff item Nos. 8471.60.21, 8471.60.22, 8471.60.23, 8471.60.24, 8471.60.25, 8471.60.26, 8471.60.29, the preamble preceding tariff item No. 8471.60.31, tariff item Nos.

Les n^{os} tarifaires 3702.43.10 et 3702.44.10, le préambule qui précède le n^o tarifaire 5514.30.11, les n^{os} tarifaires 5514.30.11 et 5514.30.19, le préambule qui précède le n^o tarifaire 8471.60.21, les n^{os} tarifaires 8471.60.21, 8471.60.22, 8471.60.23, 8471.60.24, 8471.60.25, 8471.60.26 et 8471.60.29, le préambule qui précède le n^o tarifaire 8471.60.31, les

^a S.C. 2001, c. 28, s. 33

^b S.C. 1997, c. 36

¹ S.C. 1997, c. 36

^a L.C. 2001, ch. 28, art. 33

^b L.C. 1997, ch. 36

¹ L.C. 1997, ch. 36

8471.60.31, 8471.60.32, 8471.60.39, 8528.12.20, 8548.90.20, 8548.90.30, 8708.29.30, 8708.29.40, subheading 9030.90, tariff item Nos. 9030.90.10 and 9030.90.90.

n^{os} tarifaires 8471.60.31, 8471.60.32, 8471.60.39, 8528.12.20, 8548.90.20, 8548.90.30, 8708.29.30 et 8708.29.40, la sous-position 9030.90, les n^{os} tarifaires 9030.90.10 et 9030.90.90.

PART 2
(Section 2)

PARTIE 2
(article 2)

AMENDMENTS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS

MODIFICATIONS DE LA LISTE DES DISPOSITIONS
TARIFAIRES

1. Supplementary Note 1 to Section XI is amended by replacing the reference to “5803.90.19” with a reference to “5803.00.29”.

1. Dans la Note supplémentaire 1 de la Section XI, « 5803.90.19 » est remplacé par « 5803.00.29 ».

2. The Description of Goods of tariff item No. 2852.00.50 is replaced by the following:

2. La Dénomination des marchandises du n^o tarifaire 2852.00.50 est remplacée par ce qui suit :

---Mercury pentanedione or oleate

---Pentanedione ou oléate de mercure

3. The Description of Goods of tariff item No. 3920.49.10 is amended by replacing the reference to “subheading 8523.90” with a reference to “subheading 8523.51”.

3. Dans la Dénomination des marchandises du n^o tarifaire 3920.49.10, « sous-position 8523.90 » est remplacé par « sous-position 8523.51 ».

4. The Description of Goods of tariff item No. 8418.91.10 is amended by striking out the reference to “8418.22.00”.

4. Dans la Dénomination des marchandises du n^o tarifaire 8418.91.10, « 8418.22.00 » est supprimé.

5. The Description of Goods of tariff item No. 8523.80.10 is amended by adding, in alphabetical order, a reference to “Gramophone records;”.

5. La Dénomination des marchandises du n^o tarifaire 8523.80.10 est modifiée par adjonction de « Disques pour électrophones; » comme une disposition distincte avant la disposition « Supports préparés non enregistrés ».

6. The Description of Goods of tariff item No. 8528.59.30 is replaced by the following:

6. La Dénomination des marchandises du n^o tarifaire 8528.59.30 est remplacée par ce qui suit :

---Incomplete or unfinished colour monitors, including assemblies for monitors consisting of video intermediate (IF) amplifying and detecting systems, video processing and amplification systems, synchronizing and deflection circuitry and audio detection and amplification systems plus a power supply, but not incorporating a flat panel screen or similar display;
Other, having a single picture tube intended for direct viewing (non-projection type);
Other, with a flat panel screen

---Moniteurs couleurs incomplets ou non finis, y compris les assemblages de moniteurs composés des systèmes de détection et d’amplification de fréquence vidéo intermédiaire (FI), des systèmes d’amplification et de traitement vidéo, des circuits de déviation et de synchronisation, et des systèmes d’amplification et de détection audio plus un bloc d’alimentation, mais ne comportant pas un écran plat ou un écran similaire;
Autres, dont l’écran sert au visionnement direct (pas de type projecteur);
Autres, à écran plat

7. The Description of Goods of tariff item No. 8528.69.20 is replaced by the following:

7. La Dénomination des marchandises du n^o tarifaire 8528.69.20 est remplacée par ce qui suit :

---Incomplete or unfinished colour projectors, including assemblies for projectors consisting of video intermediate (IF) amplifying and detecting systems, video processing and amplification systems, synchronizing and deflection circuitry and audio detection and amplification systems plus a power supply, but not incorporating a cathode-ray tube, flat panel screen or similar display;
Colour, other

---Projecteurs en couleurs, incomplets ou non finis, y compris les assemblages de projecteurs composés, des systèmes de détection et d’amplification de fréquence vidéo intermédiaire (FI), des systèmes, d’amplification et de traitement vidéo, des circuits de déviation et de synchronisation, et des systèmes, d’amplification et de détection audio plus un bloc d’alimentation, mais ne comportant pas un tube à rayons cathodiques, un écran plat ou un écran similaire;
En couleurs, autres

8. The Description of Goods of tariff item No. 8543.90.20 is replaced by the following:

8. La Dénomination des marchandises du n^o tarifaire 8543.90.20 est remplacée par ce qui suit :

---For electro-polishing and anodizing;
Of proximity cards and tags of tariff item No. 8523.59.10, of the goods of tariff item No. 8543.10.90, 8543.20.00, 8543.30.99, 8543.70.21 (other than those for use in the manufacture of the goods of this heading) or 8543.70.99

---Pour le polissage électrolytique et pour l’anodisation;
De cartes et étiquettes à déclenchement par effet de proximité du n^o tarifaire 8523.59.10, des marchandises des n^{os} tarifaires 8543.10.90, 8543.20.00, 8543.30.99, 8543.70.21 (autres que ceux devant servir à la fabrication des marchandises de cette position) ou 8543.70.99

9. The Description of Goods of tariff item No. 8548.90.10 is replaced by the following:

- Electronic microassemblies;
Electronic single in-line memory modules (SIMMs) and dual in-line memory modules (DIMMs);
Flat panel displays;
Solid state ignition devices for use in the manufacture of gas barbecues or domestic gas ranges, including those for recreation vehicles;
Vacuum fluorescent displays

10. The Description of Goods of tariff item No. 9006.91.10 is amended by replacing the reference to “Other parts of the goods of tariff item No. 9006.10.00, 9006.20.10, 9006.30.10, 9006.40.00, 9006.51.00, 9006.52.90, 9006.53.90 or 9006.59.00” with a reference to “Other parts of the goods of tariff item No. 9006.10.00, 9006.30.10, 9006.40.00, 9006.51.00, 9006.52.90, 9006.53.90, 9006.59.10 or 9006.59.90”.

11. The Description of Goods of tariff item No. 9997.00.00 is amended by replacing the reference to “subheading 5208.11, 5208.12, 5208.13, 5208.19, 5208.21, 5208.22, 5208.23, 5208.29, 5209.11, 5209.12, 5209.19, 5209.21, 5209.22, 5209.29, 5210.11, 5210.12, 5210.19, 5210.21, 5210.22, 5210.29, 5211.11, 5211.12, 5211.19, 5211.21, 5211.22 or 5211.29,” with a reference to “subheading 5208.11, 5208.12, 5208.13, 5208.19, 5208.21, 5208.22, 5208.23, 5208.29, 5209.11, 5209.12, 5209.19, 5209.21, 5209.22, 5209.29, 5210.11, 5210.12, 5210.19, 5210.21, 5210.22, 5210.29, 5211.11, 5211.12, 5211.19, 5211.21, 5211.22 or 5211.29.”

9. La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 8548.90.10 est remplacée par ce qui suit :

- Micro-assemblages électroniques;
Modules de mémoire électronique à rangée de connexions simple (SIMM) ou double (DIMM);
Assemblages d’écrans plats;
Dispositifs d’allumage à semi-conducteurs devant servir à la fabrication de cuisinières à gaz à usage ménager, y compris les cuisinières à gaz pour les véhicules de loisir, ou les barbecues à gaz;
Affichages électroluminescents

10. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9006.91.10, « Autres parties des marchandises des n°s tarifaires 9006.10.00, 9006.20.10, 9006.30.10, 9006.40.00, 9006.51.00, 9006.52.90, 9006.53.90 ou 9006.59.00 » est remplacé par « Autres parties des marchandises des n°s tarifaires 9006.10.00, 9006.30.10, 9006.40.00, 9006.51.00, 9006.52.90, 9006.53.90, 9006.59.10 et 9006.59.90 ».

11. Dans la Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9997.00.00, « des sous-positions 5208.11, 5208.12, 5208.13, 5208.19, 5208.21, 5208.22, 5208.23, 5208.29, 5209.11, 5209.12, 5209.19, 5209.21, 5209.22, 5209.29, 5210.11, 5210.12, 5210.19, 5210.21, 5210.22, 5210.29, 5211.11, 5211.12, 5211.19, 5211.21, 5211.22 ou 5211.29, » est remplacée par « des sous-positions 5208.11, 5208.12, 5208.13, 5208.19, 5208.21, 5208.22, 5208.23, 5208.29, 5209.11, 5209.12, 5209.19, 5209.21, 5209.22, 5209.29, 5210.11, 5210.12, 5210.19, 5210.21, 5210.22, 5210.29, 5211.11, 5211.12, 5211.19, 5211.21, 5211.22 ou 5211.29, ».

PART 3
(Section 3)

PARTIE 3
(article 3)

AMENDMENT TO THE FRENCH VERSION OF THE LIST OF TARIFF PROVISIONS

MODIFICATION DE LA VERSION FRANÇAISE DE LA LISTE DES DISPOSITIONS TARIFAIRES

1. The Description of Goods of tariff item No. 9021.10.00 is replaced by the following:

- Articles et appareils d’orthopédie ou pour fractures

1. La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9021.10.00 est remplacée par ce qui suit :

- Articles et appareils d’orthopédie ou pour fractures

PART 4
(Section 4)

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
3702.43.20	---Instant print films	6.5%	6.5% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
3702.44.20	---Instant print films	6.5%	6.5% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A)

PART 4 — *Continued*

ADDITIONS TO THE LIST OF TARIFF PROVISIONS — *Continued*

Tariff Item	Description of Goods	Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
		Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
5514.30.10	---3-thread or 4-thread twill, including cross twill, of polyester staple fibres	Free	Free (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: N/A	MUST: N/A
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				GPT: N/A	GPT: N/A
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: N/A	CCCT: N/A
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
8528.49.30	---Incomplete or unfinished colour monitors, including assemblies for monitors consisting of video intermediate (IF) amplifying and detecting systems, video processing and amplification systems, synchronizing and deflection circuitry and audio detection and amplification systems plus a power supply, but not incorporating a cathode-ray tube	Free	Free (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A
8528.71.20	---Set-top boxes which have a communication function: a microprocessor-based device incorporating a modem for gaining access to the Internet, and having a function of interactive information exchange	Free	Free (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: Free	AUT: Free (A)
				NZT: Free	NZT: Free (A)
8528.72.10	---Set-top boxes which have a communication function: a microprocessor-based device incorporating a modem for gaining access to the Internet, and having a function of interactive information exchange	Free	Free (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: Free	AUT: Free (A)
				NZT: Free	NZT: Free (A)
9030.90.00	-Parts and accessories	Free	Free (A)	UST: Free	UST: Free (A)
				MT: Free	MT: Free (A)
				MUST: Free	MUST: Free (A)
				CT: Free	CT: Free (A)
				CIAT: Free	CIAT: Free (A)
				CRT: Free	CRT: Free (A)
				GPT: Free	GPT: Free (A)
				LDCT: Free	LDCT: Free (A)
				CCCT: Free	CCCT: Free (A)
				AUT: N/A	AUT: N/A
				NZT: N/A	NZT: N/A

PARTIE 4
(article 4)

NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
3702.43.20	---Pellicules à développement et tirage instantanés	6,5 %	6,5 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
3702.44.20	---Pellicules à développement et tirage instantanés	6,5 %	6,5 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
5514.30.10	---En fibres discontinues de polyester, à armure sergé, y compris le croisé, dont le rapport d'armure n'excède pas 4	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: S/O TPMD: En fr. TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: S/O TPMD: En fr. (A) TPAC: S/O TAU: S/O TNZ: S/O
8528.49.30	---Moniteurs couleurs incomplets ou non finis, y compris les assemblages de moniteurs composés des systèmes de détection et d'amplification de fréquence vidéo intermédiaire (FI), des systèmes d'amplification et de traitement vidéo, des circuits de déviation et de synchronisation, et des systèmes d'amplification et de détection audio plus un bloc d'alimentation, mais ne comportant pas un tube à rayons cathodiques	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
8528.71.20	---Boîtiers décodeurs ayant une fonction de communication : dispositifs à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet, et ayant une fonction d'échange interactif de renseignements	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: En fr. TNZ: En fr.	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: En fr. (A) TNZ: En fr. (A)
8528.72.10	---Boîtiers décodeurs ayant une fonction de communication : dispositifs à microprocesseur comprenant un modem d'accès à Internet, et ayant une fonction d'échange interactif de renseignements	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: En fr. TNZ: En fr.	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: En fr. (A) TNZ: En fr. (A)

PARTIE 4 (*suite*)NOUVELLES DISPOSITIONS TARIFAIRES (*suite*)

Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Tarif de la nation la plus favorisée		Tarif de préférence	
		Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
9030.90.00	-Parties et accessoires	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O

**REGULATORY IMPACT
ANALYSIS STATEMENT***(This statement is not part of the Order.)***Description**

Most countries including Canada are signatories to the International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding System (“the Harmonized System”), which governs the numbering and description of the approximately 8,700 tariff items in the *Customs Tariff*. The World Customs Organization, which is the international body that oversees the Harmonized System, periodically updates it to reflect changing technology and patterns of trade. The current round of amendments to the Harmonized System is to take effect on January 1, 2007. As a signatory to the Harmonized System Convention, Canada has a commitment to incorporate these amendments into its *Customs Tariff* as of that date.

Most changes required to the *Customs Tariff* to align it with the upcoming changes to the Harmonized System taking effect January 1, 2007 were the subject of an Order passed in June of this year, to allow enough time for the Canada Border Services Agency and the trading community to adjust their systems. However, some unrelated changes have been made to the *Customs Tariff* since that time, this subsequent Order is needed to align those changes with the 2007 tariff structure. This Order is technical in nature, including renumbering and redescribing tariff items to ensure that the rates of duty to which goods are subject on January 1, 2007 are identical to the rates to which they would have been subject in the absence of amendments to the Harmonized System.

Alternatives

No practical alternative was envisaged. An Order pursuant to Article 14 of the *Customs Tariff* is the appropriate way to implement the amendments in a timely manner.

Benefits and Costs

This Order involves no changes in tariff policy. An internationally harmonized system of description for goods benefits both

**RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT
DE LA RÉGLEMENTATION***(Ce résumé ne fait pas partie du décret.)***Description**

La plupart des pays, y compris le Canada, ont signé la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (le « Système harmonisé ») qui régit la numérotation et la désignation des quelque 8 700 numéros tarifaires du *Tarif des douanes*. L'Organisation mondiale des douanes, qui est l'organisme international responsable de la surveillance du Système harmonisé, met périodiquement à jour le système pour refléter l'évolution de la technologie et les tendances commerciales. La série actuelle de modifications apportées au Système harmonisé doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2007. En sa qualité de signataire de la Convention sur le Système harmonisé, le Canada doit intégrer ces modifications à son *Tarif des douanes* à compter de cette date.

La plupart des modifications qu'il est nécessaire d'apporter au *Tarif des douanes* pour l'adapter aux changements prévus au Système harmonisé, qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2007, ont fait l'objet d'un décret qui a été adopté en juin dernier afin que l'Agence des services frontaliers du Canada et le milieu commercial disposent des délais nécessaires pour modifier leurs systèmes. Toutefois, des changements ont été apportés depuis lors au *Tarif des douanes*, et le présent décret est donc nécessaire afin d'en assurer la concordance avec la structure tarifaire de 2007. Le décret apporte des modifications de forme, y compris une nouvelle numérotation et une nouvelle désignation d'un certain nombre de numéros tarifaires afin que les taux de droit de douane visant les marchandises à compter du 1^{er} janvier 2007 soient identiques aux taux qui auraient été applicables en l'absence des modifications du Système harmonisé.

Solutions envisagées

Aucune autre solution a été envisagée. Un décret en vertu de l'Article 14 du *Tarif des douanes* est la façon appropriée de mettre en vigueur les modifications à l'annexe du *Tarif des douanes* dans des délais raisonnables.

Avantages et coûts

Le décret n'entraîne aucun changement de la politique tarifaire. Un système harmonisé international de désignation des

Canadian importers and exporters by minimizing the costs of complying with Customs laws, both in Canada and abroad. These amendments are revenue neutral.

Consultation

The Canada Border Services Agency conducted consultations with relevant Canadian industry during the discussions at the World Customs Organization to ensure that the recommended amendments to the Harmonized System reflected industry's interests and concerns.

Compliance and Enforcement

As the Canada Border Services Agency is responsible for administering the *Customs Tariff*, it will be responsible for enforcing compliance with these amendments.

Contacts

Sylvie Larose
International Trade Policy Division
Department of Finance
Ottawa, Ontario
K1A 0G5
Telephone: (613) 996-5887

Tom MacDonald
International Nomenclature Development
Canada Border Services Agency
Ottawa, Ontario
K1A 0L5
Telephone: (613) 941-2146

marchandises est avantageux pour les importateurs et exportateurs canadiens, puisqu'il minimise les coûts liés à l'observation des lois douanières, tant au Canada qu'à l'étranger. Les modifications n'ont aucune incidence sur les recettes.

Consultations

L'Agence des services frontaliers du Canada a tenu des consultations auprès des branches pertinentes de l'industrie canadienne durant les discussions qui se sont déroulées dans le cadre de l'Organisation mondiale des douanes pour veiller à ce que les modifications proposées au Système harmonisé tiennent dûment compte de leurs intérêts et préoccupations.

Respect et exécution

Étant donné que l'Agence des services frontaliers du Canada est responsable de l'administration du *Tarif des douanes*, il lui incombe de voir à ce que les modifications soient observées.

Personnes-ressources

Sylvie Larose
Division de la politique commerciale internationale
Ministère des Finances
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5
Téléphone : (613) 996-5887

Tom MacDonald
Élaboration de la nomenclature internationale
Agence des services frontaliers du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5
Téléphone : (613) 941-2146

Registration
SOR/2006-329 November 30, 2006

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

Order Amending Schedule 1 to the Canadian Environmental Protection Act, 1999 (Miscellaneous Program)

P.C. 2006-1464 November 30, 2006

Whereas, pursuant to subsection 332(1)^a of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*^b, the Minister of the Environment published in the *Canada Gazette*, Part I, on December 17, 2005, a copy of the proposed *Order Amending Schedule 1 to the Canadian Environmental Protection Act, 1999 (Miscellaneous Program)*, substantially in the annexed form, and persons were given an opportunity to file comments with respect to the proposed Order or to file a notice of objection requesting that a board of review be established and stating the reasons for the objection;

Therefore, Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of the Environment and the Minister of Health, pursuant to subsection 90(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*^b, hereby makes the annexed *Order Amending Schedule 1 to the Canadian Environmental Protection Act, 1999 (Miscellaneous Program)*.

ORDER AMENDING SCHEDULE 1 TO THE CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999 (MISCELLANEOUS PROGRAM)

AMENDMENTS

1. Item 69 of Schedule 1 to the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*¹, made by Order in Council P.C. 2005-227 of February 22, 2005², is renumbered as item 70.

2. Item 70 of Schedule 1 to the Act, made by Order in Council P.C. 2005-227 of February 22, 2005², is renumbered as item 71.

COMING INTO FORCE

3. This Order comes into force on the day on which it is registered.

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Order.)

Description

The *Order Amending Schedule 1 to the Canadian Environmental Protection Act, 1999 (Miscellaneous Program)* pursuant to subsection 90(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* (CEPA 1999), aims at correcting an error made through

^a S.C. 2004, c. 15, s. 31

^b S.C. 1999, c. 33

¹ S.C. 1999, c. 33

² SOR/2005-46

Enregistrement
DORS/2006-329 Le 30 novembre 2006

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

Décret correctif visant l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)

C.P. 2006-1464 Le 30 novembre 2006

Attendu que, conformément au paragraphe 332(1)^a de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*^b, le ministre de l'Environnement a fait publier dans la *Gazette du Canada* Partie I, le 17 décembre 2005, le projet de décret intitulé *Décret correctif visant l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, conforme en substance au texte ci-après, et que les intéressés ont ainsi eu la possibilité de présenter leurs observations à cet égard ou un avis d'opposition motivé demandant la constitution d'une commission de révision,

À ces causes, sur recommandation de la ministre de l'Environnement et du ministre de la Santé et en vertu du paragraphe 90(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Décret correctif visant l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, ci-après.

DÉCRET CORRECTIF VISANT L'ANNEXE 1 DE LA LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

MODIFICATIONS

1. L'article 69 de l'annexe 1 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*¹, édicté par le décret C.P. 2005-227 du 22 février 2005², devient l'article 70.

2. L'article 70 de l'annexe 1 de la même loi, édicté par le décret C.P. 2005-227 du 22 février 2005², devient l'article 71.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent décret entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du décret.)

Description

Le *Décret correctif visant l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, en vertu du paragraphe 90(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* [LCPE (1999)], a pour objet de corriger une erreur

^a L.C. 2004, ch. 15, art. 31

^b L.C. 1999, ch. 33

¹ L.C. 1999, ch. 33

² DORS/2005-46

the *Order Listing Toxic Substances on Schedule 1 of the Canadian Environmental Protection Act, 1999* published in the *Canada Gazette*, Part II, on February 22, 2005. Under the latter, three toxic substances, namely Dichlorodiphenyltrichloroethane (DDT), 2-butoxyethanol and 2-methoxyethanol were mistakenly listed on the Toxic Substances List of CEPA 1999 with the following numbers:

- 69. Dichlorodiphenyltrichloroethane (DDT)
- 69. 2-butoxyethanol
- 70. 2-methoxyethanol

To correct this inconsistency in the numbering of Schedule 1 of CEPA 1999, the *Order Amending Schedule 1 to the Canadian Environmental Protection Act, 1999 (Miscellaneous Program)* is re-numbering these substances as follows:

- 69. Dichlorodiphenyltrichloroethane (DDT)
- 70. 2-butoxyethanol
- 71. 2-methoxyethanol

The *Order Amending Schedule 1 to the Canadian Environmental Protection Act, 1999 (Miscellaneous Program)* will come into force on the day of its registration.

Consultation

No comments were received following pre-publication in the *Canada Gazette*, Part I, on December 17, 2005.

Contacts

Ms. Céline Labossière
 Policy Manager
 Impact Analysis and Instrument Choice Division
 Strategic Analysis and Research Directorate
 Environment Canada
 10 Wellington Street, 24th Floor
 Gatineau, Quebec
 K1A 0H3
 Telephone: (819) 997-2377
 FAX: (819) 997-2769
 E-mail: celine.labossiere@ec.gc.ca

Mr. John Moffet
 A/ Director General
 Systems and Priorities
 Environmental Stewardship Branch
 Environment Canada
 351 St. Joseph Boulevard
 Gatineau, Quebec
 K1A 0H3
 Telephone: (819) 953-6830
 FAX: (819) 994-8921
 E-mail: DGSPD@ec.gc.ca

commise par le biais du *Décret sur l'inscription des substances toxiques* à l'annexe 1 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* qui a été publié dans la *Gazette du Canada* Partie II le 25 février 2005. En effet, par ce décret, trois substances toxiques ont été erronément inscrites à la Liste des substances toxiques de la manière suivante :

- 69. Dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT)
- 69. Le 2-butoxyéthanol
- 70. Le 2-méthoxyéthanol

Le *Décret correctif visant l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* corrige cette incohérence à l'annexe 1 de la LCPE (1999), en numérotant de nouveau ces substances de la façon suivante :

- 69. Dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT)
- 70. Le 2-butoxyéthanol
- 71. Le 2-méthoxyéthanol

Le *Décret correctif visant l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* entrera en vigueur à la date de son enregistrement.

Consultations

Aucun commentaire n'a été reçu à la suite de la publication au préalable dans la *Gazette du Canada* Partie I le 17 décembre 2005.

Personnes-ressources

Mme Céline Labossière
 Gestionnaire de politiques
 Division de l'analyse des impacts et du choix des instruments
 Direction générale des analyses et recherches stratégiques
 Environnement Canada
 10, rue Wellington, 24^e étage
 Gatineau (Québec)
 K1A 0H3
 Téléphone : (819) 997-2377
 TÉLECOPIEUR : (819) 997-2769
 Courriel : celine.labossiere@ec.gc.ca

M. John Moffet
 Directeur général intérimaire
 Systèmes et priorités
 Direction générale de l'intendance environnementale
 Environnement Canada
 351, boul. Saint-Joseph
 Gatineau (Québec)
 K1A 0H3
 Téléphone : (819) 953-6830
 TÉLECOPIEUR : (819) 994-8921
 Courriel : DGSPD@ec.gc.ca

Registration
SOR/2006-330 November 30, 2006

PLANT PROTECTION ACT

Golden Nematode Compensation Regulations

P.C. 2006-1466 November 30, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Agriculture and Agri-Food, pursuant to paragraph 47(q) of the *Plant Protection Act*^a, hereby makes the annexed *Golden Nematode Compensation Regulations*.

GOLDEN NEMATODE COMPENSATION REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “golden nematode” means the golden nematode (*Globodera rostochiensis*) in all its life stages including cysts that contain viable eggs or larvae.

COMPENSATION

2. (1) Compensation is payable to a person in respect of the restriction imposed on the movement of potatoes within, into or out of a place under the *Plant Protection Act* or the *Plant Protection Regulations* if

- (a) the potatoes were produced by the person in a field where golden nematode has been detected;
- (b) the field is listed in the schedule or is in the area described in the *Golden Nematode Infested Places Order*, which was signed by the Minister on October 12, 2006; and
- (c) the potatoes are disposed of by the person during the period beginning on August 2, 2006 and ending on August 30, 2007.

(2) The compensation shall not exceed the lesser of

- (a) the direct costs incurred by the person for the disposition of the potatoes, and
- (b) \$22.00 per metric tonne of the potatoes that were disposed of, less the amount of compensation to which the person is entitled for those direct costs under any federal law or law of the Province of Quebec, any other compensation or insurance program, or an insurance contract.

APPLICATION FOR COMPENSATION

3. (1) The compensation is payable on condition that the person submits an application for compensation to the Minister within six months after the date of publication of these Regulations in the *Canada Gazette*, Part II.

(2) The application must be made in writing on a form provided by the Minister and signed by the applicant and must include

^a S.C. 1990, c. 22

Enregistrement
DORS/2006-330 Le 30 novembre 2006

LOI SUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX

Règlement sur l'indemnisation relative au nématode doré

C.P. 2006-1466 Le 30 novembre 2006

Sur recommandation du ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire et en vertu de l'alinéa 47q) de la *Loi sur la protection des végétaux*^a, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur l'indemnisation relative au nématode doré*, ci-après.

RÈGLEMENT SUR L'INDEMNISATION RELATIVE AU NÉMATODE DORÉ

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « nématode doré » s'entend du nématode doré (*Globodera rostochiensis*) dans tous les stades de son cycle biologique, y compris les kystes contenant des œufs ou des larves viables.

INDEMNISATION

2. (1) Dans le cas où, sous le régime de la *Loi sur la protection des végétaux* ou du *Règlement sur la protection des végétaux*, un lieu a fait l'objet d'une mesure de restriction quant à son accès aux pommes de terre ou au droit d'en faire sortir ou d'y faire circuler des pommes de terre, une personne a droit à l'indemnité si les conditions suivantes sont réunies :

- a) les pommes de terre ont été produites par la personne dans un champ où le nématode doré a été détecté;
- b) le champ est visé à l'annexe ou il est situé dans la zone décrite dans l'*Arrêté sur les lieux infestés par le nématode doré* pris par le ministre le 12 octobre 2006;
- c) elle dispose des pommes de terre durant la période commençant le 2 août 2006 et se terminant le 30 août 2007.

(2) L'indemnité ne peut dépasser la moins élevée des sommes suivantes :

- a) les frais directs engagés par la personne pour la disposition des pommes de terre;
- b) la somme correspondant à 22,00 \$ par tonne métrique de pommes de terre faisant l'objet de la disposition, moins le montant de l'indemnité à laquelle la personne a droit pour les frais directs en vertu d'une loi fédérale ou d'une loi du Québec, de tout autre programme d'assurance ou d'indemnisation ou d'un contrat d'assurance.

DEMANDE D'INDEMNISATION

3. (1) L'indemnité ne peut être versée que si la personne présente une demande d'indemnisation au ministre au plus tard six mois après la date de publication du présent règlement dans la *Gazette du Canada* Partie II.

(2) La demande d'indemnisation est présentée sur le formulaire fourni par le ministre, est signée par le demandeur et comporte les renseignements et documents suivants :

^a L.C. 1990, ch. 22

(a) the applicant's name, address and telephone number and, if applicable, the applicant's facsimile number and e-mail address; and

(b) evidence to substantiate the direct costs incurred by the applicant for the disposition of potatoes.

(3) An applicant may amend an application for compensation at any time before the expiry of the period referred to in subsection (1).

(4) A person may submit or amend an application after the expiry of the period referred to in subsection (1) if

(a) there were exceptional circumstances beyond the person's control that prevented the person from submitting or amending an application during that period; and

(b) the application is submitted or amended within 14 days after the day on which those circumstances cease to exist.

COMING INTO FORCE

4. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

SCHEDULE 1 (Paragraph 2(1)(b))

In this schedule, all coordinates are in reference to the Universal Transverse Mercator system (UTM), central meridian 75° W, zone 18, NAD 83.

The field at Saint-Wenceslas, Quebec, having the following coordinates:

North corner: N 5,116,347.04 m and E 707,063.87 m

East corner: N 5,115,964.36 m and E 707,458.36 m

South corner: N 5,115,783.18 m and E 707,396.55 m

West corner: N 5,116,138.93 m and E 707,032.18 m

The field at Saint-Hyacinthe, Quebec having the following coordinates:

Northwest corner: N 5,052,449.33 m and E 654,642.30 m

Northeast corner: N 5,052,458.13 m and E 654,761.79 m

Southeast corner: N 5,051,633.99 m and E 654,718.16 m

Southwest corner: N 5,051,628.39 m and E 654,594.35 m

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

(This statement is not part of the Regulations.)

Description

The purpose of the *Plant Protection Act* is to protect plant life in Canada and the agricultural and forestry sectors of the Canadian economy by preventing the importation, exportation and spread of plant pests, such as insects and diseases. Under this Act, the Minister of Agriculture and Agri-food is empowered to control or eradicate plant pests where it is necessary and cost-justifiable. The objectives of compensation under the *Plant Protection Act* are to build support of and cooperation with control measures and to encourage early reporting of suspected pests or disease.

a) les nom, adresse et numéro de téléphone du demandeur et, le cas échéant, ses numéro de télécopieur et adresse électronique;

b) les pièces justificatives des frais directs engagés par le demandeur pour la disposition des pommes de terre.

(3) Toutefois, la demande d'indemnisation peut être modifiée avant l'expiration de ce délai.

(4) Aussi, elle peut être présentée ou modifiée après l'expiration de ce délai, si :

a) d'une part, des circonstances exceptionnelles, indépendantes de la volonté du demandeur, l'ont empêché de la présenter ou de la modifier plus tôt;

b) d'autre part, elle est présentée ou modifiée dans les quatorze jours suivant la date à laquelle ces circonstances ont cessé d'exister.

ENTRÉE EN VIGUEUR

4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

ANNEXE (alinéa 2(1)(b))

Dans la présente annexe, toutes les coordonnées font référence au système de Projection universelle transverse de Mercator (UTM), méridien central 75° O, zone 18, NAD 83.

Le champ situé à Saint-Wenceslas, au Québec, et ayant comme coordonnées :

Coin nord : N 5 116 347,04 m et E 707 063,87 m

Coin est : N 5 115 964,36 m et E 707 458,36 m

Coin sud : N 5 115 783,18 m et E 707 396,55 m

Coin ouest : N 5 116 138,93 m et E 707 032,18 m

Le champ situé à Saint-Hyacinthe, au Québec, et ayant comme coordonnées :

Coin nord-ouest : N 5 052 449,33 m et E 654 642,30 m

Coin nord-est : N 5 052 458,13 m et E 654 761,79 m

Coin sud-est : N 5 051 633,99 m et E 654 718,16 m

Coin sud-ouest : N 5 051 628,39 m et E 654 594,35 m

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

(Ce résumé ne fait pas partie du règlement.)

Description

L'objet de la *Loi sur la protection des végétaux* est de protéger la vie végétale au Canada et les secteurs agricoles et forestiers de l'économie canadienne en empêchant l'importation, l'exportation et la propagation des phytoravageurs, comme les insectes et les maladies. En vertu de cette Loi, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a le pouvoir de contrôler ou d'éradiquer les phytoravageurs lorsque cela s'avère nécessaire et rentable. Les objectifs de l'indemnisation en vertu de la *Loi sur la protection des végétaux* visent à favoriser la collaboration et l'adoption des mesures de contrôle ainsi que le signalement des ravageurs ou des maladies dès les premiers signes de leur présence.

Golden Nematode (GN) is a species of Potato Cyst Nematode and is considered a quarantine pest in Canada. Golden Nematode does not pose a risk to human health; however, it can reduce yields of potatoes and other host crops such as tomatoes and eggplants by up to 80 per cent. This species of nematode infests the soil and is very difficult to eradicate because it can persist, dormant in the soil, for several decades.

On August 15, 2006, the Canadian Food Inspection Agency (CFIA) confirmed the presence of GN in a 30-acre field in the Municipalité régionale de comté de Lajemmerais approximately 20 kilometers east of Montreal. The CFIA, the Government of Quebec and industry immediately began an investigation and took steps to prevent the spread of GN to non-infested areas, including implementation of strict control measures on the affected property.

In September, the CFIA collected trace-out data from the affected farm, such as the movement of plant products and equipment, and implemented additional control measures on properties adjacent to the affected farm. Two of these adjacent fields later tested positive for GN. Also in September, a task force comprising federal and provincial governments, the scientific community and industry was established to provide guidance and advice regarding a long-term management strategy, a recovery strategy and communications.

On October 12, the Minister of Agriculture and Agri-Food enacted the *Golden Nematode Infested Places Order*. The regulated area encompasses mainly the Municipality of Saint-Amable and parcels of land in the immediate area. Within this area, the Order restricts the movement of a number of items including soil, machinery, nursery stock, plant parts with soil, potatoes, eggplants and tomatoes. To limit the growth and spread of GN, these items can no longer be moved within or into or out of the regulated area without meeting specific requirements; and potato plants or parts thereof, which include seed potatoes, cannot be introduced into the infested area unless they are authorized by the CFIA.

These Regulations, intended to defray the direct cost of disposing of potatoes, are an important component of the overall recovery strategy to assist those affected by GN. The strategy will involve industry and federal and provincial governments collaborating to develop a sustainability plan for potato producers in the affected areas to help them adapt their enterprises to meet new realities.

Many of the affected growers will be facing severely diminished 2006 crop revenues and uncertain future revenues. These Regulations form part of a three-pronged approach to assisting those affected by Golden Nematode. This approach includes financial assistance through the Canadian Agriculture Income Stabilization (CAIS) Program with immediate payments to producers and additional assistance provided under Agriculture and Agri-Food Canada's Disaster Assistance Framework.

Growers who have potatoes that are subject to movement restrictions imposed under the *Plant Protection Act* or the *Plant Protection Regulations* will be eligible for compensation if: the

Le nématode doré est une espèce de nématode à kyste de la pomme de terre et il est considéré comme un ravageur justiciable de quarantaine au Canada. Le nématode doré ne pose aucun danger pour la santé humaine, cependant, il peut réduire le rendement des cultures de pomme de terre et d'autres cultures hôtes, comme les tomates et les aubergines, dans une proportion pouvant atteindre 80 p. 100. Ce ravageur infeste le sol et est très difficile à éradiquer parce qu'il peut survivre à l'état dormant dans le sol pendant plusieurs décennies.

Le 15 août 2006, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a confirmé la présence du nématode doré dans un champ de 30 acres dans la Municipalité régionale de comté de Lajemmerais, environ 20 kilomètres à l'est de Montréal. L'ACIA, le gouvernement du Québec et l'industrie ont immédiatement ouvert une enquête et pris des mesures pour empêcher la propagation du nématode doré aux endroits non infestés, telles que l'imposition de mesures de contrôle rigoureuses sur la propriété touchée.

En septembre, l'ACIA a recueilli des données provenant de l'exploitation touchée, notamment sur le déplacement des produits végétaux et du matériel, et a pris d'autres mesures de contrôle à l'égard des terres adjacentes au champ de référence. On a ensuite confirmé la présence du nématode doré dans deux de ces champs à la suite d'analyses. Aussi en septembre, un groupe de travail composé de représentants fédéraux et provinciaux, des milieux scientifiques et de l'industrie a été établi pour donner des avis et des conseils sur une stratégie de gestion à long terme, une stratégie de redressement et les communications.

Le 12 octobre, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a édicté l'*Arrêté sur les lieux infestés par le nématode doré*. La zone réglementée englobe surtout la Municipalité de Saint-Amable et d'autres parcelles dans le voisinage immédiat. À l'intérieur de cette zone, l'arrêté empêche le déplacement d'un nombre d'articles, dont le sol, la machinerie, le matériel de pépinière, les parties végétales auxquelles adhère du sol, les pommes de terre, les aubergines et les tomates. Pour limiter la croissance et la propagation du nématode doré, ces articles ne peuvent plus être déplacés à l'intérieur ou hors de la zone réglementée ni dans cette zone à moins de satisfaire à des exigences précises. De plus, les plants ou parties de plants de pommes de terre, y compris les pommes de terre de semence, ne peuvent plus être introduits dans la zone infestée à moins que l'ACIA ne l'ait autorisé.

Ce règlement, dont le but est de payer les coûts directs liés à l'élimination des pommes de terre, est un élément important de la stratégie globale de redressement visant à aider les exploitants touchés par le nématode doré. Dans le cadre de cette stratégie, l'industrie et les gouvernements fédéral et provincial s'emploieront ensemble à dresser un plan à l'intention des producteurs de pommes de terre des zones touchées afin de les aider à adapter leur entreprise aux nouvelles réalités.

Bon nombre de cultivateurs touchés feront face à une réduction importante de leur revenu en 2006 ainsi qu'à des revenus futurs incertains. Le règlement fait partie d'une approche en trois volets destinée à aider ceux qui sont affectés par le nématode doré. Cette approche comprend des paiements immédiats du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PSCRA) et de l'aide supplémentaire fournie dans le cadre de l'aide en cas de catastrophe d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Dans le cas où, sous le régime de la *Loi sur la protection des végétaux* ou du *Règlement sur la protection des végétaux*, un lieu a fait l'objet d'une mesure de restriction quant au déplacement de

potatoes were produced by the person in a field where golden nematode has been detected, the field is listed in the schedule to the Regulations or is in the area described in the *Golden Nematode Infested Places Order*, and, the potatoes are disposed of by the person after August 1, 2006 and before August 31, 2007. The compensation will be paid based on the direct costs incurred by the affected grower to dispose of the potatoes up to a maximum of \$22 per metric tonne.

Participation in compensation programs under the *Plant Protection Act* is voluntary. These Regulations are consistent with previous compensation programs that were established for plant diseases such as plum pox virus and potato wart. In these previous programs, compensation was also provided for disposition of plants and plant products.

Alternatives

1. Maintain the status-quo

Several growers have incurred costs as a result of the disposal of potatoes. Without compensation regulations, compensation for those costs cannot be paid under the *Plant Protection Act*.

2. Introduce Compensation Regulations

Compensating persons in the affected area complements the actions taken by the CFIA to contain and control the pest. This option is also consistent with previous regulatory initiatives that compensated persons for detections of potato wart.

Benefits and Costs

Costs

The estimated direct cost of compensating affected persons under these Regulations is \$440,000. This compensation would cover the costs of disposal of potatoes.

Compensation is based on the actual costs of disposal up to the maximum set out in the Regulations. Claimants will be required to make application with appropriate documentation to substantiate the costs that were incurred.

Benefits

The main benefit of the compensation regulations is to support the implementation of the control and containment measures targeted to eradication by defraying some of the costs incurred by affected persons. Failure to address this disease may have a potentially negative impact on Canada's potato exports and other agricultural commodities associated with soil movement.

Consultation

Face-to-face consultation with persons affected by the detection of GN have been ongoing since the detection in August 2006. Establishment of restricted zones, issuance of notices and data collection have been conducted in a transparent manner with particular attention paid to keeping affected persons informed.

Affected growers have requested and anticipate that compensation payments will be made. These growers are facing immediate financial pressure due to the detection of GN. Therefore, these

pommes de terre, une indemnité est versée au producteur de celles-ci, si les pommes de terre proviennent d'un champ où le nématode doré a été détecté, si le champ est situé dans la zone décrite dans l'*Arrêté sur les lieux infestés par le nématode doré* signé par le ministre le 12 octobre 2006 ou figure à l'annexe du règlement et si le producteur dispose des pommes de terre après le 1^{er} août 2006 et avant le 31 août 2007. L'indemnité sera fondée sur les coûts directs engagés par le producteur pour la disposition de pommes de terre à concurrence de 22 \$ la tonne métrique.

La participation aux programmes en vertu de la *Loi sur la protection des végétaux* est facultative. Le règlement est conforme aux programmes antérieurs d'indemnisation qui ont été établis en raison de maladies telles la sharka du prunier et la gale verruqueuse de la pomme de terre. Dans ces programmes, une indemnité était prévue pour disposer des plants et des produits agricoles.

Solutions envisagées

1. Maintenir le statu quo

Plusieurs cultivateurs ont engagé des dépenses pour éliminer les pommes de terre contaminées. Sans règlement portant sur l'indemnisation, il est impossible d'indemniser les cultivateurs pour ces coûts en vertu de la *Loi sur la protection des végétaux*.

2. Adoption d'un règlement portant sur l'indemnisation

L'indemnisation des producteurs des régions touchées vient compléter les mesures prises par l'ACIA pour éradiquer la parasite. Cette approche cadre avec les projet de réglementation antérieurs sur l'indemnisation des personnes à la suite de la découverte de la gale verruqueuse de la pomme de terre.

Avantages et coûts

Coûts

Le coût direct de l'indemnisation des personnes touchées en vertu de ce règlement serait d'environ 440 000 \$. L'indemnisation s'appliquerait aux coûts liés à l'élimination des pommes de terre.

L'indemnité se fonderait sur les coûts réels de l'élimination, jusqu'à concurrence du maximum prévu dans le règlement. Les demandeurs seraient tenus de présenter une demande ainsi que la documentation appropriée comme preuve des coûts engagés.

Avantages

Le principal avantage de l'indemnisation est d'appuyer la mise en œuvre des mesures de lutte et de confinement ciblées pour l'éradication en remboursant certains des coûts engagés par les personnes touchées. Si l'on néglige de lutter contre cette maladie, elle pourrait avoir une incidence négative sur les exportations canadiennes de pommes de terre et d'autres produits agricoles associés au déplacement de sol.

Consultations

Les consultations avec les personnes touchées par la détection du nématode doré se poursuivent depuis la découverte en août 2006. L'établissement de zones faisant l'objet de mesures de restriction, la signification d'avis et la collecte de données ont été menés de manière transparente en s'attachant particulièrement à informer les personnes touchées.

Les cultivateurs touchés s'attendent à ce que des indemnités soient versées. Ils font face à des pressions financières dans l'immédiat découlant des conséquences de la présence du

Regulations are required urgently and the Regulations are exempted from pre-publication.

This compensation is an important part of a long-term recovery strategy for affected growers. In conjunction with stakeholders, Agriculture and Agri-Food Canada, in consultation with CFIA, will establish a long-term recovery strategy for the regulated area which may include: transition to alternate crops, implementation of best management practices, establishment and maintenance of pest-free places of production or re-zoning to non-agricultural use.

Compliance and Enforcement

Compliance will be obtained through a review of documentation to verify eligibility and recovery of funds if growers are found to be ineligible for compensation.

Contact

Mr. Greg Stubbings
Director
Plant Health and Production Division
Canadian Food Inspection Agency
59 Camelot Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0Y9
Telephone: (613) 221-4316
FAX: (613) 228-6606

nématode doré. Par conséquent, le présent règlement est urgent et exempté de la publication au préalable.

Cette indemnisation fait partie intégrante de la stratégie de redressement à long terme destinée aux producteurs touchés. De concert avec les intervenants, Agriculture et Agroalimentaire Canada, en collaboration avec l'ACIA, dressera une stratégie de redressement à long terme dans la région réglementée. Cette stratégie peut comprendre des mesures comme l'adoption d'autres cultures, la mise en œuvre des meilleures pratiques de lutte anti-parasitaire, l'établissement et le maintien de lieux de production exempts de ravageurs ou modification du zonage pour que les terres servent à d'autres fins qu'à des fins agricoles.

Respect et exécution

La conformité sera vérifiée au moyen d'un examen de la documentation qui permettra de s'assurer de l'admissibilité, et du recouvrement des fonds lorsqu'il est établi qu'un agriculteur n'est pas admissible à des indemnités.

Personne-ressource

M. Greg Stubbings
Directeur
Division de la protection des végétaux
Agence canadienne d'inspection des aliments
59, promenade Camelot
Ottawa (Ontario)
K1A 0Y9
Téléphone : (613) 221-4316
TÉLÉCOPIEUR : (613) 228-6606

Registration
SOR/2006-331 December 1, 2006

FARM PRODUCTS AGENCIES ACT

Regulations Amending the Canadian Chicken Licensing Regulations

Whereas the Governor in Council has, by the *Chicken Farmers of Canada Proclamation*^a, established Chicken Farmers of Canada (“CFC”) pursuant to subsection 16(1)^b of the *Farm Products Agencies Act*^c;

And whereas CFC has been empowered to implement a marketing plan pursuant to that Proclamation;

Therefore, Chicken Farmers of Canada, pursuant to paragraph 22(1)(f) of the *Farm Products Agencies Act*^c and section 11^d of the schedule to the *Chicken Farmers of Canada Proclamation*^a, hereby makes the annexed *Regulations Amending the Canadian Chicken Licensing Regulations*.

Ottawa, Ontario, November 29, 2006

REGULATIONS AMENDING THE CANADIAN CHICKEN LICENSING REGULATIONS

AMENDMENTS

1. (1) Paragraph 5(3)(d) of the *Canadian Chicken Licensing Regulations*¹ is replaced by the following:

(d) during the market development commitment period, the licensee must market the total live weight equivalent of the number of kilograms of chicken indicated in section 1 of the market development commitment form — calculated by using the coefficients set out in column 2 of section 1 of Schedule 2 — to the buyers, and for the end-uses, referred to in section 3 of Schedule 2 and, during that period, the licensee must receive a copy of the Market Development Policy Volume Confirmation letter issued to buyers by the Department of Foreign Affairs and International Trade or the Certificate of Inspection Covering Meat Products issued by the Canadian Food Inspection Agency in respect of the chicken;

(2) Subparagraph 5(3)(i)(iii) of the Regulations is replaced by the following:

(iii) the Certificate of Inspection Covering Meat Products issued by the Canadian Food Inspection Agency in respect of the chicken,

COMING INTO FORCE

2. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

^a SOR/79-158; SOR/98-244

^b S.C. 1993, c. 3, par. 13(b)

^c S.C. 1993, c. 3, s. 2

^d SOR/2002-1

¹ SOR/2002-22

Enregistrement
DORS/2006-331 Le 1^{er} décembre 2006

LOI SUR LES OFFICES DES PRODUITS AGRICOLES

Règlement modifiant le Règlement sur l’octroi de permis visant les poulets du Canada

Attendu que, en vertu du paragraphe 16(1)^a de la *Loi sur les offices des produits agricoles*^b, le gouverneur en conseil a, par la *Proclamation visant Les Producteurs de poulet du Canada*^c, créé l’office appelé Les Producteurs de poulet du Canada;

Attendu que l’office est habilité à mettre en œuvre un plan de commercialisation conformément à cette proclamation,

À ces causes, en vertu de l’alinéa 22(1)(f) de la *Loi sur les offices des produits agricoles*^b et de l’article 11^d de l’annexe de la *Proclamation visant Les Producteurs de poulet du Canada*^c, l’office appelé Les Producteurs de poulet du Canada prend le *Règlement modifiant le Règlement sur l’octroi de permis visant les poulets du Canada*, ci-après.

Ottawa (Ontario), le 29 novembre 2006

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L’OCTROI DE PERMIS VISANT LES POULETS DU CANADA

MODIFICATIONS

1. (1) L’alinéa 5(3)(d) du Règlement sur l’octroi de permis visant les poulets du Canada¹ est remplacé par ce qui suit:

d) pendant la période d’engagement à l’expansion du marché, il doit commercialiser l’équivalence totale en poids vif du nombre de kilogrammes de poulet indiqué à l’article 1 du formulaire d’engagement pour l’expansion du marché — laquelle équivalence est calculée selon les coefficients figurant à l’article 1 de l’annexe 2, dans la colonne 2 — auprès des acheteurs visés à l’article 3 de l’annexe 2 et pour les utilisations finales visées à cet article et il doit avoir reçu, pendant cette période, une copie de la lettre de confirmation quant au volume visé par la politique d’expansion du marché délivrée aux acheteurs par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ou le Certificat d’inspection pour les produits carnés délivré par l’Agence canadienne d’inspection des aliments relativement au poulet visé;

(2) Le sous-alinéa 5(3)(i)(iii) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(iii) le Certificat d’inspection pour les produits carnés délivré par l’Agence canadienne d’inspection des aliments relativement au poulet,

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

^a L.C. 1993, ch. 3, al. 13(b)

^b L.C. 1993, ch. 3, art. 2

^c DORS/79-158; DORS/98-244

^d DORS/2002-1

¹ DORS/2002-22

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Regulations.)

The *Canadian Chicken Licensing Regulations* provide that every market development licence is issued subject to certain conditions. One condition is that a market development licensee market the total live weight equivalent of the number of kilograms of chicken indicated in section 1 of the market development commitment form, during the market development commitment period. The amendments to these Regulations make clear that which was already implicit in the Regulations, namely, that the licensee must receive from the buyer, during the market development commitment period, in respect of the chicken that was marketed, a copy of the Market Development Policy Volume Confirmation letter issued to each buyer by the Department of Foreign Affairs and International Trade or the Certificate of Inspection Covering Meat Products issued by the Canadian Food Inspection Agency.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du règlement.)

Le *Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada* prévoit que le permis d'expansion du marché est délivré à certaines conditions. L'une d'elles est que le titulaire d'un permis d'expansion du marché doit commercialiser, en équivalence en poids vif, le nombre total de kilogrammes de poulet indiqué à l'article 1 du formulaire d'engagement à l'expansion du marché pendant la période d'engagement à l'expansion du marché. Le règlement modifié fait clairement ressortir ce qui était déjà implicite, à savoir que le titulaire du permis doit avoir reçu de l'acheteur, pendant cette période et à l'égard du poulet commercialisé, une copie de la lettre de confirmation quant au volume visé par la politique d'expansion du marché délivrée à l'acheteur par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ou le Certificat d'inspection pour les produits carnés délivré par l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

Registration
SI/2006-134 December 13, 2006

OTHER THAN STATUTORY AUTHORITY

Order Respecting Ex Gratia Payments to Veterans Involved in Chemical Warfare Agent Testing

P.C. 2006-1350 November 21, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of National Defence, hereby makes the annexed *Order Respecting Ex Gratia Payments to Veterans Involved in Chemical Warfare Agent Testing*.

ORDER RESPECTING EX GRATIA PAYMENTS TO VETERANS INVOLVED IN CHEMICAL WARFARE AGENT TESTING

INTERPRETATION

1. The following definitions apply in this Order.

“Minister” means the Minister of National Defence. (*ministre*)

“veteran” means a former member of

(a) the naval, army or air forces of Canada or similar forces raised in Newfoundland and Labrador; or

(b) the Canadian Forces. (*ancien combattant*)

AUTHORIZATION

2. The Minister is hereby authorized, on application under section 4, to make an ex gratia payment of \$24,000 to a veteran who was a volunteer subject in chemical warfare agent testing during the period beginning on January 1, 1940 and ending on December 31, 1974, and who is alive on the day on which the payment is to be made.

3. In the case of a veteran who has died, the Minister is authorized, on application under section 4, to make the payment set out in section 2

(a) if the veteran died testate and the distribution of the estate or the liquidation of the succession of the veteran is not completed, to the executor or liquidator of the succession;

(b) if the veteran died testate and the distribution of the estate or the liquidation of the succession of the veteran has been completed, to the natural person who is entitled under the will to the residue of the estate or, if there are two or more such persons, to those persons on a pro rata basis of their share of the residue; or

(c) if the veteran died intestate, to the adult who was ordinarily living with the veteran at the time of the veteran’s death and was primarily responsible for providing care to the veteran without remuneration or, if there are two or more such adults, to those adults on a pro rata basis.

Enregistrement
TR/2006-134 Le 13 décembre 2006

AUTORITÉ AUTRE QUE STATUTAIRE

Décret concernant le versement de paiements à titre gracieux aux anciens combattants ayant pris part à des expériences de guerre chimique

C.P. 2006-1350 Le 21 novembre 2006

Sur recommandation du ministre de la Défense nationale, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Décret concernant le versement de paiements à titre gracieux aux anciens combattants ayant pris part à des expériences de guerre chimique*, ci-après.

DÉCRET CONCERNANT LE VERSEMENT DE PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX AUX ANCIENS COMBATTANTS AYANT PRIS PART À DES EXPÉRIENCES DE GUERRE CHIMIQUE

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s’appliquent au présent décret.

« ancien combattant » Selon le cas :

a) tout ancien membre de la marine, de l’armée de terre ou de l’aviation du Canada ou de forces semblables levées à Terre-Neuve-et-Labrador;

b) tout ancien membre des Forces canadiennes. (*veteran*)

« ministre » Le ministre de la Défense nationale. (*Minister*)

AUTORISATIONS

2. Le ministre est autorisé, sur présentation d’une demande faite en conformité avec l’article 4, à verser un paiement de 24 000 \$ à titre gracieux à tout ancien combattant qui s’est porté volontaire pour des expériences de guerre chimique pendant la période commençant le 1^{er} janvier 1940 et se terminant le 31 décembre 1974 et qui est vivant le jour du versement.

3. En cas de décès de l’ancien combattant, le ministre est autorisé, sur présentation d’une demande faite en conformité avec l’article 4, à verser le paiement visé à l’article 2 aux personnes suivantes :

a) si la liquidation ou la distribution de la succession testamentaire de l’ancien combattant n’est pas terminée, le liquidateur de la succession ou l’exécuteur testamentaire;

b) si la liquidation ou la distribution de la succession testamentaire de l’ancien combattant est terminée, la personne physique qui a droit aux termes du testament au reliquat de la succession ou, s’il y en a plusieurs, ces personnes au prorata du reliquat auquel elles ont droit;

c) si l’ancien combattant est décédé ab intestat, l’adulte qui résidait habituellement avec l’ancien combattant au moment du décès et qui était, sans rémunération, son principal donneur de soins ou, s’il y en a plusieurs, ces adultes au prorata.

APPLICATION

4. An application for an ex gratia payment made under section 2 or 3 shall be submitted to the Minister on or before February 28, 2007 by the veteran or by the applicable person or persons referred to in section 3, shall be in the form approved by the Minister and shall be supported by any evidence that he or she considers necessary.

PAYMENT

5. (1) A payment under section 2 or 3 consists of a one-time lump sum payment.

(2) No payment shall be made by the Minister under this Order after March 31, 2007.

NO CROWN LIABILITY

6. A payment made under this Order does not constitute an admission of liability on the part of the Crown.

EXCLUSION

7. This Order does not apply to a veteran in respect of whom an ex gratia payment has been made under the Chemical Warfare Agent Testing Recognition Program.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The Order authorizes the Minister of National Defence to issue ex gratia payments of \$24,000 to persons who served in the navy, army or air forces of Canada or similar forces raised in Newfoundland and Labrador or in the Canadian Forces, and were volunteer subjects in chemical warfare agent testing during the period beginning on January 1, 1940 and ending on December 31, 1974. The Order does not apply to persons in respect of whom an ex gratia payment has already been made under the Chemical Warfare Agent Testing Recognition Program.

If the veteran has died testate and the distribution of the estate or the liquidation of the succession of the veteran has not been completed, the payment would be made to the executor or liquidator of the succession. If the veteran has died testate and the distribution of the estate or the liquidation of the succession has been completed, payment would be made to the natural person who is entitled under the will to the residue of the estate. If the veteran has died intestate, payment would be made to the adult who was ordinarily living with the veteran at the time of the veteran's death and was primarily responsible for providing care to the veteran without remuneration.

DEMANDE

4. Toute demande de paiement à titre gracieux faite au titre des articles 2 ou 3 doit être présentée au ministre au plus tard le 28 février 2007 par l'ancien combattant ou par les personnes visées à l'article 3, en la forme approuvée par le ministre et doit être appuyée par toute preuve qu'il juge pertinente.

PAIEMENT

5. (1) Le paiement visé aux articles 2 ou 3 est fait en un seul versement global.

(2) Le ministre n'effectue aucun paiement aux termes du présent décret après le 31 mars 2007.

IMMUNITÉ DE L'ÉTAT

6. Les paiements versés au titre du présent décret ne constituent en aucune façon une reconnaissance de responsabilité de la part de l'État.

EXCLUSION

7. Le présent décret ne s'applique pas à l'ancien combattant à l'égard duquel un paiement à titre gracieux a été versé dans le cadre du Programme de reconnaissance des expériences de guerre chimique.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du décret.)

Le décret autorise le ministre de la Défense nationale à verser un paiement de 24 000 \$ à titre gracieux à tout membre soit des Forces canadiennes, soit de la marine, de l'armée de terre ou de l'aviation du Canada ou de forces semblables levées à Terre-Neuve-et-Labrador, qui s'est porté volontaire pour des expériences de guerre chimique pendant la période commençant le 1^{er} janvier 1940 et se terminant le 31 décembre 1974. Le décret ne s'applique pas aux anciens combattants à l'égard desquels un paiement à titre gracieux a été versé dans le cadre du Programme de reconnaissance des expériences de guerre chimique.

Si la liquidation ou la distribution de la succession testamentaire de l'ancien combattant décédé n'est pas terminée, le paiement est versé au liquidateur de la succession ou à l'exécuteur testamentaire. Si la liquidation ou la distribution de la succession testamentaire de l'ancien combattant décédé est terminée, le paiement est versé à la personne physique qui a droit aux termes du testament au reliquat de la succession. Si l'ancien combattant est décédé ab intestat, le paiement est versé à l'adulte qui résidait habituellement avec l'ancien combattant au moment du décès et qui était, sans rémunération, son principal donneur de soins.

Registration
SI/2006-135 December 13, 2006

Enregistrement
TR/2006-135 Le 13 décembre 2006

PUBLIC SERVICE REARRANGEMENT AND TRANSFER OF DUTIES ACT

LOI SUR LES RESTRUCTURATIONS ET LES TRANSFERTS D'ATTRIBUTIONS DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Order Transferring from the Department of Industry to the Department of Indian Affairs and Northern Development the Control and Supervision of Aboriginal Business Canada and First Nations SchoolNet and Transferring from the Minister of Industry to the Minister of Indian Affairs and Northern Development the Powers, Duties and Functions Relating to the National Aboriginal Economic Development Board

Décret transférant du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien la responsabilité à l'égard d'Entreprise autochtone Canada et Premières nations sur Rescol et transférant du ministre de l'Industrie au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien les attributions à l'égard de l'Office national du développement économique des autochtones

P.C. 2006-1351 November 22, 2006

C.P. 2006-1351 Le 22 novembre 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to paragraph 2(a)^a of the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act*, hereby

Sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'alinéa 2a)^a de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil :

(a) transfers from the Department of Industry to the Department of Indian Affairs and Northern Development the control and supervision of the following portions of the federal public administration within the Department of Industry:

a) transfère du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien la responsabilité à l'égard des secteurs ci-après de l'administration publique fédérale qui font partie du ministère de l'Industrie :

(i) the portion of the Regional Operations Sector known as Aboriginal Business Canada, and

(i) le secteur au sein du Secteur des opérations régionales connu sous le nom d'Entreprise autochtone Canada,

(ii) the portion of the E-Learning Directorate within the Information Highway Applications Branch within the Spectrum, Information Technologies and Telecommunications Sector known as First Nations SchoolNet, and

(ii) le secteur de la Direction de l'apprentissage électronique au sein de la Direction générale des applications de l'auto-route de l'information au sein du Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications connu sous le nom de Premières nations sur Rescol;

(b) transfers from the Minister of Industry to the Minister of Indian Affairs and Northern Development the powers, duties and functions of the Minister of Industry relating to the National Aboriginal Economic Development Board, established by Order in Council P.C. 1990-374 of February 23, 1990,

b) transfère du ministre de l'Industrie au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien les attributions conférées au ministre de l'Industrie à l'égard de l'Office national de développement économique des autochtones, établi par le décret C.P. 1990-374 du 23 février 1990.

effective December 1, 2006.

Ces mesures prennent effet le 1^{er} décembre 2006.

^a S.C. 2003, c. 22, s. 207

^a L.C. 2003, ch. 22, art. 207

Registration
SI/2006-136 December 13, 2006

Enregistrement
TR/2006-136 Le 13 décembre 2006

AN ACT TO AMEND THE AGRICULTURAL MARKETING
PROGRAMS ACT

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES PROGRAMMES DE
COMMERCIALISATION AGRICOLE

**Order Fixing November 27, 2006 as the Date of the
Coming into Force of the Act**

**Décret fixant au 27 novembre 2006 la date d'entrée
en vigueur de la Loi**

P.C. 2006-1394 November 23, 2006

C.P. 2006-1394 Le 23 novembre 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Agriculture and Agri-Food, pursuant to section 22 of *An Act to amend the Agricultural Marketing Programs Act*, assented to on June 22, 2006, being chapter 3 of the Statutes of Canada, 2006, hereby fixes November 27, 2006 as the day on which that Act comes into force.

Sur recommandation du ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire et en vertu de l'article 22 de la *Loi modifiant la Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, sanctionnée le 22 juin 2006, chapitre 3 des Lois du Canada (2006), Son Excellence la Gouverneure générale en conseil fixe au 27 novembre 2006 la date d'entrée en vigueur de cette loi.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The Order fixes November 27, 2006 as the day on which *An Act to amend the Agricultural Marketing Programs Act* comes into force.

That Act extends Part I of the *Agricultural Marketing Programs Act* to a wider range of agricultural products and makes the Advance Payments Program more accessible to producers throughout the production cycle of agricultural products.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du décret.)

Le décret fixe au 27 novembre 2006 la date d'entrée en vigueur de la *Loi modifiant la Loi sur les programmes de commercialisation agricole*.

Cette loi étend l'application de la partie I de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* à un éventail plus large de produits agricoles et il rend le programme de paiement anticipé plus accessible aux producteurs tout au long du cycle de production des produits agricoles.

Registration
SI/2006-137 December 13, 2006

OTHER THAN STATUTORY AUTHORITY

Order Respecting Ex-Gratia Payments to Persons who were in Conjugal Relationships with now Deceased Chinese Head Tax Payers or to Designated Beneficiaries

P.C. 2006-1401 November 23, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Canadian Heritage and the Treasury Board, hereby makes the annexed *Order Respecting Ex-Gratia Payments to Persons who were in Conjugal Relationships with now Deceased Chinese Head Tax Payers or to Designated Beneficiaries*.

ORDER RESPECTING EX-GRATIA PAYMENTS TO PERSONS WHO WERE IN CONJUGAL RELATIONSHIPS WITH NOW DECEASED CHINESE HEAD TAX PAYERS OR TO DESIGNATED BENEFICIARIES

INTERPRETATION

1. In this Order, “Minister” means the Minister of Canadian Heritage.

AUTHORIZATION

2. (1) The Minister is hereby authorized, on application under subsection 3(1), to make an *ex-gratia* payment of \$20,000 to any person who

- (a) establishes that they were in a conjugal relationship with a person who has died and who, at the time of their death, met the criteria set out in paragraphs 2(a) and (b) of the *Order Respecting Ex-Gratia Payments to Chinese Head Tax Payers*¹;
- (b) establishes that they are a Canadian citizen or a permanent resident of Canada or who, in the opinion of the Minister, has a long-standing connection to Canada; and
- (c) was alive on February 6, 2006.

(2) The Minister is hereby authorized, on application under subsection 3(1), to make an *ex-gratia* payment of \$20,000 to the beneficiary identified in the application made under the *Order Respecting Ex-Gratia Payments to Chinese Head Tax Payers*¹ by a person who met the criteria set out in section 2 of that Order but died after February 6, 2006 if

- (a) no payment has been made as a result of the application made under that Order; and

¹ SI/2006-109

Enregistrement
TR/2006-137 Le 13 décembre 2006

AUTORITÉ AUTRE QUE STATUTAIRE

Décret concernant le versement de paiements à titre gracieux à des personnes qui vivaient en union conjugale avec des personnes, maintenant décédées, ayant payé la taxe d'entrée relative à l'immigration chinoise ou à des bénéficiaires désignés

C.P. 2006-1401 Le 23 novembre 2006

Sur recommandation de la ministre du Patrimoine canadien et du Conseil du Trésor, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Décret concernant le versement de paiements à titre gracieux à des personnes qui vivaient en union conjugale avec des personnes, maintenant décédées, ayant payé la taxe d'entrée relative à l'immigration chinoise ou à des bénéficiaires désignés*, ci-après.

DÉCRET CONCERNANT LE VERSEMENT DE PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX À DES PERSONNES QUI VIVAIENT EN UNION CONJUGALE AVEC DES PERSONNES, MAINTENANT DÉCÉDÉES, AYANT PAYÉ LA TAXE D'ENTRÉE RELATIVE À L'IMMIGRATION CHINOISE OU À DES BÉNÉFICIAIRES DÉSIGNÉS

DÉFINITION

1. Dans le présent décret, « ministre » s'entend du ministre du Patrimoine canadien.

AUTORISATION

2. (1) Le ministre est autorisé, sur présentation de la demande prévue au paragraphe 3(1), à verser un paiement de 20 000 \$ à titre gracieux à toute personne qui répond aux conditions suivantes :

- a) elle établit qu'elle était dans une union conjugale avec une personne qui est décédée et qui, au moment de son décès, répondait aux conditions prévues aux alinéas 2a) et b) du *Décret concernant le versement de paiements à titre gracieux aux personnes qui ont payé une taxe d'entrée relative à l'immigration chinoise*¹;
- b) elle établit qu'elle est citoyenne canadienne ou résidente permanente du Canada ou, de l'avis du ministre, elle a depuis longtemps des liens avec le Canada;
- c) elle était vivante le 6 février 2006.

(2) Le ministre est autorisé, sur présentation de la demande prévue au paragraphe 3(1), à verser un paiement de 20 000 \$ à titre gracieux au bénéficiaire désigné dans la demande présentée conformément au *Décret concernant le versement de paiements à titre gracieux aux personnes qui ont payé une taxe d'entrée relative à l'immigration chinoise*¹ par toute personne qui répondait aux conditions prévues à l'article 2 de ce décret et qui est décédée après le 6 février 2006, si, à la fois :

¹ TR/2006-109

(b) no application has been made by a person who meets the criteria set out in subsection (1).

(3) The Minister is hereby authorized to make an *ex-gratia* payment of \$20,000 to the beneficiary identified in the application made under subsection 3(1) by a person referred to in subsection (1) who died after February 6, 2006.

APPLICATION

3. (1) Subject to subsection (2), an application for an *ex-gratia* payment under this Order shall be made to the Minister on or before March 31, 2008, shall be in the form approved by the Minister and shall be supported by such evidence as he or she deems necessary.

(2) Where an application is submitted after March 31, 2008, the application may be accepted by the Minister if he or she is satisfied that the applicant was unable to submit the application before that date because of facts or circumstances beyond the control of the applicant.

PAYMENT

4. Each payment shall be a one-time lump sum payment.

NO CROWN LIABILITY

5. Payments made under this Order shall not be construed as an admission of liability on the part of the Crown.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The Order authorizes the Minister of Canadian Heritage to issue *ex-gratia* payments of \$20,000 to persons who were in a conjugal relationship with a now deceased head tax payer or to designated beneficiaries in recognition of the stigma and hardship caused by the Chinese Head Tax. The payments are symbolic and not of a compensatory nature. They are offered to give substantial meaning to the apology for the head tax that the Prime Minister, on behalf of all Canadians and the Government, offered to Chinese-Canadians in the House of Common on June 22, 2006. These *ex-gratia* payments are seen as a means to contribute to healing in the Chinese-Canadian community.

a) aucun versement n'a été effectué à la suite de la demande faite au titre de ce décret;

b) aucune demande n'a été présentée par une personne répondant aux conditions prévues au paragraphe (1).

(3) Le ministre est autorisé à verser un paiement de 20 000 \$ à titre gracieux au bénéficiaire désigné dans la demande présentée conformément au paragraphe 3(1) par la personne visée au paragraphe (1) qui est décédée après le 6 février 2006.

DEMANDE

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), toute demande de paiement faite au titre du présent décret doit être présentée au ministre au plus tard le 31 mars 2008, en la forme approuvée par lui, et être appuyée par toute preuve qu'il juge pertinente.

(2) Si la demande est présentée après le 31 mars 2008, elle peut être acceptée par le ministre si celui-ci est convaincu que le demandeur ne pouvait pas la présenter avant en raison de faits ou de circonstances indépendants de sa volonté.

PAIEMENT

4. Le paiement est fait en un versement unique.

IMMUNITÉ DE L'ÉTAT

5. Les paiements versés au titre du présent décret ne constituent en aucune façon une reconnaissance de responsabilité de la part de l'État.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du décret.)

Le décret autorise le ministre du Patrimoine canadien à verser des paiements de 20 000 \$ à titre gracieux aux personnes qui étaient en union conjugale avec des personnes maintenant décédées qui ont payé la taxe d'entrée relative à l'immigration chinoise, ou à des bénéficiaires désignés. Ces paiements, qui visent à reconnaître les stigmates et les souffrance causés par cette taxe, sont versés à titre symbolique et non compensatoire. Les paiements sont offerts afin de concrétiser les excuses pour la taxe d'entrée, que le premier ministre a présentées aux Sino-Canadiens, au nom de tous les Canadiens et du gouvernement, à la Chambre des communes, le 22 juin 2006. Ils devaient aider la communauté sino-canadienne à tourner la page.

Registration
SI/2006-138 December 13, 2006

MINISTRIES AND MINISTERS OF STATE ACT

Order Terminating the Assignment of the Honourable Michael Chong

P.C. 2006-1419 November 27, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to section 11^a of the *Ministries and Ministers of State Act*, hereby terminates the assignment of the Honourable Michael Chong, made by Order in Council P.C. 2006-32 of February 6, 2006^b.

Enregistrement
TR/2006-138 Le 13 décembre 2006

LOI SUR LES DÉPARTEMENTS ET MINISTRES D'ÉTAT

Décret mettant fin à la délégation de l'honorable Michael Chong

C.P. 2006-1419 Le 27 novembre 2006

Sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'article 11^a de la *Loi sur les départements et ministres d'État*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil met fin à la délégation de l'honorable Michael Chong, faite par le décret C.P. 2006-32 du 6 février 2006^b.

^a S.C. 2003, c. 22, par. 224(z.50)
^b SI/2006-7

^a L.C. 2003, ch. 22, al. 224z.50)
^b TR/2006-7

Registration
SI/2006-139 December 13, 2006

MINISTRIES AND MINISTERS OF STATE ACT

**Order Assigning the Honourable Peter Van Loan
to Assist the Minister of Canadian Heritage**

P.C. 2006-1421 November 27, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to section 11^a of the *Ministries and Ministers of State Act*, hereby assigns the Honourable Peter Van Loan, a Minister of State to be styled Minister for Sport, to assist the Minister of Canadian Heritage in the carrying out of that Minister's responsibilities, effective November 27, 2006.

Enregistrement
TR/2006-139 Le 13 décembre 2006

LOI SUR LES DÉPARTEMENTS ET MINISTRES D'ÉTAT

**Décret déléguant l'honorable Peter Van Loan
auprès du ministre du Patrimoine canadien**

C.P. 2006-1421 Le 27 novembre 2006

Sur recommandation du premier ministre et en vertu de l'article 11^a de la *Loi sur les départements et ministres d'État*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil délègue l'honorable Peter Van Loan, ministre d'État devant porter le titre de ministre des Sports, auprès du ministre du Patrimoine canadien afin qu'il lui prête son concours dans l'exercice de ses responsabilités. Cette mesure prend effet le 27 novembre 2006.

^a S.C. 2003, c. 22, par. 224(z.50)

^a L.C. 2003, ch. 22, al. 224z.50)

Registration

SI/2006-140 December 13, 2006

AN ACT TO AMEND CERTAIN ACTS IN RELATION TO FINANCIAL INSTITUTIONS

Order Fixing November 28, 2006 as the Date of the Coming into Force of Certain Sections of the Act

P.C. 2006-1423 November 28, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to section 453 of *An Act to amend certain Acts in relation to financial institutions* (the "Act"), assented to on November 25, 2005, being chapter 54 of the Statutes of Canada, 2005, hereby fixes November 28, 2006 as the day on which the definitions "going-private transaction" and "squeeze-out transaction" in section 2 of the *Bank Act*, as enacted by subsection 1(2) of the Act, subsection 1(3), sections 2, 3, 12 and 13, subsection 14(1), sections 16 to 26, subsections 27(1) and (3), sections 28, 30 to 32, 36 to 41, 50, 51, 53 to 68, 72, 73, 82, 90 to 100, 103, 107 to 112, 120, 121, 123 to 125 and 129 to 131, subsection 140(3), sections 141, 142, 150 and 151, subsection 152(1), sections 154 to 165, subsections 166(1) and (3), sections 167, 169 to 171, 173 to 178, 187, 188, 190 to 194, 198 and 199 of the Act, the definitions "going-private transaction" and "squeeze-out transaction" in subsection 2(1) of the *Insurance Companies Act*, as enacted by subsection 214(2) of the Act, subsection 214(3), sections 215, 224, 225 and 228 to 238, subsections 239(1) and (3), sections 240, 242, 243, 245, 250 to 255, 265, 266, 268 to 283, 287, 288, 302 and 311 to 321, subsections 322(1) and (3), sections 323, 325 to 327, 331 to 336, 344, 345, 348 to 350 and 354 to 356 of the Act, the definitions "going-private transaction" and "squeeze-out transaction" in section 2 of the *Trust and Loan Companies Act*, as enacted by subsection 368(2) of the Act, subsection 368(3), sections 369, 370, 377 and 378, subsection 379(1), sections 381 to 391, subsections 392(1) and (3), sections 393, 395 to 397, 401 to 406, 415, 416, 418 to 433, 437 and 438 of the Act come into force.

EXPLANATORY NOTE*(This note is not part of the Order.)*

The Order fixes November 28, 2006 as the day on which certain provisions of *An Act to amend certain Acts in relation to financial institutions* come into force. Those provisions amend certain Acts governing federal financial institutions. They make changes to the corporate governance framework of banks, bank holding companies, insurance companies, insurance holding companies, trust and loan companies and cooperative credit associations to bring the Acts governing those institutions up to the standards adopted in 2001 for business corporations in the *Canada Business Corporations Act* that are appropriate for financial institutions and adapted to the financial institutions context, and update certain governance standards that are unique to financial institutions.

Enregistrement

TR/2006-140 Le 13 décembre 2006

LOI MODIFIANT CERTAINES LOIS RELATIVES AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Décret fixant au 28 novembre 2006 la date d'entrée en vigueur de certains articles de la Loi

C.P. 2006-1423 Le 28 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de l'article 453 de la *Loi modifiant certaines lois relatives aux institutions financières* (la « Loi »), sanctionnée le 25 novembre 2005, chapitre 54 des Lois du Canada (2005), Son Excellence la Gouverneure générale en conseil fixe au 28 novembre 2006 la date d'entrée en vigueur des définitions de « transaction de fermeture » et « transaction d'éviction » à l'article 2 de la *Loi sur les banques*, édictées par le paragraphe 1(2) de la Loi, du paragraphe 1(3), des articles 2, 3, 12 et 13, du paragraphe 14(1), des articles 16 à 26, des paragraphes 27(1) et (3), des articles 28, 30 à 32, 36 à 41, 50, 51, 53 à 68, 72, 73, 82, 90 à 100, 103, 107 à 112, 120, 121, 123 à 125 et 129 à 131, du paragraphe 140(3), des articles 141, 142, 150 et 151, du paragraphe 152(1), des articles 154 à 165, des paragraphes 166(1) et (3), des articles 167, 169 à 171, 173 à 178, 187, 188, 190 à 194, 198 et 199 de la Loi, des définitions de « transaction de fermeture » et « transaction d'éviction » au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, édictées par le paragraphe 214(2) de la Loi, du paragraphe 214(3), des articles 215, 224, 225 et 228 à 238, des paragraphes 239(1) et (3), des articles 240, 242, 243, 245, 250 à 255, 265, 266, 268 à 283, 287, 288, 302 et 311 à 321, des paragraphes 322(1) et (3), des articles 323, 325 à 327, 331 à 336, 344, 345, 348 à 350 et 354 à 356 de la Loi, des définitions de « transaction de fermeture » et « transaction d'éviction » à l'article 2 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêts*, édictées par le paragraphe 368(2) de la Loi, du paragraphe 368(3), des articles 369, 370, 377 et 378, du paragraphe 379(1), des articles 381 à 391, des paragraphes 392(1) et (3) et des articles 393, 395 à 397, 401 à 406, 415, 416, 418 à 433, 437 et 438 de la Loi.

NOTE EXPLICATIVE*(La présente note ne fait pas partie du décret.)*

Le décret fixe au 28 novembre 2006 l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la *Loi modifiant certaines lois relatives aux institutions financières*. Ces dispositions ont pour objet de modifier certaines lois régissant les institutions financières de compétence fédérale. Elles modifient le cadre de gouvernance institutionnelle des banques, des sociétés de portefeuille bancaires, des sociétés d'assurances, des sociétés de portefeuille d'assurances, des sociétés de fiducie et de prêt et des associations coopératives de crédit pour adapter les lois régissant ces institutions aux normes afférentes qui ont été adoptées en 2001 pour les sociétés visées par la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Certaines normes exclusives à la gouvernance des institutions financières sont aussi modifiées.

Registration
SI/2006-141 December 13, 2006

OTHER THAN STATUTORY AUTHORITY

**Order Governing the Grant of the Memorial Cross
(Canadian Forces)**

P.C. 2006-1449 November 30, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of National Defence and the Minister of Veterans Affairs, hereby makes the annexed *Order Governing the Grant of the Memorial Cross (Canadian Forces)*.

**ORDER GOVERNING THE GRANT OF THE
MEMORIAL CROSS (CANADIAN FORCES)**

INTERPRETATION

1. In this Order, “member” means an officer or non-commissioned member of the Canadian Forces.

APPLICATION

2. This Order applies to all members who serve after December 31, 2006 in the Regular Force, Primary Reserve, Cadet Instructors Cadre or Canadian Rangers.

3. The *Order Governing the Grant of the Memorial Cross to Mothers and Widows*, made by Order in Council P.C. 5812 of December 5, 1950, does not apply to members to whom this Order applies.

DESCRIPTION

4. The Memorial Cross is a cross patée in silver placed on a wreath of laurel, suspended from a brooch bar in the form of the lateral arms of the Cross; at the end of the upright, the Royal Crown; at the foot and at the end of either arm, a maple leaf; and in the centre, the Royal Cypher of the reigning monarch. The reverse of the Cross is engraved with the service number, rank, initials and surname of the member commemorated.

GRANT OF MEMORIAL CROSS

5. The Memorial Cross shall be granted as a memento of personal loss and sacrifice in respect of the death of a member or former member resulting from an injury or disease related to military service.

6. The Memorial Cross shall be granted to a maximum of three recipients who are designated by a member or former member, in a form approved by the Chief of the Defence Staff, and who survive the member or former member.

7. The Minister of National Defence is responsible for the grant of the Memorial Cross if a member dies, and the Minister of Veterans Affairs is responsible if a former member dies.

Enregistrement
TR/2006-141 Le 13 décembre 2006

AUTORITÉ AUTRE QUE STATUTAIRE

**Décret sur l’octroi de la Croix du souvenir (Forces
canadiennes)**

C.P. 2006-1449 Le 30 novembre 2006

Sur recommandation du ministre de la Défense nationale et du ministre des Anciens Combattants, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Décret sur l’octroi de la Croix du souvenir (Forces canadiennes)*, ci-après.

**DÉCRET SUR L’OCTROI DE LA CROIX DU
SOUVENIR (FORCES CANADIENNES)**

DÉFINITION

1. Dans le présent décret, « militaire » s’entend de tout officier ou de tout militaire du rang des Forces canadiennes.

APPLICATION

2. Le présent décret s’applique à tout militaire qui, après le 31 décembre 2006, est au service de la Force régulière, de la Première réserve, du Cadre des instructeurs de cadets ou des Rangers canadiens.

3. Le *Décret régissant la remise de la Croix du souvenir aux mères et aux veuves*, pris par le décret C.P. 5812 du 5 décembre 1950, ne s’applique pas aux militaires visés par le présent décret.

DESCRIPTION

4. La Croix du souvenir est une croix pattée, en argent, reposant sur une couronne de laurier, suspendue à une broche prenant la forme des branches latérales de la Croix; la branche supérieure se termine par la Couronne royale, les trois autres branches se terminent par une feuille d’érable et au centre se trouve le chiffre royal du souverain régnant. Le numéro matricule, le grade, les initiales et le nom de famille du militaire commémoré sont gravés au revers de la Croix.

OCTROI DE LA CROIX DU SOUVENIR

5. La Croix du souvenir est octroyée en vue de commémorer la perte personnelle et le sacrifice relatifs au décès d’un militaire ou d’un ancien militaire causé par une blessure ou une maladie liée au service militaire.

6. La Croix du souvenir est octroyée à un maximum de trois récipiendaires désignés, sur le formulaire approuvé à cette fin par le chef d’état-major de la défense, par tout militaire ou ancien militaire, auquel ils survivent.

7. Le ministre de la Défense nationale est responsable de l’octroi de la Croix du souvenir en cas de décès d’un militaire et le ministre des Anciens Combattants en est responsable en cas de décès d’un ancien militaire.

EXPLANATORY NOTE

(This note is not part of the Order.)

The *Order Governing the Grant of the Memorial Cross (Canadian Forces)* authorizes the grant of the Memorial Cross to designated persons as a memento of personal loss and sacrifice in respect of the death of a member or former member resulting from an injury or disease related to military service.

The Order provides for a maximum of three persons to be designated by a member or former member in a form approved by the Chief of the Defence Staff. A relative, friend or any other person may be designated. The persons will be identified as part of regular administrative procedures and a member or a former member may submit a new form with a different list of potential recipients at any time. If no designation is made by a member or former member, however, no Cross may be granted.

The Order applies to all members who serve in the Regular Force, Primary Reserve, Cadet Instructors Cadre or Canadian Rangers after December 31, 2006. Members who take their release on or before that date, or who remain in the Supplementary Reserve, continue to be governed by the third Memorial Cross Order, which provides for only mothers and widows as recipients. Any death as a result of an injury or disease related to military service, in or outside of Canada, provides eligibility for the Cross, including deaths that occur after release but that are determined to be the result of an injury or disease related to military service.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie du décret.)

Le Décret sur l'octroi de la Croix du souvenir (*Forces canadiennes*) autorise l'octroi de la Croix du souvenir aux personnes désignées afin de commémorer la perte personnelle et le sacrifice relatifs au décès d'un militaire ou d'un ancien militaire des Forces canadiennes dont le décès est causé par une blessure ou une maladie liée au service militaire.

Le décret permet qu'un maximum de trois personnes soient désignées par le militaire ou l'ancien militaire sur un formulaire approuvé à cette fin par le chef d'état-major de la défense. Un parent, un ami ou toute autre personne peut être désigné. Les personnes seront désignées au cours des procédures administratives normales et le militaire ou l'ancien militaire pourra soumettre un nouveau formulaire comprenant une liste de récipiendaires potentiels différente en tout temps. Cependant, si aucune désignation n'est faite par le militaire ou l'ancien militaire, aucune Croix du souvenir ne peut être octroyée.

Le décret s'applique à tous les militaires qui servent au sein de la Force régulière, de la Première réserve, du Cadre des instructeurs de cadets et des Rangers canadiens après le 31 décembre 2006. Les militaires qui prennent leur retraite à cette date ou avant celle-ci, ou qui demeurent dans la Réserve supplémentaire, continueront à être régis par le troisième décret de la Croix du souvenir, qui ne permet qu'aux mères et aux veuves d'être récipiendaires. Tout décès causé par une blessure ou une maladie liée au service militaire, au Canada ou à l'étranger, entraînera l'admissibilité à la Croix du souvenir, y compris les décès survenant après la retraite mais que l'on estime causés par une blessure ou une maladie liée au service militaire.

Registration
SI/2006-142 December 13, 2006

Enregistrement
TR/2006-142 Le 13 décembre 2006

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

Rules of the Court of Appeal of Quebec in Criminal Matters

Règles de la Cour d'appel du Québec en matière criminelle

At a meeting held in the City of Montreal on April 17, 2006, the judges of the Court of Appeal, pursuant to section 482^a of the *Criminal Code*, unanimously revoked the *Rules of Practice in Criminal Matters in the Court of Appeal of Quebec*^b and made in replacement thereof the annexed *Rules of the Court of Appeal of Quebec in Criminal Matters*, as attested by the signature of the Chief Justice, effective January 1, 2007.

J.J. Michel Robert
The Chief Justice of the Quebec Court of Appeal

À une réunion tenue à Montréal, le 17 avril 2006, les juges de la Cour d'appel, en vertu de l'article 482^a du *Code criminel*, à l'unanimité, ont abrogé les *Règles de procédure de la Cour d'appel du Québec en matière criminelle*^b et ont établi en remplacement les *Règles de la Cour d'appel du Québec en matière criminelle*, ci-après, attestées par la signature du juge en chef, lesquelles mesures entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Le juge en chef de la Cour d'appel du Québec,
J.J. Michel Robert

RULES OF THE COURT OF APPEAL OF QUEBEC IN CRIMINAL MATTERS

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC EN MATIÈRE CRIMINELLE

PART 1

PARTIE 1

DEFINITIONS

DÉFINITIONS

1. The following definitions apply in these Rules.

“authorities” means statutory or regulatory texts, case law, doctrine, or any excerpt therefrom.

“Clerk” means a public servant in the employ of the ministère de la Justice, appointed to serve at the Court of Appeal pursuant to the *Courts of Justice Act*, R.S.Q., c. T-16.

“counsel” means an attorney who is a member in good standing of the Barreau du Québec.

“Court” means, depending on the context, the Court of Appeal or the Court sitting in a panel of three judges, unless the Chief Justice increases that number.

“facilitation conference in criminal matters” means a conference at which a judge presides that brings together the counsel for the parties with the goal of finding a partial or definitive resolution of the appeal.

“factum” means a document containing an argument and three schedules.

“fast track” means the procedure followed in an appeal under case management where a judge has authorized a fixed number of pages for argument to be submitted within a reduced time limit.

“Judge” means a judge of the Court of Appeal.

“authorities”
« sources »

“Clerk”
« greffier »

“counsel”
« avocat »

“Court”
« Cour »

“facilitation conference in criminal matters”
« conférence de facilitation pénale »

“factum”
« mémoire »

“fast track”
« voie accélérée »

“Judge”
« juge »

1. Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles.

« avocat » Une ou un avocat membre en règle du Barreau du Québec.

« conférence de facilitation pénale » Conférence présidée par un juge réunissant les avocats des parties afin de tenter de trouver une solution partielle ou définitive de l'appel.

« conférence de gestion pénale » Conférence présidée par un juge afin de permettre aux parties de préciser les questions véritablement en litige et d'identifier les moyens propres à simplifier la procédure et à abrégé l'audition.

« Cour » Selon le contexte, la Cour d'appel ou la Cour siégeant en formation de trois juges, à moins que le juge en chef n'augmente ce nombre.

« greffe » Un secrétariat tenu aux sièges de la Cour d'appel à Montréal, Édifice Ernest-Cormier, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 4B6 et à Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec (Québec) G1K 8K6.

« greffier » Une ou un fonctionnaire du ministère de la Justice nommé auprès de la Cour d'appel conformément à la *Loi sur les tribunaux judiciaires* (L.R.Q., c. T-16).

« avocat »
“counsel”

« conférence de facilitation pénale »
“facilitation conference in criminal matters”

« conférence de gestion pénale »
“management conference in criminal matters”

« Cour »
“Court”

« greffe »
“Office of the Court”

« greffier »
“clerk”

^a S.C. 2002, c 13, s. 17

^b SI/99-10

^a L.C. 2002, ch. 13, art. 17

^b TR/99-10

<p>“management conference in criminal matters” « <i>conférence de gestion pénale</i> »</p> <p>“motion” « <i>requête</i> »</p> <p>“Office of the Court” « <i>greffe</i> »</p> <p>“standard track” « <i>voie ordinaire</i> »</p>	<p>“management conference in criminal matters” means a conference at which a Judge presides in order to allow the parties to better define the issues genuinely in dispute, and to identify appropriate means to simplify the proceedings and reduce the duration of the hearing.</p> <p>“motion” means a proceeding before the Court, a Judge or the Clerk, as the case may be.</p> <p>“Office of the Court” means a registry located at the seats of the Court of Appeal in Montreal at Édifice Ernest-Cormier, 100 Notre-Dame Street East, Montreal, Quebec H2Y 4B6 and in Quebec at 300 Boulevard Jean-Lesage, Quebec, Quebec G1K 8K6.</p> <p>“standard track” means the procedure followed when an appeal proceeds with factums, within the time limits provided for in these Rules and without case management.</p>	<p>« <i>juge</i> » Une ou un juge de la Cour d’appel.</p> <p>« <i>mémoire</i> » Un document constitué d’un exposé et de trois annexes.</p> <p>« <i>requête</i> » Un acte de procédure destiné à la Cour, à un juge ou au greffier, selon le cas.</p> <p>« <i>sources</i> » Les textes législatifs, réglementaires, jurisprudentiels et doctrinaux ainsi que tout extrait de ceux-ci.</p> <p>« <i>voie accélérée</i> » La voie suivie dans le cas d’un appel ayant fait l’objet d’une gestion d’instance par un juge qui a permis un exposé d’un nombre de pages déterminé et soumis dans des délais raccourcis.</p> <p>« <i>voie ordinaire</i> » La voie suivie dans le cas d’un appel avec mémoires, selon les délais prévus aux présentes règles, sans gestion de l’instance.</p>	<p>« <i>juge</i> » “<i>judge</i>”</p> <p>« <i>mémoire</i> » “<i>factum</i>”</p> <p>« <i>requête</i> » “<i>motion</i>”</p> <p>« <i>sources</i> » “<i>authorities</i>”</p> <p>« <i>voie accélérée</i> » “<i>fast track</i>”</p> <p>« <i>voie ordinaire</i> » “<i>standard track</i>”</p>
--	---	---	--

PART 2

ADMINISTRATION OF THE COURT

Office hours	2. The Office of the Court is open on juridical days from Monday to Friday between 8:30 a.m. and 4:30 p.m.
Keeping of a register	3. The Clerk shall keep an up-to-date court register wherein the following information shall be entered for each case: <ul style="list-style-type: none"> (a) the name, civic address and, if available, the electronic address of each of the parties and the law offices of their counsel, as well as the name of the counsel responsible for the file; (b) the date of filing of the notice of appeal or the motion for leave to appeal, and the judgment thereon; (c) the date of the order for interim release, if applicable; (d) the date of appearance of the respondent; (e) for each party, the date of filing of the factum or the documents standing in lieu thereof; (f) the date of filing of the certificate of readiness or of the declaration of readiness by the Clerk; (g) the date of any other proceeding and, if applicable, of the judgment thereon; (h) information regarding the adjournment of a motion; and (i) the date on which the case is taken under advisement and that on which judgment is rendered.
Change of address	4. The parties and their counsel shall promptly advise the Clerk of any change of address.
Consultation of record	5. A record may be consulted only in the presence of the Clerk. If the record cannot be consulted on the premises, the Clerk may permit its removal. In such cases, the Clerk shall require a written acknowledgment, which shall be filed in the record.

PARTIE 2

ADMINISTRATION DE LA COUR

Heures d’ouverture	2. Le greffe de la Cour est ouvert les jours juridiques du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30.
Tenue d’un registre	3. Le greffier tient à jour un registre dans lequel il consigne, pour chaque cause, les indications suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom, l’adresse civique et, le cas échéant, l’adresse électronique des parties, ceux du bureau d’avocats qui les représente de même que le nom de l’avocat en charge du dossier; b) la date du dépôt de l’avis d’appel ou de la requête en autorisation d’appel et du jugement qui en décide; c) la date de l’ordonnance de mise en liberté provisoire, le cas échéant; d) la date de la comparution de la partie intimée; e) la date de la production du mémoire de chaque partie ou des documents en tenant lieu; f) la date de la production du certificat de mise en état ou celle de la mise en état par le greffier; g) la date de tout autre acte de procédure et, le cas échéant, celle de la décision intervenue; h) les renseignements relatifs à l’ajournement d’une requête; i) la date de la mise en délibéré et celle de l’arrêt.
Changement d’adresse	4. Les parties et leurs avocats doivent aviser le greffier sans délai de tout changement d’adresse.
Consultation d’un dossier	5. Un dossier ne peut être consulté qu’en présence du greffier. Si le dossier ne peut pas être consulté sur place, le greffier peut en permettre le retrait. Il exige alors une reconnaissance écrite qui est déposée au dossier.

Removal of document	6. Upon furnishing a receipt, and with the authorization of the Clerk, a party or a party's counsel may remove a document that the party has filed in the record.	6. Une partie, ou son avocat, peut, avec l'autorisation du greffier et contre récépissé, retirer un document qu'il a déposé au dossier.	Retrait de document
Photocopies	7. The Clerk shall furnish photocopies at the expense of the party who requests them.	7. Le greffier remet des photocopies aux frais de la partie qui en fait la demande.	Photocopie
Filing of judgment	8. When a judgment is filed, the Clerk shall send a copy to all the parties or their counsel and to the trial judge.	8. Lorsqu'un arrêt est déposé, le greffier de la Cour en transmet une copie à toutes les parties ou à leurs avocats ainsi qu'au juge de première instance.	Dépôt d'un arrêt

PART 3

GENERAL RULES

Format and quality of paper	9. The size of the paper shall be 21.5 cm by 28 cm. White paper of good quality shall be used. Documents accompanying a motion or submitted with an argument in the case of an appeal proceeding on the basis of the fast track procedure may be 21.5 cm by 35.5 cm.
Style of cause	10. (1) The style of cause in any proceeding shall include, in the following order, the name of the appellant, the name of the respondent and, if applicable, the names of the other parties. (2) Under each party's name, the status of the party in the appeal shall be indicated in upper-case letters, and the status of the party in first instance shall be indicated in lower-case letters. (3) The style of cause shall remain the same for all proceedings during the appeal. (4) In an appeal based on an extraordinary remedy, the decision maker that rendered the decision subject to review is designated as the <i>mis en cause</i> .
Title of proceedings	11. The title of a proceeding shall appear on the back and on the first page and shall indicate the status in the appeal of the party presenting the proceeding, followed by a precise citation to the statute or regulation upon which it is based.
Signature	12. Every proceeding shall bear the signature of the party or the counsel for the party.
Amendment	13. In the event of an amendment to a proceeding, additions or substitutions shall be underlined or indicated in the margin by a vertical line and deletions shall be indicated by ellipsis points within parentheses.
Discontinuance	14. (1) An appellant who wishes to discontinue the appeal shall file a discontinuance which shall be signed by the appellant or the appellant's counsel. In this case, the appellant's signature shall be certified by affidavit or endorsed by a counsel, if the appellant is detained by an officer of the detention facility. (2) A judge may confirm the discontinuance, even in the absence of the parties or their counsel.
Time limit	15. Any time limit established by these Rules may be extended or abridged by the Court or by a Judge, either before or after it expires.

PARTIE 3

RÈGLES GÉNÉRALES

Format et qualité du papier	9. Le format du papier est de 21,5 cm sur 28 cm. Il s'agit d'un papier blanc de bonne qualité. Le format du papier peut être de 21,5 cm sur 35,5 cm pour les documents accompagnant la requête ou, dans le cas d'un appel procédant par la voie accélérée, l'exposé.	Format et qualité du papier
Intitulé des actes de procédure	10. (1) Dans tout acte de procédure, l'intitulé comprend, dans l'ordre, les noms de la partie appelante, de la partie intimée et, le cas échéant, des autres parties. (2) Sous le nom de chaque partie est indiquée sa position en instance d'appel, en lettres majuscules, et en première instance, en lettres minuscules. (3) L'intitulé demeure identique dans tous les actes de procédure en cours d'instance d'appel. (4) S'agissant d'un appel en matière de recours extraordinaires, l'instance qui a rendu la décision attaquée en révision judiciaire est désignée comme mise en cause.	Intitulé des actes de procédure
Titre des actes de procédure	11. Le titre de l'acte de procédure, apparaissant à l'endos et en première page, indique la position en instance d'appel de la partie qui le présente, suivie de la référence précise aux textes législatifs ou réglementaires sur lesquels il s'appuie.	Titre des actes de procédure
Signature	12. Tout acte de procédure doit être signé par la partie ou son avocat.	Signature
Amendement	13. En cas d'amendement à un acte de procédure, les additions ou substitutions doivent être soulignées ou signalées dans la marge au moyen d'un trait vertical, et les suppressions doivent être indiquées au moyen de pointillés entre parenthèses.	Amendement
Désistement	14. (1) La partie appelante qui veut se désister de son appel produit un acte de désistement signé par elle-même ou son avocat; dans le premier cas, la signature de la partie appelante est attestée par un serment écrit ou contresigné par un avocat ou si la partie appelante est détenue, par un officier de l'établissement de détention. (2) Un juge peut donner acte du désistement même en l'absence des parties ou de leurs avocats.	Désistement
Délai	15. Tout délai imparti par les présentes règles peut être prorogé ou abrégé par la Cour ou par un juge, avant ou après son expiration.	Délai

Court usher	16. The Court usher shall announce the opening and termination of sittings of the Court, the Judge or the Clerk, and remain present for the entire hearing, unless otherwise permitted.	16. L'ouverture et la clôture des séances de la Cour et de celles tenues par le juge ou le greffier sont déclarées par le huissier-audienier, qui assiste à toute la durée de l'audience, à moins d'en être dispensé.	Huissier-audienier
Number of counsel	17. (1) At the hearing of an appeal, two counsel may present oral arguments for each party, but only one counsel may reply for the appellant. (2) At the hearing of a motion, only one counsel may present oral argument for each party, unless otherwise permitted.	17. (1) À l'audition de l'appel, chaque partie peut faire entendre deux avocats, un seul pouvant répliquer pour la partie appelante. (2) À l'audition d'une requête, chaque partie ne peut faire entendre qu'un avocat, sauf permission.	Nombre d'avocats
Dress	18. (1) At hearings before the Court, the following dress is obligatory: (a) counsel — gown, bands, white collar and dark garment; (b) articulated student — gown and dark garment; and (c) clerk and court usher — gown and dark garment. (2) Before a Judge or the Clerk, the wearing of a gown is not required. All attire, however, shall be simple and unadorned.	18. (1) À l'audience de la Cour, la tenue suivante est de rigueur : a) l'avocat : toge, rabat, col blanc et vêtement foncé; b) le stagiaire : toge et vêtement foncé; c) le greffier et l'huissier-audienier : toge et vêtement foncé. (2) Devant un juge ou un greffier, le port de la toge n'est pas requis. Toutefois, la tenue vestimentaire doit être sobre.	Tenue vestimentaire
Decorum	19. (1) All persons present at a hearing shall ensure that their cellular telephones, pagers and any other audio devices are turned off. (2) The Court or the Judge may adopt any measure to ensure the proper administration of justice, the serenity of hearings and respect for the rights of the parties and their counsel.	19. (1) Toutes les personnes présentes à une audience doivent s'assurer que leur téléphone cellulaire, téléavertisseur et autres appareils sonores sont fermés. (2) La Cour ou le juge peut prendre toutes les mesures requises pour assurer la saine administration de la justice, la sérénité des audiences et le respect des droits des parties et de leurs avocats.	Décorum
Adjournment	20. A Judge, at the request of a party, or the Clerk, with the consent of all parties, may at any time strike a matter from the roll and adjourn the hearing to a later date.	20. Un juge, à la demande d'une partie, ou le greffier, avec le consentement de toutes les parties, peut en tout temps radier une affaire du rôle et ajourner l'audition à une date ultérieure.	Ajournement

PART 4

INSTITUTION OF THE APPEAL

Time limit	21. The notice of appeal and, if applicable, the motion for leave to appeal shall be filed within 30 days after the judgment.
Content of notice of appeal and motion for leave to appeal	22. The notice of appeal and the motion for leave to appeal shall contain the following information: (a) the offence; (b) the sentence imposed, if applicable; (c) the date of the verdict, the judgment and the sentence, as the case may be; (d) the place of trial; (e) the court of first instance and court file number; (f) the grounds of appeal and the conclusions sought, stated clearly and concisely; (g) the civic address and, if available, the electronic address of the appellant and the appellant's counsel; and (h) the name, civic address and, if available, the electronic address of the respondent and, if

PARTIE 4

FORMATION DE L'APPEL

Délai	21. L'avis d'appel et, le cas échéant, la requête en autorisation d'appel sont déposés dans les 30 jours de la décision.
Contenu de l'avis d'appel et de la requête en autorisation d'appel	22. L'avis d'appel et la requête en autorisation d'appel contiennent les renseignements suivants : a) l'infraction; b) la peine imposée, s'il y a lieu; c) la date du verdict, du jugement et de la sentence, selon le cas; d) le lieu du procès; e) le tribunal de première instance et le numéro du dossier; f) de façon concise et précise, les moyens d'appel et les conclusions recherchées; g) l'adresse civique et, le cas échéant, l'adresse électronique de la partie appelante et de son avocat; h) le nom, l'adresse civique et, le cas échéant, l'adresse électronique de la partie intimée et,

Original and number of copies	<p>applicable, of the other parties and their counsel in first instance.</p> <p>23. The original of the notice of appeal or the motion for leave to appeal shall be filed at the appropriate Office of the Court of Appeal, together with one copy thereof for the Clerk, two copies for the office of the court of first instance, one copy for the respondent and, if applicable, one copy for each of the other parties.</p>	selon le cas, des autres parties et de leurs avocats en première instance.	Original et nombre de copies
Appeal by Attorney General	<p>24. In the event of an appeal by the Attorney General, the notice of appeal and the motion for leave to appeal shall be served on the respondent personally, before or after its filing, but at the latest within 30 days after the filing of the motion, unless a Judge orders otherwise.</p>	<p>24. En cas d'appel par le procureur général, l'avis d'appel, ou la requête en autorisation d'appel, est signifié à la partie intimée personnellement, avant ou après le dépôt, mais au plus tard dans les 30 jours de celui-ci, à moins qu'un juge n'en ordonne autrement.</p>	Appel par le procureur général
Delivery by the Clerk	<p>25. The Clerk delivers two copies of the notice of appeal or the motion for leave to appeal, if it is granted, to the registry of the court of first instance. If the Attorney General is the respondent, the Clerk also delivers a copy, as soon as it is filed, to the office of the Crown prosecutor of the appeal district in which the trial took place or to the office of the counsel who represented the respondent in first instance and, if applicable, to the other parties.</p>	<p>25. Le greffier transmet au greffe du tribunal de première instance deux copies de l'avis d'appel ou de la requête en autorisation d'appel, une fois celle-ci accueillie. Lorsque le procureur général est intimé, le greffier en transmet également une copie, dès le dépôt, au bureau des substituts du procureur général du district d'appel où le procès a eu lieu ou au bureau de l'avocat qui a agi pour le procureur général en première instance et, le cas échéant, aux autres parties.</p>	Transmission par le greffier
Allegation of professional incompetence	<p>26. (1) An appellant who alleges the incompetence of counsel who acted on behalf of the appellant in first instance shall notify the counsel by serving on the latter a copy of the written proceedings containing the allegation.</p> <p>(2) If the appellant wishes, in support of this ground of appeal, to introduce evidence that is not already in the record of first instance, the appellant shall also notify the Chief Justice in writing, with copies to the Attorney General and the appellant's counsel in first instance. The notice shall describe the content of the evidence and the procedure the appellant proposes for taking the evidence.</p> <p>(3) In the same manner, if the Attorney General wishes, in rebuttal of this ground of appeal, to introduce evidence that is not already in the record of first instance, the Attorney General shall notify the Chief Justice in writing, with copies to the appellant and the appellant's counsel in first instance. The notice shall describe the content of the evidence and the procedure the Attorney General proposes for its reception.</p> <p>(4) If counsel against whom incompetence has been alleged wishes to respond, that counsel shall so notify the Chief Justice in writing, with a copy to the parties, and shall describe the means considered appropriate to present that counsel's position.</p> <p>(5) At a management conference in criminal matters, a Judge may attempt to have the parties agree on the means by which the evidence may be received as well as a timetable.</p> <p>(6) The parties may present appropriate motions in order to be authorized to produce any new evidence.</p>	<p>26. (1) L'appelant qui allègue l'incompétence de l'avocat qui le représentait en première instance en avise ce dernier en lui signifiant une copie des procédures écrites contenant cette allégation.</p> <p>(2) Si l'appelant désire présenter une preuve, qui n'est pas déjà au dossier de première instance, au soutien de ce moyen d'appel, il en informe par écrit le juge en chef, avec copie au procureur général et à l'avocat qui le représentait en première instance, en précisant le contenu de cette preuve et les modalités qu'il propose pour la recueillir.</p> <p>(3) De la même manière, si le procureur général désire présenter une preuve, qui n'est pas déjà au dossier de première instance, pour contrer ce moyen d'appel, il en informe également par écrit le juge en chef, avec copie à l'appelant et à l'avocat qui représentait ce dernier en première instance, en précisant le contenu de cette preuve et les modalités qu'il propose pour la recueillir.</p> <p>(4) Si l'avocat dont on allègue l'incompétence désire répondre, il en informe par écrit le juge en chef, avec copie aux parties, et indique les modalités qui lui paraissent appropriées pour faire part de son point de vue.</p> <p>(5) Un juge peut, par une conférence de gestion pénale, tenter d'amener les parties à s'entendre sur les modalités pour recueillir la preuve ainsi que sur un échéancier.</p> <p>(6) Les parties présentent les requêtes appropriées afin d'être autorisées à produire la nouvelle preuve.</p>	Allégation d'incompétence professionnelle

Motion for leave to appeal granted	27. When a motion for leave to appeal has been granted, it shall serve as the notice of appeal without further formality.	27. Lorsqu'elle est accueillie, la requête en autorisation d'appel tient lieu d'avis d'appel sans autres formalités.	Requête en autorisation d'appel accueillie
Appearance	28. Counsel for a party other than the appellant shall file a written appearance within the 10 days after the filing of the notice of appeal or the judgment granting leave to appeal.	28. L'avocat d'une partie, sauf celui de la partie appelante, produit un acte de comparution dans les 10 jours qui suivent le dépôt de l'avis d'appel ou le jugement autorisant l'appel.	Comparution

PART 5

PREPARATION OF THE RECORD

29. Upon receipt of the copies of the notice of appeal or, if it is granted, the motion for leave to appeal, the clerk of the court of first instance shall deliver a copy to the judge who heard the case at trial or who rendered the judgment from which the appeal has been taken.

30. (1) After consulting with the parties or their counsel, the clerk of the court of first instance shall take all necessary steps to obtain, as soon as possible, the complete transcript of the proceedings, unless the parties or their counsel renounce or agree to a joint statement of the facts necessary to the resolution of the issues in dispute.

(2) Unless the appeal addresses those questions or unless otherwise ordered by a Judge or agreed by the parties, the following shall be omitted from the transcript:

- (a) proceedings regarding jury selection;
- (b) the opening address of the trial judge;
- (c) the opening and closing addresses of counsel;
- (d) evidence adduced in the absence of the jury and submissions of counsel in the absence of the jury, with the exception of
 - (i) submissions regarding the proposed content of the judge's jury instructions, the trial judge's determination thereon and reasons,
 - (ii) objections regarding the jury instructions, the trial judge's determination thereon and reasons, and
 - (iii) submissions regarding questions from the jury, the trial judge's determination thereon and reasons; and
- (e) objections to the admissibility of evidence, except a notation of the objection, the trial judge's adjudication and, if they are available, the reasons for the judgment.

31. Trial proceedings shall be delivered to the Office of the Court only upon a request to this effect from a Judge of the Court.

32. The clerk of the court of first instance shall notify the parties and the Clerk of the Court that the record on appeal is complete. The appellant may then take immediate possession of the record.

33. If the preparation of a transcript incurs costs, the clerk of the court of first instance may require payment in advance. The appellant shall not be

PARTIE 5

CONSTITUTION DU DOSSIER

29. Dès la réception des copies de l'avis d'appel ou de la requête en autorisation d'appel, une fois celle-ci accueillie, le greffier du tribunal de première instance en transmet une copie au juge qui a instruit le procès ou prononcé la décision frappée d'appel.

30. (1) Après consultation avec les parties ou leurs avocats, sauf renonciation des parties ou de leurs avocats ou l'accord de ceux-ci sur un exposé conjoint des faits nécessaires à la solution des questions en litige, le greffier de première instance fait les démarches nécessaires pour obtenir aussitôt que possible la transcription complète du dossier.

(2) À moins que l'appel ne porte sur ces questions, et sauf ordonnance contraire d'un juge ou consentement des parties, sont omis de la transcription :

- a) la procédure relative au choix du jury;
- b) l'exposé introductif du juge de première instance;
- c) les exposés introductifs et finals des avocats;
- d) les éléments de preuve déposés hors la présence du jury et les observations des avocats faites hors la présence du jury sauf :
 - (i) les observations relatives à la teneur proposée des directives du juge au jury de même que la décision et les motifs du juge de première instance,
 - (ii) les objections relatives aux directives de même que la décision et les motifs du juge de première instance,
 - (iii) les observations relatives aux questions soumises par le jury de même que la décision et les motifs du juge de première instance;
- e) les oppositions à l'admissibilité d'un élément de preuve, sauf à noter l'opposition faite, la décision du juge et, le cas échéant, ses motifs.

31. Le dossier de première instance n'est transmis au greffe de la Cour que sur demande d'un juge.

32. Le greffier du tribunal de première instance avise les parties et le greffier de la Cour que le dossier d'appel est complet ce qui permet à la partie appelante d'en prendre aussitôt possession.

33. Quand la transcription ou la traduction comporte des frais, le greffier du tribunal de première instance peut en exiger le paiement à l'avance et, en

Transmission de l'avis d'appel

Transcription du dossier de première instance

Transmission du dossier de première instance

Avis au greffier de la Cour

Paiement des frais

entitled to the transcript at any time during the course of the proceedings until those costs have been paid.

tout état de cause, la partie appelante n'y a pas droit tant que les frais n'ont pas été acquittés.

PART 6

PARTIE 6

MOTIONS

LES REQUÊTES

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Presentation and content

34. (1) Motions shall be presented, according to their nature, before the Court, the Judge or the Clerk. They shall be accompanied by all that is required for their consideration, and in particular by proceedings, exhibits, depositions, minutes, judgments or excerpts therefrom, as well as any statutory or regulatory provisions cited, with the exception of provisions of the *Constitution Act, 1982*, the *Criminal Code*, the *Canada Evidence Act*, the *Controlled Drugs and Substances Act* and the *Youth Criminal Justice Act*.

34. (1) Les requêtes sont présentées, selon le cas, à la Cour, au juge ou au greffier. Elles doivent être accompagnées de tout ce qui est nécessaire à leur étude, notamment des actes de procédure, pièces, dépositions, procès-verbaux, jugements ou extraits de ces documents de même que des dispositions réglementaires et législatives autres que celles de la *Loi constitutionnelle de 1982*, du *Code criminel*, de la *Loi sur la preuve au Canada*, de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* et de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Présentation et contenu

(2) A party may apply to be excused from producing paper copies of the documents that accompany the motion, or certain of those documents, if all the parties to the motion consent that they be produced in computer format. The application is to be made by letter, by facsimile or by e-mail addressed to the Office of the Court, with a copy to the other parties to the motion, and is adjudicated by a Judge in the case of a motion to the Court or to a Judge, or by the Clerk in the case of a motion to the Clerk.

(2) Une partie peut demander d'être dispensée de produire sur support papier les documents accompagnant la requête, ou certains de ces documents, lorsque toutes les parties à la requête consentent à ce qu'ils soient produits sur support informatique. La demande est faite par lettre, par télécopieur ou par courriel adressée au greffe de la Cour, avec copie aux autres parties à l'instance, et tranchée par un juge dans le cas d'une requête à la Cour ou à un juge, ou par le greffier dans le cas d'une requête au greffier.

Affidavit

35. Any motion alleging facts that do not appear in the record shall be supported by the affidavit of a person who has personal knowledge of those facts.

35. Toute requête qui comporte des allégations portant sur des faits qui n'apparaissent pas au dossier est appuyée d'une déclaration sous serment d'une personne qui a une connaissance personnelle de ces faits.

Déclaration sous serment

Service

36. (1) Except where otherwise provided, motions and the attached documents shall be served in the manner prescribed in the *Code of Civil Procedure*.

36. (1) Sauf disposition contraire, les requêtes ainsi que les documents joints sont signifiés de la manière prévue au *Code de procédure civile*.

Signification

(2) A motion by the Attorney General to dismiss the appeal shall be served on the appellant personally, unless a Judge has ordered otherwise, and on the appellant's counsel, if applicable.

(2) La requête en rejet d'appel du procureur général est signifiée à la partie appelante personnellement à moins qu'un juge n'en ordonne autrement et, le cas échéant, à son avocat.

Attendance excused

37. Except in an application for the interim release of the appellant, the sending of the respondent's written consent to the conclusions of the motion, by letter, by facsimile or by e-mail and with copies to the parties, excuses the parties and their counsel from attending the presentation of the motion, unless the Court, the Judge or the Clerk who will hear the motion determines otherwise and so notifies the parties.

37. Sauf pour la mise en liberté provisoire de la partie appelante, l'envoi, par la partie intimée, d'un consentement écrit aux conclusions de la requête, par lettre, télécopieur ou courriel, avec copie aux parties, dispense les parties et leurs avocats d'être présents lors de sa présentation à moins que la Cour, le juge ou le greffier saisi de la requête n'en décide autrement et n'en avise les parties.

Dispense de présence

Convening at a different time

38. The Court, the Judge or the Clerk may excuse the parties and their counsel from being present at the opening of a sitting and convene them at a different time for the hearing of the motion.

38. La Cour, le juge ou le greffier peut dispenser les parties et leurs avocats d'être présents à l'ouverture de l'audience et les convoquer à une autre heure pour l'audition de la requête.

Convocation à une autre heure

Absence	39. If a party fails to appear on the day and at the time established for the hearing of the motion, the Court, the Judge or the Clerk may hear only those parties present and adjudicate the motion without hearing the absent party, or adjourn the hearing on the conditions deemed appropriate.	39. Faute par une partie de comparaître au jour et à l'heure fixés pour la présentation de la requête, la Cour, le juge ou le greffier peut n'entendre que les parties présentes et statuer sans entendre la partie absente, ou encore ajourner l'audience aux conditions indiquées.	Absence
Telephone conference	40. When the circumstances are appropriate and the parties so consent, the Court, the Judge or the Clerk may hear a motion by telephone conference.	40. Lorsque les circonstances s'y prêtent et que les parties y consentent, la Cour, le juge ou le greffier peut entendre la requête par conférence téléphonique.	Conférence téléphonique
MOTIONS BEFORE THE COURT		REQUÊTE À LA COUR	
Reservation	41. The petitioner shall arrange the date and time of the presentation of a motion before the Court with the Clerk.	41. La partie requérante réserve auprès du greffier la date et l'heure de présentation d'une requête destinée à la Cour.	Réservation
Time limit for service and filing	42. The motion and the attached documents shall then be served and filed at the Office of the Court, in quadruplicate, at least five clear juridical days before the date of presentation.	42. La requête est ensuite signifiée et produite au greffe, avec les documents joints, en quatre exemplaires, au moins cinq jours juridiques francs avant la date de sa présentation.	Délai de signification et de production
Notice of presentation	43. The notice of presentation shall indicate the date, time and courtroom where the motion will be presented.	43. L'avis de présentation mentionne la date, l'heure et la salle où la requête sera ainsi présentée.	Avis de présentation
Adjournment	44. (1) As soon as possible before the presentation of the motion, the petitioner shall notify the Clerk by letter, by facsimile or by e-mail, that the parties have consented to an adjournment or that one of the parties will seek an adjournment on the day the motion is presented. (2) In the absence of such notice and excepting special circumstances, the Court shall hear the motion and adjudicate it.	44. (1) Dès que possible avant la présentation de la requête, la partie requérante avise le greffier par lettre, par télécopieur ou par courriel, du consentement des parties à un ajournement ou du fait que, le jour de la présentation, une partie demandera un ajournement. (2) À défaut de cet avis et à moins d'une circonstance spéciale, la Cour se saisit de la requête et en décide.	Ajournement
MOTIONS BEFORE A JUDGE		REQUÊTE AU JUGE	
Presentation	45. Motions shall be presented at 9:30 a.m. Between June 24 and Labour Day, motions shall be presented on one of the days the Chief Justice determines.	45. La requête est présentée à 9 h 30. Entre le 24 juin et la fête du Travail, elle est présentée l'un des jours déterminés par le juge en chef.	Présentation
Time limit for service and filing	46. The motion and its attached documents shall be served and filed at the Office of the Court, in duplicate, at least two clear juridical days before the date of presentation, which shall take place at the latest eight days after service, unless the parties have agreed otherwise.	46. La requête est signifiée et produite au greffe, avec les documents joints, en deux exemplaires au moins deux jours juridiques francs avant la date de sa présentation, laquelle a lieu, sauf entente entre les parties, au plus tard huit jours après la signification.	Délai de signification et de production
Notice of presentation	47. The notice of presentation shall indicate the date, time and courtroom where the motion will be presented.	47. L'avis de présentation mentionne la date, l'heure et la salle où la requête sera ainsi présentée.	Avis de présentation
Adjournment	48. (1) As soon as possible before the presentation of the motion, the petitioner shall notify the Clerk by letter, by facsimile or by e-mail, that the parties have consented to an adjournment or that one of the parties will seek an adjournment on the day the motion is presented. (2) In the absence of the notice and excepting special circumstances, the Judge shall hear the motion and adjudicate it.	48. (1) Dès que possible avant la présentation de la requête, la partie requérante avise le greffier par lettre, par télécopieur ou par courriel, du consentement des parties à un ajournement ou du fait que, le jour de la présentation, une partie demandera un ajournement. (2) À défaut de cet avis et à moins d'une circonstance spéciale, le juge se saisit de la requête et en décide.	Ajournement
MOTIONS BEFORE THE CLERK		REQUÊTE AU GREFFIER	
Presentation	49. Motions shall be presented at 9:00 a.m. Between June 24 and Labour Day, motions shall be presented on one of the days the Chief Justice determines.	49. La requête est présentée à 9 h 00. Entre le 24 juin et la fête du Travail, elle est présentée l'un des jours déterminés par le juge en chef.	Présentation

Time limit for service and filing	50. The motion and its attached documents shall be served and filed at the Office of the Court, in duplicate, at least two clear juridical days before the date of presentation.	50. La requête est signifiée et produite au greffe, avec les documents joints, en deux exemplaires, au moins deux jours juridiques francs avant la date de sa présentation.	Délai de signification et de production
Notice of presentation	51. The notice of presentation shall indicate the date, time and courtroom where the motion will be presented.	51. L'avis de présentation mentionne la date, l'heure et la salle où la requête sera ainsi présentée.	Avis de présentation
Adjournment	52. (1) As soon as possible before the presentation of the motion, the petitioner shall notify the Clerk by letter, by facsimile or by e-mail, that the parties have consented to an adjournment or that one of the parties will seek an adjournment on the day on which the motion is presented. (2) In the absence of the notice and excepting special circumstances, the Clerk shall hear the motion and adjudicate it.	52. (1) Dès que possible avant la présentation de la requête, la partie requérante avise le greffier par lettre, par télécopieur ou par courriel, du consentement des parties à un ajournement ou du fait que, le jour de la présentation, une partie demandera un ajournement. (2) À défaut de cet avis et à moins d'une circonstance spéciale, le greffier se saisit de la requête et en décide.	Ajournement
Application for interim release	53. (1) An appellant seeking interim release shall attach an affidavit to the application attesting to the following: (a) the appellant's places of residence in the three years preceding conviction and the place the appellant intends to reside if released; (b) if applicable, the appellant's employment before conviction, and the appellant's intended employer and employment if released; (c) if applicable, the appellant's previous convictions, including convictions outside Canada; (d) if applicable, any charges pending against the appellant either in Canada or elsewhere at the time of the application; and (e) whether or not the appellant holds a Canadian or foreign passport or has applied for a passport, the application for which is being processed. (2) The Judge hearing the application may excuse the filing of an affidavit and rely upon a statement of facts signed by the appellant's counsel and the Crown prosecutor.	53. (1) La partie appelante qui sollicite sa mise en liberté provisoire joint à sa requête une déclaration sous serment attestant : a) les endroits où elle a résidé durant les trois années avant sa condamnation et celui où elle entend résider si elle est mise en liberté; b) le cas échéant, son emploi avant sa condamnation et le nom de l'employeur et l'emploi qu'elle compte occuper si elle est mise en liberté; c) le cas échéant, ses condamnations antérieures, y compris les condamnations intervenues à l'étranger; d) le cas échéant, les accusations portées contre elle au Canada et à l'étranger, au moment de la demande; e) le fait qu'elle est titulaire ou non d'un passeport canadien ou étranger ou qu'elle a une demande de passeport en traitement. (2) Le juge à qui est présentée la requête peut accorder une dispense de la déclaration sous serment et s'en remettre à un exposé écrit des faits signé par l'avocat de la partie appelante et le substitut du procureur général.	Requête pour mise en liberté provisoire
Exemption from affidavit	54. (1) A party seeking leave to adduce fresh evidence shall first present a motion and explain in what manner the party has exercised due diligence in obtaining the evidence, in what respect it is relevant and credible and, if believed, could be expected to affect the result. (2) A party presenting such a motion shall notify the other parties thereof as soon as possible, and shall attempt to reach an agreement with them regarding a timetable and the terms that will govern the exchange of relevant documents and cross-examinations, if applicable. The proposed timetable and terms shall be submitted to the Court.	54. (1) La partie qui requiert la permission de produire une nouvelle preuve doit d'abord présenter une requête indiquant en quoi elle a fait preuve de diligence raisonnable à l'égard de l'obtention de cette preuve et en quoi celle-ci est pertinente, plausible et, si on y ajoute foi, susceptible d'influer sur le résultat. (2) La partie qui présente une telle requête en informe dès que possible les autres parties et tente d'établir avec celles-ci un échéancier et des modalités relatives à l'échange des documents pertinents et aux contre-interrogatoires, le cas échéant. Cet échéancier et les modalités proposées sont soumis à la Cour.	Dispense de déclaration sous serment
Release pending appeal to the Supreme Court	54. (1) A party seeking leave to adduce fresh evidence shall first present a motion and explain in what manner the party has exercised due diligence in obtaining the evidence, in what respect it is relevant and credible and, if believed, could be expected to affect the result. (2) A party presenting such a motion shall notify the other parties thereof as soon as possible, and shall attempt to reach an agreement with them regarding a timetable and the terms that will govern the exchange of relevant documents and cross-examinations, if applicable. The proposed timetable and terms shall be submitted to the Court.	54. (1) A party seeking leave to adduce fresh evidence shall first present a motion and explain in what manner the party has exercised due diligence in obtaining the evidence, in what respect it is relevant and credible and, if believed, could be expected to affect the result. (2) A party presenting such a motion shall notify the other parties thereof as soon as possible, and shall attempt to reach an agreement with them regarding a timetable and the terms that will govern the exchange of relevant documents and cross-examinations, if applicable. The proposed timetable and terms shall be submitted to the Court.	Mise en liberté pendant l'appel à la Cour suprême
Motion to adduce fresh evidence	54. (1) A party seeking leave to adduce fresh evidence shall first present a motion and explain in what manner the party has exercised due diligence in obtaining the evidence, in what respect it is relevant and credible and, if believed, could be expected to affect the result. (2) A party presenting such a motion shall notify the other parties thereof as soon as possible, and shall attempt to reach an agreement with them regarding a timetable and the terms that will govern the exchange of relevant documents and cross-examinations, if applicable. The proposed timetable and terms shall be submitted to the Court.	54. (1) A party seeking leave to adduce fresh evidence shall first present a motion and explain in what manner the party has exercised due diligence in obtaining the evidence, in what respect it is relevant and credible and, if believed, could be expected to affect the result. (2) A party presenting such a motion shall notify the other parties thereof as soon as possible, and shall attempt to reach an agreement with them regarding a timetable and the terms that will govern the exchange of relevant documents and cross-examinations, if applicable. The proposed timetable and terms shall be submitted to the Court.	Requête pour nouvelle preuve
Notice and terms	54. (1) A party seeking leave to adduce fresh evidence shall first present a motion and explain in what manner the party has exercised due diligence in obtaining the evidence, in what respect it is relevant and credible and, if believed, could be expected to affect the result. (2) A party presenting such a motion shall notify the other parties thereof as soon as possible, and shall attempt to reach an agreement with them regarding a timetable and the terms that will govern the exchange of relevant documents and cross-examinations, if applicable. The proposed timetable and terms shall be submitted to the Court.	54. (1) A party seeking leave to adduce fresh evidence shall first present a motion and explain in what manner the party has exercised due diligence in obtaining the evidence, in what respect it is relevant and credible and, if believed, could be expected to affect the result. (2) A party presenting such a motion shall notify the other parties thereof as soon as possible, and shall attempt to reach an agreement with them regarding a timetable and the terms that will govern the exchange of relevant documents and cross-examinations, if applicable. The proposed timetable and terms shall be submitted to the Court.	Avis et modalités

Two-stage
determination

(3) The Court shall first authorize or refuse the taking of fresh evidence and determine, if applicable, the terms by which relevant documents will be exchanged and cross-examinations undertaken. After the evidence has been taken, the Court hearing the appeal determines its admissibility.

(3) Saisie de la requête, la Cour, dans une première étape, permet ou refuse que soit recueillie la preuve proposée en prévoyant, s'il y a lieu, les modalités et l'échéancier pour la recueillir et procéder aux contre-interrogatoires. Saisie du fond de l'appel, la Cour décide ensuite de l'admissibilité de cette preuve.

Jugement en
deux étapes

PART 7

APPEAL FROM SENTENCE

Summary
referral of
motion for
leave to the
Court

55. (1) A judge may refer a motion for leave to appeal from a judgment imposing a sentence to the Court without adjudicating it.

55. (1) Le juge peut déferer à la Cour, sans en décider, une requête en autorisation d'interjeter appel d'une peine.

Déféré
sommaireConcurrent
hearing

(2) The Court may hear the motion and the appeal at the same time and adjudicate the matter without factums. It may also dispose only of the motion and, if leave is granted, postpone the hearing of the appeal.

(2) La Cour peut entendre à la fois la requête et l'appel et en décider, sans mémoire. Elle peut aussi décider uniquement de la requête et, si elle l'accueille, ajourner l'audition de l'appel.

Audition
simultanéeFast track,
without
factums

56. (1) A Judge who grants or refers a motion for leave to appeal from a sentence may, with the consent of the parties, allow the appeal to be heard without factums, on the basis of the fast track procedure.

56. (1) Le juge qui accueille ou défère une requête en autorisation d'interjeter appel d'une peine peut, avec le consentement des parties, permettre que l'appel se poursuive sans mémoire, selon la voie accélérée.

Voie accélérée,
sans mémoire

Timetable

(2) In referring the motion or, if applicable, the appeal to the Court, the Judge shall establish a timetable for the filing, in quadruplicate and after service on the other party, of the documents that stand in lieu of the factum.

(2) En déferant la requête ou, le cas échéant, l'appel à la Cour, le juge établit un échéancier pour la production, en quatre exemplaires, après signification à l'autre partie, des documents qui tiennent lieu de mémoire.

Échéancier

Default

(3) If the documents are not filed before the time limit has passed, the Clerk shall file a certificate of default in the record and shall thereafter refuse any documents from the defaulting party. A notice of the filing of this certificate shall be delivered immediately to the Chief Justice and the judges who are to hear the motion or the appeal.

(3) À l'expiration du délai, si les documents ne sont pas produits, le greffier dépose au dossier un certificat constatant le défaut et refuse par la suite toute documentation émanant de la partie défaillante. Un avis de ce dépôt est immédiatement remis au juge en chef et aux juges qui doivent entendre la requête ou l'appel.

Défaut

Documents

57. The appellant shall file the following documents:

- (a) the motion for leave to appeal;
- (b) the indictment;
- (c) the sentence, including the reasons and the conclusion;
- (d) the depositions from the sentencing hearing, if any;
- (e) any other relevant remarks of the trial judge and counsel in the course of submissions as to the sentence; and
- (f) the questionnaire on the form in Schedule 1, duly completed.

57. La partie appelante doit produire les documents suivants :

- a) la requête en autorisation d'appel;
- b) l'acte d'accusation;
- c) la sentence, motifs et dispositif compris;
- d) les dépositions lors de l'audition sur la peine, le cas échéant;
- e) toute autre remarque pertinente formulée par le juge de première instance et les avocats au cours des observations sur la peine;
- f) un questionnaire dûment rempli, conforme à l'annexe 1.

Documents

Respondent's
questionnaire

58. At least three weeks before the date of the hearing of the motion or the appeal, the respondent may also serve the questionnaire, duly completed, on the appellant and file the questionnaire at the Office of the Court, in quadruplicate.

58. Au moins trois semaines avant la date fixée pour l'audition de la requête ou de l'appel, la partie intimée peut aussi signifier à la partie appelante et produire au greffe, en quatre exemplaires, un questionnaire dûment rempli par elle.

Questionnaire
de la partie
intimée

Argument

59. (1) The parties may include an argument no longer than 10 pages in length with their documents. It shall have at least one and one-half spaces

59. (1) Les parties peuvent joindre à leur documentation un exposé d'au plus 10 pages, à au moins un interligne et demi, à l'exception des citations qui

Exposé

between the lines, with the exception of quotations, which shall be single-spaced and indented. The characters shall be in 12-point font size, and there shall be no more than 12 characters per 2.5 cm.

(2) A judge may order that an argument be prepared when the issues raised by the appeal so warrant.

Computer format

60. In an appeal from sentence, the Judge or the Court may authorize that certain documents required to constitute the file be filed in a computer format rather than on paper when all of the parties to the appeal consent. The parties then produce the argument, the motion for leave to appeal on paper, as well as the indictment, the sentence, including the reasons and the conclusion, and those parts of the documents to which they refer specifically in their argument. The complete texts of the documents are then filed on a CD-ROM or any other computer format that at a minimum has a keyword search capacity and, when possible, hyperlink connections between the index, the proceedings, the exhibits and the depositions.

doivent être à interligne simple et en retrait. Le caractère à l'ordinateur est de 12 points et il n'y a pas plus de 12 caractères par 2,5 cm.

(2) Un juge peut ordonner la confection d'un tel exposé lorsqu'il estime que les questions soulevées par l'appel le justifient.

Support informatique

60. Le juge ou la Cour peut permettre que certains documents requis pour constituer le dossier dans le cas d'un appel de sentence soient produits sur support informatique plutôt que sur support papier lorsque toutes les parties à l'appel y consentent. Les parties produisent sur support papier l'exposé, la requête en autorisation d'appel, l'acte d'accusation, la sentence, motifs et dispositif compris, ainsi que les parties des documents auxquelles elles réfèrent spécifiquement dans leur exposé. Les textes complets des documents sont alors produits sur cédérom ou un autre support informatique ayant au minimum la capacité de recherche par mot-clé et, lorsque cela est possible, des hyperliens entre l'index et les procédures, pièces et dépositions.

PART 8

FACILITATION CONFERENCE IN CRIMINAL MATTERS

Request

61. Parties represented by counsel may request a facilitation conference in criminal matters. In doing so, they shall sign the form in Schedule 2. The conference requires the authorization of a Judge.

Participation

62. Only counsel shall participate in the conference unless the Judge, with the consent of the parties, has authorized another person to participate. The Judge shall facilitate the discussion and encourage dialogue. Those discussions shall not be recorded.

Confidentiality

63. Counsel shall undertake in writing not to disclose the content of the discussions. If the conference does not lead to a solution and there is a hearing of the appeal, the judge who presided at the facilitation conference may not participate in the hearing of the appeal.

PART 9

CASE MANAGEMENT

Management conference

64. A judge may, *ex officio* or at the request of a party, preside at a management conference in criminal matters.

Orders and directions regarding case management

65. (1) The Court may make any order required in the interest of justice.

(2) A party may apply to the Chief Justice or to a Judge the Chief Justice designates to request directions in relation to an appeal.

PARTIE 8

CONFÉRENCE DE FACILITATION PÉNALE

Demande

61. Les parties représentées par avocat peuvent demander la tenue d'une conférence de facilitation pénale et doivent signer le formulaire dont le modèle figure à l'annexe 2. Une telle conférence doit être autorisée par un juge.

Participation

62. Seuls les avocats y participent à moins que, du consentement des parties, une autre personne n'y soit autorisée par le juge. Le juge facilite la discussion et favorise les échanges qui ne sont pas enregistrés.

Confidentialité

63. Les avocats s'engagent, par écrit, à garder confidentielle la teneur des échanges. Si la conférence ne permet pas d'identifier une solution, le juge qui a présidé la conférence de facilitation pénale ne peut pas par la suite participer à l'audition de l'appel.

PARTIE 9

GESTION DE L'INSTANCE

Conférence de gestion pénale

64. Un juge peut, d'office ou à la demande d'une partie, présider une conférence de gestion pénale.

Ordonnances et directives relatives à la gestion de l'instance

65. (1) La Cour peut rendre toute ordonnance conforme aux exigences de la justice.

(2) Une partie peut s'adresser au juge en chef ou à un juge que le juge en chef désigne pour demander des directives quant à la poursuite d'un appel.

(3) The Chief Justice or a Judge the Chief Justice designates may, in the interest of justice, make any order and take any measure to accelerate the appeal process.

(3) Le juge en chef ou un juge que le juge en chef désigne peut, dans l'intérêt de la justice, rendre toute ordonnance et prendre toute mesure pour accélérer le processus d'appel.

PART 10
FACTUMS

PARTIE 10
LES MÉMOIRES

Time limit for appellant

66. (1) Within 60 days after the notice prescribed in section 32, the appellant shall file seven copies of the appellant's factum at the Office of the Court and serve two other copies of the factum on the respondent.

66. (1) Dans les 60 jours de l'avis prévu à l'article 32, la partie appelante produit au greffe son mémoire, en sept exemplaires, et elle en signifie deux autres exemplaires à la partie intimée.

Délai de la partie appelante

Sanction

(2) If the appellant fails to file the factum within the prescribed time limit, the Court may, on motion, dismiss the appeal.

(2) Si la partie appelante ne produit pas son mémoire dans le délai imparti, la Cour, sur requête, peut rejeter l'appel.

Sanction

Time limit for respondent

67. (1) Within 60 days after the filing of the appellant's factum, the respondent shall file seven copies of the respondent's factum at the Office of the Court and serve two other copies of the factum on the appellant.

67. (1) Dans les 60 jours de la production du mémoire de la partie appelante, la partie intimée produit au greffe son mémoire, en sept exemplaires, et elle en signifie deux autres exemplaires à la partie appelante.

Délai de la partie intimée

Sanction

(2) Once the time limit for the filing of the respondent's factum has passed, the appellant may request that the case be placed on the roll.

(2) À l'expiration du délai pour la production du mémoire de la partie intimée, la partie appelante peut demander la mise au rôle.

Sanction

Content of factum

68. The factum shall comprise an argument and three schedules.

68. Le mémoire est constitué d'un exposé et de trois annexes.

Contenu du mémoire

Argument

69. The argument shall be divided into five parts.

69. L'exposé est divisé en cinq sections.

L'exposé

DIVISION 1
FACTS

SECTION 1
LES FAITS

Facts by the appellant

69.1 The appellant shall state the facts succinctly.

69.1 La partie appelante y expose succinctement les faits.

Faits de la partie appelante

Position of the respondent

69.2 The respondent shall state its position with respect to the appellant's statement of facts and, if necessary, state any other facts deemed relevant.

69.2 La partie intimée indique sa position à l'égard de l'exposé des faits de la partie appelante et, au besoin, expose les autres faits qu'elle estime pertinents.

Position de la partie intimée

DIVISION 2
ISSUES IN DISPUTE

SECTION 2
LES QUESTIONS EN LITIGE

Issues in dispute

69.3 The appellant shall set forth the issues in dispute concisely. The respondent shall state its position concisely in regard to the issues the appellant raises and list any other points to be argued, including those that were not adopted or considered by the court of first instance.

69.3 La partie appelante expose de manière concise les questions en litige. La partie intimée expose avec concision sa position relativement aux questions posées par la partie appelante et indique les autres questions qu'elle entend débattre, y compris celles que le tribunal de première instance n'a pas retenues ou examinées.

Questions en litige

Questions of law

69.4 The appellant who wishes to raise questions of law not stated in the notice of appeal shall state and clearly set forth those grounds in the factum.

69.4 La partie appelante qui désire invoquer des moyens de droit non énoncés dans son avis d'appel doit en faire mention dans son mémoire et les y exposer clairement.

Moyens de droit

Questions of law or mixed questions of fact and law

69.5 If the appellant wishes to raise questions of fact or mixed questions of fact and law not stated in the notice of appeal, the appellant shall first obtain leave from a Judge to that effect, unless the Judge refers the matter to the panel that will hear the appeal.

69.5 Si la partie appelante désire invoquer des moyens de fait ou des moyens mixtes de fait et de droit non énoncés dans son avis d'appel, elle doit préalablement obtenir la permission d'un juge à cet égard, à moins que celui-ci ne défère la question à la formation saisie de l'appel.

Moyens de fait ou moyens mixtes de fait et de droit

DIVISION 3

ARGUMENT

Arguments of the parties

69.6 The parties shall develop their arguments regarding the issues in dispute, with precise references to the Schedules.

Subparagraph 686(i)(b)(iii) of the *Criminal Code*

69.7 Where the respondent seeks the application of subparagraph 686(1)(b)(iii) of the *Criminal Code*, the respondent shall refer to that subparagraph and set forth the arguments of fact and of law in support of its application.

SECTION 3

LES ARGUMENTS

Arguments des parties

69.6 Les parties y développent les arguments reliés aux questions en litige, avec références précises aux annexes.

Sous-alinéa 686(1)(b)(iii) du *Code Criminel*

69.7 Si la partie intimée demande l'application du sous-alinéa 686(1)(b)(iii) du *Code criminel*, elle le mentionne et fait valoir ses arguments de fait et de droit à cet égard.

DIVISION 4

CONCLUSIONS

Conclusions of parties

69.8 The parties shall formulate the conclusions they seek in a precise manner.

SECTION 4

LES CONCLUSIONS

Conclusions des parties

69.8 Les parties formulent de façon précise les conclusions recherchées.

DIVISION 5

AUTHORITIES

List of authorities

69.9 The parties shall provide a list of authorities for the case law and doctrine cited, arranged in the order in which they are cited in the argument and indicating the paragraphs at which they are mentioned.

SECTION 5

LES SOURCES

Liste des sources

69.9 Les parties donnent, pour la jurisprudence et pour la doctrine, une liste de leurs sources dressée selon l'ordre de l'exposé, avec renvoi aux paragraphes où elles sont mentionnées.

SCHEDULES

For the appellant

70. The factum of the appellant shall include three schedules.

LES ANNEXES

70. Le mémoire de la partie appelante comporte trois annexes.

Pour la partie appelante

SCHEDULE 1

Contents

70.1 It shall include the judgment appealed from and, if applicable, the reasons for judgment. In matters of extraordinary remedies, or on appeal from a judgment of the Superior Court sitting in appeal, it shall also include the decision subject to the extraordinary remedy, or the judgment appealed to the Superior Court.

ANNEXE 1

70.1 Elle comprend le jugement frappé d'appel et, le cas échéant, les motifs du jugement. En matière de recours extraordinaire ou d'appel d'un jugement de la Cour supérieure siégeant en appel, elle comprend également le jugement attaqué par le recours extraordinaire ou par l'appel en Cour supérieure.

Contenu

SCHEDULE 2

Contents

70.2 It shall include
(a) the notice of appeal and, if applicable, the judgment granting leave to appeal with the motion requesting it;
(b) the indictment; and
(c) regulatory or statutory provisions cited, other than provisions of the *Constitution Act, 1982*, the *Criminal Code*, the *Controlled Drugs and Substances Act* and the *Youth Criminal Justice Act*.

ANNEXE 2

70.2 Elle comprend :
a) l'avis d'appel et, le cas échéant, l'autorisation d'appel avec la requête l'ayant sollicitée;
b) l'acte d'accusation;
c) les dispositions réglementaires ou législatives autres que celles de la *Loi constitutionnelle de 1982*, du *Code criminel*, de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* et de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Contenu

SCHEDULE 3

Contents

70.3 (1) It shall include only those exhibits and depositions or extracts therefrom that are necessary for the consideration of all the issues in dispute.

ANNEXE 3

70.3 (1) Elle comprend les seules pièces et dépositions ou les extraits de pièces et de dépositions nécessaires à l'examen de toutes les questions en litige.

Contenu

Joint statement of facts	(2) The parties may agree on a joint statement of the facts necessary to resolve the issues in dispute, rather than relying on the transcripts of the depositions and the exhibits. The joint statement shall be inserted at the beginning of the Schedule.	(2) Les parties peuvent se mettre d'accord sur un exposé conjoint des faits nécessaires à la solution des questions en litige au lieu d'avoir recours à la transcription des dépositions et aux pièces. Cet exposé est alors inséré au début de l'annexe 3.	Exposé conjoint des faits
For the respondent	(3) The schedules to the respondent's factum shall include only those elements that are necessary for the consideration of the issues in dispute and that were not included by the appellant.	(3) La partie intimée ne retient dans les annexes de son mémoire que les éléments nécessaires à l'examen des questions en litige et qui n'ont pas été retenus par la partie appelante.	Pour la partie intimée
Format of factum	71. The format of the factum shall comply with the following rules:	71. La présentation du mémoire obéit aux règles suivantes :	Présentation du mémoire
Colour of cover	(a) the colour of the cover shall vary according to the party — yellow for the appellant, green for the respondent and grey for the other parties;	a) La couleur de la couverture varie selon les parties : jaune pour la partie appelante, vert pour la partie intimée et gris pour les autres parties;	Couleur de la couverture
Front cover	(b) the front cover shall set out the following: (i) the court file number assigned by the Clerk, (ii) the court that rendered the judgment appealed from, the judicial district, the name of the judge, the date of the judgment and the court file number, (iii) in the following order, the names of the appellant, the respondent and, if applicable, the other parties and; under each party's name, that party's status in the appeal shall be indicated in upper-case letters and the party's status in first instance shall be indicated in lower-case letters, (iv) the identification of the factum according to the status of the party filing it, and (v) the name of the party's counsel;	b) Le plat supérieur de la couverture présente les indications suivantes : (i) le numéro de dossier attribué par le greffier, (ii) le tribunal qui a rendu le jugement frappé d'appel, le district judiciaire, le nom du juge, la date du jugement ainsi que le numéro du dossier, (iii) les noms de la partie appelante, de la partie intimée et, le cas échéant, des autres parties, dans cet ordre; sous le nom de chaque partie est indiquée sa position en appel, en lettres majuscules et en première instance, en lettres minuscules, (iv) l'identification du mémoire par la position de la partie qui le produit, (v) le nom de l'avocat;	Indications du plat supérieur de la couverture
Table of contents	(c) the first volume of the factum shall contain a general table of contents at the front, and each subsequent volume shall contain a table of its contents;	c) Le premier volume du mémoire comporte, au début, une table générale des matières et chaque volume subséquent, une table de son contenu;	Table des matières
Pagination	(d) page numbers shall be indicated in the upper left-hand corner of each page of the factum and at the top of each page of the schedules;	d) La pagination est faite dans le coin supérieur gauche de chaque page quant à l'exposé et en haut de page quant aux annexes;	Pagination
Number of pages	(e) except where a Judge has permitted otherwise, the argument shall not exceed 30 pages in length;	e) Sauf avec la permission d'un juge, l'exposé ne peut excéder 30 pages;	Nombre de pages
Characters and spacing	(f) the text of the argument shall have at least one and one-half spaces between the lines, with the exception of quotations, which shall be single-spaced and indented, the characters shall be in 12-point font size and there shall be no more than 12 characters per 2.5 cm;	f) Le texte de l'exposé est présenté à au moins un interligne et demi, à l'exception des citations qui doivent être à interligne simple et en retrait. Le caractère à l'ordinateur est de 12 points et il n'y a pas plus de 12 caractères par 2,5 cm;	Caractère et interligne
Numbering of paragraphs	(g) the paragraphs of the argument shall be numbered; and	g) Les paragraphes de l'exposé sont numérotés;	Numérotation des paragraphes
Numbering of volumes	(h) if there is more than one volume, the volume number and the sequence of pages contained therein shall be indicated on the cover and bottom edge of each volume.	h) S'il y a plusieurs volumes, le numéro de chacun et la séquence des pages contenues dans chaque volume sont indiqués sur le plat supérieur de la couverture et la tranche inférieure des volumes.	Numérotation des volumes
Exhibits — Layout	72. (1) Each exhibit or excerpt therefrom shall begin on a new page with a heading indicating the date and, where possible, the nature and number of the exhibit. So far as possible, the exhibits shall be reproduced in chronological order, rather than in the order of filing in first instance.	72. (1) Chaque pièce ou extrait de pièce, commence sur une page nouvelle, portant en titre la date et, dans les cas qui le permettent, la nature et la cote de la pièce. Les pièces sont reproduites, autant que possible, selon l'ordre chronologique plutôt que selon l'ordre de production en première instance.	Les pièces — disposition

Exhibits — Clarity	(2) All exhibits included in the schedules shall be legible. If they are illegible, they shall be accompanied by a legible text. Photocopies of photographs shall be permitted only if they are clear.	(2) Toute pièce incluse dans les annexes doit être lisible et, au cas contraire, elle doit être accompagnée d'un texte lisible; les photocopies de photographies ne sont permises que si elles sont claires.	Les pièces — clarté.
Depositions — Layout	73. (1) Each deposition or excerpt therefrom shall begin on a new page with a heading setting out the witness' surname in upper-case letters, followed the first time only by parentheses containing the witness' given name, as well as, if they have been disclosed at first instance, the age, the occupation and the residence of the witness. The heading shall also contain the following information, listed in abbreviated form: (a) the name of the party who called the witness; (b) the fact that the testimony was not given at trial, if such be the case; (c) the stage of the hearing (case in chief, defence, rebuttal, voir-dire); and (d) the stage of the examination (examination, cross-examination, re-examination).	73. (1) Les dépositions ou extraits de dépositions commencent sur une page nouvelle, portant en titre le nom du témoin en lettres majuscules, suivi, la première fois seulement et entre parenthèses, de son prénom de même que, s'ils ont été divulgués en première instance, de son âge, de sa profession et de sa résidence. Ce titre est complété par diverses mentions, données en abréviation : a) le nom de la partie qui a fait entendre le témoin; b) le fait que le témoignage n'a pas été rendu à l'audience, le cas échéant; c) le stade de l'instruction (preuve principale, défense, contre-preuve, voir-dire); d) le stade de l'interrogatoire (interrogatoire, contre-interrogatoire, réinterrogatoire).	Les dépositions — dispositions
Depositions — Format	(2) Depositions or excerpts therefrom may be reproduced in a condensed format (four pages in one), provided that the font is equivalent to Arial 10 and that each page contains a maximum of 25 lines numbered in the left margin.	(2) Les dépositions ou extraits de dépositions peuvent être reproduits dans un format quatre pages en une pourvu que le caractère utilisé soit équivalent à la police Arial 10 et que chaque page comporte un maximum de 25 lignes numérotées dans la marge de gauche.	Les dépositions — présentation
Printing and binding	74. The factum shall be bound so that the pages of the argument and Schedule 1 are printed only on the left and the pages of Schedules 2 and 3 are printed on both sides.	74. Le mémoire est relié de façon que les feuilles de l'exposé et de l'annexe 1 ne soient imprimées que sur la page de gauche et les feuilles des annexes 2 et 3, sur les deux côtés.	Impression et reliure
Number of sheets	75. Each volume shall contain no more than 225 sheets of paper.	75. Chaque volume ne peut comporter plus de 225 feuilles.	Nombre de feuilles
Attestation	76. (1) At the end of the schedules, the party or the party's counsel shall attest that the factum is in compliance with these Rules and that the original or paper copies of all the depositions obtained have been placed at the disposal of the other parties, free of charge. The same obligation applies, <i>mutatis mutandis</i> , when the depositions are in computer format.	76. (1) À la fin des annexes, la partie ou l'avocat atteste que le mémoire est conforme aux présentes règles et qu'il met gratuitement à la disposition des autres parties l'original ou un exemplaire de toutes les dépositions obtenues sur support papier. La même obligation s'applique, avec les adaptations nécessaires, lorsque les dépositions sont sur support informatique.	Attestation
Duration of hearing requested	(2) In addition, the party or the party's counsel shall indicate the length of time requested for oral argument.	(2) La partie ou l'avocat indique de plus le temps demandé pour sa plaidoirie.	Temps d'audience demandé
Refusal of factum	77. (1) The Clerk shall refuse any factum that is not in compliance with the <i>Criminal Code</i> or these Rules as soon as possible after it is filed.	77. (1) Tout mémoire non conforme au <i>Code criminel</i> ou aux présentes règles est refusé par le greffier aussitôt que possible après sa production.	Mémoire refusé
Notice	(2) The Clerk shall notify counsel or any party not represented by counsel of the refusal.	(2) Le greffier en avise les avocats ou les parties non représentées.	Avis
Effect of refusal	(3) A factum that has been refused shall be deemed not to have been filed unless the irregularity is corrected within the time limit the Clerk determines.	(3) Le mémoire refusé est tenu pour non avenu à moins qu'il ne soit remédié à l'irrégularité dans le délai fixé par le greffier.	Effet du refus
Time limit	(4) This time limit shall be reasonable in light of the circumstances, but shall not exceed seven days after the notice.	(4) Ce délai doit être juste, compte tenu des circonstances et ne doit pas dépasser sept jours suivant l'avis.	Délai
Review of the Clerk's decision	(5) The decision to refuse the factum may be reviewed upon a motion submitted before a Judge within 15 days of the notice.	(5) La décision de refuser le mémoire peut être révisée à la suite d'une requête soumise à un juge dans les 15 jours suivant l'avis.	Révision de la décision du greffier

Computer
format

78. The Court or the Judge may authorize the filing of certain documents in the factum in computer format rather than on paper when all of the parties to the appeal consent. The parties shall then file their argument on paper, together with the documents included in Schedule 1 of the factum as well as those parts of the documents included in Schedules 2 and 3 to which they have referred specifically in their argument. The complete text of the documents included in Schedules 2 and 3 are then filed on a CD-ROM or any other computer format that at a minimum has a keyword search capacity and, where possible, hyperlink connections between the index, the proceedings, the exhibits and the depositions.

78. La Cour ou le juge peut permettre que certains documents du mémoire soient produits sur support informatique plutôt que sur support papier lorsque toutes les parties à l'instance d'appel y consentent. Les parties produisent sur support papier l'exposé, les documents qui forment l'annexe 1 ainsi que les parties des documents qui forment les annexes 2 et 3 auxquelles elles réfèrent spécifiquement dans leur exposé. Les textes complets des documents formant les annexes 2 et 3 sont alors produits sur cédérom ou un autre support informatique ayant au minimum la capacité de recherche par mot-clé et, lorsque cela est possible, des hyperliens entre l'index et les procédures, pièces et dépositions.

Support
informatique

PART 11

READINESS

Abandoned
appeals

79. (1) If the appeal is not ready to be placed on the roll within six months after the filing of the notice of appeal provided for in section 32, the Clerk shall provide by registered or certified mail a minimum of 30 days' notice to the parties and their counsel that the appeal shall be placed on a special roll.

79. (1) Si l'appel n'est pas en état dans les six mois qui suivent la production de l'avis prévu à l'article 32, le greffier donne aux parties et à leurs avocats, par courrier recommandé ou certifié, un avis les prévenant au moins 30 jours à l'avance que la cause a été portée sur un rôle spécial.

Appels
abandonnés

(2) If the appeal is not ready to be placed on the roll on the date mentioned in the notice, the Court, after providing the parties an opportunity to be heard, may declare the appeal abandoned unless a party can show cause otherwise, in which case the Court shall make the order it deems appropriate.

(2) Si l'appel n'est pas en état à la date fixée dans l'avis, la Cour, après avoir donné aux parties l'occasion de se faire entendre, peut déclarer l'appel abandonné à moins qu'une partie ne fournisse une justification valable, auquel cas la Cour rend l'ordonnance qu'elle juge appropriée.

PRIOR TO DATE OF COMING INTO FORCE —
CERTIFICATE

AVANT LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Certificate

80. For all appeals filed before date of coming into force of these Rules, the certificate of readiness shall be filed at the Office of the Court within 15 days after the filing of the factums. It shall be on the form in Schedule 3 and bear the signature of the parties' counsel or of any party not represented by counsel. It shall indicate the name of the counsel responsible for the file.

80. Pour tous les appels antérieurs à l'entrée en vigueur des présentes règles, le certificat de mise en état dont le modèle figure à l'annexe 3 doit être produit au greffe dans les 15 jours de la production des mémoires. Il est signé par les avocats des parties ou par les parties non représentées. Il indique le nom de l'avocat en charge du dossier.

Certificat

Certificate not
obtained

81. (1) If the appellant does not sign the certificate, the respondent may file a motion to place the case on the roll. The motion shall be accompanied by a certificate bearing the signature of the respondent and served on the opposing party.

81. (1) Si la partie appelante ne signe pas le certificat, la partie intimée peut demander, par requête, la mise au rôle. La requête est accompagnée du certificat signé par la partie intimée et signifiée à la partie adverse.

Certificat non
obtenu

(2) If the respondent does not sign the certificate or does not file a factum within the prescribed time limit, the appellant may, in the same manner, seek to have the case placed on the roll.

(2) Si la partie intimée ne signe pas le certificat ou n'a pas déposé son mémoire dans les délais prescrits, la partie appelante peut, de la même manière, demander la mise au rôle.

Motion to place
a case on the
roll

82. A motion to place a case on the roll shall be presented before the Clerk. If the motion is uncontested, the attendance of the parties or their counsel is not required and the Clerk shall declare the case ready to be placed on the roll. If it is contested, the Clerk shall adjudicate the motion. This may be done by way of telephone conference.

82. La requête pour mise au rôle est présentée au greffier. En l'absence de contestation, la présence des parties ou de leurs avocats n'est pas requise et le greffier déclare le dossier en état, le cas échéant. S'il y a contestation, le greffier décide de la requête, ce qui peut se faire au moyen d'une conférence téléphonique.

Requête pour
mise au rôle

EFFECT AS OF DATE OF COMING INTO FORCE

À COMPTER DE LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DES
RÈGLES

Declaration by the Clerk	83. (1) With effect as of date of coming into force, the Clerk shall declare all cases not under special case management ready to be placed on the roll once all the factums have been filed. The Clerk shall notify the parties by written notice on the form in Schedule 4 and, in addition, indicate the approximate date the appeal will be heard.	83. (1) À compter de date d'entrée en vigueur des présentes règles, pour tous les dossiers qui ne font pas l'objet d'une gestion particulière, le greffier déclare le dossier en état quand tous les mémoires sont produits. Il en avise les parties par un écrit dont le modèle figure à l'annexe 4 en y indiquant de plus le moment approximatif où l'appel sera entendu.	Déclaration par le greffier
Failure of respondent to file	(2) Where the respondent fails to file a factum within the time prescribed, the Clerk may, <i>ex officio</i> or at the request of the appellant, declare the case ready to be placed on the roll. The Clerk shall then notify the parties by written notice on the form in Schedule 4.	(2) Si la partie intimée fait défaut de produire son mémoire dans le délai imparti, le greffier peut, de sa propre initiative ou sur demande de la partie appelante, déclarer le dossier en état. Il en avise alors les parties par un écrit dont le modèle figure à l'annexe 4.	Défaut de la partie intimée
Waiver of oral hearing	84. (1) If the parties consent, they may request that the appeal be decided on the basis of the factums and without an oral hearing. In such a case, the Court may require the personal consent of the accused.	84. (1) De consentement, les parties peuvent demander qu'un appel soit décidé sur la foi des mémoires, sans présentation orale. La Cour peut exiger que l'accusé y consente personnellement.	Renonciation à l'audition orale
Notice	(2) The Clerk shall notify the parties of the date on which the appeal is taken under advisement and of the names of the judges assigned to the case.	(2) Le greffier avise les parties de la date de la mise en délibéré de l'appel et de l'identité des juges qui ont pris charge du dossier.	Avis
Notice to appear	(3) If the panel assigned to the appeal considers that oral argument is necessary, the parties shall be informed that the case is no longer under advisement and the appeal shall be returned to the general roll.	(3) Si la formation chargée de l'appel juge qu'une présentation orale est nécessaire, les parties sont informées que le délibéré est radié et l'appel est remis au rôle général.	Convocation

PART 12

PARTIE 12

ROLL FOR HEARING

RÔLE D'AUDIENCE

Placing on the roll	85. The Clerk shall prepare the roll for hearing, observing to the extent possible the date of readiness of the cases, subject to the priorities prescribed by law or that the Chief Justice grants.	85. Le greffier dresse le rôle d'audience en respectant le plus possible la date de la mise en état des dossiers, sous réserve des priorités prévues par la loi ou accordées par le juge en chef.	Mise au rôle
Case heard by preference	86. (1) A motion to have a case heard by preference shall be accompanied by a notice for which the Clerk has previously determined the date and time of presentation. (2) After service, the motion shall be filed at the Office of the Court at least two clear juridical days before its presentation. (3) The motion shall be presented before the Chief Justice or a Judge the Chief Justice designates.	86. (1) La requête pour fixer un dossier par préférence doit être accompagnée d'un avis dont la date et l'heure de présentation auront été préalablement fixées par le greffier. (2) Après signification, la requête doit être produite au greffe au moins deux jours juridiques francs avant sa présentation. (3) La requête est présentée au juge en chef ou au juge que le juge en chef désigne.	Cause fixée par préférence
Time allotted for argument	87. Under the supervision of the Chief Justice or a Judge the Chief Justice designates, the Clerk shall indicate for each case the time each party is allotted for oral argument.	87. Pour chaque cause, le greffier indique, sous la direction du juge en chef ou d'un juge que le juge en chef désigne, le temps alloué pour la plaidoirie de chacune des parties.	Temps alloué pour plaider
Notice of hearing	88. At least 30 days before the opening of the session, the Clerk shall send a copy of the roll to the parties' counsel or to any party not represented by counsel. In addition, a copy shall be posted at the Office of the Court and shall be available on the Court's web site. Those formalities shall constitute notice of the date of hearing.	88. Au moins 30 jours avant l'ouverture de la session le greffier fait parvenir un exemplaire du rôle aux avocats des parties ou aux parties non représentées. En outre, un exemplaire est affiché au greffe et est disponible sur le site web de la Cour. Ces formalités valent avis de la date fixée pour l'audience.	Avis d'audition

Authorities	<p>89. (1) All parties may file a book of authorities, in which the relevant excerpts are highlighted. The pages of this book may be printed on both sides.</p> <p>(2) The book of authorities may be limited to relevant excerpts only, in which case the pages immediately preceding and immediately following any excerpt shall also be included, as well as the citation and the headnote, if there is one.</p> <p>(3) The book of authorities may also be accompanied by a CD-ROM or other computer format containing the complete text of the authorities.</p> <p>(4) The texts used in a book of authorities, whether partial or complete, must be in Word format, when that format is available.</p> <p>(5) When the book of authorities contains judgments or extracts of judgments rendered by the Supreme Court of Canada, that version must be that published in the <i>Reports of the Supreme Court of Canada</i>, or any computer based version that has the same paragraph numbering as the version published in the <i>Reports of the Supreme Court of Canada</i>.</p>	<p>89. (1) Il est loisible à toute partie de produire un cahier de sources où les passages pertinents sont identifiés. L'impression recto verso est permise.</p> <p>(2) Il est possible de produire un cahier de sources ne comprenant que les extraits pertinents en prenant soin toutefois de reproduire les pages qui les précèdent et les suivent immédiatement de même que la référence et le sommaire de la décision, le cas échéant.</p> <p>(3) Le cahier de sources peut également être accompagné d'un cédérom ou autre support informatique comprenant le texte complet des sources.</p> <p>(4) Les textes utilisés pour constituer le cahier de sources, en version intégrale ou abrégée, doivent être en format Word, lorsqu'ils sont disponibles.</p> <p>(5) Dans le cas des arrêts de la Cour suprême du Canada, le cahier de sources est constitué des arrêts, ou des extraits pertinents, publiés dans le <i>Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada</i> ou dans une base de données informatiques dont la numérotation des paragraphes est conforme à celle du <i>Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada</i>.</p>	Les sources
Time limit for filing	<p>90. (1) The book of authorities must be served on all the other parties and filed at the Office of the Court, in quadruplicate, at least 30 days before the date fixed for hearing of the appeal or, in the case of a motion, as early as possible before the hearing.</p> <p>(2) If the motion is to be presented before a Judge or the Clerk, it is sufficient to file only one copy of the book of authorities.</p>	<p>90. (1) Le cahier de sources doit être signifié à chacune des autres parties et produit en quatre exemplaires au greffé au moins 30 jours avant la date fixée pour l'audition de l'appel ou, dans le cas d'une requête, le plus tôt possible avant l'audition.</p> <p>(2) Si la requête est destinée au juge ou au greffier, il suffit de produire le cahier de sources en un seul exemplaire.</p>	Délai de production

PART 13

SITTINGS OF THE COURT

Beginning	<p>91. (1) Sittings of the Court shall begin at 9:30 a.m. or at any other time the Court determines.</p>	<p>91. (1) L'audience débute à 9 h 30 ou à toute autre heure fixée par la Cour.</p>	Début
Attendance excused	<p>(2) The Court may excuse the parties and their counsel from being present at the beginning of a sitting and convene them at a different time for the hearing of the appeal.</p>	<p>(2) La Cour peut dispenser les parties et leurs avocats d'être présents à l'ouverture de l'audience et les convoquer à une autre heure pour l'audition de l'appel.</p>	Dispense
Order	<p>92. Cases shall be pleaded in the order in which they appear on the roll, unless otherwise determined.</p>	<p>92. Les causes sont plaidées dans l'ordre du rôle à moins qu'il n'en soit décidé autrement.</p>	Ordre
Absence	<p>93. If a party fails to appear on the date and at the time established for the hearing, the Court may hear only the parties present and adjudicate the matter without hearing the absent party, or adjourn the hearing on the conditions deemed appropriate.</p>	<p>93. Faute par une partie de comparaître au jour et à l'heure fixés pour l'audience, la Cour peut n'entendre que les parties présentes et statuer sans entendre la partie absente, ou encore ajourner l'audience aux conditions indiquées.</p>	Absence
Striking a case from the roll and adjournment	<p>94. A Judge of the Court, at the request of a party, or the Clerk, with the consent of all parties, may at any time strike a matter from the roll and adjourn the hearing to a later date.</p>	<p>94. Un juge de la Cour, à la demande d'une partie, ou le greffier, avec le consentement de toutes les parties, peut en tout temps radier une affaire du rôle et ajourner l'audience à une séance ultérieure.</p>	Radiation du rôle et ajournement

PART 14

VIDEOCONFERENCE

Motions and appeals	95. (1) Motions before the Court or a Judge and appeals whose date and time of oral pleadings have already been determined may be heard by way of videoconference.
Request	(2) To that end, the parties shall submit a written request to the Clerk of the Court in Quebec or Montreal. In urgent circumstances, this request may be made by telephone.
Decision	(3) After examining the record, the Judge who is to preside at the hearing shall inform the parties of the decision.
Preparation	(4) It is the responsibility of the parties and their counsel to make the necessary arrangements with the telephone service providers.
Procedure	(5) All parties to the case may plead from any video room available in the territory or any one party may plead in the courtroom where the receiving device is located and where the Judge or the Court is sitting.
Consent	(6) The accused must consent to the videoconference, personally and in writing.
Dress	(7) For hearings before the Court, a gown must be worn.
Fees	(8) The cost of renting the video facilities and long-distance fees shall be borne by the party or parties who have requested the videoconference.

PART 15

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Application of the Rules	96. These Rules shall apply, <i>mutatis mutandis</i> , to all proceedings brought before the Court that are contemplated in section 482 of the <i>Criminal Code</i> .
Application of the Code of Civil Procedure	97. Except where incompatible with the <i>Criminal Code</i> or these Rules, the provisions of the <i>Code of Civil Procedure</i> shall apply to appeals in criminal matters.

PART 16

TRANSITIONAL PROVISION

Transitional	98. The Rules applicable before the coming into force of these Rules shall continue to apply to all proceedings for which the notice of appeal was filed before the date of the coming into force of these Rules. The parties may nevertheless agree to have their appeal be governed by these Rules.
--------------	--

PART 17

COMING INTO FORCE

Coming into force	99. These Rules shall come into force on January 1, 2007.
-------------------	--

PARTIE 14

VISIOCONFÉRENCE

Requêtes et appels	95. (1) Les requêtes adressées à la Cour ou au juge de même que les appels dont la date et l'heure de la présentation orale ont déjà été déterminées peuvent être entendus par visioconférence.	Requêtes et appels
Demande	(2) Les parties présentent une demande écrite au greffier à Québec ou à Montréal. En cas d'urgence cette demande peut être faite par téléphone.	Demande
Décision	(3) Après examen du dossier, le juge qui doit présider la séance communique sa décision aux parties.	Décision
Démarche	(4) Il appartient aux parties et à leurs avocats de faire les démarches appropriées auprès des sociétés de téléphonie.	Démarche
Mode de fonctionnement	(5) Les parties peuvent toutes plaider à partir de l'une ou l'autre des salles disponibles dans le territoire ou, encore, l'une ou l'autre d'entre elles peut plaider dans la salle d'audience où se trouve l'appareil récepteur et où siège la Cour ou le juge.	Mode de fonctionnement
Consentement	(6) L'accusé doit consentir personnellement et par écrit à cette visioconférence.	Consentement
Tenue vestimentaire	(7) S'il s'agit d'une audience de la Cour, le port de la toge est obligatoire.	Tenue vestimentaire
Frais	(8) Le loyer des salles et le coût des communications interurbaines sont à la charge de la partie ou des parties qui ont requis la visioconférence.	Frais

PARTIE 15

DISPOSITIONS DIVERSES

Application des règles	96. Les présentes règles s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à toutes les procédures portées devant la Cour et qui sont visées par l'article 482 du <i>Code criminel</i> .	Application des règles
Application du Code de procédure civile	97. Sauf en cas d'incompatibilité avec le <i>Code criminel</i> ou les présentes règles, les dispositions du <i>Code de procédure civile</i> s'appliquent aux appels en matière criminelle.	Application du Code de procédure civile

PARTIE 16

DISPOSITION TRANSITOIRE

Disposition transitoire	98. Les règles applicables avant l'entrée en vigueur des présentes règles continuent de s'appliquer à toutes les instances pour lesquelles l'avis d'appel a été déposé avant l'entrée en vigueur des présentes règles. Les parties peuvent toutefois convenir de soumettre le pourvoi aux présentes règles.
-------------------------	--

PARTIE 17

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur	99. Les présentes règles entrent en vigueur le 1 ^{er} janvier 2007.
-------------------	---

SCHEDULE 1
(Section 57)

**(COURT OF APPEAL)
QUESTIONNAIRE CONCERNING SENTENCE**

1. In what district was the sentence imposed?

2. By which judge?

3. What was the type of trial (judge alone, judge and jury)?

4. What was/were the offence(s) for which the accused was convicted? Attach an additional sheet, if necessary.

5. The sections of the Criminal Code (or other statute) contravened.

6. Date of the preliminary inquiry, if any.

7. How did the accused plead at trial?

8. How long did the trial last?

9. What sentence was imposed?

10. Date of conviction.

11. Date of sentence.

12. Where is the accused confined?

13. Was the accused released from custody pending the determination of the accused's appeal?

14. How long was the accused held in custody (in first instance as well as in appeal)?

SCHEDULE 1 — *Continued*

(COURT OF APPEAL)
QUESTIONNAIRE CONCERNING SENTENCE — *Continued*

15. Identify any co-accused, whether they were convicted, and if so, what sentence was imposed on them.

16. Give details of the accused's criminal record.

17. a) Is the accused now employed?
b) Was the accused employed at the time of indictment?

18. Accused's family situation (married, divorced, dependants, etc.).

19. Accused's date of birth.

20. Was there a pre-sentence report? If so, attach it.

21. Were there any medical or psychiatric reports? If so, attach them.

22. Was there any joint sentencing recommendation by the prosecution and defence counsel in first instance? If so, what was it?

23. a) What sentence did the Crown suggest?
b) What sentence did the defence suggest?

24. Did the victim make a written statement? If so, attach it.

25. Has any new evidence been adduced? If so, attach it.

SCHEDULE 2
(Section 61)

COURT OF APPEAL

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
REGISTRY OF _____
No.: 500-.....
Trial
No.:

.....
APPELLANT

v.

.....
RESPONDENT

JOINT REQUEST FOR FACILITATION IN A CRIMINAL MATTER

We hereby present this joint request for facilitation in a criminal matter in order to seek a solution to our criminal case by reaching an agreement that could be submitted to the Court.

We undertake to jointly constitute a summary file that will be filed at the Office of the Court at least seven days prior to the facilitation conference and that will contain the relevant materials for the purpose of the conference, including the notice of appeal, the judgment against which an appeal is taken, as well as the proceedings and exhibits that we determine will be necessary for the conduct of the conference.

We understand that the elapsed delays in appeal will be suspended as of the date of the filing of this joint request.

We undertake to respect the confidential nature of all of the discussions that take place during the facilitation conference, including telephone conferences, video conferences, plenary sessions, individual meetings as well as of all documents submitted during the conduct of the facilitation.

Date

.....
APPELLANT

.....
RESPONDENT

(Counsel responsible for the file)	(Counsel responsible for the file)
Name:	Name:
Firm:	Firm:
Address:	Address:
.....
.....
Tel.:	Tel.:
Fax:	Fax:

**Please return a duly signed copy of this form to the Office of the Court of Appeal,
clearly indicating on the envelope:
“JOINT REQUEST FOR FACILITATION IN CRIMINAL MATTERS”**

SCHEDULE 3
(Section 80)

COURT OF APPEAL

Certificate of readiness

C.A. No. _____

Appellant

Respondent

Object of the dispute: _____

- Filed:**
- Reasons for judgment appealed from**
 - Factum of the appellant**
 - Factum of the respondent**
 - Factum of other parties**

We waive oral argument of the appeal and declare that we have no further argument to submit beyond that which is contained in our respective factums.

YES

NO

At _____ **this** _____

APPELLANT

Name and address of the law office and name of the attorney personally in charge of the file

Telephone No.: _____

RESPONDENT

Name and address of the law office and name of the attorney personally in charge of the file

Telephone No.: _____

OTHER PARTIES

Name and address of the law office and name of the attorney personally in charge of the file

Telephone: _____

Note to the Clerk: The following are the numbers of the files between the same parties that will be joined at the same hearing.

No. _____

No. _____

SCHEDULE 4
(Section 83)

COURT OF APPEAL

CANADA
PROVINCE OF QUEBEC
REGISTRY OF _____
No.:

Appellant

v.

Respondent

DECLARATION OF READINESS

- 1. Appellant's factum (____ volumes)
filed on _____
- Respondent's factum (____ volumes)
filed on _____
- Other party's factum (____ volumes)
filed on _____

2. Planned duration of the hearing:

Appellant: _____
 Respondent: _____
 Other: _____
 Total: _____

3. Date of hearing:

- Fixed
- To be determined by the Master of the Rolls;
approximately at the session of _____ 20 ____

(Signature)

ANNEXE 1
(article 57)

**(COUR D'APPEL)
QUESTIONNAIRE RELATIF À L'APPEL D'UNE PEINE**

1. Dans quel district la sentence fut-elle prononcée?

2. Quel juge l'a prononcée?

3. Quel fut le type de procès (devant juge seul ou juge et jury)?

4. Description de l'infraction ou des infractions sur lesquelles il y a eu condamnation (au besoin présenter sur feuille additionnelle) :

5. Les articles du *Code criminel* (ou d'une loi) violés :

6. Quelle est la date de l'enquête préliminaire, le cas échéant?

7. Quel plaidoyer fut enregistré au procès?

8. Quelle fut la durée du procès?

9. Quelle fut la peine imposée?

10. Quelle est la date de la condamnation?

11. Quelle est la date de la sentence?

12. Où l'accusé est-il incarcéré?

13. L'accusé a-t-il été mis en liberté en attendant la décision de l'appel?

14. Quelle fut la durée de la détention sous garde de l'accusé (en première instance comme en appel)?

ANNEXE 1 (*suite*)

(COUR D'APPEL)
QUESTIONNAIRE RELATIF À L'APPEL D'UNE PEINE (*suite*)

15. Préciser l'identité du ou des coaccusés, s'ils furent trouvés coupables et à quelle peine furent-ils condamnés?

16. Détailler le dossier judiciaire de l'accusé.

17. a) L'accusé a-t-il un emploi actuellement?

b) En avait-il un au moment de sa mise en accusation?

18. Situation personnelle de l'accusé (marié(e), divorcé(e), personnes à charge, etc.) :

19. Date de naissance de l'accusé :

20. Y a-t-il eu préparation d'un rapport présentenciel?

Si oui, l'annexer.

21. Y a-t-il eu préparation de rapports médicaux ou psychiatriques?

Si oui, les annexer.

22. Le cas échéant, quelle fut la peine proposée conjointement par le poursuivant et l'avocat de l'accusé en première instance?

23. a) Quelle fut la peine suggérée par la Couronne?

b) Quelle fut la peine suggérée par la défense?

24. Y a-t-il eu déclaration écrite de la victime?

Si oui, l'annexer.

25. Y a-t-il une nouvelle preuve?

Si oui, l'annexer.

ANNEXE 2
(article 61)

COUR D'APPEL

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
GREFFE DE
N° : 500-.....
Première instance
N° :

.....
Partie APPELANTE

c.

.....
Partie INTIMÉE

DEMANDE CONJOINTE DE FACILITATION PÉNALE

Nous présentons une demande conjointe de facilitation afin de trouver une solution à notre litige pénal par la conclusion d'une entente qui pourrait être soumise à la Cour.

Nous nous engageons à constituer, conjointement, un dossier sommaire qui sera déposé au greffe de la Cour dans les sept jours précédant la séance de facilitation. Ce dossier comprendra l'inscription en appel, le jugement frappé d'appel ainsi que les procédures et les pièces que nous jugerons utiles.

Nous comprenons que les délais impartis en appel sont suspendus dès le dépôt de la demande de facilitation.

Nous nous engageons à respecter la confidentialité de tous les échanges se déroulant pendant la procédure de facilitation, incluant les conférences téléphoniques, les visioconférences, les rencontres plénières, les rencontres individuelles ainsi que les documents déposés dans le cours de la facilitation.

Le

.....
Partie appelante

.....
Partie intimée

(Avocat/e spécialement chargé/e du dossier)	(Avocat/e spécialement chargé/e du dossier)
Nom :	Nom :
Étude :	Étude :
Adresse :	Adresse :
.....
.....
Téléphone :	Téléphone :
Télécopieur :	Télécopieur :

S.V.P. retourner le formulaire auprès du greffe de la Cour d'appel (dûment signé par toutes les parties) en indiquant sur l'enveloppe « DEMANDE CONJOINTE DE FACILITATION PÉNALE »

ANNEXE 3
(article 80)

COUR D'APPEL

Certificat de mise en état

C.A. N° _____

Partie appelante

Partie intimée

Objet du litige : _____

- Sont produits :**
- Motifs du jugement attaqué**
 - Mémoire de la partie appelante**
 - Mémoire de la partie intimée**
 - Mémoire des autres parties**

Nous renonçons à la présentation orale du pourvoi et déclarons n'avoir aucune autre argumentation supplémentaire à celle contenue dans nos mémoires respectifs.

OUI

NON

Signé à _____ **le** _____

PARTIE APPELANTE

Nom et adresse du bureau d'avocat et nom de l'avocat(e) spécialement chargé(e) du dossier

Téléphone : _____

PARTIE INTIMÉE

Nom et adresse du bureau d'avocat et nom de l'avocat(e) spécialement en chargé(e) du dossier

Téléphone : _____

PARTIE MISE EN CAUSE

Nom et adresse du bureau d'avocat et nom de l'avocat(e) spécialement en chargé(e) du dossier

Téléphone : _____

Note au greffe : numéros des dossiers opposant les mêmes parties qui feront l'objet de la même audition :

N° _____

N° _____

ANNEXE 4
(article 83)

COUR D'APPEL

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
GREFFE DE**

N° : _____

Partie appelante

c.

Partie intimée

DÉCLARATION DE MISE EN ÉTAT

- 1. Mémoire partie appelante (____ volumes)
produit le _____
- Mémoire partie intimée (____ volumes)
produit le _____
- Mémoire mise en cause, intervenant (____ volumes)
produit le _____

2. Temps requis :

Partie appelante : _____

Partie intimée : _____

Autres : _____

Total : _____

3. Date de l'audition :

- Fixée
- À être déterminée par le maître des rôles;
approximativement à la session de _____ 200 ____

(Signature)

TABLE OF CONTENTS **SOR: Statutory Instruments (Regulations)**
SI: Statutory Instruments and Other Documents (Other than Regulations)

Registration No.	P.C. 2006	Department	Name of Statutory Instrument or Other Document	Page
SOR/2006-291		Transport	Regulations Amending the Ship Station (Radio) Technical Regulations, 1999 (Miscellaneous Program)	1962
SOR/2006-292	1393	Public Safety and Emergency Preparedness	Regulations Amending the Gun Shows Regulations.....	1965
SOR/2006-293	1395	Agriculture and Agri-Food	Regulations Amending the Agricultural Marketing Programs Regulations and Repealing the Ranch-raised Fur Pelts Designation Regulations.....	1967
SOR/2006-294	1398	Finance	Order Amending Schedule 1 to the First Nations Goods and Services Tax Act (2002-2)	1976
SOR/2006-295	1400	Finance	Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2006-3	1979
SOR/2006-296	1402	Justice	Regulations Amending the Family Support Orders and Agreements Garnishment Regulations.....	1986
SOR/2006-297	1411	Royal Canadian Mint	Order Authorizing the Issue and Determining the Composition, Dimensions and Designs of Various Circulation Coins	1989
SOR/2006-298		Environment Health	Virtual Elimination List.....	1995
SOR/2006-299	1424	Finance	Civil Remedies (Banks and Bank Holding Companies) Regulations.....	2003
SOR/2006-300	1425	Finance	Civil Remedies (Cooperative Credit Associations) Regulations	2010
SOR/2006-301	1426	Finance	Civil Remedies (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations	2012
SOR/2006-302	1427	Finance	Civil Remedies (Trust and Loan Companies) Regulations	2014
SOR/2006-303	1428	Finance	Distributing Bank and Distributing Bank Holding Company Regulations....	2016
SOR/2006-304	1429	Finance	Distributing Cooperative Credit Association Regulations	2018
SOR/2006-305	1430	Finance	Distributing Company and Distributing Insurance Holding Company Regulations	2020
SOR/2006-306	1431	Finance	Distributing Trust and Loan Company Regulations.....	2022
SOR/2006-307	1432	Finance	Going-Private Transaction (Banks and Bank Holding Companies) Regulations	2024
SOR/2006-308	1433	Finance	Going-Private Transaction (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations	2025
SOR/2006-309	1434	Finance	Going-Private Transaction (Trust and Loan Companies) Regulations.....	2026
SOR/2006-310	1435	Finance	Insider Reports (Banks and Bank Holding Companies) Regulations.....	2027
SOR/2006-311	1436	Finance	Insider Reports (Cooperative Credit Association) Regulations.....	2029
SOR/2006-312	1437	Finance	Insider Reports (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations	2031
SOR/2006-313	1438	Finance	Insider Reports (Trust and Loan Companies) Regulations.....	2033
SOR/2006-314	1439	Finance	Meetings and Proposals (Banks and Bank Holding Companies) Regulations	2035
SOR/2006-315	1440	Finance	Meetings and Proposals (Cooperative Credit Associations) Regulations.....	2038
SOR/2006-316	1441	Finance	Meetings and Proposals (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations	2040
SOR/2006-317	1442	Finance	Meetings and Proposals (Trust and Loan Companies) Regulations	2043
SOR/2006-318	1443	Finance	Prospectus (Banks and Bank Holding Companies) Regulations	2046
SOR/2006-319	1444	Finance	Prospectus (Cooperative Credit Associations) Regulations	2048
SOR/2006-320	1445	Finance	Prospectus (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations	2050
SOR/2006-321	1446	Finance	Prospectus (Trust and Loan Companies) Regulations.....	2052
SOR/2006-322		Agriculture and Agri-Food	Regulations Amending the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations	2054

TABLE OF CONTENTS—Continued

Registration No.	P.C. 2006	Department	Name of Statutory Instruments or Other Document	Page
SOR/2006-323		Agriculture and Agri-Food	Regulations Amending the Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations	2056
SOR/2006-324	1450	Public Works and Government Services	Regulations Amending the Crown Corporation Payments Regulations	2058
SOR/2006-325	1451	Public Works and Government Services	Regulations Amending the Crown Corporation Payments Regulations (Miscellaneous Programs)	2061
SOR/2006-326	1461	Transport	Regulations Amending the Atlantic Pilotage Tariff Regulations, 1996	2063
SOR/2006-327	1462	Finance	Order Amending the Schedule to the Customs Tariff, 2006-4 (Textiles and Apparel)	2072
SOR/2006-328	1463	Finance	Order Amending the Schedule to the Customs Tariff (Harmonized System Conversion, 2007), No.2	2086
SOR/2006-329	1464	Environment Health	Order Amending Schedule 1 to the Canadian Environmental Protection Act, 1999	2093
SOR/2006-330	1466	Agriculture and Agri-Food	Golden Nematode Compensation Regulations	2095
SOR/2006-331		Agriculture and Agri-Food	Regulations Amending the Canadian Chicken Licensing Regulations	2100
SI/2006-134	1350	National Defence	Order Respecting Ex Gratia Payments to Veterans Involved in Chemical Warfare Agent Testing	2102
SI/2006-135	1351	Prime Minister	Order Transferring from the Department of Industry to the Department of Indian Affairs and Northern Development the Control and Supervision of Aboriginal Business Canada and First Nations SchoolNet and Transferring from the Minister of Industry to the Minister of Indian Affairs and Northern Development the Powers, Duties and Functions Relating to the National Aboriginal Economic Development Board	2104
SI/2006-136	1394	Agriculture and Agri-Food	Order Fixing November 27, 2006 as the Date of the Coming into Force of An Act to amend the Agricultural Marketing programs Act	2105
SI/2006-137	1401	Heritage Treasury Board	Order Respecting Ex-Gratia Payments to Persons who were in Conjugal Relationships with now Deceased Chinese Head Tax Payers or to Designated Beneficiaries	2106
SI/2006-138	1419	Prime Minister	Order Terminating the Assignment of the Honorable Micheal Chong	2108
SI/2006-139	1421	Prime Minister	Order Assigning the Honorable Peter Van Loan to Assist the Minister of Canadian Heritage	2109
SI/2006-140	1423	Finance	Order Fixing November 28, 2006 as the Date of the Coming into Force of Certain Sections of An Act to amend certain Acts in relation to financial institutions	2110
SI/2006-141	1449	National Defence Veterans Affairs	Order Governing the Grant of the Memorial Cross (Canadian Forces)	2111
SI/2006-142		Justice	Rules of the Court of Appeal of Quebec in Criminal Matters	2113

INDEX SOR: Statutory Instruments (Regulations)**SI: Statutory Instruments and Other Documents (Other than Regulations)**Abbreviations: e — erratum
n — new
r — revises
x — revokes

Regulations Statutes	Registration No.	Date	Page	Comments
Agricultural Marketing Programs Regulations and Repealing the Ranch-raised Fur Pelts Designation Regulations — Regulations Amending..... Agricultural Marketing Programs Act	SOR/2006-293	23/11/06	1967	
Amending Schedule 1 to the Canadian Environmental Protection Act, 1999 (Miscellaneous Program) — Order Canadian Environmental Protection Act	SOR/2006-329	30/11/06	2093	
Assigning the Honorable Peter Van Loan to Assist the Minister of Canadian Heritage — Order..... Ministries and Ministers of State Act	SI/2006-139	13/12/06	2109	n
Assignment of the Honorable Micheal Chong — Order Terminating..... Ministries and Ministers of State Act	SI/2006-138	13/12/06	2108	n
Atlantic Pilotage Tariff Regulations, 1996 — Regulations Amending Pilotage Act	SOR/2006-326	30/11/06	2063	
Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota Regulations — Amending..... Farm Product Agency Act	SOR/2006-323	28/11/06	2056	
Canadian Broiler Hatching Egg Marketing Agency Quota — Regulations Amending..... Farm Product Agency Act	SOR/2006-322	28/11/06	2054	
Canadian Chicken Licensing Regulations — Regulations Amending Farm Products Agencies Act	SOR/2006-331	01/12/06	2100	
Civil Remedies (Banks and Bank Holding Companies) Regulations..... Bank Act	SOR/2006-299	28/11/06	2003	n
Civil Remedies (Cooperative Credit Associations) Regulations Cooperative Credit Associations Act	SOR/2006-300	28/11/06	2010	n
Civil Remedies (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations..... Insurance Companies Act	SOR/2006-301	28/11/06	2012	n
Civil Remedies (Trust and Loan Companies) Regulations Trust and Loan Companies Act	SOR/2006-302	28/11/06	2014	n
Crown Corporation Payments Regulations (Miscellaneous Programs) — Regulations Amending..... Payments in Lieu of Taxes Act	SOR/2006-325	30/11/06	2061	
Crown Corporation Payments Regulations — Regulations Amending..... Payments in Lieu of Taxes Act	SOR/2006-324	30/11/06	2058	
Determining the Composition, Dimensions and Designs of Various Circulation Coins — Order Authorizing Royal Canadian Mint Act	SOR/2006-297	23/11/06	1989	n
Distributing Bank and Distributing Bank Holding Company Regulations..... Bank Act	SOR/2006-303	28/11/06	2016	n
Distributing Company and Distributing Insurance Holding Company Regulations... Insurance Companies Act	SOR/2006-305	28/11/06	2020	n
Distributing Cooperative Credit Association Regulations..... Cooperative Credit Associations Act	SOR/2006-304	28/11/06	2018	n
Distributing Trust and Loan Company Regulations..... Trust and Loan Companies Act	SOR/2006-306	28/11/06	2022	n
Ex Gratia Payments to Veterans Involved in Chemical Warfare Agent Testing — Order Respecting..... Other than Statutory Authority	SI/2006-134	13/12/06	2102	n
Family Support Orders and Agreements Garnishment Regulations — Regulations Amending..... Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act	SOR/2006-296	23/11/06	1986	
First Nations Goods and Services Tax Act (2002-2) — Order Amending Schedule 1 First Nations Goods and Services Tax Act	SOR/2006-294	23/11/06	1976	

INDEX—Continued

Regulations Statutes	Registration No.	Date	Page	Comments
Going-Private Transaction (Banks and Bank Holding Companies) Regulations Bank Act	SOR/2006-307	28/11/06	2024	n
Going-Private Transaction (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations..... Insurance Companies Act	SOR/2006-308	28/11/06	2025	n
Going-Private Transaction (Trust and Loan Companies) Regulations..... Trust and Loan Companies Act	SOR/2006-309	28/11/06	2026	n
Golden Nematode Compensation Regulations..... Plant Protection Act	SOR/2006-330	30/11/06	2095	n
Grant of the Memorial Cross (Canadian Forces) — Order Governing..... Other Than Statutory Authority	SI/2006-141	13/12/06	2111	n
Gun Shows Regulations — Regulations Amending..... Firearms Act	SOR/2006-292	23/11/06	1965	
Insider Reports (Banks and Bank Holding Companies) Regulations Bank Act	SOR/2006-310	28/11/06	2027	n
Insider Reports (Cooperative Credit Associations) Regulations Cooperative Credit Associations Act	SOR/2006-311	28/11/06	2029	n
Insider Reports (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations..... Insurance Companies Act	SOR/2006-312	28/11/06	2031	n
Insider Reports (Trust and Loan Companies) Regulations..... Trust and Loan Companies Act	SOR/2006-313	28/11/06	2033	n
Meetings and Proposals (Banks and Bank Holding Companies) Regulations..... Bank Act	SOR/2006-314	28/11/06	2035	n
Meetings and Proposals (Cooperative Credit Associations) Regulations..... Cooperative Credit Associations Act	SOR/2006-315	28/11/06	2038	n
Meetings and Proposals (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations..... Insurance Companies Act	SOR/2006-316	28/11/06	2040	n
Meetings and Proposals (Trust and Loan Companies) Regulations Trust and Loan Companies act	SOR/2006-317	28/11/06	2043	n
Order Fixing November 27, 2006 as the Date of the Coming into Force of the Act . Agricultural Marketing Programs Act (An Act to amend)	SI/2006-136	13/12/06	2105	n
Order Fixing November 28, 2006 as the Date of the Coming into Force of Certain Sections of the Act Act to amend certain Acts in relation to financial institutions	SI/2006-140	13/12/06	2110	n
Order Respecting Ex-Gratia Payments to Persons who were in Conjugal Relationships with now Deceased Chinese Head Tax Payers or to Designated Beneficiaries..... Other than Statutory Authority	SI/2006-137	13/12/06	2106	n
Prospectus (Banks and Bank Holding Companies) Regulations Bank Act	SOR/2006-318	28/11/06	2046	n
Prospectus (Cooperative Credit Associations) Regulations Cooperative Credit Associations	SOR/2006-319	28/11/06	2048	n
Prospectus (Insurance Companies and Insurance Holding Companies) Regulations . Insurance Companies Act	SOR/2006-320	28/11/06	2050	n
Prospectus (Trust and Loan Companies) Regulations..... Trust and Loan Companies Act	SOR/2006-321	28/11/06	2052	n
Rules of the Court of Appeal of Quebec in Criminal Matters Criminal Code	SI/2006-142	13/12/06	2113	n
Schedule to the Customs Tariff (Harmonized System Conversion 2007), No. 2 — Order Amending..... Customs Tariff	SOR/2006-328	30/11/06	2086	
Schedule to the Customs Tariff, 2006-3 — Order Amending..... Customs Tariff	SOR/2006-295	23/11/06	1979	

INDEX—Continued

Regulations Statutes	Registration No.	Date	Page	Comments
Schedule to the Customs Tariff, 2006-4 (Textiles and Apparel) — Order Amending..... Customs Tariff	SOR/2006-327	30/11/06	2072	
Ship Station (Radio) Technical Regulations, 1999 (Miscellaneous Program) Regulations Amending..... Canada Shipping Act	SOR/2006-291	21/11/06	1962	
Transferring from the Department of Industry to the Department of Indian Affairs and Northern Development the Control and Supervision of Aboriginal Business Canada and First Nations SchoolNet and Transferring from the Minister of Industry to the Minister of Indian and Northern Development the Powers, Duties and Functions Relating to the National Aboriginal Economic Development Board — Order..... Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act	SI/2006-135	13/12/06	2104	n
Virtual Elimination List..... Canadian Environmental Protection Act, 1999	SOR/2006-298	24/11/06	1995	n

TABLE DES MATIÈRES DORS: Textes réglementaires (Règlements)
TR: Textes réglementaires et autres documents (Autres que les Règlements)

N° d'enregistrement	C.P. 2006	Ministère	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
DORS/2006-291		Transports	Règlement correctif visant le Règlement technique de 1999 sur les stations de navires (radio)	1962
DORS/2006-292	1393	Sécurité publique et Protection civile	Règlement modifiant le Règlement sur les expositions d'armes à feu	1965
DORS/2006-293	1395	Agriculture et Agroalimentaire	Règlement modifiant le Règlement sur les programmes de commercialisation agricole et abrogeant le Règlement désignant comme récolte les fourrures d'animaux d'élevage	1967
DORS/2006-294	1398	Finances	Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations (2006-2)	1976
DORS/2006-295	1400	Finances	Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2006-3	1979
DORS/2006-296	1402	Justice	Règlement modifiant le Règlement sur la saisie-arrest pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires	1986
DORS/2006-297	1411	Monnaie royale canadienne	Décret autorisant l'émission et fixant la composition, les dimensions et les dessins de diverses pièces de monnaie de circulation	1989
DORS/2006-298		Environnement Santé	Liste de quasi-élimination	1995
DORS/2006-299	1424	Finances	Règlement sur les recours (banques et sociétés de portefeuille bancaires) ...	2003
DORS/2006-300	1425	Finances	Règlement sur les recours (associations coopératives de crédit)	2010
DORS/2006-301	1426	Finances	Règlement sur les recours (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances)	2012
DORS/2006-302	1427	Finances	Règlement sur les recours (sociétés de fiducie et de prêt)	2014
DORS/2006-303	1428	Finances	Règlement sur les banques et les sociétés de portefeuille bancaires ayant fait appel au public	2016
DORS/2006-304	1429	Finances	Règlement sur les associations coopératives de crédit ayant fait appel au public	2018
DORS/2006-305	1430	Finances	Règlement sur les sociétés d'assurances et les sociétés de portefeuille d'assurances ayant fait appel au public	2020
DORS/2006-306	1431	Finances	Règlement sur les sociétés de fiducie et de prêt ayant fait appel au public ...	2022
DORS/2006-307	1432	Finances	Règlement sur les transactions de fermeture (banques et sociétés de portefeuille bancaires)	2024
DORS/2006-308	1433	Finances	Règlement sur les transactions de fermeture (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances)	2025
DORS/2006-309	1434	Finances	Règlement sur les transactions de fermeture (sociétés de fiducie et de prêt)	2026
DORS/2006-310	1435	Finances	Règlement sur les rapports d'initié (banques et sociétés de portefeuille bancaires)	2027
DORS/2006-311	1436	Finances	Règlement sur les rapports d'initié (associations coopératives de crédit)	2029
DORS/2006-312	1437	Finances	Règlement sur les rapports d'initié (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances)	2031
DORS/2006-313	1438	Finances	Règlement sur les rapports d'initié (sociétés de fiducie et de prêt)	2033
DORS/2006-314	1439	Finances	Règlement sur les assemblées et les propositions (banques et sociétés de portefeuille bancaires)	2035
DORS/2006-315	1440	Finances	Règlement sur les assemblées et les propositions (associations coopératives de crédit)	2038
DORS/2006-316	1441	Finances	Règlement sur les assemblées et les propositions (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances)	2040
DORS/2006-317	1442	Finances	Règlement sur les assemblées et les propositions (sociétés de fiducie et de prêt)	2043
DORS/2006-318	1443	Finances	Règlement sur les prospectus (banques et sociétés de portefeuille bancaires)	2046

TABLE DES MATIÈRES—Suite

N° d'enregistrement	C.P. 2006	Ministère	Titre du texte de réglementaire ou autre document	Page
DORS/2006-319	1444	Finances	Règlement sur les prospectus (associations coopératives de crédit)	2048
DORS/2006-320	1445	Finances	Règlement sur les prospectus (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances)	2050
DORS/2006-321	1446	Finances	Règlement sur les prospectus (sociétés de fiducie et de prêt)	2052
DORS/2006-322		Agriculture et Agroalimentaire	Règlement modifiant le Règlement de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement	2054
DORS/2006-323		Agriculture et Agroalimentaire	Règlement modifiant le Règlement de l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement	2056
DORS/2006-324	1450	Travaux publics et Services gouvernementaux	Règlement modifiant le Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État	2058
DORS/2006-325	1451	Travaux publics et Services gouvernementaux	Règlement correctif visant le Règlement sur les paiements versés par les sociétés d'État	2061
DORS/2006-326	1461	Transports	Règlement modifiant le Règlement sur le tarif de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, 1996	2063
DORS/2006-327	1462	Finances	Décret modifiant l'annexe du Tarif des douanes, 2006-4 (textiles et vêtements)	2072
DORS/2006-328	1463	Finances	Décret n° 2 modifiant l'annexe du Tarif des douanes (conversion du Système harmonisé, 2007)	2086
DORS/2006-329	1464	Environnement Santé	Décret correctif visant l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement	2093
DORS/2006-330	1466	Agriculture et Agroalimentaire	Règlement sur l'indemnisation relative au nématode doré	2095
DORS/2006-331		Agriculture et Agroalimentaire	Règlement modifiant le Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada	2100
TR/2006-134	1350	Défense nationale	Décret concernant le versement de paiements à titre gracieux aux anciens combattants ayant pris part à des expériences de guerre chimique	2102
TR/2006-135	1351	Premier Ministre	Décret transférant du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien la responsabilité à l'égard d'Entreprise autochtone Canada et Premières nations sur Rescol et transférant du ministre de l'Industrie au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien les attributions à l'égard de l'Office national du développement économique des autochtones	2104
TR/2006-136	1394	Agriculture et Agroalimentaire	Décret fixant au 27 novembre 2006 la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les programmes de commercialisation agricole	2105
TR/2006-137	1401	Patrimoine Conseil du Trésor	Décret concernant le versement de paiements à titre gracieux à des personnes qui vivaient en union conjugale avec des personnes, maintenant décédées, ayant payé la taxe d'entrée relative à l'immigration chinoise ou à des bénéficiaires désignés	2106
TR/2006-138	1419	Premier Ministre	Décret mettant fin à la délégation de l'honorable Micheal Chong	2108
TR/2006-139	1421	Premier Ministre	Décret déléguant l'honorable Peter Van Loan auprès du ministre du Patrimoine canadien	2109
TR/2006-140	1423	Finances	Décret fixant au 28 novembre 2006 la date d'entrée en vigueur de certains articles de la Loi modifiant certaines lois relatives aux institutions financières	2110
TR/2006-141	1449	Défense nationale Anciens Combattants	Décret sur l'octroi de la Croix du souvenir (Forces canadiennes)	2111
TR/2006-142		Justice	Règles de la Cour d'appel du Québec en matière criminelle	2113

INDEX DORS: Textes réglementaires (Règlements)**TR: Textes réglementaires et autres documents (Autres que les Règlements)**
 Abréviations : e — erratum
 n — nouveau
 r — revise
 a — abroge

Règlements Lois	Enregistrement n°	Date	Page	Commentaires
Annexe 1 de la loi sur la taxe sur les produits et services des premières nations (2006-2) — Décret modifiant.....	DORS/2006-294	23/11/06	1976	
Taxe sur les produits et services des premières nations (2006-2) (Loi)				
Annexe du Tarif des douanes (conversion du Système harmonisé, 2007) — Décret n°2 modifiant.....	DORS/2006-328	30/11/06	2086	
Tarif des douanes				
Annexe du tarif des douanes, 2006-4 (textiles et vêtements) — Décret modifiant....	DORS/2006-327	30/11/06	2072	
Tarif des douanes				
Assemblées et les propositions (associations coopérative de crédit) — Règlement... Associations coopératives de crédit (Loi)	DORS/2006-315	28/11/06	2038	n
Assemblées et les propositions (banques et sociétés de portefeuille bancaires) — Règlement.....	DORS/2006-314	28/11/06	2035	n
Banques (Loi)				
Assemblées et les propositions (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances) — Règlement.....	DORS/2006-316	28/11/06	2040	n
Sociétés d'assurances (Loi)				
Assemblées et les propositions (sociétés de fiducie et de prêt) — Règlement.....	DORS/2006-317	28/11/06	2043	n
Sociétés de fiducie et de prêt (Loi)				
Associations coopératives de crédit ayant fait appel au public — Règlement.....	DORS/2006-304	28/11/06	2018	n
Associations coopératives de crédit (Loi)				
Banques et les sociétés de portefeuille bancaires ayant fait appel au public — Règlement.....	DORS/2006--303	28/11/06	2016	n
Banques (Loi)				
Commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement — Règlement modifiant le Règlement de l'Office canadien.....	DORS/2006-322	28/11/06	2054	
Offices des produits agricoles (Loi)				
Commercialisation des œufs d'incubation de poulet de chair sur le contingentement — Règlement modifiant le Règlement de l'Office canadien.....	DORS/2006-323	28/11/06	2056	
Offices des produits agricoles (Loi)				
Cour d'appel du Québec en matière criminelle — Règles.....	TR/2006-142	13/12/06	2113	n
Code criminel				
Décret autorisant l'émission et fixant la composition, les dimensions et les dessins de diverses pièces de monnaie de circulation.....	DORS/2006-297	23/11/06	1989	n
Monnaie royale canadienne (Loi)				
Décret correctif visant l'annexe 1 de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999).....	DORS/2006-329	30/11/06	2093	
Protection de l'environnement (1999) (Loi)				
Décret déléguant l'honorable Peter Van Loan auprès du ministre du Patrimoine canadien.....	TR/2006-139	13/12/06	2109	n
Départements et ministre d'État (Loi)				
Décret fixant au 27 novembre la date d'entrée en vigueur de la Loi.....	TR/2006-136	13/12/06	2105	n
Programmes de commercialisation agricole (Loi modifiant la Loi)				
Décret fixant au 28 novembre 2006 la date d'entrée en vigueur de certains articles de la Loi.....	TR/2006-140	13/12/06	2110	n
Institutions financières (Loi modifiant certaines Lois relatives)				
Décret mettant fin à la délégation de l'honorable Michael Chong.....	TR/2006-138	13/12/06	2108	n
Départements et ministres d'État (Loi)				
Décret transférant du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien la responsabilité à l'égard d'Entreprise autochtone Canada et Premières nations sur Rescol et transférant du ministre de l'Industrie au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien les attributions à l'égard de l'Office national du développement économique des autochtones.....	TR/2006-135	13/12/06	2104	n
Restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique (Loi)				

INDEX—Suite

Règlements Lois	Enregistrement n°	Date	Page	Commentaires
Expositions d'armes à feu — Règlement modifiant le Règlement Armes à feu (Loi)	DORS/2006-292	23/11/06	1965	
Indemnisation relative au nématode doré — Règlement Protection des végétaux (Loi)	DORS/2006-330	30/11/06	2095	n
Liste de quasi-élimination Protection de l'environnement (Loi canadienne)	DORS/2006-298	24/11/06	1995	n
Octroi de la Croix du souvenir (Forces canadiennes) — Décret Autorité autre que statuaire	TR/2006-141	13/12/06	2111	n
Octroi de permis visant les poulets du Canada — Règlement modifiant le Règlement Offices des produits agricoles	DORS/2006-331	01/12/06	2100	
Paievements versés par les sociétés d'État — Règlement correctif visant le Règlement Paievements versés en remplacement d'impôts (Loi)	DORS/2006-325	30/11/06	2061	
Paievements versés par les sociétés d'État — Règlement modifiant le Règlement Paievements versés en remplacement d'impôts (Loi)	DORS/2006-324	30/11/06	2058	
Programmes de commercialisation agricole et abrogeant le Règlement désignant comme récolte les fourrures d'animaux d'élevage — Règlement modifiant le Règlement Programmes de commercialisation agricole (Loi)	DORS/2006-293	23/11/06	1967	
Prospectus (associations coopératives de crédit) — Règlement Associations coopératives de crédit (Loi)	DORS/2006-319	28/11/06	2048	n
Prospectus (banques et sociétés de portefeuille bancaires) — Règlement Banques (Loi)	DORS/2006-318	28/11/06	2046	n
Prospectus (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances) — Règlement Sociétés d'assurances (Loi)	DORS/2006-320	28/11/06	2050	n
Prospectus (sociétés de fiducie et de prêt) — Règlement Sociétés de fiducie et de prêt (Loi)	DORS/2006-321	28/11/06	2052	n
Rapports d'initié (associations coopératives de crédit) — Règlement Associations coopératives de crédit (Loi)	DORS/2006-311	28/11/06	2029	n
Rapports d'initié (banques et sociétés de portefeuille bancaires) — Règlement Banques (Loi)	DORS/2006-310	28/11/06	2027	n
Rapports d'initié (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances) — Règlement Sociétés d'assurances (Loi)	DORS/2006-312	28/11/06	2031	n
Rapports d'initié (sociétés de fiducie et de prêt) — Règlement Sociétés de fiducie et de prêt (Loi)	DORS/2006-313	28/11/06	2033	n
Recours (associations coopérative de crédit) — Règlement Associations coopératives de crédit (Loi)	DORS/2006-300	28/11/06	2010	n
Recours (banques et sociétés de portefeuille bancaire) — Règlement Banques (Loi)	DORS/2006-299	28/11/06	2003	n
Recours (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuille d'assurances) — Règlement Sociétés d'assurances (Loi)	DORS/2006-301	28/11/06	2012	n
Recours (sociétés de fiducie et de prêt) — Règlement Sociétés de fiducie et de prêt (Loi)	DORS/2006-302	28/11/06	2014	n
Règlement technique de 1999 sur les stations de navires (radio) — Règlement correctif Marine marchande du Canada (Loi)	DORS/2006-291	21/11/06	1962	
Saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires — Règlement modifiant le Règlement Exécution des ordonnances et des ententes familiales (Loi)	DORS/2006-296	23/11/06	1986	
Sociétés d'assurances et les sociétés de portefeuille d'assurances ayant fait appel au public — Règlement Sociétés d'assurances (Loi)	DORS/2006-305	28/11/06	2020	n

INDEX—Suite

Règlements Lois	Enregistrement n°	Date	Page	Commentaires
Sociétés de fiducie et de prêt ayant fait appel au public — Règlement Sociétés de fiducie et de prêt (Loi)	DORS/2006-306	28/11/06	2022	n
Tarif de l'Administration de pilotage de l'Atlantique, 1996 — Règlement modifiant le Règlement..... Pilotage (Loi)	DORS/2006-326	30/11/06	2063	
Tarif des douanes, 2006-3 — Décret modifiant l'annexe..... Tarif des douanes	DORS/2006-295	23/11/06	1979	
Transactions de fermeture (banques et sociétés de portefeuille bancaires) — Règlement Banques (Loi)	DORS/2006-307	28/11/06	2024	n
Transactions de fermeture (sociétés d'assurances et sociétés de portefeuilles d'assurances) — Règlement Sociétés d'assurances (Loi)	DORS/2006-308	28/11/06	2025	n
Transactions de fermeture (sociétés de fiducie et de prêt) — Règlement..... Sociétés de fiducie et de prêt (Loi)	DORS/2006-309	28/11/06	2026	n
Versement de paiements à titre gracieux à des personnes qui vivaient en union conjugale avec des personnes, maintenant décédées, ayant payé la taxe d'entrée relative à l'immigration chinoise ou à des bénéficiaires désignés — Décret concernant Autorité autre que statuaire	TR/2006-137	13/12/06	2106	n
Versement de paiements à titre gracieux aux anciens combattants ayant pris part à des expériences de guerre chimique — Décret concernant..... Autorité autre que statuaire	TR/2006-134	13/12/06	2102	n



If undelivered, return COVER ONLY to:
Government of Canada Publications
Public Works and Government Services
Canada
Ottawa, Canada K1A 0S5

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Publications du gouvernement du Canada
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Ottawa, Canada K1A 0S5